UNIVERSITY OF TORONTO
3 1761 00284394 4

UNIV. OF
TORONTO
LIBRARY

Digitized by the Internet Archive
in 2010 with funding from
University of Ottawa

http://www.archive.org/details/s3cahiersdelaquinz12pg

Remettre au cahier à Mademoiselle [illegible]

DOUZIÈME CAHIER DE LA TROISIÈME SÉRIE

MONOGRAPHIES

PERSONNALITÉS

139837
4.10.16

CAHIERS DE LA QUINZAINE
paraissant vingt fois par an
PARIS
8, rue de la Sorbonne, au rez-de-chaussée

Nos anciens abonnés savent et nos nouveaux abonnés verront que nous ne faisons dans ces cahiers aucune réclame. Ce qui suit n'est donc en aucun sens de la réclame.

Je me permets d'insister pour que nos abonnés découpent dans le onzième cahier de la troisième série, page 249, le coupon qui leur permet d'aller avec un ami assister à une représentation du *14 Juillet*. Moi qui ne mets jamais les pieds au théâtre, j'y suis allé. J'y retourne. Il y a un intérêt considérable, comme je l'expliquerai dans un prochain cahier, à soutenir très vigoureusement l'effort du grand compositeur qu'est Gémier.

Il ne s'agit pas d'organiser une cabale pour faire marcher une pièce qui paraît vouloir aller toute seule. Mais il s'agit que nous ne fassions pas porter à l'*action populaire* de Romain Rolland la peine de la réprobation que nous avons presque tous pour le théâtre. Cette réprobation est amplement justifiée par la plupart des spectacles que l'on nous affiche depuis plusieurs années. Mais il serait injuste qu'un aussi beau drame subît le contre-coup des mauvaises pièces.

Il ne s'agit pas d'envoyer du monde aux représentations. Il s'agit qu'on y aille.

Charles Péguy

AP
20
C15
Sér. 3
no 12-18

Nous aussi nous devons nous préparer aux prochaines élections. Nous prions nos abonnés de vouloir bien nous envoyer les programmes, affiches, circulaires intéressantes qui leur viendraient en mains. Nous en constituerons des dossiers. Nos abonnés sauront choisir, nous renseigner sans nous encombrer.

PERSONNALITÉS

Quelques-uns de nos abonnés se sont émus de ce que j'avais fait des personnalités dans le septième cahier de la troisième série. On peut lire dans le deuxième cahier de la première série :

Quand j'eus recueilli tous ces renseignements sur la lutte personnelle qui suivit l'explosion du manifeste, je voulus commencer à chercher les renseignements sur la conversation générale qui accompagna bientôt cette lutte personnelle, mais je m'aperçus que j'avais déjà presque un plein cahier, puisque je voulais donner une place dans ce courrier à la discussion de la loi sur le travail des enfants, des filles mineures et des femmes dans les établissements industriels. Je ramassai donc tous mes documents, et je m'en allai trouver le citoyen docteur socialiste révolutionnaire moraliste internationaliste. Mais j'étais un peu confus de ce que je lui apportais. Car j'avais en mains un cahier presque tout entier plein de personnalités. Or on m'a dès longtemps et fort pertinemment enseigné à négliger les personnalités ; nous devons, m'avait-on dit, négliger les personnalités ; nous sommes les soldats d'une armée universelle ; nous travaillons et nous combattons pour un idéal universel ; nous préparons la révolution sociale universelle : nous n'avons à considérer ni les spécialités, ni les particularités, ni les individualités, ni même les personnalités,

139837
11/10/16

mais seulement les généralités et les universalités : ainsi me l'enseignaient naguère des maîtres que j'avais. Je présentai mes scrupules au docteur, car étant moraliste il est casuiste : j'entends par là qu'il travaille dans les cas de conscience; non pas qu'il donne avec autorité des ordonnances et des commandements, mais il présente modestement des consultations, il propose pour la résolution de ces cas les solutions qui lui paraissent conformes à la raison.

— Citoyen docteur, je voulais faire un cahier avec les documents et les renseignements que j'aurais sur la préparation du Congrès socialiste national, tout récemment tenu à Paris, dans un gymnase mémorable. Mais nous ne pouvons pas maîtriser le destin. J'avais résolu de commencer par classer tous les documents et tous les renseignements personnels; je négligeais artificieusement les documents et les renseignements venus des groupes et des organisations : car pendant que les individus citoyens engageaient la conversation tumultueuse et de plus en plus générale dont vous avez en mains les premiers éléments principaux, un immense mouvement naissait dans les provinces lointaines et dans les rangs lointains des soldats ignorés. Pendant que les personnages continuaient à s'adresser des paroles subtiles ou dures, soudain et lentement le chœur s'émouvait. Ce chœur n'était pas composé de vieillards thébains, mais de citoyens français, hommes libres amis de la droiture. Aussi le chœur ne laissait-il pas échapper des soupirs, des sanglots et des paroles de lâcheté, mais il prononçait des paroles dures et libres et droites, audacieux et lui-même étonné d'introduire la grosseur de sa voix dans la conversation

des chefs. Je pensais donc qu'il y aurait dans ce cahier la grandissante voix de la foule et du peuple anonyme envahissant l'audience publique et pour la première fois s'imposant aux conciliabules des chefs. J'aurais mis enfin dans ce cahier, avec la conversation des chefs et l'envahissement du peuple, tout ce travail organique et officiel des organisations, qui dès le jeudi 20 juillet aboutissait à cette acceptation qui permettait à *la Petite République* d'annoncer en une robuste manchette les *États-Généraux du Parti socialiste*. Telles étaient les trois parties dont j'avais pensé que se composerait ce cahier. Première partie : attaque soudaine et précautionneusement violente des principaux chefs aux principaux hommes libres; riposte ferme, défense et contre-attaque mesurée des hommes libres aux manifestants; intervention générale des amis et des camarades; conversation générale et de plus en plus broussailleuse. Deuxième partie : le peuple silencieux longtemps et indéfiniment patient des simples soldats et des simples citoyens a été intimement secoué, remué à des profondeurs insoupçonnées par l'injustice du manifeste; le peuple s'émeut redoutablement; le chœur s'émeut et du fond des provinces et du fond de Paris commence à faire parvenir la voix de ses résolutions; gagnant de proche en proche le mouvement redoutable se propage immense; les chefs et les manifestants commencent à s'apeurer, les hommes libres à se radoucir; l'armée socialiste presque entière impose le silence aux manifestants, le peuple socialiste impose le silence aux personnages. Troisième partie : enregistrant un peu grossièrement, exprimant un peu lourdement le vaste et souple soulèvement des masses

profondes, les organisations nationalement constituées, les anciennes organisations elles-mêmes entrent en conversation, l'une introduisant, la deuxième accueillant, les deux et demie suivantes acceptant des propositions de communication. Mes trois parties auraient concouru à cette annonce des États-Généraux, où commence la préparation immédiate. C'était bien arrangé. Comme il est dommage que les personnalités de la première partie aient envahi et débordé tout mon cahier !

— N'ayez aucun remords extraordinaire, citoyen, d'avoir laissé envahir tout un cahier par ces personnalités, car elles ont commis bien des envahissements beaucoup plus pernicieux. Ces cahiers vous paraissent importants parce que vous y travaillez, mais ils n'ont pour moi quelque intérêt que s'ils me présentent l'image fidèle de la réalité. Loin donc que je sois scandalisé que ces personnalités vous aient ainsi envahi tout un cahier, comme vous dites un peu avaricieusement, j'en suis heureux pour vous, car ce cahier est ainsi devenu l'image plus fidèle de la réalité. La réalité même, citoyen, a été dangereusement envahie par ces personnalités. Vous m'avez exposé, un peu verbeusement, comme un auteur qui a manqué sa pièce, un plan de cahier en trois parties bien disposées et bien composées : ces personnalités ont dérangé beaucoup de plans d'action mieux composés que vous ne composerez jamais vos cahiers. Vous avez dû ajourner aux prochains cahiers la fin de la première partie, la deuxième et la troisième : ces personnalités ont fait ajourner des actions beaucoup plus urgentes que ne le sera jamais la publication de vos cahiers.

— Je ne savais pas, citoyen, que mon cahier manqué fût une image ainsi fidèle de la réalité. Vous croyez qu'en me laissant envahir par les personnalités je me suis, sans le faire exprès, conformé au seul modèle que je me sois jamais proposé. Mais la question que je vous soumets, parce qu'elle m'a donné des scrupules, est justement celle-ci : Doit-on se conformer toujours à la réalité ? En particulier doit-on se conformer à la réalité quand elle nous présente l'action personnelle des personnalités ?

— Quand la question est ainsi posée, il me semble, citoyen, que la réponse n'est pas douteuse.

— Aussi n'est-ce pas ainsi que la question m'embarrasse. Un jeune camarade, un citoyen des mieux renseignés, disait un jour devant moi : « Nous ne devons jamais faire de personnalités. Quand même on nous attaquerait avec des personnalités, nous devons négliger ce moyen de défense. En combattant les idées et les personnalités par les seules idées, nous donnons à la bataille un caractère plus noble, un caractère digne : il vaut mieux que la révolution sociale ait ce caractère, et en attendant que la révolution sociale soit parfaite il vaut mieux que la vie humaine ait ce caractère. » Telles étaient à peu près ses paroles. Naturellement je les rédige pour vous les rapporter, mais elles avaient, à très peu près, le sens que je vous donne.

— Je vous entends. Continuez.

— Ces paroles furent prononcées devant moi dans une discussion très vive, justement au moment du manifeste. J'étais intervenu dans la bagarre et je ne m'étais pas privé de faire des personnalités. J'entendis ces paroles comme une leçon que je recevais. Je leur donnai la

plus grande considération, une considération toute particulière, personnelle, profonde. Celui qui les avait prononcées avait quelque autorité pour les prononcer, car il avait une situation personnelle irréprochable, inabordable à tous égards, et il défendait ainsi préalablement contre lui-même et ses propres amis un adversaire dont la situation personnelle était parfaitement accessible. J'admirais sa modération, sa réserve, sa bonté. Je me demandai sérieusement si je n'avais pas été un muffle en faisant les personnalités que j'avais précédemment faites.

— Continuez, citoyen.

— Cette hypothèse de remords et cette hésitation de méthode m'a poursuivi sans relâche depuis lors. J'ai cherché à me renseigner en considérant les autres hommes : les uns, comédiens vulgaires, déclaraient tous les quatre matins qu'il ne faut pas faire de personnalités et passaient le reste de leur temps à démolir sourdement les personnalités qui les embarrassaient; les autres, autoritaires inconséquents, faisaient les mêmes déclarations et partaient ouvertement en guerre féroce contre qui les gênait; les tiers, ceux qui ressemblaient à ce jeune camarade, — et parmi ces tiers je mets Jaurès au premier rang, — déclaraient qu'il ne faut jamais faire de personnalités et conformaient bonnement leur conduite à leur parole : on avait beau les attaquer personnellement, sans doute ils se défendaient personnellement, mais ils ne contre-attaquaient jamais personnellement. Quand je me comparais à ces derniers, — comment en effet se donner les références morales nécessaires à la conduite si l'on ne se compare pas? — il m'apparaissait que j'étais laid en comparaison d'eux ;

ils étaient évidemment, franchement bons. Mais cette constatation ne me suffisait pas, car je savais par une expérience douloureuse qu'il ne suffit pas qu'une action ait une apparence ou même une évidence première belle pour qu'elle soit morale; souvent une action belle emporte avec soi des corollaires ou des conséquences inaperçues, mais inséparables, et immorales; inversement j'avais connu qu'il y a des actions apparemment laides qui non seulement sont morales mais qui sont rigoureusement commandées par la loi morale. J'étais donc malheureux d'avoir eu l'air muffle, ou grossier, ou impoli. Mais je ne savais pas assurément si j'avais eu tort. Mon trouble n'a point cessé. Je vous pose donc la question. Est-il permis de faire des personnalités ? Doit-on faire des personnalités ?

— Cette expression : *faire des personnalités* a deux sens un peu distincts selon que nous l'employons dans l'ordre de l'action ou dans l'ordre de la connaissance.

Le docteur commença ainsi, sans aucune honte, et surtout sans fausse honte; il ne pensait pas qu'il fût pédant ou poseur, quand on traite un sujet de philosophie ou quand on regarde en philosophe les actions, même les plus familières, d'employer le langage de la philosophie; au contraire il pensait qu'il est pédant et poseur d'éviter mal à propos les mots de son métier, comme il est pédant et poseur de les employer mal à propos ; donc il pensait que l'on doit parler induction et déduction quand il faut, ainsi que le menuisier parle tenons et mortaises.

Dans l'ordre de la connaissance, continua le docteur, *faire des personnalités* ne peut avoir qu'un sens : attribuer à certaines personnalités une action donnée. Je

suppose que tel événement se produise : on dira que nous faisons des personnalités si nous attribuons à telle personnalité telle part dans ces événements.

— Voulez-vous, docteur, choisir un exemple? Tous ces *tel* embarrassent un peu le champ de mon raisonnement.

— Vous ferez bien, citoyen, de vous habituer un peu aux raisonnements abstraits : les raisonnements abstraits sont souvent commodes, pourvu qu'ils soient fidèles, et que l'on ait soin de les rapporter en définitive à la réalité concrète.

— Rapportons, citoyen docteur, voulez-vous?

— L'exemple est tout choisi : je constate que le manifeste se produit : on dira que nous faisons des personnalités si nous attribuons à la personnalité même de Vaillant, de Lafargue et de Guesde la plupart de cet événement.

— Mais alors, citoyen docteur, comment ne pas faire de personnalités?

— C'est ce que je me demande en vain, et j'en arrive ici à ne plus même saisir le sens de la question que vous m'avez posée.

— Pourtant, citoyen docteur, au moment où je vous l'ai posée il me semblait bien qu'elle avait un sens. Dans toutes les discussions publiques, aussitôt qu'on réplique à un orateur : « vous faites des personnalités », ou bien : « ne faites pas de personnalités », l'orateur se tait et s'excuse ; il recommencera l'instant d'après, mais, sur le moment, il croit devoir faire cette concession, témoigner cette déférence à l'opinion commune, ainsi formulée : « On ne fait pas de personnalités. » Enfin dans les discussions les moins nombreuses, toujours l'interlo-

cuteur s'arrête à ce reproche, comme s'il avait brusquement et par inadvertance violé la règle du jeu. Depuis que j'assiste aux discussions publiques, privées, et mi-parties, je n'ai jamais entendu un seul citoyen répondre à l'interrupteur : « Parfaitement, monsieur, je fais des personnalités, parce que je dois faire ici des personnalités. » Non, toujours des excuses, des balbutiements, des reconnaissances, des promesses de ne pas recommencer, tenues ou non tenues, selon les caractères et selon les occasions. Si donc nous concluons que nous avons le droit, et que nous avons le devoir de faire des personnalités, dans l'ordre de la connaissance, nous serons opposés à l'opinion commune, à l'opinion générale de tous nos camarades et concitoyens, du public même. Enfin nous n'aurons pas pour nous ceux qui font des personnalités, qui mangent des personnalités, qui nourrissent des personnalités, car ils ne l'avoueront jamais. Souvent ils n'osent pas se l'avouer à eux-mêmes.

— Je préfère n'avoir pas ces derniers avec moi, répondit le docteur. Mais vous ne m'effrayez pas en me déclarant que nous n'aurons jamais personne avec nous. Moi non plus je n'ai pas *l'orgueil du troupeau :* je ressemble ici au vénéré doyen. Je ne suis pas même épouvanté à l'idée que l'on pourrait me mettre en interdit, car il y a bien longtemps que je suis un hérétique : j'étais élève au lycée, en seconde, quand je fus hérétique, et encore je ne sais pas si c'était mon commencement : les taupins et les cornichons, — c'est ainsi que l'on nommait ceux de nos camarades, plus glorieux et plus courageux que nous, qui préparaient les concours d'entrée à l'École Polytechnique et à l'École spéciale militaire de

Saint-Cyr, — voulurent me mettre en quarantaine : je m'étais vivement insurgé contre la prétention qu'ils avaient de régenter la cour des grands, où je venais d'arriver; je m'étais vivement insurgé contre ces brimades par lesquelles on voulait nous démontrer la supériorité des anciens sur les nouveaux et des militaires sur les civils; ces élèves supérieurs des classes dirigeantes voulurent à peu près me mettre en quarantaine, et cela, si je n'avais peur d'employer un gros mot, pour me persécuter : ce fut ainsi que je connus le commencement de l'antisémitisme; je fus heureusement défendu par un bon nombre de civils aux poings vigoureux, qui sauvaient en moi le président d'une association scolaire d'exercices physiques et jeux de plein air; les civils battirent les militaires, comme il arrive assez souvent quand les militaires ont laissé leur sabre à la maison; — j'ai le regret de vous avouer qu'un assez grand nombre de ces bons civils sont aussi devenus depuis des antisémites ;— je ne sais pas si ce fut la première fois que je fus mis en interdit, mais assurément ce ne fut pas la dernière; et si jamais un Comité général me met en interdit parce que j'aurai fait des personnalités, dans l'ordre de la connaissance, croyez bien que cette fois-là ne sera pas encore la dernière; je me suis insurgé contre toutes les brimades et tous les canulars et toutes ces vieilles institutions par lesquelles un certain contingent d'autoritaires en nom collectif imposent ou veulent imposer à quelques libres individus la marque de la supériorité commune ; il ne faut pas m'en conter sur l'utilité de ces institutions pour assouplir les caractères et pour adoucir les mœurs; c'est au régiment que j'ai le moins eu à m'insurger contre ces brimades; je ne sais si j'ai eu le

bonheur de tomber sur une compagnie ou sur un bataillon ou dans un régiment mieux recruté ; sinon je proposerais cette simple explication, que les régiments sont surtout fournis par le peuple, que l'immense majorité de mes anciens étaient des hommes du peuple, que le véritable esprit de camaraderie est plus florissant dans le peuple, que l'esprit de parti et l'esprit d'autorité y sévissent moins que dans la bourgeoisie ; je ne parle pas de la discipline, entendue le plus souvent comme une brimade collective; dans ma ville de province les conservateurs m'interdisaient parce que je devenais républicain, les catholiques m'interdisaient parce que je devenais libre penseur, les bonnes gens m'interdisaient parce que je faisais de la politique, — c'est ainsi qu'ils nomment l'action — ; les bourgeois m'interdisaient parce que j'étais socialiste ; plus tard les antisémites m'interdirent parce que j'étais dreyfusard ; il se peut que le Parti socialiste un jour m'interdise parce que je suis anarchiste ; et je ne désespère pas qu'un jour plus tard quelque anarchiste ne m'interdise parce que je suis un bourgeois. Cela ne tire pas à conséquence.

— Docteur, je vous demande pardon, mais il me semble que vous parlez ici non plus comme un docteur, mais avec une certaine amertume, une certaine âpreté, si vous voulez. D'abord vous m'avez conté votre histoire avec une certaine étendue et avec une incontestable complaisance. Puis vous avez, j'en ai peur, employé l'ironie, et nous devons nous garder soigneusement d'employer l'ironie. Enfin j'ai peur que vous n'ayez l'orgueil de celui qui n'est pas du troupeau.

— Vous avez à peu près raison, mon ami, sur le second point. Mais vous n'avez pas raison sur le

premier et vous n'avez pas raison sur le troisième : je suis beaucoup trop malheureux pour avoir aucun orgueil ; je suis malheureux que le Parti socialiste récemment institué ait inauguré sa constitution précisément en prenant à l'égard de la libre pensée, à l'égard de la justice, à l'égard de la vérité, la vieille attitude autoritaire des cités antiques, des Églises, des États modernes et bourgeois; depuis ce temps-là je suis détraqué; je me promène en sabots, par ce grand froid, dans mon jardin, et je me dis comme une bête : « Ils ont supprimé la liberté de la presse ! Ils ont supprimé la liberté de la tribune ! » — car la presse est la tribune la plus ouverte, la tribune de ceux qui ne sont pas orateurs, de ceux qui ne sont pas députés, de ceux qui ne sont pas délégués, la presse est la tribune de tous ceux qui ne peuvent pas monter à la tribune. Je n'en reviens pas, j'en suis navré de déception, malade, et c'est pour cela que j'emploie l'ironie, qui est malsaine. Il m'est douloureux d'assimiler l'attitude socialiste aux attitudes bourgeoises précédentes; je n'attendais pas ces recommencements; vraiment j'espérais que nous ferions du nouveau dans l'histoire du monde. Je ne veux pas encore désespérer; je veux croire que ce Congrès, brusquement promu souverain d'un parti, a eu sa raison obscurcie de sa grandeur, son imagination troublée de sa puissance. Nous devons espérer qu'il entendra les conseils d'une simple sagesse ; nous lui dirons et nous lui redirons que le peuple souverain n'est souverain que de ce qui est soumis à la souveraineté humaine ordinaire; nous lui dirons et nous lui redirons que la justice et que la vérité sont inaccessibles aux mains souveraines ; et nous serons ennuyeux; et nous

serons importuns, comme les anciens philosophes importunaient les tyrans de Syracuse; et tout de même on nous croira sans doute : j'entends par là que le peuple admettra nos propositions comme étant vraies; car le peuple est foncièrement juste, aussi longtemps qu'il n'écoute pas les discours de ses courtisans les démagogues. Mais il se peut aussi que les démagogues soient pour un temps les plus forts, et je n'ignore pas qu'à force d'avoir été mis en interdit par tout le monde on finit par se trouver tout seul, et que les amitiés se font rares, et qu'en face d'un parti commode à ses partisans celui qui est seul et malheureux finit toujours par avoir tort.

Le docteur continuait lentement et bassement; il regardait en soi et parlait tristement; je le laissais continuer; il avait abandonné la consultation qu'il avait commencée pour moi; je connus à cela que je n'avais plus affaire à un docteur, mais à un homme, et que cet homme était profondément malheureux; il avait quitté ce masque d'assurance habituelle dont il se garantissait contre les regards acérés des hommes : je connus à cela que je commençais d'entrer dans son amitié; je ne faisais rien pour m'y pousser, car j'avais résolu de tenir mon jugement et mes sentiments en suspens jusqu'à la fin de mon enquête; je le laissais aller parce que son discours donnait réponse à plusieurs questions de mon enquête, parce que je compatissais involontairement à sa tristesse, parce que la révélation de sa tristesse lui faisait du bien.

Quand nous prêchions, continuait l'homme, la nécessité, la beauté, la convenance et la bonté de la révolution sociale, et que les bourgeois se moquaient de nous, qui

nous eût dit que le Parti officiel de la révolution sociale s'embourgeoiserait à cet égard aussi rapidement? Ils ont supprimé la liberté de la presse! Ils ont supprimé la liberté de conscience. Quand nous prêchions la révolution sociale, nous voulions universaliser la liberté individuelle, toutes les saines libertés individuelles, et en particulier la liberté individuelle de penser et de parler comme un honnête homme : tout fraîchement. Nous voulions universaliser l'affranchissement, donner surtout à tous les hommes les moyens d'échapper à l'écrasement économique bourgeois; nous ne supposions pas qu'aux premiers linéaments de la révolution sociale, on ajouterait l'écrasement économique du parti à l'écrasement économique des adversaires du parti. Vraiment ils ont supprimé la liberté de la conscience!

Et quand nous prêchions l'importune vérité, la vérité dreyfusarde, et que les réactionnaires se moquaient de nous, qui nous eût dit que le jour était si proche où le parti que nous aimons couperait en deux la vérité, admettrait pour l'extérieur la vérité défavorable aux bourgeois, repousserait de l'intérieur la vérité défavorable à quelques personnalités.

Prononçant ce dernier mot au cours de sa confidence, le docteur soudain se réveilla, haussa légèrement les épaules sur lui-même, et continua :

Je vous demande pardon, citoyen, mais je ne sais plus où j'en suis de la consultation que vous m'avez demandée. Croyez qu'il faut que je sois bien détraqué par la déception pour avoir ainsi négligé mon métier.

— Je vous avais demandé si vous n'aviez pas l'orgueil de celui qui n'est pas du troupeau.

— Et je vous répondais que je n'ai pas cet orgueil; je

ne crois pas que la minorité ait plus forcément raison que la majorité : cela dépend des espèces ; il n'y a que la raison qui ait forcément raison ; tantôt c'est la majorité qui a tort, et tantôt c'est la minorité, quelquefois c'est l'unanimité ; la théorie démocratique de l'unanimité n'est pas plus fondée en raison que la théorie aristocratique de la minorité, de l'élite ; mais elle ne l'est pas moins : elles ne le sont nullement toutes deux ; la raison demeure en un pays où ces deux théories n'atteignent pas : elles ne valent, et ne peuvent engager la compétition, que dans la région des intérêts. Nous formulerons donc cette proposition préalable :

Le nombre des partisans et des adversaires est indifférent pour ou contre toute proposition soumise à la raison.

— Docteur il ne me semble pas que cette proposition soit bien extraordinaire, et nous avons suivi un chemin bien long pour en venir à une vérité triviale.

— J'espère que nos propositions ne seront jamais extraordinaires, car la vérité morale est communément simple. Cependant nous admettrons aussi les propositions vraies qui seraient extraordinaires. Je conviens avec vous que cette proposition est triviale : convenez avec moi que nous l'oublions et que nous la méconnaissons dans la plupart de nos raisonnements, si bien que ce nous sera vraiment une grande nouveauté que d'avoir toujours en considération cette proposition triviale. Sans doute il est humain, sinon juste rigoureusement, d'accorder audience aux propositions un peu d'après les introducteurs ; mais l'audience accordée, la séance commencée, il convient d'oublier tout à fait les introducteurs.

La mémoire me revient, continua le docteur. Vous m'avez reproché de vous avoir conté complaisamment mon histoire. Je vous répondrai bientôt. — Je reviens donc à la question des personnalités, dans l'ordre de la connaissance.

Au moment où vous m'avez opposé le consentement universel, je croyais que l'on doit faire des personnalités dans cet ordre. Il me semblait que l'on doit faire des personnalités comme l'on fait du reste; il en est des personnalités comme du reste : quand leur influence est réelle, on doit la constater; quand leur influence est nulle, on doit constater qu'elle est nulle; quand elle est faible, on doit constater qu'elle est faible; et quand elle est forte on doit constater qu'elle est forte. Et quand c'est toujours la même chose, on doit constater que c'est toujours la même chose. On ne doit pas faire des personnalités en ce sens qu'on inventerait, qu'on imaginerait des personnalités qui ne seraient pas réelles; mais on doit faire les personnalités qu'il y a; on doit faire, s'il est permis de parler ainsi, les personnalités que l'on doit faire. Sinon, comment pourvoir à cette vacance dans la pleine complexité des événements?

— C'est bien là ce qui m'inquiétait. Mon camarade alla jusqu'à dire, emporté par sa bonté dans le feu de la discussion : « Quand même je saurais que c'est pour une raison personnelle qu'un adversaire m'attaque, l'historien doit tout expliquer par des considérations générales. » Je protestai en moi contre ces paroles.

— Vous avez protesté avec raison. Nous devons expliquer par des considérations générales tous les événements et les seuls événements qui ont eu des causes et des circonstances générales; nous devons expliquer

par des considérations particulières tous les événements et les seuls événements qui ont eu des causes et des circonstances particulières ; ainsi nous devons expliquer par des considérations individuelles tous les événements, même publics ou généraux, qui ont eu des causes et des circonstances individuelles. Nous ne devons attribuer à l'histoire aucune valeur nouvelle, aucune dignité artificielle, aucune étrangère noblesse. L'histoire est l'image des événements. L'histoire des personnalités est personnelle, comme l'histoire des généralités est générale, comme l'histoire des beautés est belle, comme l'histoire des laideurs est laide ; l'histoire des indignités est indigne, l'histoire des infamies est infâme, l'histoire des petitesses est petite. Pourquoi mettre à l'histoire des faux-talons? Histoire généralisée, histoire légalisée, histoire anoblie est d'autant faussée. Ne faisons pas de l'histoire universelle, ne faisons pas de l'histoire philosophique, ne faisons pas de l'histoire morale, ne faisons pas de l'histoire polie, ne faisons pas de l'histoire générale, ne faisons pas de l'histoire légale, ne faisons pas de l'histoire sociologique, ne faisons pas de l'histoire bourgeoise, ou réactionnaire, ne faisons pas de l'histoire socialiste, ou révolutionnaire ; soyons socialistes et révolutionnaires, et faisons de l'histoire exacte, faisons de l'histoire historique, faisons de l'histoire. Ne sociologiquons pas l'histoire, ne la généralisons pas, ne la légalisons pas. Soyons socialistes et disons la vérité.

Je laissais le docteur abonder en expressions verbeuses, bien que j'eusse au premier mot saisi sa pensée, qui ne m'était pas nouvelle, et qui, soit dit sans l'offenser, n'était pas nouvelle du tout. Mais il se plaisait évi-

demment beaucoup à la manifestation de cette pensée assez commune et je n'eus pas le courage de me refuser à lui abandonner cette consolation.

— Mon pauvre ami, continua le docteur en me reconduisant, le réel est le grand maître ; et quand on fait de l'histoire il est le seul maître ; et quand on conte un événement, fût-il récent de cinq minutes, on fait de l'histoire. La vérité ne vieillit pas avec les générations qui passent ; mais elle ne rajeunit pas non plus avec et pour les minutes récentes ; elle ne doit avoir aucun âge.

Et pendant que j'approchais de la porte le docteur achevait : Et quand on manque à la vérité, mon ami, on manque forcément à la justice : à vérité incomplète, justice incomplète, c'est-à-dire injustice ; la part des événements, causée par des personnalités, que nous refusons d'attribuer à ces personnalités, pour les ménager, nous l'attribuons forcément, pour masquer la vacance, à quelqu'un ou à quelque chose : or quelqu'un et quelque chose tiennent en général à quelque personnalité, non plus considérable, et ménageable, mais humble, et assurément négligeable. C'est toujours le vieux système du remplacement : Quand nous refusons d'attribuer aux personnalités marquantes la part qu'elles ont dans les événements, nous transférons cette part aux petites personnalités des soldats oubliés et de la misérable foule.

Comme j'arrivais sur le seuil de pierre, le docteur ajouta : N'ayons pas de la matière à généraliser comme les bourgeois ont de la chair à canon. Vous n'imaginez pas à quelle injustice, à quel malheur cela pourrait nous conduire.

Et me donnant la poignée de mains révolutionnaire il conclut en manière de formule :

Nous pouvons et nous devons, dans l'ordre de la connaissance, constater toutes les personnalités que le réel nous présente.

— *En règle générale nos cahiers ne seront pas réimprimés. Jusqu'à ce que nous y soyons morts*, et tout fait croire que ce ne sera pas de sitôt, *nous regarderons le travail à faire et non pas le travail fait. Je me permets de reproduire aujourd'hui ces anciens entretiens parce qu'il ne nous reste plus de la première série que cinq collections complètes, parce que ces collections valent cent francs chaque, parce que la région de nos abonnés actuels a peu d'abonnés communs avec l'ancienne région de nos rares abonnés à la première série.*

On lit dans le troisième cahier de la première série :

— Vous me demandez si nous pouvons et si nous devons faire des personnalités dans l'ordre de l'action. Toutes les raisons que je vous ai proposées dans l'ordre de la connaissance me paraissent valoir dans l'ordre de l'action. Dans la pleine complexité du réel où nous agissons, nous attaquerons injustement les misérables personnalités de la foule anonyme si nous n'attaquons pas les personnalités évidentes que nous devons attaquer, et nous attaquerons en outre les pauvres personnalités que ces personnalités évidentes poursuivent : car le neutre est complice, ne l'oublions pas. Si nous refusons de constater que les grands chefs et les petits jettent la peur et le trouble dans l'âme et dans le cœur des hommes ignorés, nous supposerons faussement, et

nous dirons faussement, comme on l'a dit, que le peuple est naturellement peureux et trouble, que le peuple est mou, que le peuple est lâche. Nous sommes si enserrés dans cette complexité pleine, vivante et douloureuse, que nous ne pouvons ménager charitablement nos grands adversaires qu'en accablant injustement nos moyens et nos petits adversaires, qu'en sacrifiant injustement nos amis, grands, petits et moyens. Nous sommes coincés. Nous n'avons pas fait ce réel, ou du moins nous avons contribué bien peu à le faire ; nous en sommes aussi peu responsables ; ayons-en du remords si nous le voulons, mais qu'au moins ce remords ne se résolve pas en fausses délicatesses, réellement injustes et barbares pour plusieurs. Quand nous ménageons les personnalités que nous devons attaquer, pour cette seule raison que nous ne voulons pas faire des personnalités, comme les coups de cognée ou de hache, dans cette étrange forêt de la réalité, retombent toujours quelque part, nous abattons et nous meurtrissons, au lieu des arbres désignés, des arbres et des arbustes vivants immérités. Et qu'avons-nous fait, pendant cette campagne aujourd'hui importune, indispensable naguère, qu'avons-nous fait, sinon des personnalités ? Qu'avons-nous fait si nous n'avons pas personnellement défendu des personnalités, attaqué des personnalités, défendu les personnalités injustement poursuivies en attaquant les personnalités qui les poursuivaient injustement. Et comment les aurions-nous défendues, comme nous le devions, si nous n'avions pas fait des personnalités. Comment sauver l'assassiné sans sauter au collet de l'assassin, en admettant qu'il ait un collet, ce qui était le cas. Et il est à peu près impossible de

sauter au collet de quelqu'un sans faire à son égard quelque personnalité. Nous avons fait la personnalité de M. le général Mercier, la personnalité de M. le général de Boisdeffre, et celle de M. du Paty de Clam, et celle de M. Deniel. Avons-nous assez fait de personnalités ? En tout cas n'avons-nous pas fait la personnalité de M. Alfred Dreyfus, un capitaine jadis ignoré. La personnalité de l'attaque suppose la personnalité de la défense, et inversement. Et quand nous crions encore aujourd'hui dans nos processions et dans nos manifestations : *au bagne Mercier, au bagne*, est-ce que nous faisons, oui ou non, une personnalité. Or nous devons même au général Mercier l'égalité de la critique et de la méthode. Les gendarmes sont des citoyens qui font des personnalités. Or nous avons fait les gendarmes dans toute cette affaire, avouons-le, ou plutôt déclarons-le hautement : nous avons remplacé les gendarmes injustement empêchés. Ce devoir pénible, et en dehors de nos habitudes, nous l'avons fait. Il fallait bien que nous le fissions : qui n'était pas contre la personnalité de Mercier était contre la personnalité, alors lamentable, de Dreyfus ; qui n'était pas contre la personnalité de Vaillant et de Guesde était contre la personnalité de Jaurès et ainsi contre la personnalité du même Dreyfus. D'ailleurs en ce temps-là on ne nous reprochait pas de faire des personnalités. Maître Labori ne faisait pas trop de personnalités ; Zola n'avait pas fait trop de personnalités ; vous-même, s'il est permis de vous introduire ici, vous ne faisiez pas trop de personnalités.

— Vous avez un bon souvenir : au moment où les machinations des scholarques poignardaient dans le dos les hommes libres engagés au premier rang de la ba-

taille, j'intervins modestement et je dénonçai la trahison ; pendant plusieurs quinzaines je fis des personnalités; je publiai dans *la revue blanche* une série d'articles sur l'affaire Dreyfus et la crise du Parti socialiste ; je disais ce que je pensais, ce que nous pensions tous alors de plusieurs personnalités ; j'allais jusqu'à faire des personnalités contre une personnalité amie qui, à mon sens, n'avait pas attaqué assez vivement les personnalités dangereuses, sans doute surtout pour ne pas faire de personnalités. Tout le monde alors trouvait que j'avais raison.

— Cela ne prouve pas que vous eussiez raison en effet.

— Mais cela ne prouve pas non plus que j'aie eu tort d'avoir continué. Tout le monde en ce temps-là trouvait que j'avais raison. Je n'étais pas devenu alors un pur anarchiste, ni un métaphysicien, ni un esthète. Non seulement on m'approuvait hautement et vivement, mais on m'eût encouragé si j'avais eu besoin d'un encouragement. Je n'en demandai aucun. J'avais raison d'attaquer ainsi Guesde et Vaillant, j'avais raison de leur dire leurs vérités ; ce que je leur disais était bien leurs vérités. Je ne peux pas m'imaginer comment ce qui était alors des vérités est devenu depuis des erreurs.

—Cette altération ne serait admissible que si M. Guesde et M. Vaillant avaient apporté depuis des rectifications. Mais je ne crois pas qu'ils en aient produit aucune. Ce sont eux au contraire qui ont bien voulu pardonner à leurs accusateurs, et à leurs accusés : ce sont eux qui ont pardonné à tout le monde. Ils ont amnistié. Ils sont cléments.

— Ce que vous m'avez répondu sur la question des personnalités, dans l'ordre de l'action, ne me paraît pas

valoir contre la considération du relèvement moral, que vous n'avez pas envisagé : quand même il serait vrai que nous eussions à faire des personnalités, dans l'ordre de l'action, nous devons agir par généralités, dit-on, parce qu'ainsi l'action est meilleure et plus noble, ainsi la révolution sociale est meilleure et plus noble, et en attendant que nous ayons parfait la révolution sociale, c'est la vie humaine et l'action journalière qui est moralement meilleure et plus noble. A des laideurs personnelles ne répondons pas en opposant des laideurs personnelles, ne faisons pas du talion, ne démoralisons pas la politique.

— Ceux qui parlent ainsi confondent plusieurs questions et nous distinguerons les réponses. Nous n'avons jamais pensé à faire aucun talion, en particulier aucun talion personnel. Mais nous pensons qu'on peut et qu'on doit faire des personnalités comme on peut et comme on doit faire des généralités, comme on peut et comme on doit faire tous les actes permis et dus, dans les mêmes limites, aux mêmes égards, par les mêmes moyens. Nous n'avons nullement voulu instituer un privilège immoral en faveur des personnalités, mais nous voulons que les personnalités demeurent soumises comme les généralités aux commandements de la loi morale, en particulier à la loi de vérité. On nomme aristocratiques ou mieux oligarchiques les théories de ceux qui veulent soustraire quelques personnalités à l'égalité de la loi morale. N'instituons aucune oligarchie au cœur de la cité socialiste.

Nous sommes ainsi conduits à nous poser la question universelle : pouvons-nous et devons-nous, par une opération volontaire et factice, réaliser prématurément et

apparemment nos souhaits, donner à la bataille humaine un aspect plus beau que nous croyons meilleur, au lieu de lui laisser l'aspect moins beau que nous savons plus vrai. C'est ici une question d'enseignement: elle se pose dès qu'on veut élever les petits enfants, elle se pose pour la nourricière Université, pour les instituteurs, pour les professeurs, pour les pères de famille, avant de se poser pour les hommes d'action. Nous serons mieux situés pour la traiter quand vous m'aurez apporté les documents et les renseignements que vous aurez recueillis *pour et contre la liberté de l'enseignement.*

Si vous pensez que le manifeste a été inspiré par l'orgueil personnel des scholarques, vous avez bien fait d'écrire, mon ami, ce que vous pensez, et tous ceux qui vous ont approuvé, s'ils pensaient comme vous, ont eu raison. Que vous ayez eu raison ou tort sur le fond, nous l'examinerons quand nous étudierons la présente organisation du Parti socialiste.

Avez-vous remarqué, mon ami, le sans-gêne avec lequel vous vous êtes cité vous-même ?

— J'ai fait un métier où j'ai connu plusieurs auteurs: je me suis facilement aperçu que l'auteur désirait naturellement qu'on le lût; je n'ai connu aucune exception à ce régulier désir. Et il convient qu'il en soit ainsi : l'auteur sérieux désire communiquer son travail comme le boulanger sérieux désire communiquer son pain ; je nomme auteur sérieux celui qui n'écrit qu'autant qu'il a vraiment à écrire. Il n'est pas vrai que le *moi* soit haïssable. Rien n'est haïssable d'abord. Le *moi* n'est pas plus haïssable d'abord que les *autres*, qui sont aussi des *moi*. Cette affectation à ne parler pas de soi

peut avoir deux sens : ou bien elle est sincère, injuste envers le *moi*, favorable aux *autres* ; c'est alors de l'humilité chrétienne, et je ne suis pas chrétien ; la modestie socialiste, qui est le sens de la mesure gardée en évaluant justement les relations du *moi* aux *autres*, se distingue de l'humilité chrétienne ainsi que la solidarité socialiste se distingue de la charité chrétienne ; ou bien cette affectation, comme il advient communément, n'est pas sincère, et nous devons laisser aux cabotins de bas étage un tel *trompe l'œil*. Ce qui revient à dire que nous pouvons et que nous devons nous choisir souvent comme exemple, extraordinaire si nous sommes extraordinaires, commun si nous sommes communs. Je suis commun et moyen, je *me* suis trop et trop longtemps abandonné aux *autres*, et c'est par moi surtout que je sais ce qui peut arriver à un socialiste moyen commun sincère longtemps battu par les forts et longtemps roulé par les malins.

— Vous serez souvent battu par les forts et souvent roulé par les malins ; mais les forts ne battent pas et les malins ne roulent pas les idées.— Je suis heureux que vous ayez donné une aussi bonne réponse à l'observation que vous m'aviez faite la quinzaine passée, que je vous avais conté un peu complaisamment mon histoire. Et notre loi générale des personnalités est ainsi vérifiée dans le cas particulier où c'est nous qui sommes la personnalité. Même alors *nous pouvons et nous devons agir envers toutes les personnalités que le réel nous présente.*

Cela étant publié depuis deux ans, dans le deuxième et dans le troisième cahiers de la première série,

voici comme on accueillit le septième cahier de la troisième :

Ce cahier causa un assez grand émoi. Beaucoup de nos abonnés nous écrivirent ou vinrent nous voir.

Tous les anarchistes que j'ai vus ou lus, sans aucune exception. — je ne vois que des anarchistes sérieux — me déclarèrent que le cahier était trop doux. Quelques-uns ajoutèrent : beaucoup trop doux.

Tous les socialistes peuple que j'ai vus ou lus, sans aucune exception, me déclarèrent que le cahier était trop doux. Quelques-uns ajoutèrent : beaucoup trop doux.

Le scandale commença parmi les universitaires. Les Brestois ne furent pas contents. Les gens de Thiers furent mécontents. Un Toulousain, de l'enseignement supérieur, moraliste ardent, écrivait familièrement à " PAGES LIBRES " : Si Péguy recommence à faire des personnalités, zut ! La plupart de nos abonnés mécontents m'opposèrent le courrier d'Indo-Chine. C'est ainsi, disaient-ils, que l'on doit travailler. Challaye, n'ayant pu me joindre aux jours gras, aussitôt rentré, m'écrivait dans le même sens. Il pense en outre que je fus injuste. Ceux qui n'étaient pas mécontents étaient inquiets. M. Rauh voulut bien m'affirmer que je défendais la Société Condorcet contre un danger un peu imaginaire. Quelqu'un à qui je n'ai jamais rien fait, M. Beaulavon, m'écrivit une lettre injurieuse. Les gens de lettres furent presque aussi effrayés que les universitaires.

Depuis plusieurs mois beaucoup de nos abonnés veulent bien regretter que nous n'ayons pas continué nos

anciens entretiens. Pourquoi, me disent-ils, pourquoi n'allez-vous plus trouver ce docteur socialiste révolutionnaire moraliste internationaliste, qui vous donnait de si fructueuses consultations ? Pourquoi n'êtes-vous jamais retourné voir ce vieux docteur monarchiste conservateur, qui avait si solidement conservé le sens de la conservation nationale et sociale. Ce vieux docteur blanc ne méritait pas une aussi prompte insouciance ? Pourquoi n'entendons-nous pas votre ami Pierre Baudouin le philosophe, qui faisait des phrases grandes, et votre ami qui parlait sec, l'historien Pierre Deloire. Qu'est devenu votre cousin le fumiste, votre grand cousin, dont nous avons gardé un si bon souvenir.

Je ne saurais suffire à tout. Pendant que je m'occupe à la gérance et à la fabrication de ces cahiers, je ne puis aller voir les docteurs. Mes amis sont occupés aux travaux de leurs métiers. Pierre Baudouin fait de la philosophie, ce qui est singulier pour un philosophe, en un temps où les philosophes se croiraient déshonorés s'ils ne faisaient quelque politique. Pierre Deloire fait de l'histoire, et cela est nouveau pour un historien. Tous deux travaillent pour nourrir leurs femmes et leurs enfants. Ils ne sont pas révoqués. Mon cousin travaillait à faire des feux sans fumée. Tant que l'hiver était aussi dur, on ne pouvait penser qu'il viendrait ici causer.

Quand la troisième série sera un peu déblayée, je serai heureux d'aller consulter les docteurs. Quand le beau temps sera incontesté, je serai heureux de réunir mes deux amis. Mon cousin viendra pendant la morte saison. D'ici là je me défendrai tout seul, et en bref.

Je dois avouer que survenant après trois semaines au moins de maladie et de fatigue, au milieu des soucis que j'ai, l'émoi causé parmi certains universitaires par le septième cahier m'a fait beaucoup de peine. Je suis profondément heureux que nos abonnés me communiquent aussi sincèrement, aussi entièrement, sans réserve, sans déperdition, en toute probité, aussi sévèrement, aussi instantanément, leurs impressions. Mais je fus profondément peiné que certains de nos cahiers eussent été lus aussi vainement.

Je suis frappé de ceci : aucun de nos abonnés non universitaires, aucun de nos abonnés non intellectuels, aucun de nos abonnés peuple, aucun de nos nouveaux abonnés ne s'est plaint que nous eussions fait des personnalités.

Le peuple, qui met sa peau tous les jours dans les batailles où nos chefs n'exposent pas même leurs commodités, le peuple entend très bien que dans les redoutables batailles civiques on y aille corps pour corps. Le peuple entend, quand on se bat, qu'on reçoive des coups, et qu'on en donne. Et des coups pour de bon, non des coups pour la démonstration.

Je suis frappé de ceci : aucun de nos abonnés peuple ne s'est plaint que nous eussions fait des personnalités. Le peuple, qui reçoit tous les jours tous les coups pour de bon, le peuple qui subit tous les jours toutes les servitudes pour de bon, le peuple sur qui retombent tous les jours toutes les répressions réelles, qui est tous les jours, comme je le suis, menacé dans son pain, dans sa famille, dans sa santé, dans sa vie et dans sa liberté, le peuple sait d'instinct que la guerre est la guerre, et, quand on se bat, qu'on tape. Le peuple sait que la vie

est sérieuse, et que la vie est dure. Nous lui montrerons, par les persécutions que l'on nous prépare, que la guerre contre la démagogie est la plus dure de toutes les guerres.

Je le sens bien, ce soir que je suis seul. Nous avons contre nous toutes les habitudes pliées de tous les intellectuels, de tous les professeurs. Quand dans une éruption d'indignation je commençai les cahiers, j'espérai naïvement que mes camarades et que mes amis normaliens et universitaires feraient et resteraient le noyau de l'abonnement. Car il ne s'agissait que de mettre en œuvre les idées de ces camarades et de ces amis, les idées qui leur étaient communes avec moi. Il ne s'agissait que de réaliser. J'avais compté sans la puissance de l'envie. J'avais compté sans l'automatisme intellectuel.

Je suis frappé de ceci : loin que l'abonnement de nos cahiers se soit constitué autour de mes amis et de mes camarades, l'abonnement régulièrement, péniblement, constamment croissant s'est produit contre eux, sans eux, s'élargit laborieusement sans eux, contre eux. Non pas que nous n'ayons beaucoup d'universitaires, d'intellectuels, parmi nos abonnés, parmi nos abonnés nouveaux. Non pas que nous n'ayons quelques normaliens et d'anciens normaliens parmi nos abonnés. Mais ils sont abonnés parce qu'ils sont des hommes libres, parce qu'ils ont l'esprit libre, non parce qu'ils sont universitaires, et normaliens. Ce n'est pas suivant leur habitude qu'ils nous lisent, mais contrairement à soi-même.

Rien n'est aussi dangereux que la fausse culture. Et il est malheureusement vrai que presque toute la cul-

ture universitaire est de la fausse culture. Le peuple, avant la culture, le peuple qui se bat contre la misère et la maladie et la mort, contre le vice et le dépérissement, contre la laideur et la saleté, contre les servitudes et les impôts, le peuple sait d'instinct et d'épreuve que toute bataille est ingrate et dure. Quand l'élève commence à recevoir la fausse culture, on lui enseigne la politesse, et que la bataille humaine est une cérémonie. En même temps qu'on lui apprend à danser, on lui apprend qu'il ne faut pas se commettre à faire des personnalités. Les vertus salonnières font commettre plus de crimes par plus de lâchetés que tous les vices n'en font commettre par toutes les faiblesses de droit commun.

L'automatisme intellectuel a une incroyable force. Vieillis avant l'âge par la fausse culture, les esprits automatiques ne répondent plus au perpétuel rajeunissement de la réalité universelle. Je suis frappé de ceci: que ce ne sont pas, à beaucoup près, les universitaires, comme tels, qui lisent le mieux nos cahiers. Ce sont les esprits inhabitués, c'est-à-dire neufs, les esprits inhabituables, c'est-à-dire poètes, perpétuellement neufs, puis les esprits universitaires laborieusement déshabitués, rafraîchis, qui nous entendent comme il nous plaît.

Ce qui me navre, ce n'est évidemment pas que l'on ne soit pas de mon avis. J'aime toute liberté. Ce qui m'attriste, c'est que nos cahiers servent si peu, au moins auprès d'un certain public. Le jour où quelqu'un m'enverra une réfutation sérieuse de la démonstration que je viens de reproduire, je serai heureux de publier cette réfutation. Mes opinions n'ont jamais eu dans nos

cahiers une hégémonie économique sur les opinions différentes ou contraires. Si donc on m'avait réfuté ma démonstration, j'aurais publié puis à mon tour discuté la réfutation. Nous aurions causé en hommes libres. Nous nous serions entendus en hommes libres. Mais il ne s'agit pas du tout de cela.

J'ai publié dans le deuxième et dans le troisième cahiers de la première série une sérieuse démonstration *des personnalités.* Tous mes camarades et mes amis, même ceux qui n'étaient pas abonnés aux cahiers, même ceux qui me lâchaient ou qui me trahissaient, lurent ma démonstration. J'en suis à me demander si les agrégés savent lire. Je connais plusieurs agrégés qui savent lire. Mais ils savent malgré leur agrégation. Les agrégés ont tant lu pour préparer des examens et des concours, ce qui n'est pas la meilleure manière de lire, ils ont tant chauffé de programmes, ils ont tant préparé d'auteurs que leurs lectures n'entrent pas dans leur âme profonde, à supposer qu'ils aient une âme profonde. Nous qui sommes affrontés à la rude réalité de la vie, à la rude réalité de l'action, nous sommes ainsi contraints, quand telle ne serait pas notre intention première, à classer nos idées, pour classer nos intentions. Mais dans l'enseignement les idées les plus contradictoires, les plus inconciliables peuvent juxta-exister. Les élèves sont beaucoup plus accommodants que la vie. De là sans doute le perpétuel émoussement des universitaires. Ceux qui sont restés âpres le doivent à leur génie et non à leur métier. Nous qui sommes affrontés à la rude pauvreté, nous qui avons à faire nos budgets mensuels, nos budgets quotidiens, la vie se charge de nous rafraîchir l'âpreté native. Et nous

n'avons pas pour les personnalités dangereuses l'émoussement indulgent des universitaires accoutumés, des professeurs garantis.

Le métier universitaire en cela ressemble au métier politique. Dans la politique aussi les idées les plus inconciliables peuvent juxtaexister. Comme les élèves, les électeurs, pourvu qu'on les flatte, sont beaucoup plus accommodants que la vie. C'est une raison pour quoi les députés tiennent, sans danger pour eux, le langage le plus incohérent. C'est une raison pourquoi ils nous servent, aux veilles d'élections, ces bafouillages immensément énormes. Si nos actes parlaient à la réalité le langage que les députés parlent à leurs électeurs, nous aurions les reins cassés en moins d'une législature.

On obtient ce résultat : j'ai publié au commencement de ces cahiers la démonstration que nous avons dû reproduire aujourd'hui. Tous mes camarades et tous mes amis lurent la démonstration. Pas un ne fit d'objection. Je pensai qu'ils tombaient d'accord. Je pensai que c'était entendu. Je n'avais pas fait ma démonstration pour mon usage personnel. J'avais depuis longtemps noté que le préjugé des personnalités était un des plus fréquents et des plus dangereux. Je constatais que ce préjugé portait le préjudice le plus grave à l'action socialiste. Je fis ma démonstration pour un usage universel.

Quelques mois plus tard, le malheur des temps, l'injustesse et l'injustice des hommes, voulut que ma démonstration précédente universelle me servit pour ma défense personnelle et pour la défense personnelle de nos cahiers. Tout se passa dès lors comme si je n'avais pas fait ma démonstration. Par un malentendu

double, ou par un contresens, ou par une fausseté double, ou par inadvertance, les mêmes amis, les mêmes camarades qui veulent que l'on fasse *comme* s'il n'y avait pas de personnalités firent *comme si* je n'avais jamais proposé aucune démonstration.

Le résultat ne se fit pas attendre. Tous les formulards et tous les formuleurs, tous ceux qui formulent pour se dispenser de penser, tous ceux qui amassent des fiches pour se dispenser de travailler, tous les pourvus et tous les casés me tombèrent dessus. Ils voulurent bien se concerter ou ne se concerter pas pour étouffer la personnalité Péguy. Ces grands impersonnalistes s'occupèrent beaucoup de ma personnalité. Je dus à leur sollicitude quatre mois de maladie, en deux fois, deux ans de fatigues, des peines atroces, des anxiétés financières non encore épuisées.

Quand nos cahiers peu à peu se relevèrent un peu, je pensai que ma démonstration avait compté. Au commencement de cette série de nouveaux indices me firent douter. Débarrassés des personnalités, nos cahiers de mois en mois élargissaient leur effort. On voulut bien m'en féliciter. Mais on ne reconnaissait pas qu'enfin débarrassés de personnalités contraires ils allaient de leur mouvement propre aux fins propres de leur institution propre. On ne reconnaissait pas que j'avais déblayé l'atelier où je veux travailler toute ma vie. On me complimenta comme si me repentant d'une ancienne attitude j'avais adopté une attitude nouvelle.

Je n'adopte aucune attitude. L'ouvrier qui travaille et qui pense au travail qu'il veut faire ne pense pas à son attitude. Je ne reviendrais pas sur une ancienne et douloureuse polémique si pendant un mois les perpétuels

censeurs ne m'avaient dit ou écrit uniformément : Vous allez faire des personnalités comme l'année dernière. — Puisque l'on veut croire ou faire semblant de croire que j'ai renié ma deuxième série, je tiens à faire hautement cette déclaration :

Je ne renie rien de ma vie, rien que l'excès de la confiance accordée aux camarades qui devaient me lâcher, aux amis qui devaient me trahir.

Des camarades et des amis communs, ayant d'abord accompagné plus ou moins ces camarades contraires et ces amis ennemis, ont bien voulu adopter depuis envers nos cahiers une attitude moins hostile, ou plus favorable, ou même amie. Je leur en suis profondément reconnaissant. Mais il ne faut pas que les amitiés ou que les sympathies revenues empiètent sur les amitiés et les sympathies demeurées fidèles. Nous ne parlerons pas de ralliement, puisque nous ne faisons pas de politique. Mais nous ne pouvons abandonner à nos amis revenus la conduite et le gouvernement de notre institution. Il serait injuste qu'un aussi faible contingent, un cinquantième au plus de nos abonnés, exerçât sur nos cahiers une autorité de commandement que personne jamais, ni l'unanimité des abonnés, ni la majorité des abonnés, ni les auteurs, ni le gérant n'y exercent. Il ne suffit pas que ce contingent soit formé d'amis que j'avais avant la fondation des cahiers et qui ont bien voulu me redevenir amis depuis le commencement de cette série. N'étant pas catholique, je n'ai pas autant de joie pour un abonné qui revient que pour cent abonnés demeurés solides. Pour les mêmes raisons que j'aime la modestie et non l'humilité, pour

la même raison nous aimons mieux la solidité continue que le péché, la confession, la pénitence et la rémission. Non que le retour d'un ami véritable ne me soit très sensible, mais rien ne me vaut la parfaite, la modeste, et la continue constance. Et pour satisfaire aux besoins constants de l'action, pour donner réponse aux fermes exigences de la réalité, nous avons surtout besoin de fermeté.

On me dit d'un air entendu, voire d'un air confit : Attention, mon cher, vous retombez aux erreurs de la première et de la deuxième série. — Je ne pensais pas que je fusse relaps. — Vous refaites aujourd'hui de ces personnalités que vous même vous avez regretté. Si par ces condoléances et par ces compassions bénévoles on veut me forcer ou me conduire à condamner ma première et ma deuxième série, à la renier, à me renier moi-même à deux ans de distance, à me désavouer, je ne marche plus, comme dit Beaulavon. Non je ne renierai pas cette pauvre première et deuxième série, commencée, continuée dans la pauvreté, dans la misère, dans la fatigue et dans le froid, dans la maladie, contre toutes les démagogies, contre toutes les faiblesses, contre toutes les politiques, envers tout le monde. Je ne sais pas ce que nous ferons dans la vingtième ou dans la trentième série, mais je crois bien savoir que ce sera plus facile à faire, quoi que ce soit, que ce que j'ai fait dans cette âpre année du commencement. Je n'avais pas cent abonnés fermes. Je n'avais pas trente amis serrés. J'ai tenu. On escomptait ma mort. De semaine en semaine. Ceux qui veulent bien me bénir n'auraient pas à me bénir aujourd'hui si je m'étais laissé tuer dans le temps.

Je ne suis pas un pénitent. Quand je dis que je regrette ou que je déplore les personnalités que je fis, j'entends qu'elles sont regrettables et déplorables en ce sens qu'elles firent beaucoup de peine à tout le monde, aux personnalités visées, à l'entourage, aux amis communs, à mes amis, à moi, qui suis, comme un assez grand nombre de gens, une personne. Ce qui revient à dire que ces personnalités étaient généralement douloureuses. Moi le premier j'en ai senti toute l'amertume et connu l'ingratitude. Mais je n'ai jamais promis que je donnerais aux devoirs d'agrément un privilège injuste sur les devoirs de peine et de désagrément, sur les devoirs ingrats. Je n'ai jamais promis que ces cahiers seraient un jardin délicieux, fleuri d'aisance et de béatitude. Nous sommes ici pour travailler. Nés dans une société ingrate et laide, il n'est pas étonnant que nous ayons des devoirs ingrats et laids. Car c'est justement en déblayant les ingratitudes et les laideurs proposées que nous courons le risque suivant : que nos actes se nuancent d'ingratitude et s'éclaboussent de laideur. Mais depuis quand devons-nous fuir les risques ? C'est justement en balayant la route que le cantonnier amasse de la boue en hiver et de la poussière en été. Suit-il que le cantonnier doive rester chez soi ? Devons-nous laisser la route sale ou poussiéreuse ?

Quand donc je dis que je déplore les personnalités que je fis, j'entends que j'aimerais mieux ne pas les avoir faites, que j'aimerais mieux ne pas avoir eu à les faire, j'entends qu'il est déplorable que certaines personnes ou certains individus ou le jeu des événements ou l'âpreté du réel m'aient contraint à faire ces personnalités. Je me plains d'y avoir été contraint. J'ai pitié

de moi-même. Juste assez. Pas trop. J'aimerais que cela n'eût pas eu lieu. Mais je ne puis me blâmer en arrière. Je ne puis me blâmer d'avoir fait ce que je croyais dû. Je le ferais encor si j'avais à le faire.

Quand je dis que je déplore les personnalités que je fis, j'entends que je les ai faites sans aucun plaisir, sans bonheur et sans goût, sans zèle. Mais je ne les ai pas faites sans vigueur. Je hais surtout la tartufferie. Se défendre, c'est-à-dire se battre, c'est-à-dire donner des coups et en recevoir, et en même temps larmoyer sur les victimes lamentables que nous sommes et que vous êtes, m'a toujours semblé un geste écœurant. Prier, pleurer, gémir est également lâche. Nous n'avons pas fait la vie et nous n'avons pas fait les hommes. Quand par l'événement de la vie et par l'injustice nous sommes acculés à la bataille, battons-nous sans fausse honte et sans fausse commisération, sans fausseté aucune. Réservons pour la paix et pour les fonctions de la paix les qualités qui sont de la paix. Ce serait manquer à ces qualités mêmes que de les introduire dans la lutte, après qu'elle est devenue inévitable. Assommer l'envahisseur, bouter hors l'oppresseur et dans le même temps et du même geste pleurer toute l'eau de ses yeux sur les déplorables victimes ainsi faites, assommer d'un crucifix, étrangler d'un bénissement, m'a toujours fait l'effet d'un acte odieux, m'a toujours semblé d'une révoltante fausseté, que je nommerais protestante, si tant de catholiques et tant de juifs, et tant d'anticatholiques, ne l'avaient exercée, que je nommerais anglaise. Mais quelle nation de la terre ne l'a pas quelque jour pratiquée.

Je vais plus loin. Je prétends que la paix n'est

valable et que la paix n'est ferme que si la guerre précédente, après qu'elle fut devenue inévitable, a été conduite loyale. Or je connais au moins deux loyautés, et la seconde n'est pas moins indispensable que la première. La première loyauté consiste à traiter nos adversaires et nos ennemis comme des hommes, à respecter leur personne morale, à respecter dans notre conduite envers eux les obligations de la loi morale, à garder, au plus fort du combat et dans toute l'animosité de la lutte, la propreté, la probité, la justice, la justesse, la loyauté, à rester honnêtes, à ne pas mentir. Cette première loyauté est surtout morale. Je la nommerais la loyauté personnelle. Je reconnais une seconde loyauté, sur laquelle s'est portée beaucoup moins l'attention des moralistes. Cette seconde loyauté, qui est mentale autant que morale, consiste à traiter la guerre elle-même, après qu'elle est devenue inévitable, comme étant la guerre et non pas comme étant la paix. Tout bêtement elle consiste à se battre pour de bon, quand on se bat. Elle consiste à faire la guerre sérieusement, dans son genre, comme on doit faire sérieusement tout travail, dans son genre. Elle consiste à se battre corps pour corps. Elle consiste à ne pas commettre le mensonge qui consiste à faire de la guerre comme si c'était de la paix, mensonge de moralité, comme tout mensonge, mensonge aussi de mentalité, comme toute erreur volontaire de jugement et d'attitude. Je la nomme la loyauté réelle.

Je prétends que la paix n'est ferme, dans son genre, que si la guerre précédente a été ferme, dans son genre. Ici l'amertume est salubre. Et c'est la tiédeur, la fadeur, la quiétude et la moiteur des complaisances moisies

qui est pernicieuse. Loin que l'amertume et l'aigreur, comme on le croit communément, soient deux degrés, le degré suprême et le degré supérieur, d'un même genre, le genre de l'amertume est ce qu'il y a de plus contraire au genre de l'aigreur. L'aigreur est de la famille de la blague, de la gaieté, du badin, du plaisant, du calembour et du précieux. L'amertume est de la grande famille opposée de la tristesse et de la joie. L'amertume est saine et féconde. Les batailles amères laissent le champ libre au travail sain. L'expérience le confirme entièrement. Je ne suis pas suspect d'avoir sur beaucoup de questions la même opinion que M. Daveillans. Je l'ai attaqué fortement en ces cahiers même au temps où il nous vantait l'amnistie. Je dis que c'est justement parce que j'ai gardé envers lui toute ma liberté, toute ma franchise, parce qu'il sait que je suis prêt à recommencer, que j'ai pu, dans une assemblée générale d'une Société qui nous était commune, et qui m'est plus chère qu'à personne, librement travailler avec Simiand à faire décréter les mesures qui nous paraissaient indispensables. Si j'avais été son compère dans les affaires précédentes, je n'aurais pu ce jour lui apporter que la doublure de sa propre action, ce qui n'est rien, je ne lui eusse apporté qu'une force de compérage, moins que rien, au lieu de lui apporter ce que je lui apportai, le renforcement, le contrefort, l'appui, l'étai d'une action montant d'ailleurs et momentanément concourante. Il faut par définition que des contreforts, des arcs-boutants, n'aient pas le même pied. Des contreforts sont des contrepieds. Pareillement quand dans un débat loyal, ouvert, Téry, Hervé, moi, loyaux mutuellement, du moins je l'espère,

et loyaux envers nous-mêmes, et loyaux envers le débat, nous aurons ici-même exposé nos raisons, en toute amertume et en toute profondeur, plus tard si pour des fins déterminées nous jugeons convenable de travailler ensemble, et si nous sommes alors d'accord sur la méthode, je me représente bien que de nouveau nous fassions œuvre commune. Au lieu que si j'avais laissé le dissentiment profond s'envenimer en silence dans l'aigreur sournoise des consciences blessées, c'est alors que toute notre action future eût été originellement viciée.

Quelques-uns m'ont dit, Challaye m'a écrit que mon cahier était injuste, ou leur semblait injuste. C'est ici une tout autre question, et dans l'examen de laquelle je ne puis entrer aujourd'hui. C'est la question de fait, d'espèce, d'application. Beaucoup de mes amis m'ont demandé pourquoi j'avais publié la fin de la lettre, qui était confidentielle. On doit croire qu'en la publiant je savais ce que je faisais. Je m'en expliquerai. Quand j'aurai publié, comme je le dois, les réponses de Téry, la réponse de Hervé, l'intervention d'Adolphe Landry, alors, et encore ce n'est pas sûr, mais au moins seulement alors on pourra se prononcer en connaissance de cause. Il y a deux questions. J'examine aujourd'hui la question générale de savoir si l'on peut et si l'on doit faire des personnalités, si l'on fait bien ou mal de faire des personnalités. Nous examinerons dans un cahier suivant la tout autre question de savoir si dans le cahier Téry j'ai bien ou mal fait les personnalités que je pouvais et devais faire. On lira les réponses des intéressés. Il demeure entendu seulement que je me réserve le droit de répondre à ces réponses. Le droit

de réponse, que je maintiens pour tous dans ces cahiers, je le maintiens autant pour moi.

On avait commencé par maltraiter ces cahiers même. On a changé de tactique, ou de méthode. On oppose la troisième série aux deux premières. Pour justifier en arrière la rigueur dont on accueillit ces deux premières, on feint que je me suis totalement transformé. Je n'accepte pas cette interprétation. L'institution première de nos cahiers en était l'entière institution. Ce n'est pas nous qui nous sommes attardés à faire des personnalités. Ce furent ces personnalités qui se trouvèrent sur notre chemin. Ce n'est point par un virage que nos cahiers ont changé d'aspect, de contenu. C'est par un déblayage. Et quand nous eûmes écarté les personnalités qui s'étaient présentées devant nous, ce fut par la continuation d'un mouvement intérieur, ce fut par le développement spontané de nos intentions recouvrées que nous passâmes à des travaux qui enfin nous plaisaient.

D'autres, poursuivant plus profondément la même séparation, opposent des cahiers à des cahiers, opposent dans le même cahier des articles à des articles. Ainsi on opposait le courrier de Challaye à la polémique Téry. J'avoue que la distinction, l'opposition, la séparation ainsi introduite me fait particulièrement de la peine. Je sais, mieux que personne, étant au centre des communications, ce qu'il y a dans les cahiers. L'ouvrier sérieux sait mieux que le spectateur le plus attentif ce qu'il a mis dans le ventre de l'œuvre. Je sais que tous les cahiers ne reviennent pas au même. Et c'est de cela que je suis le plus content.

Et cela n'est pas étonnant, puisqu'ils sont faits exprès pour cela. Si je voulais présenter mon travail de gérant sous une forme un peu grossière, je dirais : Je révèle ici un secret de ma gérance : Tous les cahiers, sans aucune exception, les jaunes et les blancs, sont faits pour mécontenter un tiers au moins de la clientèle. Mécontenter, c'est-à-dire heurter, remuer, faire travailler. Ce que je redoute le plus, aujourd'hui que nous nous sommes recruté un certain public, c'est que dans ce public fomenté comme en vase clos, sans inquiétude, sans fermentation, sans vibration, il se forme peu à peu un esprit particulier qui serait l'esprit des cahiers, sans recherche, ni curiosité, ni étonnement, un esprit mort de statique et d'équilibre. Encourager, pousser à la formation de cet esprit, ce serait le moyen d'assurer sans frais la pérennité de nos cahiers. Mais, si l'on veut bien y regarder, ce serait notre démagogie à nous, une autointoxication par complaisance mutuelle, un empoisonnement par la respiration d'un air confiné en chambre close d'admiration perpétuelle. Pour cette raison, et pour des raisons que je dirai ailleurs, nos cahiers sont variés, libres. Jusqu'à présent, parmi tant de malheurs, nous avons eu ce bonheur que ce régime a parfaitement convenu aux auteurs des cahiers indépendants. Épuisant eux-mêmes leur liberté, ils admettaient, ils demandaient que le voisin de droite ou de gauche, d'avant ou d'arrière, d'envers ou d'endroit épuisât la sienne. Ce régime a parfaitement convenu aux auteurs, matériellement plus engagés, des articles indépendants. Je dis matériellement plus engagés, car la cohabitation typographique dans un même cahier impliquerait une responsabilité commune,

si la force de notre institution ne garantissait toute liberté. Non seulement chacun sans se croire lésé laisse au voisin toute sa liberté; mais il y a eu des assentiments merveilleux. Si deux formes d'art diffèrent, c'est bien celle de Tharaud et celle de Salomé. S'il est une troisième forme dont ces deux formes diffèrent, c'est bien celle de Lavergne. C'est donc avec une joie profonde que j'entendais Tharaud admirer fougueusement la charpente impeccable du *Jean Coste*, et que je reçus de Salomé, qui demeure à Bruxelles, une lettre écrite exprès pour m'annoncer qu'il avait lu d'une traite, en une nuit, ce roman de réalité passionnante.

Entendons-nous. Il ne s'agit pas que l'admiration mutuelle, écartée sous sa forme de servitude, reparaisse masquée sous une forme de liberté. Quand ces heureux assentiments se manifestent, je les reçois comme une joie supplémentaire. Quand ils ne se manifestent pas, nous rentrons dans l'ordre commun. Et cet ordre commun est tel : chacun des auteurs laisse au voisin toute liberté, toute responsabilité. Le gérant traite les auteurs comme les auteurs se traitent mutuellement. Le gérant se traite, comme auteur, comme il traite les autres auteurs.

A peine ai-je besoin de dire que je ne m'accorde, comme auteur, aucun avantage. Ma copie attend comme les autres copies. J'ai depuis près d'un an plus de vingt pages rédigées de ma *réponse à M. Bjoernstjerne Bjoernson*. J'ai depuis plus de six mois plus de vingt pages rédigées de mon *compte rendu des congrès*. J'ai depuis plus de trois mois plus de vingt pages rédigées de mon *témoignage* dans *le cas Hervé*. Je ne sais quand je finirai tout cela. Un bon tiers de nos abonnés insiste

pour que j'écrive plus souvent dans les cahiers. Je résiste à ce tiers comme aux autres tiers. Je ne m'accorde d'écrire que quand j'ai assuré le travail de gérance et le travail de fabrication.

Ceux de nos auteurs qui n'ont jamais remis de copie aux mains d'un éditeur bourgeois ne peuvent mesurer l'avantage de liberté que notre institution leur confère. Il serait déplorable que l'ignorance où ils sont de cet avantage les rendît présomptueux. Nous nous heurtons ici au dilemme redoutable de l'éducation. Quand on rend les enfants malheureux, on est un criminel, et on risque de les tuer. Quand on les rend heureux, on a raison, mais on risque de les rendre niais, présomptueux, insolents. Quand on laisse un jeune auteur aux mains des éditeurs bourgeois, ils peuvent le tuer ou l'abâtardir, par l'inanition ou par la déformation. Mais quand on publie d'emblée un jeune homme, on risque de le rendre orgueilleux. On risquait de tuer son talent et de briser son caractère. Secondement on risque de tuer son génie et son âme. Il serait déplorable qu'un jeune homme accueilli aux cahiers oubliât l'effort antécédent du gérant et des autres auteurs. Il serait déplorable qu'un jeune homme oubliât une solidarité déjà ancienne.

Je sais que je fais un métier misérable. Mais tout le monde ne peut pas être une bouche d'ombre, ni le clairon sonnant dans les ténèbres, de manière à faire trembler les vertèbres. Cela ferait trop d'ombre, trop de fanfare, et trop de tremblement. Je passe un grand tiers de mon temps à l'établissement industriel des cahiers, à la correction des épreuves. Je corrige les épreuves avec une sollicitude si méticuleuse qu'elle m'a

rendu légèrement risible, surtout quand, tant de soins ne suffisant pas, il y passe quelque coquille. Je puis donner ici l'assurance que j'ai autant de contentement, autant de joie, autant de bonheur à faire un beau cahier avec de la copie que l'on m'apporte qu'avec de la copie que je fournis. Que l'on regarde la collection. Je corrige aussi soigneusement les épreuves des autres que les miennes. Je passe un petit tiers de mon temps à l'établissement commercial des cahiers, à la gérance. La diligence de Bourgeois m'a beaucoup allégé les soucis administratifs de la gérance. Il m'en reste les gros soucis généraux.

Je passe les deux tiers de mon temps à ces besognes misérables de commerce et d'industrie. Et même je n'ai pas la consolation de faire du grand commerce et de la grande industrie, d'être un grand négociant, un grand industriel, un grand patron, et d'avancer d'autant, comme on sait, la définitive révolution sociale. Je suis un pauvre industriel et, comme on dit, un petit boutiquier. Je le suis parce que je dois l'être. Je suis heureux de l'être. J'exerce avec passion deux métiers réels. Ces deux métiers m'ont appris sur les réalités économiques, politiques, morales, et sociales, plus que ne m'avaient enseigné en cinq ans mes maîtres et mes sous-maîtres. Je ne me méprise pas d'exercer deux petits métiers. Je commence à m'apercevoir qu'il vaut mieux exercer deux petits métiers que de n'exercer aucun métier du tout, c'est-à-dire d'être un homme politique, parlementaire ou journaliste. Il serait déplorable qu'un jeune auteur me méprisât. Je sais que je fais de la cuisine, en ce sens que je fais de l'économique. Je suis un économe, un gérant, un intendant, un

cuisinier, un employé, un commis. Mais je me suis laissé dire que le socialisme revenait à restaurer dans leur dignité morale ces modestes fonctions de la vie économique sans quoi l'univers de la pensée s'arrêterait de fonctionner aussi. Le jour où tous les cuisiniers cesseraient de faire toutes les cuisines, le jour où les laboureurs cesseraient de labourer, — et qu'est-ce que le labourage ; n'est-ce pas la cuisine initiale, la cuisine première, la principale cuisine de la terre et du grain, la fomentation des germes, — le jour où cesserait de fonctionner la cuisine universelle, nos échevelés, nos romantiques, se tairaient.

Je constate que la vie économique est l'indispensable soutien de la vie mentale. Je crois que l'on doit assurer loyalement la vie économique pour assurer loyalement la vie intellectuelle. Sans quoi on tombe dans le parasitisme, qui est en un sens le pire des crimes sociaux, qui est certainement, des crimes sociaux, le plus contraire au socialisme.

C'est pour cette raison, parmi beaucoup de raisons, que j'attribue au travail économique des cahiers tout ce que je peux de temps et de forces.

Le tiers qui me reste, j'écris. J'écris ce que je peux, comme je peux. J'écris utilement de modestes cahiers. Moi aussi j'aimerais mieux faire des œuvres plus considérables, sinon plus sereines. J'aimerais mieux faire des nouvelles, des contes, des romans, des dialogues, des poèmes ou des drames. Et je crois que je n'en suis pas incapable. J'ai depuis plus de trois ans plus de cent pages rédigées d'un grand dialogue, *Pierre*, que j'ai dû laisser inachevé. J'aimerais mieux travailler à de grandes œuvres. Mais je dois faire ce que je dois, et

non pas ce que j'aime le mieux. Dans ces cahiers même j'ai dû ajourner les modestes entretiens qui étaient comme des dialogues un peu journaliers. Je les continuerai aussitôt que je le pourrai. Mais ce n'est pas ce qu'il y a de plus pressé.

Ce qu'il y a de pressé, d'urgent, c'est de barrer la route à la démagogie politique et sociale, intitulée socialiste, à la démagogie littéraire. En aucun temps le public ne fut aussi bête, et aussi abêti. Les artistes, les poètes antiques avaient un public. Les prophètes hébreux avaient un public. Le moyen-âge avait un public. La Renaissance eut un public. Le dix-septième siècle français eut un public. Le dix-huitième siècle français eut un public. Tolstoi a un public. Les plus grossiers, les plus profonds chanteurs nègres ont un public. Il y a eu en France des survivances de public jusqu'à la fin du Second Empire. Il n'y a plus aucun public en France depuis le mensonge révolutionnaire et depuis l'infection romantique.

Refaire un public en ce pays contre le perpétuel adultère d'âme ou de corps ou d'art ou de philosophie, contre le vice bourgeois, contre la démagogie populacière, contre le mensonge romantique, refaire un public ami de la vérité sincère, de la beauté sincère, un public peuple, ni bourgeois ni populace, ni faisandé ni brute, c'est la tâche redoutable où nous sommes attelés. Nous ne l'avons pas mise en programme solennel. Nous laissons aux politiciens de presse ou de Parlement les déclarations retentissantes. Nous aimons mieux faire que dire. Nous aimons faire et ne pas dire. Cette œuvre est capitale, immense. L'immense majorité de nos abonnés ne s'y est pas trompée.

Des esprits avisés ne pouvaient s'y tromper. Seuls quelques anciens camarades, et quelques anciens amis, n'y ont rien vu, ou rien voulu voir. M. Seignobos, qui fait profession de désapprouver les cahiers et de ne s'y abonner pas, me disait tout joyeusement, dans une tierce maison : Oh! moi, si j'étais le maître, je commencerais par supprimer une bonne moitié des jeunes revues ; je fondrais le reste ensemble; dans celle que cela ferait, on les laisserait se chamailler tant qu'ils voudraient. Véritablement joyeux fossoyeur. Voilà ce que deviennent, dans l'esprit d'un notable universitaire, les travaux et les débats où nous mettons tout ce que nous avons de santé, de force et de finance. Voilà quelle image, quelles traces caricaturales nous laissons de notre action dans un esprit notoirement sérieux. Ces défigurations ne nous décourageront pas. Nous savons ce que nous faisons. Il faut être aussi mal renseigné qu'un professeur éminent d'histoire pour s'imaginer que nos cahiers sont une petite revue, ou une jeune revue. Si nous étions une petite revue, nous n'aurions pas soulevé dès le principe ces grandes réprobations. S'imaginer que nos cahiers sont une jeune revue parmi tant de jeunes revues, c'est commettre un contresens correspondant à celui qui consiste à croire que le cours de M. Bergson est un cours parmi tant de cours.

Nous avons raison ou nous avons tort, et nous demandons qu'on nous examine et qu'on nous critique. Mais nous savons que notre méthode est nouvelle. Non pas nouvelle en imagination, car on y a pu penser avant nous, mais nouvelle en réalisation, car nous sommes les premiers en date qui ayons réussi à publier la vérité

que nous savons de ce qui tient à la révolution sociale, au sens où nous l'entendons.

A cette vérité nous voulons obtenir l'audience d'un certain public, de plus en plus large. C'est ce que nous entendons quand nous parlons de faire, ou de former un public. Il est évident qu'il ne s'agit pas de fabriquer, par un artifice arbitraire, un public factice qui nous plairait, à qui nous plairions. Mais étant donné qu'entre les œuvres et le peuple intervient un engorgement de puissances comme il n'y en a jamais eu, éditeurs, administrateurs, directeurs, journalistes, politiciens, politiques, soiristes, critiques, lundistes, ministres, courriéristes, publicistes, professeurs quelquefois, amis, camarades, maîtres, chers, compagnons, copains, et toutes autres individualités, nous voulons donner de l'air aux œuvres et au peuple étouffé. C'est par déblayage que nous voulons restituer un public. Dans ce déblayage nous aurons à faire des individualités. On ne peut déblayer un champ de ses individualités, des individualités qui l'encombrent, sans faire des individualités.

Combien serons-nous à la tâche ? Nous ne pouvons compter que sur nous-mêmes. Le moins que l'on puisse dire du *Mouvement Socialiste* est qu'il nous fait défaut. *Les opinions des hommes varient*, comme le dit si malheureusement Lagardelle dans son numéro du samedi premier mars, *et il est parfois des retours imprévus!* Les hommes de mon temps n'avaient pas prévu que Lagardelle retournerait aussi rapidement au guesdisme, qui fut sa première discipline. Les hommes de mon temps, qui ont contribué de toute leur force à l'institution de l'ancien *Mouvement*, ne prévoyaient pas qu'un

jour un nouveau *Mouvement* accueillerait de la littérature banale et complaisante. Je lis dans ce numéro, sur *Victor Hugo poète*, un article de M. A. Ferdinand Hérold. Le moins qu'on en puisse dire est que cet article est platement faux. Je n'ai jamais lu plus basse démagogie littéraire. On veut nous y faire croire que Hugo fut le poète des humbles. Et vraiment il en fut l'exploiteur le plus éhonté. Jamais avant Hugo un bourgeois n'avait aussi impudemment exploité la description criante de la misère pour se faire du luxe, de la puissance, des rentes et de la table. Un lecteur non averti croirait d'après M. Ferdinand Hérold que Hugo fut un socialiste. Or il n'y eut pas de pire exploiteur. Je dis que s'il y a une revue où l'on ne puisse pas laisser croire que Hugo fut un socialiste, c'est *le Mouvement*. Ou *le Mouvement* n'a aucune institution, ou il est fait parmi nous pour ne pas laisser avachir le sens du socialisme, pour garder au mot même, et pour exiger qu'on lui garde son intégrité.

Nous ne pouvons compter que sur nous-mêmes. Partout ailleurs les opinions des hommes varieront, et il y aura des retours imprévus. Nous n'aurons pas seulement contre nous les démagogues affirmés que nous attaquerons. Nous aurons contre nous, plus encore sans doute, les complaisants, les faibles, qui ne veulent pas se battre, et qui ne pardonnent pas que l'on se batte sans eux.

Nous aurons souvent avec nous des auxiliaires momentanés. Nous les accueillerons toujours sincèrement. Nous leur accorderons toujours le crédit le plus long que nous pourrons. Nous travaillerons loyalement avec eux. J'ai une théorie du crédit moral que j'exposerai

aussitôt que je le pourrai. Nous ferons toujours comme s'ils devaient continuer définitivement avec nous. Justement parce que nous combattons sans feinte, nous pouvons asseoir des paix non boiteuses. Il y aura des retours imprévus. Quand Fradet vint me voir il me dit : Tous ces ministériels me dégoûtent. A la bonne heure les antiministériels. Je vais représenter la Fédération de l'Yonne aux Socialistes Révolutionnaires. — Allez-y. Vous m'en reparlerez dans un mois. Il revint au bout de cinq ou six semaines. — Hélas ! me dit-il, j'ai vu Lafargue. Il s'arrêta, comme ayant tout dit. Quand Lagardelle, ayant épuisé le guesdisme et sa politique, puis en trois ans la politique unitaire, la politique bissectrice, la politique demi-bissectrice, la politique antiministérielle, aura épuisé le guesdisme revenu en *action parallèle*, s'il est enfin dégoûté de toute politique, nous serons heureux de travailler avec lui.

Dès ce jour nous voyons des retours imprévus, et nous les accueillons comme il faut. Dans *la Petite République* datée du mercredi 5 mars M. Louis Lumet parle de Victor Hugo avec une fierté sévère que nous ne lui connaissions pas. C'est en effet par un singulier retour que M. Hérold faisait de la démagogie, dans *le Mouvement*, et que M. Lumet, au contraire, dans *la Petite République*, faisait des fiertés et des sévérités. Nous devons à M. Lumet un compte rendu honnête, probe, de la cérémonie scandaleuse brocantée à l'Hippo-Palace pour l'élection de la Muse. Nous sommes heureux de le lui devoir. Nous savons par M. Lumet que le compte rendu publié par Téry dans *la Petite République* le lendemain de ce cabotinage était plus que

faux, malhonnête. Nous sommes heureux de le savoir par lui. Nous savons par M. Lumet à quoi nous en tenir sur les dangereuses fadeurs niaises innovées par M. Gustave Charpentier. C'est bien. Nous recevons de toutes mains la vérité.

Nous aurons des auxiliaires inattendus. Dans *la Petite République* datée du vendredi 7 mars, deux jours après, Téry revient totalement sur l'impression qu'il nous avait voulu donner de l'élection, de la Muse, et de la fête.

Pendant longtemps les concours imprévus ne compenseront pas les coalitions contraires. Souvent, longtemps, les politiciens en apparence les plus ennemis les uns des autres se réconcilieront pour tâcher de nous étrangler. Nous le savons.

J'ai reçu des lettres littéralement honteuses, pour ceux qui me les avaient envoyées. Elles commençaient ainsi : Mon cher Péguy, je ne connais pas Téry, mais... — Mon cher Péguy, je n'ai pas lu un mot de Téry depuis un an, mais il ne faut pas faire de personnalités. Enfin pour qui me prend-on ? Que diraient nos professeurs, de lettres si au commencement de la classe un élève se levait et disait : Monsieur, je n'ai jamais lu un mot de Pierre Corneille, mais je persiste à croire qu'il était un alcoolique invétéré, — de géométrie si un élève d'abord se levait et disait : Monsieur, je n'ai aucune idée de ce que c'est qu'un triangle isocèle, mais je puis vous certifier que ça danse très bien dans un quadrille, — et de chimie si un élève se levait : Monsieur, j'ignore totalement le permanganate de potasse, mais je garantis que mélangé avec deux fois et quart son poids

de pommes de terre frites, il constitue un explosif des plus dangereux. Nos professeurs feraient cette conjecture, qu'on leur prépare un chahut sérieux. C'est pourtant à ce raisonnement, pour ainsi parler, que se réduisent exactement les communications que l'on m'a faites. Sauf la lettre de Beaulavon, toutes les lettres pouvaient se schématiser ainsi : Je ne sais pas un mot de la question, mais tu as tort, parce que tu fais des personnalités. Dois-je croire que ces professeurs me préparaient un chahut?

N'oublions pas que je lis scrupuleusement tout ce que Téry publie dans *la Petite République*.

Le peuple, avant la culture, a les proverbes, qui sont déjà dangereux, mais qui ne sont pas tout à fait dangereux, parce que l'on ne croit pas tout à fait que c'est de la pensée. Certains intellectuels, après la fausse culture, ont les formules, qui sont grossières comme les proverbes, et qui sont tout à fait dangereuses, parce que l'on croit tout à fait que c'est de la pensée. Quand le faux intellectuel répète : Il ne faut pas faire de personnalités, il n'analyse pas plus cette formule que le paysan n'analyse un proverbe de la lune rousse. Mais comme le faux intellectuel croit savoir, il n'écoute pas l'analyse qu'on lui apporte. Cette surdité mentale atteint, affecte les esprits les plus sérieux. Quand M. Seignobos ou M. Aulard parlent de la démocratie; quand Lagardelle et même Révelin parlent du prolétariat; quand Daveillans parle de la démocratie et du prolétariat, ils posent vraiment ces mots comme des logismes, des symboles morts. Ils refusent vraiment de repenser la réalité que ces mots ont pu recouvrir.

Faut-il donc qu'aujourd'hui je recommence ma démonstration? Est-elle surannée? Les événements échus pendant que nous réalisions la première et la deuxième série, et le commencement de la troisième, jusqu'à ce cahier, nous ont-ils démentis? Le gouvernement de M. Waldeck-Rousseau a-t-il été un gouvernement personnel? N'avons-nous pas vu toute la vie publique suspendue pendant que M. Waldeck-Rousseau avait la gorge malade? Et quand il s'agit de former ce ministère de défense républicaine et d'action qui ne nous a jamais promis de se substituer à nous pour faire la révolution sociale, trouva-t-on un autre homme que M. Waldeck-Rousseau. Je le demande. Y eut-il deux candidats?

Je ne demande pas si la constitution de ce ministère fut heureuse ou non; je ne demande pas si le gouvernement de ce ministère fut bon ou mauvais : nous examinerons en son lieu. Je demande si le gouvernement de ce ministère fut ou ne fut pas le gouvernement personnel de M. Waldeck-Rousseau. Et sous l'aspect des institutions parlementaires je demande si nous n'avons pas subi, ou eu un gouvernement personnel.

Je vais plus loin. Non seulement le gouvernement des différents ministères particuliers fut sous la personnalité de M. Waldeck-Rousseau un gouvernement sous-personnel de personnalités secondes ou d'individualités, mais l'opposition de gauche faite au ministère Waldeck-Rousseau ne fut pas plus que l'opposition de droite faite par des mouvements du peuple, par des mouvements de masse, par des mouvements d'ensemble, par des mouvements profonds et larges. Les antiministères latents pour qui travaillaient, inconsciemment ou non,

les antiministériels, étaient, aussi, des ministères demi-personnels d'individualités, ou de personnalités secondaires. M. Méline existe.

Je ne demande pas s'il est bon qu'il en soit ainsi. Je demande s'il en est ainsi. Et je demande s'il n'est pas vrai que le cocher de M. Waldeck-Rousseau conduisant la voiture ne jouait pas d'un seul coup les prochaines élections. Je demande si les deux mécaniciens des deux tramways ne faisaient pas la plus efficace, la plus redoutable des oppositions, une opposition corporelle, mécanique, physique, littéralement une opposition à mort. Je demande si, à parler exactement, le cocher et les deux mécaniciens n'exerçaient pas sur les destinées de ce pays une action beaucoup plus considérable que le congrès de Tours, sans compter le reste.

Contre nous, et je remonte aux exemples que je citais au commencement de la première série, contre nous ce qui manqua aux persécuteurs d'une illustre victime, ce ne fut pas seulement d'avoir la justice, mais ce fut d'avoir des hommes, d'avoir un homme. C'est la loi de la réalisation que la justice et l'injustice, contraires, se ressemblent en ce qu'elles veulent des hommes. L'action antisémitique, nationaliste, réactionnaire, manqua de personnalités, soit qu'en effet il n'y en eût pas du tout parmi eux, soit, comme il est probable, qu'elles fussent étouffées par les non-valeurs. Car le mal parlementaire n'a sévi nulle part autant que parmi les antiparlementaires césariens, comme le mal ministériel ne sévit nulle part autant que parmi les antiministériels. J'ai vu de très près M. Jules Guérin fonctionner en des journées inoubliables. Je crois que s'il avait eu le commandement en chef des forces, nous

n'en serions pas où nous en sommes. Mais ces grands militaires se faisaient conduire par des vieux généraux autrichiens.

Parmi nous, et je continue les exemples que je citais au commencement de la première série, parmi nous n'est-il pas vrai que le jeu des personnalités a tenu toute l'action. N'est-ce pas des individualités, sans mandat, qui ont joué dans les congrès de moins en moins généraux des partis socialistes français? N'est-ce pas des individualités qui jouaient au Comité général? Et des individualités au Groupe socialiste parlementaire? Et des individualités, identiquement, au Groupe socialiste révolutionnaire? La partie Hervé n'a-t-elle pas été jouée toute par deux individualités. La question si grave, et si difficile, de la participation au pouvoir ministériel n'a-t-elle pas été viciée toute, originellement, parce qu'avant tout il fallait se ruer sur la grande personnalité de Jaurès. La personnalité de M. Millerand est-elle demeurée étrangère au débat. La haineuse personnalité de Vaillant, l'ardente personnalité de Guesde n'ont-elles pas passionné le débat. Et les entourages de toutes ces personnalités n'ont-ils pas déshonoré le débat? Et la tension nerveuse de M. Gohier n'est-elle pas devenue un pouvoir constitué en ce pays?

Je ne dis pas que cela soit bon; mais que cela soit niable, je le nie. Moi aussi j'aimerais mieux que ce peuple regorgeât de sève, de santé, de personnalité. Moi aussi j'aimerais mieux que de ce pays montât un peuple si abondant de sa personnalité propre que les personnalités individuelles y passeraient inaperçues, un peuple de luxuriance, une race copieuse, de grande croissance, de poussée drue et de production harmo-

nieuse. Moi aussi j'aimerais mieux que de la terre grasse il vînt un regorgement de moissons sans fils de fer et de forêts d'arbres sans tuteurs. Mais nous n'en sommes pas là. Et en attendant les squares ne sont pas méprisables. Aussi longtemps que l'alcoolisme nous fera pauvres de race et le parlementarisme pauvres de pensée, tant que le vice nous fera pauvres de corps et le vice d'autorité pauvres de cœur et de liberté, tant que nous n'aurons pas débarrassé ce pays du vice bourgeois, qui est le luxe, et du vice populaire, qui est le luxe de la démagogie populacière, nous ne pourrons ni méconnaître ni négliger les personnalités individuelles ou familiales.

Plus près de nous je vois que les institutions ne prospèrent qu'autant qu'elles ont pu se constituer un personnel. Je me demande ce que serait *le Mouvement* sans Lagardelle et quelques-uns, sans Buré. Je me demande ce qu'il deviendrait si Lagardelle et Buré n'étaient pas là, c'est-à-dire ou bien s'ils en sortaient, ou bien s'ils cessaient d'y être eux-mêmes. Les maisons qui changent de directeur ne vont pas. De très grandes revues marchent mal parce qu'elles n'ont pas de gérant. Au contraire les *Journaux pour tous* ont le plus beau jeu de fiches de France, parmi les républicains, parce qu'un homme en a fait son affaire. *Pages Libres* a le plus fort jeu d'abonnement pour des raisons dont l'une est que les deux administrateurs en ont fait leur affaire.

Chez nous aucune humilité, fausse, ne nous fera dire que la gérance de nos cahiers aurait marché, marcherait toute seule, sans moi, que l'administration aurait marché, marcherait toute seule, sans Bourgeois. Et

quand nous publions des contributions ou des œuvres, nous savons que ces contributions et que ces œuvres ont toutes été faites par quelqu'un. Je croyais quand j'étais petit que les groupes travaillent. Aujourd'hui nous savons que les groupes ne font aucune œuvre. Ils font de l'agitation; ils ne font pas de l'opération, qui est presque le tout de l'action. Je révèle à tout gérant de périodique et d'éditions un secret du métier : quand on veut qu'un cahier soit fait, on le demande à quelqu'un; quand on tient absolument à ce qu'il ne soit pas fait, on le demande à un groupe; à un comité, de préférence à un comité de rédaction. Les cahiers que je connais ont été faits par Jérôme et Jean Tharaud, René Salomé, André Bourgeois, Pierre Deloire, Hubert Lagardelle, Romain Rolland, Léon Deshairs, Pierre Baudouin, Lionel Landry, Antonin Lavergne, par M. Sorel, par mademoiselle Lévi, par Charles Guieysse, par Jaurès, par Georges Delahache, Jean Hugues, Félicien Challaye, Bernard Lazare, par Tolstoi. Les cahiers que nous préparons seront faits par les mêmes, par Pierre Quillard, par Louis Gillet. Tous ces auteurs, sauf le respect que je leur dois, sont des personnes. Je ne me représente pas ce que serait un cahier qui ne serait fait par aucun. Le compte rendu sténographique du cinquième congrès socialiste international même, tenu à Paris en septembre 1900, ne fut pas établi par un groupe officiel. On avait officiellement oublié ce détail d'organisation. Le congrès avait officiellement oublié de se faire enregistrer.

Quand nous publions un cahier établi par la Société des Universités Populaires, cela ne signifie pas qu'un groupe intitulé Société des Universités Populaires nous

a donné de la copie qu'il avait faite. Cela veut dire que les initiateurs, les fondateurs, les secrétaires, les commissaires, les fonctionnaires des différentes Universités avaient, sur demande et convocation répétée, établi des rapports, des comptes rendus, et que ces rapports, assemblés par le secrétaire de la Société, aidé de son secrétaire adjoint, nous furent apportés au nom de cette Société. Dans tout groupe qui travaille, c'est qu'il y a quelqu'un, ou quelques-uns.

Le courrier de Challaye n'avait toute la valeur qu'il a que parce que nous connaissons personnellement Challaye, parce qu'ainsi nous savons qu'il dit la vérité. Pour ceux qui ne le connaissent pas personnellement, il reçoit à son avoir comme un endossement de personnalité, une communication de confiance personnelle, un report de crédit. Ceux de nos abonnés qui ne connaissent pas personnellement les auteurs, le public en général, qui ne connaît pas personnellement les auteurs, accepte en garantie cette espèce de crédit personnel général que le faisceau des personnalités qui travaillent aux cahiers a pour ainsi dire capitalisé sur leur nom. Parce que l'on sait que notre institution garantit la vérité des contributions et des œuvres, parce qu'on sait que réciproquement nos auteurs se conforment à l'institution commune, chacun de nos abonnés accorde un crédit personnel aux auteurs qu'il ne connaît pas personnellement. Et c'est ce crédit personnel qui donne au témoignage de nos auteurs, dans les contributions et dans les œuvres, sa valeur d'audience publique.

Si l'on m'oppose que tant de crédits, de mutations et d'endossements sont parfaitement inutiles, parce qu'il suffit de lire le courrier de Challaye, comme il suffisait

de lire les courriers de Landry, pour savoir que c'est vrai, si l'on m'oppose que le courrier de Challaye, comme les courriers de Landry, se suffit à lui-même, parce qu'on y reconnaît d'abord le ton de la vérité, c'est ici que ma thèse devient inattaquable. Qu'est-ce en effet que le style, qu'est-ce que le ton, si ce n'est pas la manifestation la plus profonde, la plus exacte, la plus vraie de la personnalité. Plus que la figure du corps, plus que le geste, plus que la démarche, plus que l'aspect, plus que la forme du corps, plus que les traits du visage, plus que le regard des yeux, plus que le son de la voix, plus que le ton de l'éloquence, plus que le verbe, plus que la parole parlée, le style est de l'homme même. La phrase est l'écriture de la physionomie. Les trucs, les faux talents et les faux génies des faux écrivains n'ont jamais trompé que ceux qui ne savaient pas lire, encore plus que les faux regards n'ont jamais trompé que ceux qui ne savaient pas voir, et que les faux langages parlés n'ont jamais trompé que ceux qui n'entendaient pas. Quand donc on m'opposerait que Challaye et que Landry n'ont pas besoin de personnalités étrangères qui les recommandent, pour cette raison que leur style même les recommande, il ne s'en suit pas qu'ils n'aient besoin d'aucune personnalité, il s'ensuit au contraire qu'ils sont eux-mêmes une personnalité, que cela se lit. C'est parce qu'ils sont une personnalité qu'ils n'ont pas besoin de recevoir de la personnalité.

Ce qui m'intéressait dans les courriers que Landry nous envoyait de Chine, ce qui m'intéresse dans le courrier que Challaye nous apporta d'Indo-Chine, c'est justement que ces deux personnes, ayant voyagé dans

ces deux pays, et y étant demeurées, nous contèrent ce qu'elles y virent. Qu'est-ce que le courrier de Challaye, sinon la narration personnelle de ce que Challaye vit en Indo-Chine. Et quand Bourgeois nous fit un courrier de Montceau, qu'était-ce que ce courrier, sinon la narration personnelle de ce que Bourgeois avait vu à Montceau. — J'étais là, telle chose m'advint : toute l'histoire est là. Si Bourgeois avait fait authentiquer son compte rendu par le comité de la grève, par les assemblées générales des grévistes, par Maxence Roldes, par Bouveri, par les journaux, par le Comité Général, ou au contraire s'il avait fait authentiquer son compte rendu par le sous-préfet de Chalon, par le capitaine de gendarmerie, par le préfet de Saône-et-Loire, par le général commandant la subdivision de région, par les ministères du commerce et de l'intérieur, c'est alors que je refuserais formellement d'y entendre. Et s'il avait eu l'idée d'appuyer son compte rendu sur un ordre du jour préalablement voté à la Chambre, c'est alors que nous n'eussions pas eu l'idée de le lire. Pareillement Challaye, s'il avait fait authentiquer son courrier par les résidents et les vice-résidents, par la représentation coloniale, par les journaux, par l'infanterie de marine et par la flotte et par le gouvernement général, par le ministère des colonies, ou au contraire s'il avait fait authentiquer son courrier par la Mission, c'est alors que son courrier serait comme s'il n'était pas. Landry ne s'est pas fait certifier par M. le général Voyron.

Le courrier de Challaye serait sans valeur s'il n'était pas la narration de ce que quelqu'un a vu quelque part en quelque temps.

Nous publierons dès que nous le pourrons le journal de route que Challaye nous a donné de son expulsion de Vladivostok. Ce journal de route n'est plus même un courrier. Dans ce journal de route il ne s'agit plus même de savoir ce qu'une personne a vu, dans un pays, de la vie générale. Il s'agit de savoir ce qu'une personne a subi, dans un pays, comme traitement particulier. Or cette relation a été composée à l'imprimerie et je l'ai lue en épreuves : rien ne m'intéresse autant, rien ne me renseigne autant sur le fonctionnement du despotisme russe que cette histoire particulière vraie d'un voyageur particulier véridique, des événements, des accidents même qui sont survenus à ce voyageur.

On me dit : Les révélations de Challaye intéressent vingt-cinq millions d'hommes, le courrier de Challaye importe au sort de vingt-cinq millions d'hommes ; et votre polémique avec Téry concerne un seul personnage. On confond ici la matière du travail avec la matière de son effet. Je crois qu'en effet ce que nous faisons intéresse les quarante millions de Français, et puisque la France n'a pas encore perdu l'audience des nations, je crois que tout ce que nous faisons intéresse l'humanité entière. Par sa forme politique la France est à l'avant-garde, comme on le dit, de la démocratie ; par sa forme mentale elle est et demeure la terre de plus grande liberté. Il importe à l'humanité que la démocratie française ne se pourrisse pas en démagogie, que la liberté française ne se pervertisse pas en vice et en autorité. Il importe en particulier aux cinquante millions de sujets français, aux vingt-cinq millions de sujets français gouvernés en Indo-Chine, que le

personnel gouvernemental français ne soit pas tout composé d'arrivistes cruels. Quand nous barrons la route à un jeune ambitieux sans scrupules, nous courons une chance de sauver à vingt millions de nos indigènes un Gouverneur général sans scrupules.

Si l'on voulait approfondir le débat que l'on peut commencer sur le courrier de Challaye, on n'irait pas loin sans rencontrer des personnalités. Tout me fait croire qu'il y a des personnalités dans la Mission. Sans quoi elle ne serait pas aussi forte qu'on le dit. De même il doit y avoir des personnalités ou des individualités parmi les colons, s'il y en a, parmi les fonctionnaires, au Gouvernement général, parmi les négociants français, au ministère des colonies. Et s'il n'y a pas des individualités bonnes ou mauvaises dans les administrations coloniales et dans les gouvernements coloniaux, il y a au moins dans ces régions des individualités inertes, c'est-à-dire encore des individualités mauvaises. Il n'est pas douteux qu'une monographie sérieuse de M. Doumer serait une importante contribution à l'étude générale de la situation en Indo-Chine. Si quelqu'un d'honnête connaissait M. Doumer autant que je connais Téry et nous donnait la monographie de M. Doumer comme j'ai donné des fragments d'une monographie de Téry, on s'apercevrait que ce cahier Doumer serait de quelque utilité générale.

On ne voit pas en effet pourquoi les monographies, qui entrent pour une part si considérable dans tous les travaux de science, en particulier dans les travaux d'histoire, n'entreraient pas pour leur part légitime dans les travaux de l'histoire contemporaine, et plus en particulier dans les travaux moins déterminés qui

porteraient sur les formes sociales, sur les mouvements sociaux. Si l'un de nous établissait patiemment un relevé analysé profondément de son budget familial, jour par jour, mois par mois, an par an, si l'un de nous recherchait patiemment le montant, l'origine, la quantité, la qualité, le jeu, le sens, l'organisation, la valeur, le mécanisme, l'utilisation de ses propres recettes et de ses propres dépenses familiales dans la journée, dans le mois, dans la saison, dans l'année, dans la vie, on s'apercevrait que la monographie d'un homme ordinaire introduirait un éclairage dans beaucoup de travaux économiques très confus, très obscurs.

Parmi nos souscripteurs je ne connais que des personnes ; et quand je consulte mon jeu de fiches, parmi nos abonnés, je ne vois guère que des personnes. Les pauvres gens, ouvriers, employés, instituteurs, qui nous envoient ou nous apportent régulièrement un, deux, trois francs par mois, les gens pauvres, les boursiers de licence ou d'agrégation, le normalien, les répétiteurs, les petits professeurs, les gens de métier, qui nous donnaient et nous donnent régulièrement quatre, cinq, dix, vingt francs par mois, qui nous ont sauvés de la mort initiale, qui nous ont soutenus patiemment, solidement, laborieusement, dans ces premiers mois d'enfance et de tendresse, dans ces premiers temps de croissance enfantine, si difficiles, pénibles, si dangereux, où nous étions abandonnés de tous, les vingt personnalités pauvres qui nous ont soutenus pendant la première et la deuxième série, les quarante ou soixante personnalités pauvres qui nous soutiennent aujourd'hui ont fait et auront fait dans l'histoire de ce temps une action plus efficace, plus durable, que tous les groupes

groupisants, avec leurs présidents, leurs vice-présidents, leurs secrétaires, leurs trésoriers sans trésor, leurs parlotes, et leurs timbres en caoutchouc.

Je ne voudrais dans ce cahier ni anticiper sur le bilan que nous publierons dans le premier cahier de la quatrième série ni anticiper sur des mémoires que j'espère que nous ne publierons pas de sitôt. Je dois cependant dire aujourd'hui, pour prendre date et pour ne faire aucun mécontent, que toutes les fois que nous avons essayé de travailler avec la Ligue de l'Enseignement ou avec la Ligue française pour la défense des Droits de l'Homme et du citoyen, ces deux organisations formidables nous ont opposé une force d'inertie dont on ne trouverait l'équivalent que dans un ministère ou dans les bureaux de l'Assistance publique.

Ainsi de l'abonnement, qui est en un sens une souscription. Je m'étais imaginé sottement que les groupes s'abonnaient aux publications. Un ami nous avait communiqué une longue liste où il avait relevé consciencieusement, noms et adresses, tous les groupes importants de la France et des colonies : groupes de Libre-Pensée, loges maçonniques, Sou de la bibliothèque, Cercles d'enseignement, Universités populaires, Cours d'adultes, Groupes d'études, sociales ou non, — je ne parle pas des comités politiques. Une expérience de deux ans, et qui nous a coûté cher, me permet d'affirmer sans aucune réserve que les groupes d'études n'étudient pas, que les groupes de lecture ne lisent pas, et que les Bibliothèques peuvent bien recevoir des sous, mais qu'elles se refusent obstinément à recevoir des livres. Ce qui étudie dans les groupes d'études, ce qui lit dans les groupes de lecture, ce sont certaines personnes. Et

dans les groupes où nos cahiers ont tenu, c'est qu'il y avait quelqu'un qui les tenait, ou quelques-uns.

Il semblerait à première vue que les citoyens s'assemblent pour contribuer. Il s'assemblent au contraire pour parasiter. Quand plusieurs contribuables ont fondé un groupe, ils ne disent pas : Puisque nous sommes un certain nombre, nous allons vous envoyer un peu plus d'argent, pour vous aider à vivre, à travailler. Ils disent : Puisque nous sommes un assez grand nombre, vous ne manquerez pas de nous consentir un abonnement de propagande. — Et pendant ce temps deux instituteurs qui font leur année de service militaire nous envoient régulièrement le montant de leur prêt.

Ainsi en toutes ses parts non seulement la démonstration que je donnais il y a deux ans n'a rien perdu, mais l'expérience de ces deux années la renforce et la confirme. Aussi longtemps qu'on ne m'aura pas produit une réfutation, je demande qu'on tienne la démonstration pour valable et reçue.

Ma démonstration est valable, au moins provisoirement et jusqu'à concurrence de réfutation. Je demande qu'on ne me la fasse pas recommencer tous les ans, à blanc. Ceux de nos camarades qui enseignent des sciences reconnues sont beaucoup plus heureux. Leur auditoire les suit. Leur auditoire tient pour acquis, au moins provisoirement, ce qui est acquis. Quand Perrin fait en Sorbonne son cours de chimie physique, on ne lui dit pas : Pardon, monsieur, voulez-vous commencer par nous répéter ce que c'est qu'une éprouvette.

Je demande qu'on ne me fasse pas répéter. La vie est brève, et la tâche est immense. Le temps que nous

passerions à piétiner serait dérobé à l'action. Nos cahiers sont faits sérieusement. Ils valent qu'on les lise sérieusement aussi. Nos cahiers sont continus, composés. Il suffit de les aligner sur une planche pour en apercevoir le mode. Ceux de nos abonnés qui les lisent régulièrement en connaissent le sens, la teneur et le rythme.

A des indices précurseurs qui me paraissent évidents nous pouvons conjecturer que nos cahiers vont peu à peu entrer dans une action plus large; le public de nos abonnés croît lentement, mais régulièrement; nous serons sans doute avant peu aux confins de ce qu'on nomme le grand public. Déjà par le vigoureux effort de Gémier *le 14 Juillet* de Romain Rolland s'est porté jusque dans le grand public de Paris, dans le public bourgeois, dans le public populaire, dans le public tout court. Les abonnements nouveaux que nous recevons ne sont pas nombreux mais ils sont caractéristiques. Ils sont avant-coureurs.

Nous n'avons jamais rien sacrifié de notre institution à nos anciens abonnés. Nous devons à nos nouveaux abonnés, au seuil d'une action plus large, cette loyale déclaration que nous ne sacrifierons rien de notre institution au grand public. Bien que le goût de la misère soit plus amer à mesure qu'on l'a davantage éprouvé, nous sommes résolus à continuer. Nous sommes résolus à publier toujours la vérité, quand même elle serait fade, quand même elle serait ingrate, quand même elle serait onéreuse, quand même elle nous conduit à faire des personnalités. Nos cahiers ne sont pas faits pour gens du monde. Quand nous publions de

la philosophie, nous tâchons qu'elle soit de la philosophie. Pour la même raison quand nous traitons des hommes et des événements contemporains nous ne faisons pas subir à la vérité cette altération qui consiste à masquer les personnalités réelles. Car il ne s'agit pas de savoir si nous sommes agréables. Il s'agit de savoir si nous sommes justes.

M. Seignobos me disait tout à fait cordialement : Vos cahiers seraient parfaits s'il n'y avait pas l'adversaire. C'est ici l'argument de parti. Cet argument vaut à peine cinq lignes de réfutation. Plus je vais, plus je crois profondément que l'adversaire est le vice et le mensonge, qui que ce soit qui mente et qui que ce soit qui soit vicieux. Pour M. Seignobos au contraire et pour beaucoup des hommes de sa génération l'adversaire est un corps, un bloc, étiqueté d'un nom, un symbole dont ils ne veulent pas analyser le contenu réel. Nous refusons d'arrêter l'analyse, la raison, devant cette barrière artificielle. Nous refusons d'incliner la loi morale devant cet artifice de politique. Dire qu'il ne faut pas faire de personnalités parce qu'il y a l'adversaire, aussi longtemps qu'il y a l'adversaire, c'est dire qu'il faut mentir aussi longtemps qu'il y a l'adversaire, et comme il est évident par définition qu'il y aura l'adversaire aussi longtemps qu'il y aura la bataille, et réciproquement qu'il y aura la bataille aussi longtemps qu'il y aura l'adversaire, mais qu'aussitôt après qu'il n'y aura plus de bataille il n'y aura plus d'adversaire, et plus d'adversaire, plus de bataille, cela veut dire que tant qu'on se bat, il faut mentir. Nous refusons formellement.

Dans le public plus large où nous parvenons, quelle sera la part du public universitaire? celle qu'il voudra. Nous vivons sous le régime de la liberté. Le public universitaire des cahiers se fera librement sa place dans le public général des cahiers.

Quand j'assiste régulièrement le vendredi au cours de M. Bergson au Collège de France, à quatre heures trois quarts, je suis frappé de ceci : Dans la grande salle à peu près pleine, sur les cent cinquante assistants et plus, — toujours le discrédit de la métaphysique, — il y a de tout le monde : je vois des hommes, des vieillards, des dames, des jeunes filles, des jeunes gens, beaucoup de jeunes gens, des Français, des Russes, des étrangers, des mathématiciens, des naturalistes, j'y vois des étudiants es lettres, des étudiants es sciences, des étudiants en médecine, j'y vois des ingénieurs, des économistes, des juristes, des laïques et des clercs, que Téry ne manquerait pas de nommer des curés, j'y vois des poètes, des artistes, j'y vois M. Sorel, j'y vois M. Charles Guieysse et M. Maurice Kahn, j'y vois Émile Boivin, qui prend des notes pour quelqu'un de province; on y descend des *cahiers*, de *Pages libres*, de *Jean-Pierre*, des *Journaux pour tous*; on y vient de la Sorbonne et, je pense, de l'École normale; j'y vois des bourgeois notoires, des socialistes, des anarchistes : j'y vois de tout, excepté des universitaires. Il faut croire que tous les professeurs de Paris ont classe à la même heure. Surtout je n'y vois à ma connaissance ni aucun professeur de sociologie, ni aucun professeur de philosophie. Je ne serais pas surpris que ce véritable philosophe prît avec un peu de bonne humeur cet événement, et se dît que ses excellents col-

lègues de philosophie seront les derniers qui donneront loyalement audience aux propositions que nous connaissons tous.

Cette mésintelligence produit les plus graves malentendus ; cette inintelligence produit les plus graves inentendus. Quand je fis à Téry ces *réponses particulières* que je démontrerai que j'avais le droit et le devoir de lui faire, l'immense majorité de nos abonnés voulut bien s'apercevoir que j'attribuais l'importance la plus grande à ces réponses, que j'y approfondissais autant que je pouvais. Telles propositions, par exemple : *En France le cléricalisme et l'anticléricalisme sont les seuls qui nourrissent leurs hommes. Le socialisme pur et l'anarchisme pur laissent crever leurs modestes ouvriers* me paraissent importantes. Seuls quelques universitaires s'imaginèrent que c'étaient là de misérables rabiots, comme certains universitaires s'étaient imaginé que mes démonstrations *des personnalités* étaient de lamentables bavardages. Et quand ce cahier parviendra, s'il y a quelqu'un, ce sera l'un d'eux, qui encore, ayant d'un regard distrait parcouru ces soixante pages, ou ne les ayant pas lues du tout, dira : Je n'y comprends rien. Il n'y a pas de plan. Il n'a pas traité la question.

Nous avons donné le bon à tirer après corrections pour trois mille exemplaires de ce douzième cahier le samedi 5 avril 1902.

Le Gérant : Charles Péguy

Ce cahier a été composé et tiré au tarif des ouvriers syndiqués

Imprimerie de Suresnes (E. Payen, administrateur), 9, rue du Pont. — 5780

Nos anciens abonnés savent et nous devons faire savoir à nos nouveaux abonnés que les annonces des cahiers *sont gratuites.*

Vient de paraître à la *Société Nouvelle de librairie et d'édition*, dans la *Bibliothèque Socialiste*, numéro 12, en vente à la librairie des cahiers :

William Morris. — **Nouvelles de nulle part** (News from nowhere). — *Extraits* traduits par P. La Chesnais.
II. Une brochure 0 franc 50
Franco à domicile 0 franc 60
La première partie de ces extraits a été le numéro 11 de la *Bibliothèque*.

Vient de paraître chez Rouff, en vente à la librairie des cahiers :

dans l'*Histoire Socialiste (1789-1900)* publiée *sous la direction de Jean Jaurès :*

Jean Jaurès. — **La Législative** (1791-1792). Un volume in-quarto de 566 pages. Illustrations nombreuses d'après les documents du temps 7 francs 50

Vient de paraître chez Ollendorff, en vente à la librairie des cahiers :

Gabriel Monod. — **Les Leçons de l'Histoire**, conférence faite à l'Université populaire du Faubourg Saint-Antoine et publiée dans la *Grande Revue*, en novembre 1900; une brochure de 28 pages 0 franc 50

Vient de paraître à la *Société Nouvelle de librairie et d'édition*, en vente à la librairie des cahiers :

A. Lavy. — **L'Œuvre de Millerand.** — *Un ministre socialiste; juin 1899 — janvier 1902; faits et documents.* Un fort volume de 444 pages 3 francs 50

TABLE DES MATIÈRES

Préface.

Introduction.

PREMIÈRE PARTIE

Les Questions ouvrières

Première section. — L'amélioration des conditions du travail.

Chapitre I. — Les conditions du travail dans les adjudications de travaux ou de fournitures pour le compte de l'Etat, des départements et des communes. Décrets du 10 août 1899.

Chapitre II. — Les conditions du travail des apprentis, des enfants et des femmes.

1° Les apprentis.
2° Le travail dans les ouvroirs, orphelinats, ateliers de charité ou de bienfaisance.
3° La surcharge des enfants et leur emploi sur des échafaudages volants.
4° L'application de la loi du 2 novembre 1892.

Chapitre III. — La loi du 30 mars 1900 et les conditions du travail des ouvriers adultes dans les établissements à personnel mixte.

Chapitre IV. — La réforme du décret du 17 mai 1851.

Deuxième section. — La collaboration des ouvriers à la réforme et à l'application des lois ouvrières.

Chapitre I. — Le Conseil supérieur du Travail. Sa réorganisation, ses travaux.

Chapitre II. — Les Conseils du Travail.

Chapitre III. — L'Inspection du Travail.

Troisième section. — L'atténuation des risques inhérents au travail.

Chapitre I. — Prévention du risque de maladie et du risque d'accident : l'hygiène et la sécurité des ouvriers. Application des lois du 2 novembre 1892, du 12 juin 1893 et du 29 décembre 1900.

Chapitre II. — L'atténuation des conséquences des accidents du travail.

1° L'application de la loi du 9 avril 1898.
2° Les accidents survenus en juin 1899.
3° La réforme de la loi du 9 avril 1898.

Quatrième section. — L'atténuation de risques inhérents à l'organisation économique actuelle : risque de conflits entre ouvriers et patrons, risque de misère.

Chapitre I. — Le règlement des conflits individuels entre ouvriers et patrons. Réforme de la législation prud'homale.

Chapitre II. — Le règlement des conflits collectifs entre ouvriers et patrons. Projet de loi sur le règlement amiable des différends relatifs aux conditions du travail.

Chapitre III. — Le chômage et le placement.

1° Mesures prises pour prévenir le chômage ou pour y remédier.
2° Réforme de la législation sur les bureaux de placement.

Chapitre IV. — Les retraites, les caisses d'épargne.

1° Le projet de loi sur les retraites ouvrières.
2° L'application des lois sur les caisses d'épargne.

Cinquième section. — Les encouragements à l'organisation de la classe ouvrière.

Chapitre I. — L'extension des droits des syndicats et les encouragements à l'activité économique des associations ouvrières.

Chapitre II. — Les Bourses du Travail. Réorganisation de la Bourse du Travail de Paris.

Appendices : A. La codification des lois ouvrières.
B. Les progrès de la législation ouvrière à l'étranger.

DEUXIÈME PARTIE

Les Postes et les Télégraphes

Première section. — Les améliorations réalisées dans l'intérêt du personnel.

Chapitre I. — Mesures prises en faveur des ouvriers.

Chapitre II. — Mesures prises en faveur des sous-agents.

Chapitre III. — Mesures prises en faveur des agents et réformes intéressant l'ensemble du personnel.

Deuxième section. — Les améliorations réalisées dans l'intérêt du public.

Chapitre I. — Réformes dans le service postal.

Chapitre II. — Réformes dans les services télégraphique et téléphonique.

TROISIÈME PARTIE

Le Commerce et l'Industrie

Chapitre I. — Le développement de notre outillage économique.

Chapitre II. — Notre commerce extérieur. La stabilité de notre régime douanier.

Chapitre III. — Application et réforme de la législation commerciale en vigueur.

1° Législation sur la propriété industrielle.
2° Dispositions législatives diverses.

Chapitre IV. — Les corps consultatifs et les organes d'information commerciaux et industriels.

QUATRIÈME PARTIE

L'Enseignement technique

Chapitre I. — Réformes intéressant l'enseignement technique en général.

Chapitre II. — Réformes particulières aux diverses catégories d'établissements d'enseignement technique :

1° Le Conservatoire national des Arts et Métiers.
2° Les Ecoles d'Arts et Métiers.
3° Les Ecoles nationales professionnelles.
4° Les Ecoles professionnelles de la Ville de Paris.
5° Les Ecoles pratiques de commerce et d'industrie.
6° Les œuvres postscolaires et l'enseignement technique libre.
7° Le projet de création d'une école de perfectionnement aux Etats-Unis.

CINQUIÈME PARTIE

Les discours de Millerand, ministre, et le programme de Saint-Mandé

Discours de Lille.
Discours prononcé à l'inauguration de l'Exposition universelle de 1900.
Discours aux Associations coopératives de production.
Discours de Lens.
Discours aux Chambres syndicales patronales de l'Industrie et du Bâtiment.
Discours de Firminy.
Programme de Saint-Mandé.

TREIZIÈME CAHIER DE LA TROISIÈME SÉRIE

JÉROME ET JEAN THARAUD

Dingley

L'ILLUSTRE ÉCRIVAIN

CAHIERS DE LA QUINZAINE
paraissant vingt fois par an
PARIS
8, rue de la Sorbonne, au rez-de-chaussée

Les Cahiers publieront des mêmes auteurs

L'ANAON

Des mêmes auteurs
en vente à la librairie des cahiers

Le Coltineur débile	2 francs
La Lumière	2 francs

A la mémoire de Mr. Cecil Rhodes,

mort avant la consommation de son injustice.

Dingley

TREIZIÈME CAHIER DE LA TROISIÈME SÉRIE

JÉROME ET JEAN THARAUD

Dingley

L'ILLUSTRE ÉCRIVAIN

ÉDITIONS DES CAHIERS
PARIS
8, rue de la Sorbonne, au rez-de-chaussée

Partout où l'on parle anglais, personne n'ignore le nom de l'illustre écrivain Dingley. Les enfants eux-mêmes le connaissent : maint d'entre eux apprend à lire dans ses livres. C'était un homme d'une gaieté, d'une fantaisie, d'une fraîcheur d'imagination incomparable. Il semblait né à l'aurore du monde, dans un temps où les sens des hommes rivalisaient avec ceux des bêtes. Qu'il décrivît une forêt vierge de l'Inde, un office de commerce dans la cité de Londres, un lever de soleil sur la mer des Tropiques, un crépuscule d'Europe occidentale sali par la fumée des usines, sa vision toujours si imprévue était celle d'un homme qui ouvre sur tous les spectacles du monde des yeux neufs. Ses histoires étaient peintes avec l'exactitude d'un réaliste japonais ou la folle, la délicieuse fantaisie d'un poète persan. Les personnages de ses contes habitaient presque tous un pays où la puissante imagination de l'homme a poussé des fleurs merveilleuses : les plaines du Gange, témoins de l'effort le plus désespéré des penseurs pour découvrir un sens à la vie. Du contraste entre les préoccupations mesquines des Européens émigrés là-bas et une civilisation indigène saturée par les rêves des philosophes

morts il y a des milliers d'années Dingley avait su tirer les effets les plus saisissants. Car lui, dans sa cervelle d'artiste né sur cette terre, il unissait l'esprit pratique, concret, des hommes de race anglaise à l'âme insatisfaite de la vie et passionnée pour le rêve d'un Hindou : il avait l'ardeur d'un pirate normand et le goût des interminables siestes, à l'ombre, les yeux clos, tandis que dans le champ de la vision intérieure passe comme des visions d'une autre existence, la vie mouvementée d'hommes ayant appartenu à d'autres âges. D'une de ces rêveries de l'après-midi était surgie cette prodigieuse histoire d'un jeune commis de Londres très ignorant de l'antiquité et qui peut reconstituer, avec l'exactitude d'un homme qui l'aurait soufferte, toute la vie d'un rameur enchaîné au banc d'une galère phénicienne, mille ans avant le Christ. Évocateur de l'âme des hommes d'autrefois, Dingley avait aussi la divination de l'âme obscure des bêtes. Il connaît tous les animaux de la forêt ; il analyse l'âme collective des buffles, l'esprit anarchiste des singes, la bonté méditative de l'éléphant, la stupide brutalité du tigre, l'intelligence souple et bariolée de la panthère. Il sait les lois de la forêt. Il assiste aux conseils des fauves. Il voit comment se développe un enfant élevé dans une famille de loups et il vous dira comment parvenu à l'âge d'homme, ce fils d'un homme et d'une femme

quitte la libre vie des bois pour s'enterrer au fond d'une boutique parce qu'il s'est épris d'une fille des villes. Et tout ce monde des bois vit d'une vie à la fois réelle et fantastique. Cette œuvre était un jeu merveilleux dont le succès dépassa les limites de la langue anglaise. Dingley connut la gloire : il fut l'homme le plus lu de l'univers. Sa photographie était partout : dans les revues, les magazines, les journaux. Elle s'étalait aux boutiques de tous les libraires du nouveau et de l'ancien monde. Sur les grands navires qui le transportaient, toute l'année, d'un bout du monde à l'autre, dans les palace-hôtels qui étaient pour lui comme une maison du berger, les misses se montraient du doigt ce petit homme aux traits anguleux et secs, à la moustache raide tombant en herse sur la bouche, aux yeux fureteurs, jamais immobiles derrière les vitres de ses lunettes d'acier.

Quand la guerre du Transvaal fut déclarée il était à Londres. Il habitait avec sa femme et son enfant le cinquième étage d'un hôtel immense, d'où il pouvait voir la vie de la Tamise. Quand le vent soufflait et que la brume cachait les toits, il aurait pu se croire dans un phare.

La guerre changea l'aspect de la rue : elle devint plus hâtive, plus inquiète, plus nerveuse. Dingley notait avec soin tous les détails de cette transformation. En même temps il était en quête d'un

thème de roman où il pourrait peindre cette agitation de Londres pendant la guerre : le hasard, comme presque toujours, fut l'initiateur de l'artiste.

C'était le soir, dans Warrington Square; une troupe de voyous entourait un grand soldat vêtu de rouge et portant beau. Le sergent vantait le service de la Reine :

— Gentlemen, criait-il, vous n'êtes pas nés fils de pairs ! Mais le Gouvernement a l'œil sur vous ! Il veut utiliser vos talents ! Il vous invite à manger des côtelettes tous les jours. Ici vous mourez de faim et de soif. Au Cap de bons biftecks, de bon whisky ! Et la gloire ! Au retour, dans la patrie, une bonne petite place où vous n'aurez qu'à fumer votre pipe et à cracher dans l'eau !

Les curieux se dispersèrent quand le sergent eut fini de discourir. Il ne resta autour de lui que Dingley et trois pauvres diables faméliques marqués de misère et de vice.

Le sergent en prit deux familièrement sous le bras. Il dit au troisième :

— Et vous, vous venez ?

Celui-ci resta immobile, planté sur l'asphalte boueux comme un arbre de square, tandis que le sergent s'éloignait avec les deux autres. Dingley les vit tourner au coin d'une rue : il s'élança à leur poursuite et les rejoignit à la porte d'un bar. Il

entra derrière eux, s'assit à une table voisine et les écouta causer, cependant qu'ils buvaient dans des tasses ébréchées du thé et du gin puis du gin pur. Le sergent racontait ses campagnes, ses aventures : elles étaient infinies et toutes, à entendre, plus admirables les unes que les autres. Il s'était battu contre les Afridis, dans l'Inde, contre le Mahdi, en Égypte, contre les Birmans... Le nombre de ses conquêtes grandissait avec la pile de soucoupes empilées.

La porte s'ouvrit : un homme entra ; à peine un homme, un grand enfant à l'air vieillot : le troisième héros. Ses yeux passèrent, sans se fixer, sur le sergent recruteur et ses compagnons, errèrent lentement autour de la salle, se croisèrent avec ceux de Dingley. Leur éclat était trouble comme l'orient d'une perle que l'écrivain portait en breloque et qui s'était ternie au frottement de la table. Ses habits, d'une coupe soignée, étaient sales. Son faux-col avait les tons jaunes dégradés d'un tuyau de vieille pipe. Évidemment il y avait des jours qu'il ne s'était déshabillé. Dingley ne perdait de vue aucun de ses mouvements, notant dans sa mémoire les allures hésitantes du gueux. Enfin il le vit frôler le sergent comme une fille qui aguiche un homme. Le recruteur passa son long bras autour de sa taille :

— Du gin ?

— Ce que vous voudrez, répondit le jeune homme d'une voix rauque, j'ai soif.

Le sergent comprit qu'il avait affaire à un désespéré et que les phrases étaient inutiles. Il l'entraîna seulement à boire. Les deux autres ronflaient déjà le front sur la table. Il les éveilla pour leur faire signer un papier qu'il tira de la doublure de sa veste. On but une dernière rasade. Les recrues et le sergent sortirent silencieusement du bar. Le soldat guida vers une caserne voisine ces patriotes.

Dingley revint dans sa haute maison joyeux de cette joie particulière qui l'envahissait quand de beaux thèmes d'histoires s'ébauchaient dans sa cervelle. *L'Aube des œuvres!* Rien au monde, pour lui, ne valait ce moment d'allégresse. Il avait, ces instants-là, un air étrange : ses yeux étaient plus ouverts, ses traits plus allongés, un sillon se creusait entre ses sourcils... Quand il entra, sa femme reconnut la qualité de sa joie. Tout de suite, sans enlever son manteau, le corps légèrement penché en avant, les mains appuyées au pommeau de sa canne, il lui raconta quelle inspiration lui était venue :

— Comprenez-vous, Jeanne, un jeune homme pareil à celui que je viens de voir — des yeux faux — des cheveux rares — chlorotique — la dernière misère... Il s'engage au service de la Reine, non par patriotisme — pour quelques gui-

nées. — Par la vertu de la guerre il redeviendra un homme nouveau... Si vous l'aviez vu avec son long corps souple, sa figure imberbe, ses gestes mous. Il éveillait l'idée d'une fille ! Imaginez cet être resté encore quelque temps à Londres, il tombe dans la plus basse crapule. Mais la guerre va le prendre, en faire un homme sain et vigoureux.

— Et vous l'appelez ?

— Barr ! naturellement. Comment voulez-vous que je l'appelle ? Barr ! Barr !

Il répéta plusieurs fois ce monosyllabe qui lui plaisait par sa sonorité brève et dure. Un nom, un seul nom convenait à chacun de ses héros : il se flattait de le trouver toujours.

— Eh bien ! comment trouvez-vous mon conte ? demanda-t-il inquiet de ne pas sentir sa femme vibrer à son récit. Il avait coutume d'essayer sur elle comme sur un public admirablement sensible l'effet de ses imaginations.

— Comprenez donc ! insista-t-il nerveusement, montrer comment la guerre peut faire de ma canaille un héros !

— Croyez-vous ! mon ami, répondit-elle incrédule. Pouvez-vous demander à des gens recrutés en état d'ivresse de devenir des héros ? Engager des hommes pour de l'argent et prétendre exiger d'eux le sacrifice de leur vie...

— Ma chère, reprit Dingley sur un ton hautain, les soldats de Wellington n'ont pas été recrutés autrement : ils ont vaincu les plus vaillantes troupes du monde.

Les choses réglées par des coutumes séculaires, du moins dans son pays, semblaient à l'écrivain participer de la nécessité de la nature.

— La cause pour laquelle se battaient les soldats de Wellington... répondit Jeanne.

— Ah ! vous y voilà ! s'écria Dingley. Vous ne comprenez rien à cette guerre ! Toujours votre souci de justice et d'injustice ! Il haussa les épaules, posa sa canne sur une table, déboutonna son manteau et alla appuyer son front à la fenêtre : le brouillard et la fumée noyait tout. Son esprit nostalgique mit à la voile vers le passé : dans la Tamise arrivaient et partaient sur leurs dragons les Vikings. Les meuglements des sirènes évoquaient le son des trompes des rois de la mer. Il dit :

— Les marchandises, dans le ventre de ces navires qui vont et viennent dans la brume, sont du pillage comme celles qui furent conquises jadis par nos aïeux danois. Les formes du pillage seules sont différentes aujourd'hui de ce qu'elles étaient il y a dix siècles. L'échange pacifique est un rêve de fous.

— J'aime comme vous la guerre, répondit Jeanne appuyée elle aussi le front à la vitre, mais je suis

triste de penser que des hommes de votre pays vont aller mourir très loin d'ici pour conquérir des mines d'or. Encore s'il était pour eux l'or ! Oh ! c'est triste de penser que de jeunes hommes vont mourir pour d'autres hommes déjà riches, laids et vieux.

Dingley se mit à sourire :

— Voici bien une idée de femme ! Vous excuseriez cette guerre si nos capitalistes étaient moins riches, moins laids et moins vieux ?

La femme de Dingley avait hérité de ses aïeux français émigrés au dix-septième siècle en Louisiane un sentiment juste des caractères. Sa très grande admiration pour son mari ne l'avait pas aveuglée sur les limites de son génie : il était né pour enchanter l'imagination des hommes, non pour moraliser, fût-ce sur la guerre.

— N'oubliez ni les arbres ni les bêtes...

— Je n'oublie rien du tout, ma bonne... Aucun romancier ne nous a dit ce qu'étaient les soldats de Wellington. On cherchera, au siècle prochain, dans mes livres, quels furent les soldats de la Reine. Barr sera la patience, l'initiative, le sang-froid, l'humanité, la bonne humeur anglaises. Il fera comprendre les têtes rondes, les grenadiers de Mont-Saint-Jean... Ceux qui reviendront du Cap se retrouveront en lui...

— Redoutez d'être l'apôtre d'un patriotisme un peu égoïste et dur...

Dans une pièce voisine un enfant riait avec sa bonne. Les paroles de la femme et les rires de l'enfant se mêlaient aux cris, montés de la rue, des Annonciateurs des Nouvelles du Soir.

On sonna : l'enfant courut à la porte. Il revint, apportant à Dingley, dans ses bras, un journal considérable, presque aussi haut, presque aussi large, presque aussi lourd que sa frêle personne. Dingley enleva le journal et l'enfant. Il lui demanda :

— Et toi, fils, que penses-tu de master Krüger ?

Archie éclata de rire. Master Krüger n'était pas encore entré dans le cercle de ses pensées. L'écrivain assit l'enfant sur une table, prit le *Times*, jeta un coup d'œil rapide sur la première page :

— Diable ! quel honneur ! s'écria-t-il. Ils ont signé mon article de mon nom.

Et il montrait du doigt à sa femme sur la feuille encore humide son nom écrit en toutes lettres.

— C'est vrai. Je n'avais pas encore vu un leader du *Times* signé. Je vous félicite, mon ami.

— Je ne l'avais pas demandé.

— Le journal est heureux d'annoncer au monde que vous êtes partisan de la guerre... dit-elle avec un peu d'amertume.

— Parbleu ! répondit orgueilleusement Dingley.

Les désastres, au début de la guerre, déconcertèrent l'imagination du romancier. Pourrait-il vanter l'intelligence d'officiers battus par des paysans ? l'héroïsme de soldats qui levaient les bras dès qu'un mulet avait été tué dans la colonne ? Barr n'aurait-il de cœur au ventre que devant les Afridis ou les nègres du Mahdi ?

L'écrivain courait les quartiers misérables de la cité : il entrait dans les bouges, écoutait les gueux parler de la guerre. Il passait des heures dans le hall de la Bourse ; il se mêlait à la foule arrêtée devant les offices des grands journaux et attendant, le nez en l'air, les transparents où se projetaient en noir les derniers télégrammes de la guerre.

Il revit un grand nombre de fois la scène qui l'avait tant intéressé le premier jour qu'il l'avait vue : le même sergent et les mêmes voyous. Il semblait que ce sergent eût été tiré par la Providence à des milliers d'exemplaires. C'était toujours le même homme grand, sec, rouge, habillé d'écarlate, avec une petite baguette à la main et une calotte ronde sur la tête... les mêmes voyous auxquels la misère

et le vice donnait un air de famille. Et c'était toujours le même bar avec ses tasses ébréchées, le gin et le papier que les gueux finissaient toujours par signer...

Dans la salle du War-Office où étaient affichés chaque jour, sur plusieurs colonnes, les noms des blessés et des morts, Dingley vécut des minutes inoubliables. Un chapitre de son roman devait porter ce nom si tragiquement banal : *la salle d'attente*. En vérité le sombre royaume de l'Attente, cette salle ordinairement vide et nue ! Dingley ne se rappelait avoir vu nulle part de pareilles expressions de désespoir ; dans la foule qui attendait chaque jour l'apparition des listes, il reconnaissait des visages. Quelques-uns séduisaient plus particulièrement son œil d'artiste ; il les observait à la dérobée. Une occasion unique, pensait-il, d'observer sur des faces humaines les effets de l'appréhension ! La lumière avait peine à percer la couche de crasse ancienne épaissie sur les vitres ; dans ce jour sale les teints les plus éclatants de jeunes filles semblaient livides. Avant l'affichage des noms, pour tromper l'angoisse, les gens rassemblés là chuchotaient très bas, très bas comme s'ils avaient eu peur de réveiller, dans une salle voisine, quelque bête redoutable. La distinction entre les classes était abolie ; Dingley vit des gentlemen aux cylindres les

plus reluisants causer avec des gens à casquettes; des femmes de la plus fine aristocratie en confidences avec des femmes vêtues de haillons. Ces instants d'égalité parfaite duraient jusqu'à l'apparition des listes. Alors c'était une poussée ; à qui verrait! Ceux qui n'avaient lu au tableau aucun nom ami s'en allaient, furtifs. Dingley les revoyait le lendemain, à la même place, avec la même physionomie d'angoisse que la veille. Après la grande poussée, quand la foule s'était écoulée, une petite vieille coiffée d'un chapeau de paille bleue de la forme dite *cabriolet* s'avançait timidement vers les listes. Ses bras et ses mains étaient plusieurs fois roulés dans un pan du châle verdâtre qui, enveloppant ses épaules, tombait en pointe sur sa poitrine et son dos. Des mèches de cheveux décolorés pendaient sur un col d'une blancheur immaculée et qui donnait la sensation que la seule chose propre que la vieille portât sur elle était sa chemise. Le jupon qui dépassait sa robe boueuse était sale. Ses bottines éculées, aux élastiques claqués, laissaient voir ses maigres chevilles. Elle remuait toujours ses lèvres. Était-ce le mouvement continuel de ses lèvres ou seulement le développement anormal de sa lèvre inférieure? Était-ce la rondeur de ses gros yeux ronds cerclés de rouge? Elle avait l'air stupide, peureux et bon d'une mère lapine. Elle ne savait pas lire, et chaque

jour elle demandait à un inconnu de lui dire s'il y avait écrit sur la liste le nom de : « James Crook? Crook, n'est-ce pas? Crook James? » Dingley regarda souvent la liste pour elle et plusieurs fois il alla au devant de son désir : « Crook, n'est-ce pas? Crook James? Non, il n'est pas marqué. » La vieille levait sur lui ses gros yeux ronds, bêtes et reconnaissants, disait un pâle merci et s'en allait. Un jour Dingley lut parmi les morts le nom de Crook (James). Il laissa à un autre le soin d'annoncer la nouvelle à la vieille. Il s'effaça dans un coin de la salle pour l'épier. « James Crook? il est mort! » dit l'inconnu auquel la vieille avait demandé : « James Crook? Crook? Crook James? » Elle laissa tomber ses bras dans un geste de lassitude infinie. Son châle se déroula et Dingley vit ses mains, de pauvres mains, d'humbles mains, mais de belles mains. Il la suivit quelque temps, à travers la foule d'un faubourg où elle se perdit...

Dingley revint, triste, chez lui. Sa femme lui demanda — elle lui faisait la même question tous les soirs :

— Eh bien? Crook?

— Mort, répondit-il avec un sourire pénible.

— Pauvre Crook! Il ne recevra pas les friandises de Archie!... Vous avez vu sa mère?

Dingley répondit « oui », d'un signe de tête. Après un assez long silence sa femme murmura :

— Terrible guerre! Il meurt autant d'officiers que de soldats...

— Les officiers... tous frappés à la tête... précisa distraitement le romancier. N'importe! Quel exemple unique de sang-froid donne au monde l'Angleterre!

La nouvelle des premiers succès souleva dans Londres une délirante joie, à laquelle on put mesurer combien l'appréhension, quoique dissimulée par orgueil, avait été grande. La chasse donnée au général Cronje passionnait l'opinion : les Boers fuyaient avec leurs chariots où s'entassaient femmes et enfants. Minute par minute le télégraphe annonçait à Londres les détails de la poursuite. Un

employé du *Times* téléphonait à Dingley toutes les dépêches. L'écrivain communiquait à haute voix à sa femme les nouvelles transmises par le téléphone :

— Le vieux renard ne peut échapper... Il s'est terré dans les berges de la Modder... Deux cents pièces tirent sur lui, à la lyddite, nuit et jour. Les voitures sont en feu. Au-dessus de la flamme montent des colonnes de poussière rouge... C'est tout.

Dingley revint s'asseoir à sa table de travail. Sa femme allait et venait dans la chambre, émue par ce massacre lointain.

Durant cinq jours Dingley écouta avec un intérêt passionné la voix graillonnante de polichinelle qui détaillait l'agonie de Cronje et de son armée.

Le cinquième jour, pendant le dîner, le téléphone sonna impérieusement. Dingley avait posé le récepteur sur sa table, près de son assiette. Il écouta :

— Ça y est...

— On l'a pris ? demanda Jeanne.

— Non. Il s'est rendu, répondit-il avec mépris.

Une immense clameur venue du dehors fit s'envoler dans la chambre une mouche posée sur la vitre de la croisée. Dingley et Jeanne se penchèrent à la fenêtre. Dans la brume, en amont du quai, ils virent le remous d'une foule qui chantait. Quand la cohue fut arrivée devant l'hôtel, elle s'arrêta quelques

secondes, poussa en l'honneur de Dingley trois formidables hurrah et s'éloigna éclairée par l'éclat des journaux illustrés du portrait de Krüger qui flambaient au bout des cannes.

— Voyez, Jeanne, dit Dingley en souriant, la croyance à l'envoûtement n'est pas morte!

— C'est vrai, répondit Jeanne; nos contemporains brûlent Krüger en effigie, comme au Moyen-Age on perçait d'une aiguille le cœur figuré en cire de son ennemi.

De toutes ces impressions l'écrivain avait composé la première partie de son roman. L'œuvre était bien venue; les gaies histoires d'embauchage de soldats se mêlaient aux scènes sinistres du War-Office; les cris de la rue au silence des âmes inquiètes pour des vies chères. Dans les chapitres suivants il décrivait le départ de Barr pour l'Afrique et sa vie à bord. Il avait assisté à bien des embarquements de troupes à Portsmouth. Mais il n'avait jamais visité de transport, en cours de route. Il en était réduit à imaginer cette partie de son roman et cela lui était désagréable : il était consciencieux et aimait le document pris sur le vif.

Il décida de partir avec sa femme et son enfant pour le Sud de l'Afrique.

Son départ fut un triomphe : une foule immense sur le quai acclamait le romancier, debout à l'arrière du paquebot entre Jeanne et Archie qu'il tenait par la main. Quand le navire s'ébroua, on acclama son nom. Il leva sa casquette de voyage. Il sentait que cette foule acclamait en lui la conscience même de la race. Un profond sentiment d'orgueil enfla son cœur. Shakespeare n'avait jamais connu, une seconde, cette ivresse. Jeanne sentit la main de son mari trembler. Elle oublia l'injustice de la guerre : Dingley était grand! Les massacres étaient finis; Pretoria prise, le sang allait cesser de couler. Un sentiment d'optimisme universel pénétrait son âme. Archie, effaré par les cris, leva sur son père ses yeux francs et demanda : « pourquoi ils crient? » Dingley saisit l'enfant et l'éleva au bout de ses bras. Alors ce fut du délire : les chapeaux, les cannes s'envolèrent. Dingley resta longtemps appuyé au bordage à regarder cette foule ivre de son art, ivre de Lui.

Les jours de traversée avaient été souvent pour Dingley des jours de travail fécond. Il se rappelait avoir écrit beaucoup de belles histoires dans une cabine de paquebot. Le mouvement du navire bercé par la mer entraînait son imagination. Le sentiment de la solitude en mer, de la vie énergique des matelots, de la puissance de la machine qui faisait trembler la petite table de bois où il écrivait le disposait merveilleusement au rêve. Avant que, par sa femme, il eût éprouvé la puissance évocatrice de la musique, la vie de bord avait été le meilleur stimulant de son génie. Il avait espéré, pendant cette traversée, recréer en lui l'état divin d'une inspiration soutenue...

Dingley se mit au travail : sa femme, dans une chambre voisine, jouait — assez mal — une suite de banalités musicales : des valses, des chansons de music hall, des fragments d'opéras. Que la musique fût bonne ou mauvaise, il importait peu à Dingley. Il lui suffisait d'entendre des rythmes et du bruit : quand il n'était encore qu'un débutant de lettres il avait loué une chambre dans une des rues les plus passagères de la cité pour entendre le fracas des

omnibus roulant sur le pavé. En Tirol il s'était installé dans une auberge près d'une scierie dont le ronflement se mêlait à l'égouttis de l'eau d'une roue de moulin. Au Caire il payait un griot soudanais, amené comme captif par les troupes victorieuses du Mahdi, pour lui réciter d'interminables mélopées en s'accompagnant sur une sorte de lyre à trois cordes : il écrivait alors la célèbre histoire de ce maharajah élevé dans un collège d'Oxford qui finit par s'apercevoir qu'il ne pourra jamais être heureux, car le bonheur des Européens n'est pas pour lui et le bonheur des Hindous n'est plus pour lui. Dingley avait fait asseoir le griot sur une natte, près de sa table, et pendant des heures, tandis que le nègre, la tête ceinte d'un turban ensanglanté, psalmodiait des aventures de guerre ou d'amour, que dans la rue les vendeuses de citronnades criaient, que les âniers juraient en martelant de coups de matraque l'échine de leurs bêtes, il avait décrit la nostalgie de son Hindou à la recherche de son âme... Sa femme, médiocre musicienne, avait remplacé les omnibus, le moulin, la scierie, le griot...

Le dîner était l'heure la plus gaie du jour. Beaucoup des gens rassemblés autour de la longue table, qui pelaient une poire ou râclaient un chester, avaient parcouru le monde les uns en quête

d'aventures, les autres par devoir professionnel. Il y avait là Ted Cox, le plus fameux reporter du Royaume-Uni, assis en face de Thibert, un dessinateur français envoyé par *l'Illustration* dans l'Afrique du Sud. Le vagabondage par toutes les terres, sur toutes les mers, n'avait pas affaibli chez les convives les différences de race. Mais une grande courtoisie dissimulait les haines sous un vernis de politesse. Quand Dingley entra dans la salle, Cox disait à Thibert, qu'il avait connu en Égypte :

— Le métier de reporter est gâté par les coquins et les imbéciles !

— C'est dommage, répondit Mrs. Dingley en regardant tour à tour le dessinateur et le journaliste; vous avez réalisé, messieurs, le type le plus moderne d'héroïsme : le dévouement à la Nouvelle et à l'Image...

— Oh ! nous, répondit Cox, qui faisait avec ses lèvres, quand il voulait paraître modeste, la moue d'un homme qui siffle un œuf, nous ne sommes que des enfants. Thibert, qui a connu Jack Kurrachee, le mulâtre correspondant des *Daily News*, ne me contredira pas. Celui-là, Mrs. Dingley, était, comme vous dites, un vrai héros de la Nouvelle et de l'Image ! La dernière photographie qu'il a prise est celle où l'on voit un canonnier blessé à mort à l'instant où il tire la ficelle de la pièce : la

chute du soldat fait partir le coup. Il vous souvient, Thibert ?

— Parfaitement. Quand Kurrachee prit ce cliché, il était assis à dix mètres du canonnier sur la roue d'un caisson renversé. Le même obus qui démolit le canonnier envoya le pauvre Kurrachee dans l'autre monde.

— Ainsi, s'écria Dingley éclatant de rire, votre mulâtre fut tué par le dernier obus qu'il photographia ?

— Précisément.

— Impossible de pousser plus loin le dévouement à l'Image !

— Vous n'avez jamais été blessé, monsieur Thibert ? demanda Mrs. Dingley.

— Mon Dieu non.

— La Providence veille sur vous !

— La Providence ? c'est possible. Je n'y crois pas pour les autres, mais j'y crois pour moi... Ainsi, je suis absolument sûr de mourir en France, en Beauce, dans mon lit...

— ... Et moi en Angleterre, dans le comté d'Essex... interrompit Ted Cox.

— ... Et voyez, disait à l'autre bout de la table un jeune lieutenant, sir George Harvey, blessé à Colenso, et qui revenait prendre du service en Afrique, ces Boers sont si simples qu'ils sont incapables de se servir de la hausse de leurs mauser !

— J'ai entendu dire, répliqua Thibert, qu'ils remplacent avantageusement la hausse avec le pouce de leur main gauche levé perpendiculairement au canon du fusil ?

— C'est vrai, répondit Harvey. Mais, en somme, ce sont des brutes, qui ignorent même l'usage d'une brosse à dents.

Thibert aimait cet aimable garçon de lieutenant. Quelles raisons il avait de hasarder sa vie dans le Sud de l'Afrique... Il était riche et pouvait fort bien rester chez lui, près d'un vieil oncle très riche dont il était l'unique héritier. Un jour que le dessinateur le poussait, Harvey avait répondu :

— Je suis né dans une société qui m'a inspiré des sentiments propres à favoriser sa conservation. Cette communauté, je crois sincèrement qu'elle en vaut une autre, et je la défends. Voilà tout.

Thibert avait été tenté de lui demander :

— Et vous êtes prêt à la défendre contre toute justice et contre tout droit ?

Mais il s'était retenu de parler ainsi, de peur de blesser le lieutenant et aussi parce qu'il était, d'avance, sûr de sa réponse : Les Boers, les premiers, avaient violé la justice. Et puis c'était une idée latine d'introduire partout l'idée de justice. Dans les affaires humaines, il ne s'agissait jamais que de force. Ceux qui pensaient autrement étaient des hypocrites ou des imbéciles.

— Pourvu que nous n'arrivions pas trop tard ! quand le bal sera fini ! dit Ted Cox.

— Diable ! répartit Thibert. Cinquante douzaines de plaques *Lumière* sans emploi...

— Et une occasion perdue, ajouta Cox, de voir autre chose que des mitraillades de nègres, des jaunes ou des cuivrés : enfin on va voir des Blancs contre des Blancs !

Dingley pensa :

— Si Barr allait arriver trop tard !

Elle ne marchait pas son histoire de Barr.

Il en était arrivé au point de son roman où il décrivait la vie de Barr en route pour l'Afrique Australe. Il ignorait les sentiments des soldats en mer et les conditions exactes de leur vie. Un transport était à l'ancre dans la baie des Açores. Il le visita.

Dingley fut accueilli par les officiers du bord avec cette admiration respectueuse et enthousiaste que tout Anglais avait pour lui. Ils voulurent le retenir dans le salon réservé aux officiers supérieurs. Dingley, peu soucieux du punch et des toasts imminents, demanda à visiter le bateau. Le capitaine, un petit homme, propre, très propre, extrêmement propre, lui expliqua la répartition du chargement. L'arrière était réservé aux officiers. Les sous-officiers campaient au gaillard d'avant, les soldats dans la cale et l'entrepont.

— Hâtons-nous, commandant. Il faudra bientôt revenir. Voyons les hommes, s'il vous plaît.

— Oh! rien de bien curieux, vous savez.

Dès qu'ils approchèrent de l'entrepont, une insupportable odeur de crottin, de latrines, de cuisine et de saumure les empuantit ; une multitude de soldats grouillaient là-dedans. Les uns couchés, les autres debout, quelques-uns chantaient, d'autres fumaient. La plupart muets et immobiles. Dans un coin il y en avait qui luttaient.

— Sept cents, fit le capitaine.

— Sept cents! répéta avec stupéfaction Dingley.

Dans l'étroit espace où tous ces hommes étaient entassés, trois cents auraient été mal à leur aise. Ils descendirent.

Dans la cale, quarante mulets étaient au fond. Leurs litières n'étaient séparées que par une barrière de bois des paillasses où couchaient les hommes.

— Ce sont les plus malheureux qui habitent ici, remarqua Dingley.

— Au contraire, répondit le capitaine, ils demandent tous à descendre là-dedans. Ça pue le mulet, mais ça tient chaud. « Les gens du peuple sont frileux. »

Dingley fit la grimace. Du côté des cuisines il aperçut un boulanger qui puisait l'eau dans le réservoir des latrines pour éviter d'aller à la pompe.

Le capitaine haussa les épaules. Après tout, ça les regarde, n'est-ce pas ?

Dingley revint dans le salon des officiers peiné que cette foule de soldats fût aussi avachie que toute autre foule humaine si inconfortablement traitée. Il croyait les Anglais d'un meilleur acier que les autres peuples du monde.

Les officiers avaient allumé un punch. Quand Dingley entra, ils crièrent trois fois : hip ! hip ! hurrah ! Pendant qu'ils buvaient, un matelot apporta un télégramme de l'Afrique australe qui donnait des nouvelles de la guerre. Elles étaient mauvaises. Un certain Dewet s'était emparé d'un convoi et de son escorte — d'ailleurs le convoi était vide — et de deux batteries montées. Un escadron de lanciers était à sa poursuite.

Les officiers n'avaient jamais entendu encore ce nom de Dewet. Ils s'interrogèrent entre eux : Dewet ? Dewet ? Qu'est-ce que c'est que ce Dewet ?

Les premières minutes de surprise passées, le capitaine du *Vultur* déclara :

— C'est une affaire de guérilla, messieurs ! A la santé de la Reine !

Dingley quitta le *Vultur* au milieu des acclamations : les soldats avaient appris le nom de leur visiteur inconnu. Ils se bousculaient vers le bordage pour le voir. Ils chantaient en chœur une chanson de marche composée par Dingley. Des hommes iraient mourir une chanson de lui sur les lèvres ! Le succès d'aucun de ses livres n'avait inspiré au romancier un si profond mouvement d'orgueil. Intérieurement, les lèvres serrées, il reprenait le refrain. La chanson s'abattait sur la mer, comme les ailes d'un gigantesque oiseau. Elle sortait des poitrines de ces jeunes hommes si pleine, si vigoureuse qu'elle semblait l'improvisation des soldats et des marins... Dingley se rappelait le moment où il avait eu l'idée de cette chanson, l'endroit où il l'avait écrite, la peine qu'elle lui avait coûtée...

Il revint sur son bateau. Des brins de paille et de foin s'étaient accrochés à ses cheveux, ses bottines étaient boueuses de crottin et de la boue liquide des fonds de gamelle. Quand il entra dans la cabine de bain, Archie était tout nu, dans un tub, au milieu. Sa peau treillissée d'un réseau de mailles humides brillait sous la lumière électrique. Dingley le sou-

leva dans ses bras, fier que ce vigoureux enfant fût son fils.

— Voulez-vous ne pas jouer, et vous dépêcher, dit gaiement Jeanne, qui passa dans la porte entrebâillée le bout du nez et son bras nu. Elle s'habillait. Dingley la surprit dans sa chambre en jupon court.

— Vous sentez l'âne, mon ami.

— Imaginez sept cents hommes dans un immonde sabot, pêle-mêle avec les mulets, abrutis par la vie de bord. Quand j'ai quitté le bateau, ils se sont réveillés pour entonner l'hymne que j'ai composé. Vous n'avez rien entendu.

Jeanne répondit :

— Non, nous n'avons rien entendu. Dingley fut contrarié que cette rumeur de gloire n'eût pas dépassé deux cents yards.

Dingley avait l'habitude de peindre ses compatriotes physiquement propres ; il ne pouvait les représenter entassés dans l'étroit espace d'une cale et d'un entrepont, sales, mal nourris, déprimés, et plus semblables à ces moutons de la Plata embarqués à Buenos-Ayres, qu'à des conquérants : de tous les animaux, l'homme malpropre a la plus répugnante odeur. Dingley s'ingéniait à chercher des récits, à imaginer des dialogues où son héros se montrerait supérieur à sa fortune ; il ne trouvait rien.

Pour rompre le charme de ces pages blanches où il ne pouvait écrire une ligne, le romancier essaya d'écrire une histoire de pure fantaisie, à son ancienne manière. Il sortit de sa cabine : sur le pont Archie jouait avec sa bonne, une jeune Hindoue que Dingley avait rencontrée, il y avait une dizaine d'années, dans une fumerie d'opium tenue par un Chinois : c'était elle qui préparait les pipes des habitués. Elle savait toutes les histoires des dieux et des héros, toutes les légendes de l'Inde. Il l'avait engagée à son service. Maint de ses contes les plus célèbres n'était qu'une transcription des récits de cette petite fille maigre aux yeux fixes. Elle s'était attachée à Dingley, à sa femme, à Archie. Le romancier lui parlait toujours avec autant de cérémonie que s'il se fût adressé à une princesse. Elle était pour lui une Scheherazade hindoue, une légende vivante... Dans l'esprit simple, rempli de contes de nourrice, soumis à la fatalité, Dingley aimait l'esprit le plus pareil au sien qu'il eût jamais rencontré...

Pour la vêtir, nulle étoffe assez précieuse, assez rare. Dingley cherchait pour elle les tissus les plus fins, les plus imprévus, créés par la fantaisie des tisseurs japonais, hindous ou lyonnais. Il fallait pour vêtir la conteuse de larges pièces quadrangulaires qu'elle enroulait à sa guise, autour de sa taille longue et souple. Aussi jamais sa toilette

n'avait l'insupportable et mécanique raideur d'une robe. Toujours vêtue de ces soies légères et drapée à l'indoue, suivant une tradition immuable, pourtant elle n'était jamais la même, car jamais le même pli ne se creusait sur son corps. Ses cheveux noirs noués en catogan sur sa nuque brillaient sous un réseau d'or à mailles serrées d'où pendaient contre ses tempes deux larges plaques d'argent ouvragé. Elle chaussait ses pieds par d'étroites sandales de bois qu'elle retenait négligemment du bout de ses orteils engagés dans un anneau de cuir. Au bras gauche, elle portait trois bracelets d'ivoire.

Dingley s'approcha de l'Hindoue et lui demanda :

— Connais-tu l'histoire du fossé d'Amiritzir ?

— Oui, maître. C'est moi qui vous l'ai racontée autrefois, il y a longtemps. C'était avant la naissance de Archie.

— Oui, je me souviens, maintenant... à Calcutta... dans la fumerie...

— Oui, c'était là, interrompit-elle vivement, mais ne parlons pas de cela.

Elle n'aimait pas rappeler la sordide auberge où elle présidait aux rêves de quelques brutes.

— Bah ! répondit Dingley, ce temps est loin !

L'Hindoue commença :

— Tu te souviens de Chamba, près d'Amiritzir ?

Dingley revit aussitôt la plaine ardente sous le soleil, au pied des hauts Himalayas.

— Eh bien, il y eut un jour une telle famine dans ce pays que presque toutes les femmes et tous les enfants trépassèrent. Alors fut résolue la construction du canal que tu as vu, pour amener l'eau des montagnes dans le pays de Chamba.

— Ce canal, interrogea Dingley, ombragé de ces grands arbres ?

— Précisément. En deux années le fossé fut achevé. Mais l'eau des lacs qui devaient l'emplir, enchantée par les Dragons, refusa d'y couler. La sécheresse avait été grande. Une épouvantable disette s'annonçait. Les prêtres prièrent tant les Génies qu'ils envoyèrent un jeune nain pour faire savoir à quelles conditions ils permettraient aux eaux de couler dans le canal de Chamba : ils exigeaient que la belle Harribakti, la fille du roi, suivît la berge du fossé, toute nue, jusqu'aux lacs, où elle se livrerait à leur prince. Les Brahmanes hésitèrent longtemps à accomplir leur message auprès du roi Djehangir.

La femme de Dingley s'était approchée : elle s'arrêta. Et elle écoutait, appuyée contre un banc, tenant légèrement, du bout des doigts, Archie par la main. Le soleil disparu éclairait encore la mer. Dingley, le menton étayé sur ses poings fermés, les coudes au genoux, levait les yeux sur l'Hindoue qui se tenait assise le buste droit, les mains à plat sur

les cuisses, dans l'attitude d'une déesse d'Égypte. Elle disait :

— Trois jours et trois nuits les Brahmanes hésitèrent. Ils n'auraient peut-être jamais eu le courage de paraître devant le roi Djehangir, si la foule ameutée devant le temple ne les avait contraints par sa clameur. Ils sortirent derrière le grand-prêtre, et s'en allèrent vers le palais, la tête basse, comme des hommes qu'on mène à la mort. Le roi Djehangir les reçut dans la cour intérieure de son palais, dans la cour silencieuse où tous les jets d'eau s'étaient tus. Le chef des Brahmanes commença un discours qui n'en finissait plus.

— Au fait ! s'écria le roi.

— Eh bien ! Seigneur, les Dragons veulent que ta fille, la belle, la noble Harribakti, remonte le canal jusqu'aux lacs...

Djehangir fronça le sourcil.

— ... toute nue...

Le roi se leva violemment de son trône.

— ... sous les yeux de tout le peuple.

— Jamais ! cria le roi.

— Ce n'est pas tout, continua le Brahmane.

— Qu'exigent-ils donc encore d'Elle ? interrogea anxieusement Djehangir.

— Sa vie. Ils veulent qu'au terme de sa route elle plonge au fond du lac où l'attend le prince des Eaux.

Les jours suivants le roi épia désespérément le Ciel, vers l'Ouest, pour voir si quelque nuage n'arrivait pas. Mais le ciel restait d'un bleu impassible et la famine ravageait la ville. Le peuple contraignit Djehangir comme il avait contraint les Brahmanes. Il dut expliquer à sa fille ce que les Dragons voulaient d'elle. La belle Harribakti était avec ses femmes dans la cour du palais où le dernier jet d'eau bruissait encore. La princesse devint plus rouge que la soie jetée sur ses épaules quand elle entendit qu'elle devait marcher toute nue, sous les yeux de la multitude : elle devint plus blanche que le marbre de son trône quand elle sut qu'elle devait rejoindre, au fond du lac, le Génie des eaux. Après un long silence, elle répondit :

— J'irai.

— Arrête ici ta légende, interrompit Dingley. Tu me raconteras la suite plus tard, plus tard. Le reste du jour et toute la nuit, il écrivit l'histoire du roi Djehangir et de la belle Harribakti. Le lendemain il lut le conte à sa femme et à Thibert.

— C'est un conte délicieux, dit le dessinateur quand Dingley eut achevé de le lire. Donnez-le-moi, je vous prie. Je l'illustrerais volontiers...

Il tendit la main pour recevoir les feuillets couverts de l'écriture menue de Dingley. Mais celui-ci les jeta dédaigneusement par dessus bord. Les pages s'envolèrent.

— Oh! dit Thibert stupéfait de ce geste, c'est de la belle joie que vous jetez au vent!

Jeanne regarda avec regret les feuilles envolées d'un vol irrégulier et incertain.

Le navire allait si vite, qu'elle n'en vit aucune se poser sur la mer.

— Bast! C'est vain de s'intéresser à ces vieilleries, dit en souriant Dingley, quand il y a dans notre monde de bien autrement tragiques histoires.

Le temps était passé d'écrire des histoires bonnes à amuser les enfants; il fallait écrire pour des hommes! Dingley avait hâte d'arriver au Cap, de visiter les champs de bataille, les ambulances, les hôpitaux, les camps, de rassembler tous les documents nécessaires à la composition du tableau saisissant et vrai de cette guerre.

Le paquebot atterrit quelques heures à Sainte-Hélène. Il fut permis à Dingley et à sa femme de visiter les prisonniers boers. Ils étaient bien tels que tous les journaux illustrés du monde les avaient représentés : mal vêtus, de longues barbes, l'air hirsute, mais peu farouches. Le général Cronje habitait, à l'écart, une petite maison blanche à volets verts : quand Dingley poussa la barrière à claire-voie de son jardin, il fumait sur le pas de sa porte. Le romancier le salua et se présenta. A ce moment la porte de la maison s'ouvrit et sur le seuil apparut une femme de haute taille, déjà vieille, au visage sec et dur. Elle dit en anglais, avec un accent indicible de mépris :

— Allons! Pierre! Il faut rentrer! On ne parle pas avec ces gens-là!

Cronje retira sa pipe de sa bouche, porta la main à son chapeau, et rentra dans la maison.

Dingley dit, à demi-voix, avec colère :

— L'hospitalité boer ? Elle est propre !

Madame Cronje, par la porte ouverte, l'entendit. Elle reparut sur le seuil et lui dit gravement :

— Elle vaut la vôtre !

Le soir même Dingley racontait à Thibert sa visite au camp des prisonniers.

— Tout à fait la même race, remarqua le dessinateur, que les gueux de Hollande ou les Huguenots français.

Ce soir-là une douce clarté était sur la mer, au ciel, dans l'air de la nuit. Tous les éléments semblaient favorables à l'homme. Dingley vint appuyer ses coudes au dos du rocking où sa femme était étendue. Il regardait luire un éclat de lune sur un objet indistinct, au pied du mât, auquel il cherchait à donner un nom. Car il ne s'intéressait aux choses que lorsqu'il pouvait les nommer. Sa femme ne pensait à rien, enveloppée dans la caresse de cette nuit, si douce qu'elle faisait oublier l'heure. Le bateau s'avançait, sans roulis, sans tangage, presque sans bruit : les étoiles pâlirent jusqu'à la mort...

Encore étonné de la première humiliation qu'on eût osé infliger au nom anglais, devant lui, Dingley aborda la Terre d'Afrique.

Aussitôt qu'il eut installé sa femme et Archie dans une villa, au bord de la mer, il partit avec Thibert et Ted Cox pour voir la guerre.

En route, Cox, faute de nouvelles vraies, en imagina de symboliques.

Elle est de lui cette histoire d'un si délicieux humour britannique : l'histoire des essais de tir au canon exécutés par les Boers sur un troupeau de bœufs parqués dans un enclos. Non seulement aucune des bêtes ne fut blessée, mais encore, après le tir, on constata que le troupeau s'était accru d'une tête. Sous le feu, une vache avait mis bas...

Enfin ils virent la vraie guerre, en accompagnant les colonnes. Thibert eut la chance de se trouver, maintes fois, à peu de distance des points de chute des obus. De là ces photographies, parues dans *l'Illustration*, aussi dramatiques que scientifiquement intéressantes : obus tombant au milieu d'une formation en ordre dispersé — obus éclatant sur une voiture de munitions — cheval sans cavalier

éventré par la mitraille. Jamais on n'avait encore vu reproduits d'une manière aussi saisissante des hommes et des bêtes immobilisées par l'effroi ou éparpillées aux quatre vents du ciel.

Thibert était désolé de ne photographier que des Anglais. Les Boers ne se laissaient pas approcher. Et il regrettait de ne pas avoir encore assisté à une de ces déroutes si riches pour les amateurs de ces mouvements tragiques, imprévus, inimaginables, auxquels se livre une humanité affolée.

Cox, lui, employait toute l'ingéniosité de son esprit à déguiser par des phrases habiles les échecs. Quand un régiment était repoussé, *il se retirait sur une position inexpugnable;* quand une colonne battait en retraite, *elle opérait un mouvement de concentration en arrière.*

Dingley regardait.

Archie était heureux dans la grande villa : il s'était ennuyé à Londres et sur le paquebot. Il aimait l'espace. Le parc de la villa, avec ses grands arbres, ses fourrés, ses fleurs moins éclatantes que celles qu'il avait vues dans l'Inde, était un Paradis. Il y avait surtout une espèce de chênes nains dont les branches se tordaient en forme de cor de chasse, à quelques pieds du sol. L'enfant glissait son corps souple dans les anneaux des branches.

Sa mère vivait dans l'inquiétude : elle savait la probité professionnelle de Dingley. Jamais il n'hésitait à risquer sa vie pour avoir un document vrai. Il avait visité des villes décimées par le choléra ou la peste rien que pour voir l'aspect des rues. Une lettre où Dingley racontait une affaire un peu chaude exalta toutes ses terreurs :

... Une estafette, écrivait-il, vint nous avertir que les hussards de la reine étaient aux prises avec l'ennemi. Thibert et Cox sautent à cheval : je fais comme eux. Des grenades éclatent à cinquante pas. Voici nos bêtes emballées ! En quelques minutes elles nous emportent à la hauteur des highlanders qui s'avançaient le fusil en main, en ligne, avec des intervalles, vers un kopje où s'était fortifié l'ennemi.

Nous mettons pied à terre, tous les trois. En avant de la première ligne il semblait qu'il n'y eût pas un homme vivant. Or nous savions tous que l'ennemi, abrité derrière les rochers, nous regardait venir, attendant pour tirer que nous fussions à quatre cents yards. Le soleil levant découpait au ras de l'horizon, dans le ciel nuageux, un rectangle bleu. Nos ombres étaient exactement perpendiculaires à nos corps. Nous hâtions le pas, pressés d'être délivrés de l'angoisse qui précède la première décharge. Thibert courait de ci de là, son appareil photographique à la main. Le silence effroyable faisait paraître les secondes des siècles. Près de moi, un gordon cria aux Boers d'une voix rageuse : « Tirez! mais tirez donc! » Je brisai le tuyau de ma pipe entre mes dents. A quatre cents yards une fusillade irrégulière et nourrie commença. Les gordons, avec des hourras, escaladèrent le coteau. A mi-côte ils s'arrêtèrent, derrière des rochers éboulés, pour reprendre haleine et attendre les Irlandais qui venaient derrière. Tout près de moi, Thibert profita de ce répit pour prendre une vue panoramique de la bataille : des petits bonshommes épars sur les collines, dans la plaine ; de ci, de là, des nuages de poussière...

Quand les Irlandais eurent rejoint, l'assaut fut relancé. J'arrivai sur la crête avec les premiers gordons.

Il n'y avait plus personne. Les Boers avaient disparu. Seul, une sorte de géant se tenait debout, à côté d'une mitrailleuse démolie, la figure coupée en biais par une large blessure, et sans armes. Un soldat l'éventra d'un coup de baïonnette. Thibert eut le temps de le photographier encore debout. Les Boers s'étaient repliés sur des collines, en face de celles qu'ils venaient d'abandonner. Le deuxième assaut fut semblable au premier. A la halte qui précéda le dernier bond, je cherchai Thibert des yeux. Un lieutenant me montra du doigt, au milieu d'un champ, une forme humaine ramassée sur elle-même, comme un chien qui dort :

— C'est votre ami le photographe, me dit-il. J'étais à côté de lui quand il est tombé.

A ces mots Cox, à genoux devant moi, se redresse et je le vois descendre la colline au pas de course. Les Boers ouvrent sur lui une terrible fusillade. Il se baisse sur Thibert, ouvre la veste, passe la main sur la poitrine du Français. Par miracle aucune balle ne l'atteint. Il revient vers nous, toujours courant, un paquet sous le bras. Je lui crie :

— Il est mort ?

Et ce diable d'homme me répond :

— Je n'en sais rien. Mais j'ai ses clichés. Les voici.

Les fifres et les cornemuses se mettent à jouer

l'air : *Écosse, verte Écosse, nous nous souvenons de toi.*

Le lendemain j'ai retrouvé Cox étendu sur une paillasse dans la cour d'une ferme, légèrement blessé et toujours gai. Je lui demandai s'il avait des nouvelles de Thibert.

— Thibert ! Je crois bien. On l'a ramené ici hier au soir, à demi mort. Ce matin il a dû être réveillé par le bruit des caissons qui roulaient devant la ferme. Le pauvre diable avait le délire : il s'est levé pour aller voir. On l'a retrouvé contre la porte, son appareil sur ses genoux, accroupi comme une bonne femme qui vend des pommes au marché. On l'a poussé : il est tombé sur le nez.

— Mort ?

— Vous pouvez le voir : il est là-bas dans la grange.

Notre ami était couché sur la terre battue : sa fine figure caprine toute barbouillée de boue, les yeux grands ouverts... Cette mort m'a beaucoup ému ; mais à la guerre comme à la guerre ! Sait-on qui vivra demain ?

La femme de Dingley sentit qu'elle pleurait : elle aimait la gaieté gamine du dessinateur. Elle soupira :

— Pauvre Thibert, il ne sera pas enterré en Beauce !

Lord Kitchener avait imaginé de brûler les fermes du Veldt et de réunir dans de vastes camps les enfants et les femmes des combattants boers. Il espérait par ce moyen réduire l'ennemi.

Parmi les enfants sévirent aussitôt des épidémies de variole, de choléra, de dysenterie. Des camps les épidémies s'étendirent à toute la colonie. Jeanne tremblait pour Archie. Elle aurait voulu fuir, oublier dans quelque doux paysage d'Europe les horreurs qui ensanglantaient cette terre. Elle écrivit à Dingley des lettres où elle le pressait de revenir.

Mais lui, passionné par sa nouvelle vie, les poches bourrées de notes, la mémoire pleine d'attitudes, de mots, de récits, de spectacles de guerre ne songeait pas au retour. Il envoyait à la côte des lettres délicieusement gaies :

... Barr va bien. Il lutte de hardiesse et de ruse avec les Boers. Il dynamite les fermes : c'est une mesure nécessaire. Il est paternel pour les enfants et les femmes... La guerre simplifie les êtres et les purifie... Il est propre... J'admire le soin avec lequel il se débarbouille dans les flaques d'eau de pluie. Quand il reviendra à Londres, ses camarades

ne le reconnaîtront plus. Sa vie si nulle s'éclaire : il n'a plus ni haine ni convoitise. La guerre, en supprimant ses besoins, lui a fait retrouver l'honnêteté de sa nature. Il est redevenu joyeux. L'humidité de Londres ne le pourrit plus. Dans le rang, il a pris conscience de la solidarité qui doit lier les êtres : chaque jour, il redevient davantage un homme. Décidément la Providence des voyous de Londres m'apparaît sous les espèces et apparences d'un sergent recruteur... Vous êtes inquiète pour Archie. Les épidémies qui déciment nos camps ne gagneront pas la côte. Je me désole, comme vous, de la mortalité qui règne ici, parmi les enfants. Mais qu'y faire ? Si le général en chef les avait laissés eux et leurs mères dans les fermes, ils y seraient morts de faim. Que la responsabilité du sang versé retombe sur ceux qui s'obstinent à continuer la guerre avec un entêtement féroce et stupide... Dites à Archie que je lui rapporterai un grand fouet boer long de neuf pieds et des boîtes à mitraille éclatées.

Quand la femme de Dingley reçut cette lettre, Archie était déjà très malade; il ne descendait plus au jardin; le docteur redoutait la dysenterie. Seule dans cette villa, au milieu de ce parc immense, au bord d'une mer toujours orageuse en cette saison, elle fut prise d'une angoisse folle. L'Hindoue ne pouvait la rassurer : l'âme de cette fille était si enfantine! Au moins amusait-elle Archie en lui racontant le jour et la nuit, pendant ses insomnies, des histoires.

Le soir tombait : Dingley, au milieu d'un cercle d'officiers à qui un soldat faisait le récit d'un engagement auquel il venait d'assister, fut abordé par Ted Cox :

— Une dépêche pour vous, Dingley, dit le journaliste en lui tendant un bout de papier qu'un exprès lui avait apporté.

La dépêche dépliée, entre ses doigts, Dingley continuait d'écouter le récit du soldat, attentif à toutes ses paroles, à tous ses gestes. Quand ses yeux se fixèrent sur la dépêche, il devint très pâle.

— Messieurs, dit-il, en saluant à la ronde, excusez-moi. Je dois partir.

Les officiers s'inclinèrent et lui serrèrent la main, sans mot dire.

Le journaliste le suivit :

— Mauvaises nouvelles ? interrogea-t-il.

— Archie, très mal. Il faut revenir. Pourvu que je n'arrive pas trop tard, répondit Dingley d'une voix mal assurée.

Le reporter ouvrit les bras, sans plus témoigner d'émotion. Il en avait tant vu mourir d'enfants depuis quelques mois que la mort, même du fils d'un ami, ne le touchait guère.

— Vous prendrez mon cheval, dit obligeamment le journaliste. Il est plus frais que le vôtre. C'est une bête boer échappée qu'un cavalier vient de me vendre.

— Merci, j'accepte.

Les deux hommes allèrent aux piquets où les chevaux étaient attachés. Cox reconnut le sien, un alezan éborgné par une balle et sans queue.

— Il n'est pas joli joli, dit-il en souriant. mais il est bon.

Dingley se mit en selle.

— Reconnaîtrez-vous votre route? demanda le reporter. A votre place, je demanderais un guide au colonel.

— Inutile. Les chevaux crevés marquent la route.

Dingley s'élança de toute la vitesse de son petit cheval, sur le Veldt, dans la direction de Bloemfontein. La nuit était assez claire. Autour du cavalier, aussi loin que la vue pouvait s'étendre, une vaste plaine, sans un arbre, sans une maison.

Devant lui, à droite, à gauche des masses noires : des corps de chevaux. Quelques-uns étaient vivants. Quand la bête de Dingley les frôlait, ils relevaient la tête en reniflant, ou bien se dressant sur leurs jambes ils s'enfuyaient éperdus, droit devant eux, la queue en manche de fouet, la crinière au vent; les étoiles s'éteignirent les unes après les autres. La nuit devint tout à fait noire. La piste suivie par

Dingley n'était plus jalonnée par les bêtes funèbres. Un lourd silence écrasait le Veldt. Dingley ne voyait, n'entendait plus rien. Son cheval s'arrêta net et refusa d'avancer. Il mit pied à terre. Le sol fraîchement remué s'enfonçait sous ses pas. Sa botte découvrit la face d'un homme enfoncé dans la boue. Un combat récent s'était livré là : on avait enterré, à la hâte, les morts dans ce champ. Il était tombé sur un charnier. Il allait, traînant son cheval par la bride. Il avait l'impression de patauger dans une sanglante bouillie, d'écraser des têtes, des bras, des poitrines. Ses pieds se décollaient difficilement de la terre humide, comme si les morts le tiraient par les bottes. Dans un éclair, il se souvint de toutes les maisons qu'il avait habitées et où il aurait pu être à l'abri cette nuit : les cabines de transatlantiques, les bungalows de l'Inde, son appartement de Londres, la villa où vivait Jeanne et l'enfant malade. Lentement, à la peur vague qui l'avait envahi, succédait l'étonnement d'être, lui, l'homme le plus lu du monde, à cette heure, seul, dans un charnier, au milieu du Veldt, halant son cheval par la bride. En ce moment que faisait Archie? S'il allait mourir? Il ne s'émouvait guère devant la mort. Lui-même ne la redoutait pas pour lui. Mais la mort de son fils lui apparaissait d'une autre nature que les autres, — inique — monstrueuse et, au fond, impossible. Il se remit en selle,

enfonça ses éperons dans les flancs de sa bête et partit ventre à terre, droit devant lui, au jugé, vers Bloemfontein.

Son cheval l'amena près d'une ferme dynamitée dont il ne restait que les murs :

— C'est toi, Piet Retief ? demanda une voix.

Dingley était tombé sur un campement boer. Il voulut fuir. Mais son cheval se cabra sous l'éperon et resta sur place. L'homme qui l'avait hélé saisit la bête par le mors. Il ne reconnut pas son camarade. Il siffla. Des Boers sortis des décombres entourèrent Dingley. Il se vit pris, retenu prisonnier pendant des semaines. Que deviendraient, tout ce temps-là, sa femme et son fils ? Énervé par cette course de nuit et par la pensée qu'il n'était pas, qu'il ne serait sans doute pas de longtemps encore auprès de son fils, que Archie pouvait mourir sans qu'il en fût même averti, il répondit avec une brusquerie impolie à un jeune Boer qui lui demandait, dans l'anglais le plus élégant, qui il était et comment il passait si tard dans ces parages.

— Un reporter égaré !

— Vous nous permettrez de visiter vos poches, répondit le Boer : c'est l'usage de la guerre.

Dingley lui remit son calepin, ses notes et la dépêche de Jeanne.

Le chef du poste parcourut rapidement les pa-

piers à la lueur d'un rat de cave qu'un homme tenait allumé à la hauteur de ses yeux. Quand il eut fini son inspection, il se découvrit et salua profondément Dingley.

— Enchanté, sir, de vous connaître. Je ne m'attendais pas, cette nuit, à recevoir le premier romancier de l'Angleterre. En disant ces mots, il remit à l'écrivain tous ses papiers. Les autres paysans, voyant que la capture manquait d'intérêt, s'étaient déjà défilés, sans demander l'autorisation à leur chef, qui emmena Dingley dans un coin de la maison en ruines, où pendait un débris de toit. Quelques brins de paille humide ne réussissaient pas à cacher la terre battue. Le Boer invita Dingley à s'étendre là.

— Je vous prends votre lit?

— Vous êtes mon hôte. Désolé de ne pas en avoir un meilleur à vous offrir. Si vous étiez venu hier, la maison était encore très confortable. Mais on l'a fait sauter ce matin après un petit combat...

— Qui s'est livré non loin d'ici ?

— ...A cinq ou six milles. Vous avez dû passer par là.

— On a tué beaucoup de monde ? J'ai traversé un véritable charnier.

— N...on : Un petit engagement, une dizaine de morts, tout au plus. Dingley fut surpris. Sous l'empire de l'effroi et de la nuit, il avait cru patauger

dans une bouillie de chair et de sang, quand il marchait dans une terre détrempée.

L'homme de garde allait et venait, son fusil à la bretelle, éteignant dans sa main fermée le fourneau de sa pipe.

Étendu sur la paille, Dingley ne dormait pas. Sa pensée était loin du Veldt; il voyait une villa au fond d'une allée, dans cette villa une chambre et dans cette chambre un enfant... Si les Boers avaient la fantaisie de le garder... En somme il était un otage précieux... Et puis ils devaient le haïr d'une haine féroce... Son regard se détourna, à la dérobée, sur le jeune commandant qui, appuyé à la muraille, fumait une courte pipe anglaise.

... Celui-là me connaît... il sait qui je suis... de quelle ardeur j'ai poussé à cette guerre... Jamais il ne me laissera m'en aller... Cette idée qu'il ne pourrait pas partir, qu'il ne pourrait peut-être jamais de sa vie revoir son fils vivant, le tint si anxieux que surmontant son orgueil, il voulut savoir ce que le commandant boer ferait de lui. Mais il ne savait comment s'y prendre pour engager l'entretien.

— Me permettez-vous, sir, dit-il enfin en s'adressant à son compagnon, de vous demander votre pays d'origine. L'excellence de votre anglais...

— Je suis né près d'Abrahamskraal, pas loin d'ici. Je m'appelle Villiers, et je suis ancien élève

d'Oxford... A mon tour, vous me permettrez de vous demander si vous êtes pressé de revenir à la Côte ? La dépêche que j'ai eu l'indiscrétion de parcourir...

— Oui, répondit Dingley avec une angoisse qu'il ne parvint pas à dissimuler, un enfant malade...

— Vous pourrez partir à l'aube, interrompit le commandant, je tiens à votre disposition un cheval et un guide. Le plus rapide pour gagner Bloemfontein est d'atteindre la station de Klipsdrift. Vous en avez pour trois heures. Ah ! par exemple, tâchez d'arriver avant neuf heures. Vous prendrez le premier train. Car peut-être, ajouta-t-il avec un sourire, vous attendriez trop longtemps l'autre. Vous pouvez dormir. On vous réveillera à temps.

Dingley n'en croyait pas ses oreilles. Et au fond de lui il était blessé dans sa vanité. Comment ! on attachait si peu de prix à sa capture ! Il dormit deux heures d'un sommeil de bête harassée. Au matin la sentinelle l'éveilla. Il se mit sur pied. Un enfant tenait devant lui deux chevaux sellés par la bride.

Dingley aurait voulu, avant de partir, remercier le commandant qui avait été si généreux. Il demanda à le voir.

— Inutile, répondit l'enfant, il dort.

Le soleil se levait au-dessus du Veldt. Il était retenu encore à la terre maternelle par un large cordon de lumière dorée.

Le guide de Dingley était un enfant d'une quinzaine d'années, monté à cru sur sa bête, les jambes ballantes. Il semblait ne faire qu'un avec son cheval, qu'il excitait seulement de la voix. Son corps souple suivait tous les mouvements de l'animal. Il était d'une souveraine élégance.

Dingley songeant à Archie pensait qu'il serait heureux s'il acquérait, un jour, cette maîtrise de cavalier. Tout en galopant, il adressa plusieurs fois la parole à son guide. Mais celui-ci feignait de ne pas l'entendre. Soudain il arrêta son cheval d'un coup de rênes :

— Nous sommes arrivés, sir. Il n'y a plus à se tromper. Vous n'avez qu'à vous diriger sur cet arbre. Et l'enfant montrait du doigt à l'horizon un arbre grêle qui ressemblait à un peuplier.

Dingley remercia son guide : il allait repartir au galop. Mais l'enfant saisit son cheval par la bride :

— Excusez, sir ; c'est un de nos chevaux que vous montez.

Dingley le regarda stupéfait : il montait le cheval que Ted Cox lui avait prêté. Et c'était bien en effet un cheval boer.

— Vous serez à la station dans une heure, si vous marchez bon train, dit l'enfant avec un malicieux sourire.

— Après tout, il a raison, pensa Dingley, cette bête n'est pas à moi.

Il descendit de cheval, très dépité.

L'enfant salua, siffla le cheval de Dingley et s'éloigna lestement avec les deux bêtes.

Dingley se sentit vieux, misérable, ridicule ; il se hâta dans le Veldt. Quand il arriva à Klipsdrift, le train était en gare ; aucune voiture de voyageurs n'était accrochée à la machine ; rien que des fourgons remplis de blessés qu'on évacuait sur Bloemfontein. Les Boers, embusqués le long de la voie, avaient tiré sur le train. La cheminée de la locomotive était trouée de balles.

— C'est bien le premier et le dernier train qui passera dans la journée, annonça le mécanicien. Dingley se logea dans le tender, la seule place libre de blessés et qui n'empestât pas le iodoforme. Le ballast de la voie récemment réparée n'était pas sûr : le train n'avançait qu'avec une extrême lenteur. De loin en loin, des fermes en ruines, des chars démontés, des postes de soldats en haillons...

Sur le quai, la première figure connue qu'aperçut Dingley fut celle de Harvey, ce jeune lieutenant blessé à Colenso qu'il avait rencontré sur le paquebot. Harvey s'avança vers lui, la main tendue :

— Déjà de retour ?

— Archie malade... je reviens...

— Pauvre enfant ! Et qu'a-t-il ?...

— La dysenterie, j'ai peur... Il y a encore un départ pour le Cap, aujourd'hui?

— Je ne sais... Tous les trains sont réquisitionnés pour les approvisionnements et les troupes... Si vous voulez partir, il vous faut une autorisation du commandant de place... Je vous accompagne.

Au quartier général, Dingley passa sa carte à un officier d'ordonnance : il fut introduit, sur le champ, auprès du major. La figure de sir John Carey avait la couleur de la lie d'un vieux bordeaux : il était bègue et bavard.

— Une minute... je n'ai qu'une minute à vous donner, dit-il en invitant Dingley à s'asseoir. Nous sommes débordés, littéralement débordés.

Il levait ses bras gros et courts, emmanchés dans une tunique rouge, comme pour surnager au dessus de l'inondation... Sur sa table traînait une collection de pipes entre des bouteilles de champagne et des verres sales...

Le romancier lui dit pourquoi il était venu.

— Rien de plus simple. Vous partirez cette nuit avec le convoi... Ah! par exemple — en disant ces mots sir John Carey éclata de rire — je pense qu'on ne vou...ous fera pas sau...ter. La voie est assez pro...protégée maintenant. Mais avec ces diables de Boers peut-on jamais savoir?

Le plancher brûlait les pieds de Dingley. Tout ce que lui disait sir John irritait son impatience.

Enfin il reçut son laissez-passer et il prit aussitôt congé.

Le major le rattrapa dans le couloir :

— Vous dî... dî... dînez au mess, avec nous, ce soir? Le train ne part qu'à onze heures... Vous avez le temps... C'est dit?

Dingley voulut refuser. Il avait bien le cœur à dîner en compagnie! Mais le loquace officier avait déjà fait demi-tour. Il se retourna et cria de nouveau : C'est dit?

— Le diable l'emporte! murmura Dingley.

— Cela vous aidera à tromper l'attente, dit Harvey. Que feriez-vous, seul toute la soirée?

Il accompagna l'écrivain jusqu'à la porte de son hôtel. Dingley commanda ses malles.

Il plaça dans une sacoche de cuir qu'il portait toujours avec lui les pages rédigées de son roman, ses notes, ses photographies ; il paya ses fournisseurs, fit quelques visites indifférentes. Quand il eut tout fini, il s'aperçut qu'il lui restait encore deux heures avant le dîner : il erra dans les rues de Bloemfontein. Lors de son premier voyage au Cap, il avait visité la ville. C'était alors une ville de paysans avec ses rues larges comme une piste de chars, bordées de petites maisons de briques à un étage. Il était arrivé un jour de marché. Il se souvint des longs chariots, avec leurs bâches, alignés sur la grande place comme les tentes d'un camp...

Il erra dans les rues, pénétré d'un sentiment nouveau : l'ennui.

Il ne parvenait pas à s'intéresser au mouvement de la vie. Derrière ses lunettes, ses yeux chasseurs ne guettaient rien. Entre lui et les choses et les êtres qui allaient et venaient autour de lui, s'interposait une chambre d'enfant malade... Il sortit de Bloemfontein : des soldats étaient occupés à tendre des grillages pour rendre plus efficace la besogne des sentinelles.

De dix yards en dix yards une sonnette tintait à toute tentative d'escalade. Dingley montra son laissez-passer. Il se promena dans la plaine défoncée et stérile comme un champ de manœuvres. La solitude aviva la souffrance sourde de son cœur... Archie était-il plus mal ? Pourquoi sa femme ne lui avait-elle pas envoyé une nouvelle dépêche ? S'il allait arriver trop tard ? Si... ces trains de guerre ne marchaient pas... Les ponts n'étaient pas solides... Les Boers, peut-être, réussiraient à couper la voie... Il lui semblait qu'il n'arriverait jamais à la Côte. Il revint sur ses pas, vers la ville. A son insu, les gestes des hommes, leurs voix, la rumeur des rues grouillantes de soldats faisaient une diversion à son inquiétude. Il traversa de nouveau la ligne des sentinelles.

L'heure du dîner approchait. A la porte du mess, il rencontra un médecin militaire qu'il avait connu

aux Indes : Mr. Colgrave. Ce vieillard avait vu mourir un grand nombre d'hommes et il avait toujours à raconter quelque significative histoire. Il marchait cassé, en s'appuyant sur un jonc blanc, à pomme d'ivoire. Au War-Office, on le tenait pour un excellent praticien. Mais les jeunes médecins de l'armée se moquaient de sa science surannée.

— Enchanté de vous voir, mon bon ami, dit-il en tendant à Dingley ses doigts tourmentés par la goutte. Sir John Carey m'assure que vous revenez à la Côte ?

— Je pars ce soir. Mon fils est malade...

Mr. Colgrave fit la grimace :

— Mauvaise affaire pour les enfants d'être malades en ce moment, dans ce pays ! Imaginez-vous, ils meurent comme des mouches.

Dingley connaissait les dernières statistiques : la mortalité infantile était terrifiante. Mais tant que Archie avait été bien portant, il n'en avait pas eu souci.

Le Major avait bégayé à tous les officiers qu'il avait vus que Dingley dînait, ce soir-là, au mess. Aussi la salle était pleine quand le romancier entra. Chacun s'attendait à lui entendre raconter des histoires et des impressions de guerre. Mais Dingley n'était pas d'humeur à raconter des histoires. La tristesse de sa mine découragea les questionneurs.

Le bruit se répandit vite, autour de la table, que son fils était malade. Il écoutait, l'esprit ailleurs, ce qu'on disait près de lui. La grimace de Mr. Colgrave l'avait épouvanté. Le vieux médecin était à l'autre bout de la table : il aurait voulu se lever, aller à lui, lui parler... De quoi, il ne savait pas au juste, mais lui parler de maladies, d'enfants, de ceux qu'il soignait à l'hôpital. Une pitié subite l'attendrissait sur le sort des petites victimes de la guerre.

— La guerre est finie, affirmait le major.

Ce n'était pas l'opinion de Mr. Colgrave qui voyait affluer les blessés.

En d'autres temps, la conversation de ces officiers réunis autour de la table aurait intéressé Dingley. S'il écoutait, maintenant, leurs propos, c'était malgré lui, par habitude acquise d'enregistrer ce qu'il entendait. Mais que lui importait la guerre, Dewet, Kitchener, Botha et tous les mots et tous les gestes et tous les visages de ces hommes occupés à manger et à boire ? Il s'apercevait que le *renseignement* n'avait pas la valeur absolue qu'il lui avait jusqu'alors prêtée. Il avait perdu cet intérêt passionné qu'il avait à voir, à entendre. Le pittoresque des choses et des êtres ne l'intéressait plus. Il devinait qu'il y avait des réalités profondes qu'il n'avait jamais soupçonnées ; il entrevit le monde de la douleur... Ces officiers qui étaient là

et dont quelques-uns étaient ses amis lui parurent d'une puérilité ridicule. La plupart, en somme, étaient de ces professionnels abêtis, comme il en existe dans toutes les armées du monde... Pour la première fois de sa vie Dingley jugeait impartialement des hommes de son pays. Il s'était toujours contenté de les regarder, de décrire le son de leur voix, leur allure, leurs gestes, leurs tics. Jamais il ne s'était demandé quelle était leur valeur d'hommes. Il n'eut pas le loisir de réfléchir à cet état nouveau de sa sensibilité, qui pouvait avoir une si grande influence sur son talent : l'heure était venue de partir.

A ce moment le major bègue se leva et portant sa flûte de champagne à la hauteur de sa tête — à travers le verre plein Dingley aperçut son nez d'ivrogne démesurément grossi par la réfraction :

— Messieurs, à la santé de l'illustre écrivain qui... qui... qui a eu le courage de laisser sa famille à la Côte pour suivre les opérations de la guerre.

— L'imbécile ! murmura Harvey. On n'est pas plus maladroit !

Dingley répondit presque à voix basse :

— Monsieur, à la santé de la Reine et de sa vaillante armée !

Harvey monta près de Dingley dans le cabriolet qui attendait à la porte. Ils franchirent sans mot dire la distance qui les séparait de la gare. Le lieu-

tenant sentait que tout ce bruit de fête avait irrité Dingley et qu'il voulait du silence.

— Vous me télégraphierez, n'est-ce pas? dit Harvey en descendant de la voiture.

— A Bloemfontein?

— Non. A Pretoria. Je viens de recevoir l'ordre de rejoindre French. J'aime mieux ça que de rester ici dans la crotte.

— Sans doute, sans doute, répondit distraitement Dingley.

Le major avait fait réserver pour Dingley un coin d'un wagon à bœufs, où étaient entassées des munitions destinées aux postes échelonnés le long de la voie. Une chaise longue en rotin, un panier de provisions bourré à éclater et d'où sortait le goulot d'une bouteille, une cruche meublaient cette manière de cabine.

Le train siffla.

— Vous me télégraphierez, n'est-ce pas? répéta Harvey.

Dingley, appuyé contre la porte du fourgon, salua de la main le jeune homme debout sur le quai, guêtré, vêtu d'une veste bleue décolorée, coiffé d'un chapeau de feutre khaki. Ce fut la dernière image que l'écrivain devait garder de son ami. Harvey fut tué la semaine suivante, dans un engagement de French avec les troupes de Botha.

Le train n'avançait qu'avec une désespérante lenteur. Une pluie fine et inlassable ajoutait sa tristesse à la monotonie du paysage. De la tête à la queue du train, du chauffeur aux soldats employés à la litière des bêtes embarquées, la même inquiétude : une surprise de l'ennemi. Dingley se serait estimé heureux, il y avait seulement quelques jours, d'assister à l'attaque d'un convoi. Aujourd'hui il était le plus anxieux des voyageurs : si les Boers allaient faire dérailler le train! Tous les cahots inattendus, tous les arrêts l'inquiétaient. S'il était étendu sur sa chaise, il se levait, faisait rouler la porte de la voiture sur ses gonds ; il se penchait au dehors : toujours la plaine noyée sous la pluie... La machine stoppait : des soldats en guenilles approchaient. On leur jetait des caisses, des paquets... ils aidaient à débarquer des bœufs, des chevaux... Pourquoi le train s'était-il arrêté ici plutôt que là ? Impossible de le deviner. Nulle trace de village, de maison... Ou bien on approchait d'un pont. La locomotive sifflait et ralentissait sa marche. Les passerelles jetées en hâte pour remplacer les ponts que les Boers en retraite avaient

fait sauter étaient si légères qu'un train à l'allure brutale de trente milles les aurait écrasées.

Enfin on approcha de De Aar. A partir de là, la voie serait plus sûre. On avancerait plus vite... Il espérait trouver là-bas une dépêche de Jeanne : il fut déçu. Aucune dépêche ne l'attendait. Son inquiétude grandit.

Une nuit — il somnolait, étendu sur la chaise longue — il fut éveillé par des jurons et des cris, et le piétinement d'une troupe d'hommes le long du train.

— Que voulez-vous que nous en fassions? disaient des voix.

— Ce que vous voudrez. — Il n'y a plus de place. — Les hommes étouffent. — On n'aurait pas fini s'il fallait ramasser tous les blessés.

— Alors...

— Alors! Faut-il qu'il crève comme un chien, contre la voie, s'écrièrent des hommes furieux. Nous ne pouvons l'emporter : il ne peut se tenir en selle.

Dingley mit la tête à la portière. Devant lui une immense étendue déserte : un peloton de soldats se partageaient les cartouches qu'on leur lançait d'un wagon par paquets. Un blessé, la chemise ouverte sur la poitrine, était couché devant eux sur la terre nue.

Dingley descendit de son wagon.

— Voyez, sir, dit un des cavaliers, n'est-ce pas honteux d'abandonner un homme dans cet état.

Il raconta qu'il était campé avec ses compagnons à vingt milles de là, qu'ils étaient venus sur la voie, en corvée, et que chemin faisant ils avaient essuyé une décharge de Boers en embuscade. Personne n'avait été touché qu'un cheval et le pauvre diable étendu là. Le blessé regardait de tous ses yeux, écoutait de toutes ses oreilles.

Ses regards étaient épouvantés. Dingley lui demanda :

— Où es-tu blessé ?

Il ouvrit la bouche. Aucun son n'en put sortir.

— Sir, répondit un cavalier, il comprend tout ce qu'on lui dit, mais il ne peut pas parler. La balle, qui lui a pourtant à peine effleuré le dos, lui a coupé la parole. Il ne peut rien dire, ni faire aucun mouvement. C'est étrange, voyez sir, une blessure de rien.

Il releva doucement le blessé et par l'ouverture de la chemise déchirée Dingley vit au milieu du dos une petite rainure sanglante, très peu profonde, et large de quelques centimètres.

— En route, cria le mécanicien, arrangez-vous comme vous voudrez. Il faut arriver à l'heure.

Et tournant le dos, il se dirigea vers sa machine.

Dingley demanda au chef de train :

— Ne voyez-vous aucun inconvénient à ce qu'on l'étende sur ma chaise longue.

— Ça vous regarde, sir, vous êtes maître chez vous.

Dingley fit coucher sur sa chaise longue le blessé, qui lui envoya un regard tel que l'artiste n'en avait jamais vu de plus émouvant jaillir d'une prunelle humaine : un regard chargé de toute la reconnaissance que ne pouvaient traduire ni les gestes du blessé ni sa voix.

Le train siffla quelque temps, les camarades galopèrent sur leurs petits chevaux hongrois à la hauteur du wagon : quand ils se virent dépassés par le train, ils crièrent :

— Au revoir, Humphry, au revoir !

Dingley les suivit une minute des yeux. Ils se perdirent dans la nuit.

A la lueur du quinquet poussiéreux qui éclairait son wagon, Dingley examina le soldat. — Ce n'était aucun de ces nombreux voyous dont il avait suivi l'embauchage, mais c'était un de leurs frères. La guerre ne lui avait pas été favorable à celui-là. Il aurait mieux valu pour lui rester dans un faubourg de Londres et y crever de misère.

Il lui versa entre les dents quelques gouttes de champagne.

Il devait être un bon compagnon, puisque ses camarades l'avaient si vaillamment défendu contre le mécanicien...

Dingley fut repris, un instant, par son désir de faire parler les gens incultes, de recueillir leurs impressions toutes nues, dépouillées de littérature; il aurait voulu l'interroger, lui demander qui il était, ce qu'il avait vu, ce qu'il regrettait...

Mais cet homme était aussi muet que s'il avait été mort. Couché raide sur la chaise longue, les yeux attachés aux planches noires du plafond, il était effrayant à voir. De temps en temps, un cahot du train lui arrachait un gémissement sourd; les traits de son visage se convulsaient, et puis il reprenait sa rigidité cadavérique.

Dingley pensa que cet homme aurait volontiers donné, s'il les eût possédés, tous les trésors de cette terre, cette terre elle-même, pour seulement pouvoir remuer le bout de sa langue.

Il ressemblait à Barr; il avait la taille, les yeux, la face blafarde de son héros. Songeant à son roman, l'écrivain fit une comparaison mélancolique :

— Barr aussi, paralysé.

Il aurait mieux fait de rester à Londres, de ne connaître pour décrire la guerre que les nouvelles données par les journaux. Il y avait, décidément, des choses capables de troubler la vision de l'artiste le mieux trempé. Ainsi, il avait souvent vu des

gens mourir, sans en ressentir le moindre effroi. Mais il n'avait pas encore vu de blessé pareil à ce singulier camarade de chambre — un mort vivant. Et Archie se porterait bien.

Il se remit à songer à son fils : « Celui-là ne pouvait pas mourir... » Il lui semblait que son fils était plus assuré contre la mort que nul être au monde. Mais la fatigue du voyage, la lassitude d'avoir assisté depuis tant de jours à des spectacles de carnage, la certitude que les enfants boers mouraient en foule, la présence de ce malheureux auprès de lui, concourut à l'envahir d'une morne tristesse.

Arrivés à De Aar, il remit Humphry entre les mains du médecin de service à la gare. Il serra doucement la main du blessé et lui dit sans conviction : « Au revoir mon ami, au rev... » Il n'eut pas le courage d'achever ce mot : le regard du soldat le dispensait de la banalité de ce souhait. Au médecin qui le reconduisait à la porte de la salle d'attente qui servait d'infirmerie, Dingley demanda :

— Il va mourir, n'est-ce pas ?

Le médecin répondit :

— Hélas ! non. Il est fort possible qu'il vive !

Le jour suivant il arrivait au Cap. Une légère voiture conduite par un cocher noir et attelée de chevaux poussifs — toutes bêtes vigoureuses avaient été réquisitionnées — l'emporta, sans hâte, vers la villa habitée par sa femme. La maison, imitée d'une pagode chinoise, dressait ses toits relevés aux angles, entre deux rangées de cyprès, vers le ciel noir : elle semblait déserte.

Dingley escalada le perron. Sa femme avait entendu grincer la voiture sur le sable de l'allée. Elle demanda penchée sur la rampe de l'escalier obscur :

— Qui est là?

Il répondit :

— C'est moi!

Déjà il était près d'elle, sur un large palier où s'ouvraient trois portes : deux étaient sombres; la troisième éclairée par des bougies brûlant au fond d'une chambre.

— Vous arrivez trop tard!

— Mort? cria Dingley d'une voix rauque.

Elle tomba dans ses bras : étroitement enlacés ils pleurèrent.

L'Hindoue sortit de la chambre éclairée, au fond

de laquelle luisait la tête pâle de Archie entre les bougies allumées. Elle prit la main de Dingley et la baisa. Elle demanda avec douceur :

— Madame, la clef de l'armoire aux draps, je vous prie...

Dingley voulut demeurer quelques semaines dans cette maison de hasard où il ne reviendrait sans doute jamais plus. Il éprouvait une âpre joie à vivre entre ces murs, parmi ces arbres, à fouler ces pelouses où son fils avait joué.

Les pages de son roman traînaient quelque part, sur une table dans sa chambre. Une bourrasque qui enleva les tuiles du toit et qui démonta toutes les fenêtres donnant vers la mer dispersa les feuilles. Quelques-unes s'envolèrent par dessus les arbres du parc. Il ne donna pas l'ordre de les rassembler. Son imagination ne s'intéressait plus à ces histoires de guerre. Il rêvait de repartir pour l'Inde, le pays des rêves, hors de la vie, hors de l'espace, hors du temps. En attendant, il passait les jours à écouter l'Hindoue. Sa femme, elle, n'écoutait jamais la servante, impuissante et dédaigneuse d'endormir sa douleur au chloroforme d'un conte.

Par une insupportable nuit d'orage austral, elle descendit de sa chambre vêtue d'un peignoir blanc, pieds nus. L'escalier était désert, la porte entrebâillée. Sur le perron, elle entendit une voix chantante : la voix de l'Hindoue qui continuait l'histoire commencée à bord du bateau, au commencement de leur voyage, l'histoire de la belle Harribakti : Sa voix était monotone et douce, comme un ruissellement de source. Elle disait :

... La princesse sortit du palais, toute nue. Ses longs cheveux noirs retombaient sur son visage, sur sa nuque, comme les fines branches du saule. Or, à mesure qu'elle avançait, le long du canal, sur les deux rives poussaient de grêles bambous plus serrés que la trame d'un châle de cachemir. Personne ne vit ainsi la Vierge nue. Mais la Déesse ou le Dieu...

Jeanne descendit le perron. Dingley accroupi sur les marches, la tête dans ses mains, ne la vit pas. L'Hindoue la regarda passer sans interrompre sa légende.

Jeanne n'entendit pas la fin du conte : elle erra dans le parc une demi-heure. Quand elle revint,

Dingley et l'Hindoue étaient immobiles et silencieux — plus immobiles, plus silencieux, plus mornes que des Génies de pierre à l'entrée d'un temple. Jeanne posa sa main sur l'épaule de Dingley qui leva la tête vers elle. Les yeux de l'artiste brillaient et les éclatantes étoiles du Sud se reflétaient, minuscules, innombrables, au fond de ses prunelles. Il dit :

— Maintenant, si vous le voulez, nous partirons.

— Ah ! répondit-elle, si nous n'étions jamais venus ici ! Si vous n'aviez voulu revoir ni la Tamise, ni les Docks, ni la Bourse, ni les rues de la Cité, ni cette terre, ni cette guerre !

— Les choses devaient être ainsi, maîtresse, dit à demi-voix l'Hindoue. Dingley reprit :

— Sans doute, les choses devaient être ainsi.

Sa femme ne répondit pas. Elle monta les marches du perron, passa le porche d'ombre, pénétra dans la maison. Dingley vit sa forme blanche s'effacer dans le corridor désert, puis disparaître. Alors, avec un mouvement d'enfant qui s'abandonne à sa nourrice, l'illustre écrivain laissa tomber sa tête sur les genoux de l'Hindoue en murmurant, dans le patois de Calcutta :

— Des contes, dis, raconte-moi des contes.

Fini d'écrire à Paris en mars 1902

Jérôme et Jean Tharaud

Fini d'imprimer trois mille exemplaires
le mardi 15 avril 1902

à l'Imprimerie de Suresnes
(E. Payen, administrateur)
9, rue du Pont

Nos Cahiers sont édités par des souscriptions mensuelles régulières et par des souscriptions extraordinaires; la souscription ne confère aucune autorité sur la rédaction ni sur l'administration : ces fonctions demeurent libres.

Nous servons :

des abonnements de souscription à cent francs;
des abonnements ordinaires à vingt francs;
et des abonnements de propagande à huit francs.

Il va sans dire qu'il n'y a pas une seule différence de service entre ces différents abonnements. Nous voulons seulement que nos cahiers soient accessibles à tout le monde également.

Le prix de nos abonnements ordinaires est à peu près égal au prix de revient; le prix de nos abonnements de propagande est donc très sensiblement inférieur au prix de revient.

Nous ne consentons des abonnements de propagande que pour la France et pour la Belgique.

Nos cahiers étant très pauvres, nous ne servons plus d'abonnements gratuits.

Nous acceptons que nos abonnés paient leur abonnement par mensualités de un ou deux francs.

Pour savoir ce que sont les Cahiers de la Quinzaine, *il suffit d'envoyer un mandat de trois francs cinquante à M. André Bourgeois, administrateur des cahiers, 8, rue de la Sorbonne, Paris. On recevra en spécimens six cahiers de la deuxième et de la troisième série.*

M. André Bourgeois, administrateur des cahiers, reçoit pour l'administration et pour la librairie tous les jours de la semaine, le dimanche excepté, — de huit heures à onze heures et de une heure à sept heures.

M. Charles Péguy, gérant des cahiers, reçoit pour la rédaction le jeudi soir de deux heures à cinq heures.

Adresser à M. André Bourgeois, administrateur des cahiers, 8, rue de la Sorbonne, Paris, toute la correspondance d'administration et de librairie.

Adresser à M. Charles Péguy, gérant des cahiers, 8, rue de la Sorbonne, Paris, la correspondance de rédaction et d'institution. Toute correspondance d'administration adressée à M. Péguy peut entraîner pour la réponse un retard considérable.

Nous avons donné le bon à tirer après corrections pour trois mille exemplaires de ce treizième cahier le samedi 12 avril 1902.

Le Gérant : CHARLES PÉGUY

Ce cahier a été composé et tiré au tarif des ouvriers syndiqués

IMPRIMERIE DE SURESNES (E. PAYEN, administrateur), 9, rue du Pont. — 5793

Nous mettons ce cahier dans le commerce :
nous le vendons un franc

En vente à la librairie des cahiers la deuxième édition, un volume à trois francs cinquante :

LE ROMAN
DE TRISTAN
ET ISEUT

récemment restitué par Joseph Bédier.

QUATORZIÈME CAHIER DE LA TROISIÈME SÉRIE

Cahiers de la Quinzaine

PARAISSANT VINGT FOIS PAR AN

PARIS

8, rue de la Sorbonne, au rez-de-chaussée

Le jour même où nos abonnés recevaient le douzième cahier de la troisième série, les représentations du *14 Juillet* étaient suspendues au Théâtre de la Renaissance. Les recettes avaient baissé au commencement de la semaine. Gémier fit afficher aussitôt des *représentations populaires* à prix excessivement réduits. C'était vouloir créer la panique. Pourtant elle ne se produisit pas. Jusqu'à la soirée du dimanche inclus les représentations furent chaleureuses. La pièce disparut de l'affiche en pleine marche. Ni l'auteur ni l'éditeur n'avaient été pressentis, ni même avertis. Ainsi nous nous préparions à des représentations qui déjà n'étaient plus. Depuis une semaine le jeu s'était relâché, Gémier avait un peu abandonné son rôle.

Je reviendrai sur ces représentations aussitôt que je le pourrai. Je veux dire aujourd'hui que Gémier n'a pas défendu la pièce autant ni ainsi qu'il devait. J'ai dit et je maintiens qu'en la montant il fit un vigoureux effort. Nous ne devons pas oublier qu'il reçut en un quart d'heure et qu'il monta en trois semaines. Et le jeu du peuple, au premier acte surtout, demeure presque un modèle du genre. Mais Gémier manqua de constance. Il démonta en dix minutes.

La situation de Gémier au Théâtre de la Renaissance n'est pas sans analogie avec la situation que nous avons aux cahiers. On nous dit qu'il veut former un public de spectateurs comme ici nous formons un public de lecteurs. Il y faut plus de constance. Il ne faut pas s'abandonner soi-même.

Une représentation populaire n'est pas du tout une représentation ordinaire dont on a baissé les prix. Une représentation populaire est une représentation où l'on s'est arrangé pour qu'il y eût du peuple. Une représentation populaire se prépare de longue main. Il y faut de la patience. Il y faut la collaboration des quelques institutions populaires que nous avons déjà, coopératives, syndicats, universités populaires.

Nous devons nous préparer aux élections. Nous prions nos abonnés de vouloir bien nous envoyer les programmes, affiches, circulaires intéressantes qui leur viendraient en mains. Nous en constituerons des dossiers. Nos abonnés sauront choisir, nous renseigner sans nous encombrer.

Il faut se promener, ces semaines-ci, par les rues et par les routes. Il faut lire les affiches. Il faut lire attentivement les journaux. Il faut lire les circulaires. Il faut collectionner les programmes. Il faut même, autant qu'on le peut, assister aux réunions, écouter les boniments. Ce commerce est d'un enseignement formidable.

Quoi que l'on pense et quoi que l'on puisse penser du devoir électoral, en fait il est impossible de nier que l'exercice du suffrage universel en France est devenu, sauf de rares et d'honorables exceptions, un débordement non encore éprouvé, un débordement de vice

134737

inouï. Exactement comme le nationalisme barbare, exactement comme l'alcoolisme, exactement comme l'antisémitisme barbare, exactement comme un certain militarisme, comme un certain colonialisme, comme l'africanisme, comme le surmenage industriel, comme la prostitution, comme la syphilis, comme les courses, comme et autant que tous les parlementarismes, le parlementarisme électoral est une maladie.

Toutes spéculations théoriques sur le suffrage universel étant réservées, en effet il est devenu incontestable que l'exercice du suffrage universel en France est devenu, sauf de rares et d'honorables exceptions, un jeu de mensonge, un abus de force, un enseignement de vice, une maladie sociale, un enseignement d'injustice.

Nous étudierons cette maladie aussitôt que nous le pourrons ; et quand nous l'étudierons nous nous apercevrons sans doute qu'elle présente une singulière analogie avec la prostitution. Car s'il est vrai que la prostitution est l'avilissement, la vulgarisation du corps et de l'âme, l'élection au suffrage universel, en particulier l'élection législative est devenue l'avilissement, la vul-

garisation de l'esprit et de l'âme, et du corps même, au sens où le regard, la voix, le sourire, la poignée de main, l'attitude, les habits, le système nerveux, et le reste, sont du corps.

Nous étudierons cette maladie aussitôt que nous le pourrons ; nous chercherons, nous étudierons les remèdes, s'il y en a. Elle est grave. La prostitution est grave parce qu'elle est l'avilissement de l'amour. La prostitution électorale est grave parce qu'elle est l'avilissement d'une institution qui fut aimée ; par des hommes généreux ; d'une institution pour qui ont pensé deux siècles de penseurs, pour qui ont travaillé deux siècles d'ouvriers, pour qui ont souffert, pour qui beaucoup d'hommes des générations précédentes sont morts. La prostitution électorale est au fond l'avilissement d'un grand amour humain.

La prostitution électorale est vraiment l'avilissement d'un ancien grand amour. Quand nous lisons dans les journaux les rares nouvelles que nous recevons de la Russie, les nouvelles répétées que nous recevons de Belgique, nous mesurons de quel amour, de quel effort nos pères nous ont conquis, acquis le bien que nous

avons prostitué. Aujourd'hui encore des hommes pensent, travaillent, souffrent, meurent, comme nos pères sont morts, pour obtenir ce qu'ils croient être la liberté du suffrage ; et nous qui avons ce bien, nous en avons fait une ignominieuse ripaille.

Quand nous assistons à l'immense effort de nos voisins, de nos amis, les uns pour avoir le suffrage universel même, les autres pour avoir un commencement de Parlement, de régime constitutionnel, nous mesurons d'un regard l'immense effort accompli par nos pères, nous mesurons ce que vaut deux siècles d'un grand peuple, et nous mesurons d'autant l'ignominie où nous sommes tombés.

Nous mesurons ce que c'est que deux siècles de la vie d'un grand peuple dans l'histoire de l'humanité ; du premier peuple vraiment, de celui qui a marché le premier et le plus avant dans l'institution de la démocratie. Nous mesurons d'autant la faillite, la banqueroute immense que nous avons faite. Et que le monde a faite avec nous, car l'usage de la démocratie n'a pas donné en Amérique, en Angleterre, des résultats moins lamentables que ceux qu'il a donnés en France. Et quand nous

voyons dans les journaux que tant de Russes, que tant de Belges combattent, meurent, nous nous demandons avec anxiété s'ils vivent et meurent pour qu'un jour dans leur pays un nouveau genre de vice déborde.

Faut-il croire que par une loi de fatalité, religieuse ou métaphysique, tout effort humain est damné ? Faut-il croire que tous les biens de ce monde, bons à prendre, sont mauvais à garder. Faut-il croire que toute acquisition est bonne et que toute conservation est mauvaise ? Tout cela n'est-il qu'un immense divertissement ?

Quand je m'y suis mis quelquefois, à considérer les diverses agitations des hommes, et les périls et les peines où ils s'exposent, dans la cour, dans la guerre, d'où naissent tant de querelles, de passions, d'entreprises hardies et souvent mauvaises, etc., j'ai découvert que tout le malheur des hommes vient d'une seule chose, qui est de ne savoir pas demeurer en repos, dans une chambre. Un homme qui a assez de bien pour vivre, s'il savait demeurer chez soi avec plaisir, n'en sortirait pas pour aller sur la mer ou au siège d'une place. On n'achètera une charge à l'armée si cher, que parce qu'on trouverait insupportable de ne bouger de la ville ;

et on ne recherche les conversations et les divertissements des jeux que parce qu'on ne peut demeurer chez soi avec plaisir.

Mais quand j'ai pensé de plus près, et qu'après avoir trouvé la cause de tous nos malheurs, j'ai voulu en découvrir la raison, j'ai trouvé qu'il y en a une bien effective, qui consiste dans le malheur naturel de notre condition faible et mortelle, et si misérable, que rien ne peut nous consoler, lorsque nous y pensons de près.

Quelque condition qu'on se figure, si l'on assemble tous les biens qui peuvent nous appartenir, la royauté est le plus beau poste du monde, et cependant qu'on s'en imagine, accompagné de toutes les satisfactions qui peuvent le toucher, s'il est sans divertissement, et qu'on le laisse considérer et faire réflexion sur ce qu'il est, cette félicité languissante ne le soutiendra point, il tombera par nécessité dans les vues qui le menacent, des révoltes qui peuvent arriver, et enfin de la mort et des maladies qui sont inévitables; de sorte que, s'il est sans ce qu'on appelle divertissement, le voilà malheureux, et plus malheureux que le moindre de ses sujets, qui joue et se divertit.

De là vient que le jeu et la conversation des femmes, la guerre, les grands emplois sont si recherchés. Ce n'est pas qu'il y ait en effet du bonheur, ni qu'on s'imagine que la vraie béatitude soit d'avoir l'argent qu'on peut gagner au jeu, ou dans le lièvre qu'on court : on n'en voudrait pas s'il était offert. Ce n'est pas cet usage mol et paisible, et qui nous laisse penser à notre malheureuse condition, qu'on recherche, ni les dangers de la guerre, ni la peine des emplois, mais c'est le tracas qui nous détourne d'y penser et nous divertit.

Raisons pourquoi on aime mieux la chasse que la prise.

De là vient que les hommes aiment tant le bruit et le remuement, de là vient que la prison est un supplice si horrible ; de là vient que le plaisir de la solitude est une chose incompréhensible. Et c'est enfin le plus grand sujet de félicité de la condition des rois, de [ce] qu'on essaie sans cesse à les divertir et à leur procurer toutes sortes de plaisirs.

Ces vieilles paroles reçoivent une extension prodigieuse, aujourd'hui que tant de penseurs ont annoncé, que tant d'ouvriers ont préparé, que tant de soldats

ont installé, que tant de poètes ont chanté, que tant d'historiens ont conté la démocratie, le peuple souverain, le peuple roi.

Le peuple est environné de gens —

Le roi est environné de gens qui ne pensent qu'à divertir le roi, et l'empêcher de penser à lui. Car il est malheureux, tout roi qu'il est, s'il y pense.

Voilà tout ce que les hommes ont pu inventer pour se rendre heureux. Et ceux qui font sur cela les philosophes, et qui croient que le monde est bien peu raisonnable de passer tout le jour à courir après un lièvre qu'ils ne voudraient pas avoir acheté, ne connaissent guère notre nature. Ce lièvre ne nous garantirait pas de la vue de la mort et des misères, mais la chasse qui nous en détourne nous en garantit.

Le conseil qu'on donnait à Pyrrhus, de prendre le repos qu'il allait chercher par tant de fatigues, recevait bien des difficultés.

[*Dire à un homme qu'il vive en repos, c'est lui dire qu'il vive heureux; c'est lui conseiller d'avoir une condition tout heureuse et laquelle il puisse considérer*

à loisir, sans y trouver sujet d'affliction. Ce n'est donc pas entendre la nature.

Aussi les hommes qui sentent naturellement leur condition n'évitent rien tant que le repos, il n'y a rien qu'ils ne fassent pour chercher le trouble. Ce n'est pas qu'ils n'aient un instinct qui leur fait connaître la vraie béatitude...

Ainsi on se prend mal pour les blâmer ; leur faute n'est pas en ce qu'ils cherchent le tumulte, s'ils ne le cherchaient que comme un divertissement ; mais le mal est qu'ils le recherchent comme si la possession des choses qu'ils recherchent les devait rendre véritablement heureux, et c'est en quoi on a raison d'accuser leur recherche de vanité ; de sorte qu'en tout cela et ceux qui blâment et ceux qui sont blâmés n'entendent la véritable nature de l'homme.]

Et ainsi quand on leur reproche que ce qu'ils recherchent avec tant d'ardeur ne saurait les satisfaire, s'ils répondaient, comme ils devraient le faire s'ils y pensaient bien, qu'ils ne recherchent en cela qu'une occupation violente et impétueuse qui les détourne de penser à soi, et que c'est pour cela qu'ils se proposent un objet

attirant qui les charme et les attire avec ardeur, ils laisseraient leurs adversaires sans repartie. Mais ils ne répondent pas cela, parce qu'ils ne se connaissent pas eux-mêmes. Ils ne savent pas que ce n'est que la chasse, et non pas la prise, qu'ils recherchent.

(La danse : il faut bien penser où l'on mettra ses pieds. — Le gentilhomme croit sincèrement que la chasse est un plaisir grand et un plaisir royal ; mais le piqueur n'est pas de ce sentiment-là.)

Ils s'imaginent que, s'ils avaient obtenu cette charge, ils se reposeraient ensuite avec plaisir, et ne sentent pas la nature insatiable de leur cupidité. Ils croient chercher sincèrement le repos, et ne cherchent en effet que l'agitation.

Ils ont un instinct secret qui les porte à chercher le divertissement et l'occupation au dehors, qui vient du ressentiment de leurs misères continuelles; et ils ont un autre instinct secret, qui reste de la grandeur de notre première nature, qui leur fait connaître que le bonheur n'est en effet que dans le repos et non pas dans le tumulte; et de ces deux instincts contraires, il se forme en eux un projet confus, qui se cache à leur vue

dans le fond de leur âme, qui les porte à tendre au repos par l'agitation, et à se figurer toujours que la satisfaction qu'ils n'ont point leur arrivera, si, en surmontant quelques difficultés qu'ils envisagent, ils peuvent s'ouvrir par là la porte au repos.

Ainsi s'écoule toute la vie. On cherche le repos en combattant quelques obstacles; et si on les a surmontés, le repos devient insupportable. Car, ou l'on pense aux misères qu'on a, ou à celles qui nous menacent. Et quand on se verrait même assez à l'abri de toutes parts, l'ennui, de son autorité privée, ne laisserait pas de sortir au fond du cœur, où il a des racines naturelles, et de remplir l'esprit de son venin.

Ainsi l'homme est si malheureux, qu'il s'ennuierait même sans aucune cause d'ennui, par l'état propre de sa complexion; et il est si vain, qu'étant plein de mille causes essentielles d'ennui, la moindre chose, comme un billard et une balle qu'il pousse, suffit pour le divertir.

Mais, direz-vous, quel objet a-t-il en tout cela? Celui de se vanter demain entre ses amis de ce qu'il a mieux joué qu'un autre. Ainsi les autres suent dans leur cabinet pour montrer aux savants qu'ils ont résolu une

question d'algèbre qu'on n'aurait pu trouver jusques ici; et tant d'autres s'exposent aux derniers périls pour se vanter ensuite d'une place qu'ils auront prise, et aussi sottement, à mon gré; et enfin les autres se tuent pour remarquer toutes ces choses, non pas pour en devenir plus sages, mais seulement pour montrer qu'ils les savent, et ceux-là sont les plus sots de la bande, puisqu'ils le sont avec connaissance, au lieu qu'on peut penser des autres qu'ils ne le seraient plus, s'ils avaient cette connaissance.

Tel homme passe sa vie sans ennui, en jouant tous les jours peu de chose. Donnez-lui tous les matins l'argent qu'il peut gagner chaque jour, à la charge qu'il ne joue point : vous le rendez malheureux. On dira peut-être que c'est qu'il cherche l'amusement du jeu, et non pas le gain. Faites-le donc jouer pour rien, il ne s'y échauffera pas et s'y ennuiera. Ce n'est donc pas l'amusement seul qu'il recherche : un amusement languissant et sans passion l'ennuiera. Il faut qu'il s'y échauffe et qu'il se pipe lui-même, en s'imaginant qu'il serait heureux de gagner ce qu'il ne voudrait pas qu'on lui donnât à condition de ne point jouer, afin qu'il se forme un

sujet de passion, et qu'il excite sur cela son désir, sa colère, sa crainte, pour l'objet qu'il s'est formé, comme les enfants qui s'effrayent du visage qu'ils ont barbouillé.

D'où vient que cet homme, qui a perdu depuis peu de mois son fils unique, et qui, accablé de procès et de querelles, était ce matin si troublé, n'y pense plus maintenant? Ne vous en étonnez pas. Il est tout occupé à voir par où passera ce sanglier que les chiens poursuivent avec tant d'ardeur depuis six heures. Il n'en faut pas davantage. L'homme, quelque plein de tristesse qu'il soit, si on peut gagner sur lui de le faire entrer en quelque divertissement, le voilà heureux pendant ce temps-là; et l'homme, quelque heureux qu'il soit, s'il n'est diverti et occupé par quelque passion ou quelque amusement qui empêche l'ennui de se répandre, sera bientôt chagrin et malheureux. Sans divertissement il n'y a point de joie, avec le divertissement il n'y a point de tristesse. Et c'est aussi ce qui forme le bonheur des personnes de grande condition, qu'ils ont un nombre de personnes qui les divertissent, et qu'ils ont le pouvoir de se maintenir en cet état.

Prenez-y garde. Qu'est-ce autre chose d'être surintendant, chancelier, premier président, sinon d'être en une condition où l'on a dès le matin un grand nombre de gens qui viennent de tous côtés pour ne leur laisser pas une heure en la journée où ils puissent penser à eux-mêmes ? Et quand ils sont dans la disgrâce et qu'on les renvoie à leurs maisons des champs, où ils ne manquent ni de biens, ni de domestiques pour les assister dans leurs besoins, ils ne laissent pas d'être misérables et abandonnés, parce que personne ne les empêche de songer à eux.

[Cet homme si affligé de la mort de sa femme et de son fils unique, qui a cette grande querelle qui le tourmente, d'où vient qu'à ce moment il n'est pas triste, et qu'on le voit si exempt de toutes ces pensées pénibles et inquiétantes ? Il ne faut pas s'en étonner ; on vient de lui servir une balle, et il faut qu'il la rejette à son compagnon, il est occupé à la prendre à la chute du toit, pour gagner une chasse ; comment voulez-vous qu'il pense à ses affaires, ayant cette autre affaire à manier ? Voilà un soin digne d'occuper cette grande âme, et de

lui ôter toute autre pensée de l'esprit. Cet homme, né pour connaître l'univers, pour juger de toutes choses, pour régir tout un État, le voilà occupé et tout rempli du soin de prendre un lièvre. Et s'il ne s'abaisse à cela et veuille toujours être tendu, il n'en sera que plus sot, parce qu'il voudra s'élever au-dessus de l'humanité, et il n'est qu'un homme, au bout du compte, c'est-à-dire capable de peu et de beaucoup, de tout et de rien : il est ni ange, ni bête, mais homme.]

Les hommes s'occupent à suivre une balle et un lièvre; c'est le plaisir même des rois.

Ces vieilles paroles reçoivent une anticipation prodigieuse.

La dignité royale n'est-elle pas assez grande d'elle-même pour celui qui la possède, pour le rendre heureux par la seule vue de ce qu'il est ? Faudra-t-il le divertir de cette pensée, comme les gens du commun ? Je vois bien que c'est rendre un homme heureux, de le divertir de la vue de ses misères domestiques pour remplir toutes ses pensées du soin de bien danser. Mais en sera-t-il de

même d'un roi, et sera-t-il plus heureux en s'attachant à ces vains amusements qu'à la vue de sa grandeur? Et quel objet plus satisfaisant pourrait-on donner à son esprit? Ne serait-ce donc pas faire tort à sa joie, d'occuper son âme à penser à ajuster ses pas à la cadence d'un air, ou à placer adroitement une [*balle*], *au lieu de le laisser jouir en repos de la contemplation de la gloire majestueuse qui l'environne? Qu'on en fasse l'épreuve : qu'on laisse un roi tout seul, sans aucune satisfaction des sens, sans aucun soin dans l'esprit, sans compagnie, penser à lui tout à loisir; et l'on verra qu'un roi sans divertissement est un homme plein de misères. Aussi on évite cela soigneusement, et il ne manque jamais d'y avoir auprès des personnes des rois un grand nombre de gens qui veillent à faire succéder le divertissement à leurs affaires, et qui observent tout le temps de leur loisir pour leur fournir des plaisirs et des jeux, en sorte qu'il n'y ait point de vide; c'est-à-dire qu'ils sont environnés de personnes qui ont un soin merveilleux de prendre garde que le roi ne soit seul et en état de penser à soi, sachant bien qu'il sera misérable, tout roi qu'il est, s'il y pense.*

Qu'on remplace roi par peuple; si le roi aime la chasse, la foule aime les courses.

Je ne parle point en tout cela des rois chrétiens comme chrétiens, mais seulement comme rois.

Qu'on remplace rois chrétiens par peuple républicain.

On charge les hommes, dès l'enfance, du soin de leur honneur, de leur bien, de leurs amis, et encore du bien et de l'honneur de leurs amis. On les accable d'affaires, de l'apprentissage des langues et d'exercices, et on leur fait entendre qu'ils ne sauraient être heureux sans que leur santé, leur honneur, leur fortune et celle de leurs amis soient en bon état, et qu'une seule chose qui manque les rendrait malheureux. Ainsi on leur donne des charges et des affaires qui les font tracasser dès la pointe du jour. — Voilà, direz-vous, une étrange manière de les rendre heureux! Que pourrait-on faire de mieux pour les rendre malheureux? — Comment! ce qu'on pourrait faire? Il ne faudrait que leur ôter tous ces soins; car alors ils se verraient, ils penseraient

à ce qu'ils sont, d'où ils viennent, où ils vont; et ainsi on ne peut trop les occuper et les détourner. Et c'est pourquoi, après leur avoir tant préparé d'affaires, s'ils ont quelque temps de relâche, on leur conseille de l'employer à se divertir, à jouer, et à s'occuper toujours tout entiers.

Que le cœur de l'homme est creux et plein d'ordure!

Qui ne voit pas la vanité du monde est bien vain lui-même. Aussi qui ne la voit, excepté de jeunes gens qui sont tous dans le bruit, dans le divertissement, et dans la pensée de l'avenir? Mais, ôtez leur divertissement, vous les verrez se sécher d'ennui; ils sentent alors leur néant sans le connaître : car c'est bien être malheureux que d'être dans une tristesse insupportable, aussitôt qu'on est réduit à se considérer, et à n'en être point diverti.

In omnibus requiem quæsivi. *Si notre condition était véritablement heureuse, il ne nous faudrait pas divertir d'y penser pour nous rendre heureux.*

La mort est plus aisée à supporter sans y penser, que la pensée de la mort sans péril.

Les misères de la vie humaine ont fondé tout cela : comme ils ont vu cela, ils ont pris le divertissement.

Les hommes n'ayant pu guérir la mort, la misère, l'ignorance, ils se sont avisés, pour se rendre heureux, de n'y point penser.

Nonobstant ces misères, il veut être heureux, et ne veut être qu'heureux, et ne peut ne vouloir pas l'être ; mais comment s'y prendra-t-il ? Il faudrait, pour bien faire, qu'il se rendît immortel ; mais, ne le pouvant, il s'est avisé de s'empêcher d'y penser.

Si l'homme était heureux, il le serait d'autant plus qu'il serait moins diverti, comme les saints et Dieu. — Oui ; mais n'est-ce pas être heureux, que de pouvoir être réjoui par le divertissement ? — Non ; car il vient d'ailleurs et de dehors ; et ainsi il est dépendant, et partant, sujet à être troublé par mille accidents, qui font les afflictions inévitables.

La seule chose qui nous console de nos misères est le divertissement, et cependant c'est la plus grande de nos misères. Car c'est cela qui nous empêche principalement de songer à nous, et qui nous fait perdre insensiblement. Sans cela, nous serions dans l'ennui, et cet ennui nous porterait à chercher un moyen plus solide d'en sortir. Mais le divertissement nous amuse, et nous fait arriver insensiblement à la mort.

La nature nous rendant toujours malheureux en tous états, nos désirs nous figurent un état heureux, parce qu'ils joignent à l'état où nous sommes les plaisirs de l'état où nous ne sommes pas; et, quand nous arriverions à ces plaisirs, nous ne serions pas heureux pour cela, parce que nous aurions d'autres désirs conformes à ce nouvel état.

UNE CITATION

Je lis dans *le Mouvement Socialiste*, numéro 79, du samedi 15 février 1902, sous la signature de M. W.-H. Vliegen, Amsterdam, premier février 1902, *Étranger, Hollande, le Ministère et le militarisme :*

La Hollande est un pays qui s'oppose terriblement au moloch du militarisme, parce que, comme la France, elle doit se saigner de deux côtés. Elle a une armée et une flotte. L'armée et la flotte de la métropole coûtent par an environ 40 millions de florins, soit 80 millions de francs. Le ministère « chrétien » a immédiatement augmenté le budget de la guerre d'un million de florins, et un des plus jeunes et plus « démocratiques », membres de la majorité, le docteur Talma, a, pour la première fois dans le parlement néerlandais, fait l'apologie du militarisme comme une chose bienfaitrice et chrétienne.

Entre autres, il a cité Jaurès, qui, dans son livre l'*Action Socialiste* a dit qu'il n'était pas vrai que l'Europe soit écrasée sous les charges du militarisme ; que par contre « l'Europe a eu, sous la cuirasse, des années de prospérité merveilleuse », et que « les États modernes pourront, sans péril, porter d'énormes budgets de défense nationale ». (1)

L'*Action Socialiste* n'est pas un livre de Jaurès. Quand j'eus fondé la librairie Georges Bellais, je demandai à Jaurès la permission de réunir en un volume de propagande le plus que je pourrais de ses articles antérieurs. Avec sa très grande libéralité, non seulement il nous permit de faire ce que nous voulions, mais pour le faire il nous laissa toute latitude. Il nous laissa faire le choix, l'agencement, la composition, les

(1) L'*Action Socialiste*, page 334.

corrections sur épreuves. A peine ai-je besoin de dire qu'il ne toucha pas un sou dans l'opération. Moi non plus. J'y perdis même de l'argent. C'était du temps que j'en avais un peu. Le volume se vendit mal. Mais le public est-il si bon, que la mévente soit la condamnation d'un livre.

L'édition coûta cher. Je ne le regrette pas. Je regrette au contraire que la *Société Nouvelle de librairie et d'édition* n'ait pas continué l'*Action Socialiste* en séries suivantes. Les articles de journaux et de revues que Jaurès avait publiés sur l'action politique, sur la politique intérieure, sur le jeu des partis, sur les grèves et l'action syndicale, sur le socialisme en théorie et en idée, sur l'action coopérative, méritaient qu'on les réunît en plusieurs volumes.

Je ne pus réunir que la première série. Ce premier volume contient les articles sur *le Socialisme et l'Enseignement*, sur *le Socialisme et les Peuples*. Je l'ai remis en vente à la Librairie des cahiers, pour trois francs cinquante. C'est dans la seconde partie que M. Vliegen est allé chercher quelques citations tronquées.

Si c'est le docteur Talma qui a interprété les citations de l'*Action Socialiste* en ce sens que Jaurès aurait fait l'apologie du militarisme, le docteur Talma lui premier a commis un faux. Si M. Vliegen a endossé l'interprétation de M. Talma, comme il semble résulter du texte que nous avons reproduit, M. Vliegen a endossé un faux. Enfin il est regrettable que *le Mouvement Socialiste* n'ait pas averti son correspondant. J'ai lu dans *le Mouvement* des *notes de la rédaction* qui étaient moins indiquées.

Qui donc a mis dans *le Mouvement* la référence à la page du volume; est-ce M. Talma, M. Vliegen, ou *le Mouvement?*

Je me reporte à l'*Action Socialiste,* page 333, *Paix et revanche.* L'article reproduit vient de *la Dépêche,* de Toulouse, numéro du samedi 31 décembre 1887. Sans être hollandais, je crois me rappeler que c'était au temps du premier boulangisme. Un assez grand nombre de ci-après socialistes révolutionnaires étaient alors attelés. M. Sadi Carnot fut élu président de la République le 3 décembre 1887. M. Jules Grévy avait démissionné la veille 2 décembre. Jaurès était républicain. Il a toujours été républicain.

Non seulement Jaurès ne faisait pas l'apologie du militarisme en cet article, mais il y défendait fortement la paix, et c'était pour y défendre le maintien de la paix contre les boulangistes qu'il constatait que la paix armée ne conduisait pas inévitablement et rapidement à la guerre. — Déclarons la guerre, disaient les boulangistes, parce qu'il faudra la faire un jour ou l'autre. Mieux vaut la faire tout de suite, puisque la paix armée nous étouffe. — Non, répondait Jaurès, la paix armée nous étouffe beaucoup. Mais la guerre peut nous étrangler tout à fait. Attendons. Restons en paix. L'oppression de la paix armée, parce que c'est encore la paix, est préférable aux suprêmes atrocités de la guerre. Je cite textuellement les deux premiers paragraphes de l'article. On y saluera en passant les citations tronquées :

La France veut la paix, sans humiliation et sans faiblesse, mais elle veut la paix. Elle en a besoin

pour développer sa fortune, arrêtée, sinon atteinte, par une longue crise ; elle en a besoin pour mener à bien l'œuvre admirable qu'elle a entreprise : fonder dans un pays de révolutions contradictoires un régime définitif de liberté, et réaliser, par une série de tâtonnements, la formule de constitution qui convient à la France du suffrage universel. Une démocratie ardente s'agite en elle, cherchant sa voie et son équilibre, qu'elle ne trouverait peut-être pas au milieu des secousses extérieures. Il faut résoudre la question redoutable posée à la France par Paris, en qui se résument les grandeurs et aussi les difficultés de notre histoire. C'est seulement dans le calme et la tranquillité des esprits que nous pourrons faire leur part aux communes et à la nation. Nous avons, si je puis dire, les bras surchargés de problèmes, et comment, dans ces conditions, souhaiter la guerre.

J'ai beau tâcher à me donner une âme révolutionnaire, je ne parviens pas à trouver cet article déshonorant. Nous arrivons au passage incriminé :

Quelques esprits inquiets disent parfois : « Nous l'aurons un jour ou l'autre, autant vaudrait tout de suite. » — Mais il serait criminel de devancer les événements. « L'Europe, ajoutent-ils, plie sous les armes, il faut en finir. » — Mais d'abord, quelque

lourd que soit le fardeau militaire, l'Europe n'est pas écrasée. Elle a eu sous sa cuirasse des années de prospérité merveilleuse. Les États modernes, par l'accroissement de la population, par la multiplication des capitaux, par l'intensité du travail, sont des colosses de vigueur. Longtemps encore ils pourront porter, non sans fatigue, mais sans péril, d'énormes budgets de défense nationale. D'ailleurs, est-il certain qu'une guerre nouvelle nous permettrait de désarmer ? Serions-nous sûrs, même victorieux, d'écraser à ce point notre adversaire, que nous n'ayons plus de précautions à prendre ? Donc nous devons nous tenir avec fermeté, avec suite, sans aucune crise de nervosité, à la politique de paix.

Tout l'article est à lire. Évidemment il n'est pas de février 1902, puisqu'il est daté du samedi 31 décembre 1887. Il ne représente pas exactement l'idée que nous avons aujourd'hui de ces difficultés, puisqu'il exprimait l'idée que Jaurès avait il y a quatorze ans passés de ces difficultés réelles et de leurs solutions réelles. Quand j'éditai, en 1899, ces anciens articles, je ne pensais pas, je ne voulais pas présenter au monde une exposition statique du socialisme livresque définitif. Je voulais présenter à ceux qui cherchent, aux hommes sincères et de bonne volonté, un exemple de la droite route qui du républicanisme ordinaire conduit au socialisme, et puisque l'on veut les opposer, au lieu de les distinguer simplement, un exemple de la droite route continue qui

de la sincère démocratie républicaine conduit à un socialisme sincère. Il est facile à ceux qui trouvent aisément dans les théories des solutions parfaites aux difficultés théoriques de mépriser ceux qui cherchent péniblement dans la réalité des solutions réelles aux difficultés réelles. Je persiste à penser que dans ce pays nous avons le plus grave intérêt à savoir par quelle voie de progression régulière un véritable républicain s'achemine au socialisme. Et je persiste à penser que Jaurès eut à cet égard un acheminement exemplaire. L'*Action Socialiste* n'est pas une section statique du socialisme ; elle est vraiment le dessin, l'exemple d'un avènement honnête au socialisme, avènement éminent par le génie de celui qui advenait, avènement ordinaire, moyen, et ainsi exemplaire, par le sens, par le parcours, par les étapes, et par toute la marche de celui qui advenait.

On peut haïr Jaurès. Il eut tant de grandeur qu'il faut bien qu'on le haïsse. On voudrait seulement qu'il n'eût pas surtout sur lui ceux qui lui doivent le plus. Quand je vis dans *le Petit Sou* les ricanements de M. Charles Rappoport, je ne pus oublier qu'il n'y a pas cinq mois qu'il multipliait les instances pour partager avec les cahiers l'édition des *Études Socialistes ;* je ne puis oublier qu'il n'y a pas huit mois que dans *la Petite République* il injuriait les antiministériels. Et je ne puis oublier qu'il n'y a pas douze mois que M. Rappoport me disait à l'imprimerie commune, où l'appelait sa collaboration abondante à *la Revue Socialiste*. Il me disait textuellement : Quand un homme comme Jaurès distribue à tout le monde les travaux de son génie, ses livres, son action, n'est-ce

pas le plus grand exemple de socialisation jusqu'ici réalisée? Ainsi parlait M. Charles Rappoport.

On peut haïr Jaurès. Mais il fallait s'en apercevoir plus tôt. Quand je publiai l'*Action Socialiste,* Lagardelle et son entourage me reprochèrent vivement de n'avoir pas fait sur la couverture assez de publicité pour *le Mouvement Socialiste,* que j'éditais dans le même temps. Si le livre était si mauvais, il ne fallait pas y faire de la publicité pour *le Mouvement,* qui était bon. Je ne demande pas à Jacques de faire de la publicité pour les cahiers sur la couverture des volumes et des brochures qu'il publie de Lafargue et de Guesde. Et surtout il ne fallait pas, quand on lança *le Mouvement*, multiplier auprès de Jaurès, alors glorieux, les instances pour obtenir de lui des articles, qu'il donna. Je n'ai jamais demandé pour ces cahiers un article à Jaurès glorieux. J'ai fait sténographier des conférences de lui, ce qui est tout différent, comme j'en ai fait sténographier de Vandervelde, comme j'en ai fait sténographier de Lafargue. On serait heureux que Jaurès n'eût pas sur lui tous les jeunes gens qui l'ont exploité pour fonder et pour lancer leurs jeunes revues.

On devait d'autant moins laisser passer le faux de M. Talma et l'endossement de M. Vliegen, socialiste hollandais, que Jaurès dans son *Avant-Propos* avait exactement réparti, reconnu les responsabilités. Je reproduis cet avant-propos :

De jeunes amis m'ont demandé la permission de réunir, en un ou plusieurs volumes, un choix de mes articles et discours. Un moment, j'ai hésité. Je craignais qu'on ne vît là une sorte de préoccupation

littéraire peu convenable à un militant. Et puis, nous avons devant nous tant de travail, nous avons si peu fait, qu'il me paraissait dangereux de se retourner vers le passé. A quoi bon lier ces pauvres gerbes quand la moisson commence à peine? — Mais ces jeunes gens m'ont dit que publier un volume de propagande, comme on publierait une brochure de propagande, c'était encore agir, et je me suis rendu de bon cœur à leur vœu.

Ce sont eux qui ont fait tout le travail, le choix et le classement. Je ne sais même pas, en écrivant cet avant-propos, quels sont les morceaux contenus dans ce volume. Mais ce que je sais bien, c'est que, quelle qu'en soit la date, on y retrouvera la même inspiration socialiste. Dès que j'ai commencé à écrire dans les journaux et à parler à la Chambre, dès 1886,

Il y a seize ans. Quand je considère comme est rapide la dévolution usuelle, je me demande inquiet où en seront de leur évolution, dans seize ans, plusieurs de nos jeunes antiministériels.

dès 1886, le socialisme me possédait tout entier, et j'en faisais profession. Je ne dis point cela pour combattre la légende qui fait de moi un centre-gauche converti, mais simplement parce que c'est la vérité.

Mais il est vrai aussi que j'ai adhéré à l'idée

socialiste et collectiviste avant d'adhérer au parti socialiste. Je m'imaginais que tous les républicains, en poussant à bout l'idée de République, devaient venir au socialisme. Et il me paraissait plus sage de ne pas créer un groupement socialiste distinct. C'était une illusion enfantine, et, ce que la vie m'a révélé, ce n'est point l'idée socialiste, c'est la nécessité du combat. Si les pages qui suivent pouvaient aider les hommes de pensée à devenir des hommes de combat, et à comprendre que la vérité, pour être toute la vérité, doit s'armer en bataille, les jeunes gens désintéressés et dévoués qui ont pris l'initiative de cette publication seraient bien payés de leur peine.

En copiant cet avant-propos dans mon exemplaire, je retrouve l'encartage que je fis mettre dans l'*Action* pour *le Mouvement Socialiste*. Cet encartage fut par mes soins tiré à dix mille et mis dans les dix mille exemplaires. Ainsi l'annonce du *Mouvement* était portée aux flancs de l'*Action*. Ces temps sont loin. Les souvenirs me remontant, je me rappelle aussi qu'il y eut dans le premier numéro du *Mouvement Socialiste* un article de Jaurès, *l'Unité socialiste*, que l'on avait demandé. Cet article fut aussitôt tiré à part, en une petite brochure, qui était rouge, qui fut la première de la collection intitulée alors *Bibliothèque du Mouvement Socialiste*. Jaurès lançait la collection après avoir lancé la revue. Et comme j'étais déjà un petit boutiquier, je vendais la brochure pour un sou.

Le Jaurès à qui on demandait tant de travail gratuit, dont on monnayait la gloire, — pour le bien du *Mouvement*, je le sais, mais dont on monnayait la gloire, — était pourtant le Jaurès de *la Dépêche* et le Jaurès de l'article aujourd'hui inculpé.

Comme cet âge est mort, et comme les amis de Lagardelle, que je ne confonds pas avec son entourage, ont raison d'être inquiets. Du premier *Mouvement Socialiste* au *Mouvement* que nous lisons hebdomadaire, quel écart. Lagardelle a eu raison d'échapper à la politique ministérielle. Nous y avions échappé un peu avant lui. Je me déclarai contre la politique de Jaurès en un temps où il n'avait contre elle que ses anciens ennemis traditionnels, professionnels. Mais de la politique ministérielle, fallait-il tomber dans la politique antiministérielle, et, comme le disait ma grand mère, changer son cheval borgne pour un aveugle? Quand nous fûmes affranchis de la politique ministérielle, nous évitâmes soigneusement de tomber dans une autre politique, dans un autre mensonge et dans une autre servitude. Lagardelle au contraire essaya d'instituer une politique bissectrice, diagonale, toute livresque, artificielle, dogmatique, irréelle, intenable, savante. La difficulté, l'impossibilité où il se heurtait devait l'avertir qu'il faisait fausse route. Alors il était temps encore d'entrer définitivement dans l'impolitique, dans la saine et dans la morale impolitique. Brusquement *le Mouvement* hebdomadaire est tombé à la politique des guesdo-blanquistes. Et dans cette politique même, en huit jours il est passé de la politique parallèle à la politique connexe. Nous y avons lu avec étonnement que tandis que le groupe socialiste parlementaire était

un ramassis de lâches, au contraire le groupe socialiste révolutionnaire est un monceau de courages. Hélas les deux groupes se ressemblent beaucoup plus que Lagardelle ne le croit. Nous y avons lu tous les huit jours avec stupeur que M. Zévaès tous les jours sauvait l'honneur du socialisme français. Je ne parle que pour mémoire de la collaboration régulière de M. Lumet ou de M. Garnier, et de l'envahissement de la camaraderie.

Le Mouvement Socialiste a une tâche rare, unique; lui seul peut la faire : c'est tout bêtement de nous tenir au courant du *mouvement socialiste international.* Seulement je me méfie. Quand j'étais petit je ne me méfiais pas. Depuis j'ai vu au cinquième congrès socialiste international des Allemands, des Polonais, des Américains, des Espagnols, des Italiens, des Russes, qui mentaient, sans compter ceux que je ne reconnaissais pas, qui mentaient comme des Français. Je devais m'en douter, étant internationaliste. Mais on n'est jamais internationaliste exact. Si aujourd'hui *le Mouvement Socialiste* nous renseigne aussi bien, par M. Vliegen, sur les affaires de Hollande, que M. Vliegen est renseigné sur les affaires de France, à qui croire?

*Nous reproduisons ci-après l'*introduction *écrite par M. Sorel au livre de M. G. Gatti,* le Socialisme et l'Agriculture, *publié récemment chez Giard et Brière dans la* Bibliothèque Socialiste Internationale.

SOCIALISMES NATIONAUX

Il y a dans le monde beaucoup de thèses qui se maintiennent par la force de la routine et qui ne sont plus fondées sur les faits : c'est ainsi qu'il n'est pas exact de dire aujourd'hui que les partis socialistes nationaux ne sont que des fractions d'une grande armée prolétarienne, répandue dans le monde entier, animée d'un même esprit, poursuivant un but identique pour tous. Lorsque l'on veut faire ressortir les ressemblances qui existent entre les divers socialismes, on est obligé de se contenter de formules dénuées de portée pratique ou d'en revenir aux déclarations purement démocratiques.

En réalité, il y a au moins autant de socialismes qu'il y a de grandes nations; pour les étudier, il ne faut pas seulement connaître le développement industriel de chaque pays, il faut savoir aussi quelles sont les vues politiques dominantes et les diverses manières de comprendre les rapports sociaux, c'est-à-dire les sentiments juridiques du peuple. On a pu dire qu'il y a autant de socialismes que de races, et M. G. Le Bon (1) s'est efforcé de mettre en lumière les grandes différences qui existent, à ce point de vue, entre les Latins et les Anglo-Saxons ; son étude est insuffisante, parce qu'elle

(1) G. Le Bon. — *Psychologie du socialisme.*

est fondée sur les qualifications de la psychologie classique; et nous savons que celle-ci a été conçue pour décrire la vie des classes supérieures ; les explications de l'histoire par la psychologie sont toujours superficielles parce qu'elles supposent que presque tout, dans l'histoire, dépend des sentiments des gens du monde.

On admet, comme une chose évidente, que les idées socialistes se rattachent étroitement à l'organisation du travail; mais cela ne signifie rien tant que l'on ne spécifie point ce qu'on entend par ce terme. Dans un premier sens, on peut dire que la manière de vivre et d'agir des ouvriers se rattache à leur métier; mais il ne s'agit pas seulement de connaître l'outillage dont se servent les travailleurs : le métier est, en quelque sorte, une technique vivante, qui fait de l'homme un élément du mécanisme de la production.

L'homme n'est pas un instrument passif, dont le mouvement soit donné par une définition géométrique ; il faut savoir de quelle manière il s'adapte à son travail; on est ainsi amené à se poser des questions qui se rattachent à la psychologie de l'attention et qui ne doivent pas être examinées d'une manière générale, mais à propos de chaque genre d'occupation. Marx (1) considérait la race comme un facteur essentiel dans l'histoire de l'industrie humaine; mais peu de recherches ont été faites par les marxistes dans cet ordre d'idées ; — cette omission de leur part ne doit pas trop étonner,

(1) *Capital*, tome I, page 220, colonne 2. — Cf. dans *Révolution et contre-révolution* le chapitre VIII sur les Slaves. — M. G. Ferrero a cherché à définir les qualités des races pour le travail, d'après leurs tendances érotiques *(L'Europa giovane*, pages 190-208); mais il ne peut entrer ainsi dans le détail et est obligé d'identifier tous les travaux.

car ils ont, généralement, fort négligé la différenciation technologique dans l'économie (1) et beaucoup trop raisonné suivant la tradition démocratique, qui nivelle toutes choses.

Les idées sociales apparaissent seulement quand le travailleur fait un retour sur lui-même pour juger les rapports qui se sont réalisés dans l'atelier : c'est ainsi que la conscience juridique du peuple se remplit de notions qui sont en rapport étroit avec la constitution des classes et qui persistent fréquemment durant des siècles, longtemps après que les conditions primitives ont disparu. Tous les voyageurs nous apprennent que les émigrants transatlantiques portent souvent, loin de leur pays, des manières tout à fait particulières de comprendre la société : les observateurs ont noté, par exemple, la conduite des Irlandais en Amérique ; dans les professions où ils sont nombreux, (2) l'organisation ouvrière prend des caractères exceptionnels ; — si en Nouvelle-Zélande les Écossais ont exercé une grande influence sur la législation sociale, cela tient moins, je crois, à leur tendance aux solutions théoriques, (3) qu'aux idées féodales transmises par une longue tradition.

Ce qu'on appelle, assez mal à propos, le socialisme municipal en Angleterre est basé sur des idées ancien-

---

(1) Cela est surtout remarquable dans ce qu'écrivent encore tant de socialistes sur la concentration capitaliste, sans tenir compte des différences qui existent entre les industries.

(2) Cf. l'organisation si singulière des ouvriers de chemins de fer (*Musée social*, avril 1899).

(3) Pierre Leroy-Beaulieu.— *Les nouvelles sociétés anglo-saxonnes*, page 137. — Le servage des houillères et des salines a disparu en Écosse en 1799 seulement.

nes (1) relatives au rôle des municipalités. Si ce genre d'administration fonctionne passablement, de l'autre côté de la Manche, cela tient à ce qu'il a été possible, dans certaines villes tout au moins, de conduire les affaires municipales comme des affaires privées ; cela suppose un ensemble de traditions qui n'existent pas chez nous ; on sait, en effet, que les ouvriers de nos régies administratives ne travaillent pas comme ceux de l'industrie ; et des personnes, qui semblent être bien informées, assurent que l'État français fait de sérieuses économies lorsque, ses ouvriers se mettant en grève, il peut acheter des allumettes sur le marché international, au lieu de les faire fabriquer dans ses manufactures.

Enfin l'idée, si fortement médiévale, du juste prix s'est si fortement maintenue dans la jurisprudence anglaise que nous la trouvons appliquée aux États-Unis dans les relations des gouvernements avec les compagnies de chemins de fer. Il y a une trentaine d'années, la Cour suprême décidait (2) que, d'après la *common law*, les pouvoirs publics peuvent fixer des limites aux rémunérations réclamées par les transporteurs publics, les portefaix, boulangers, meuniers, maîtres de quai et aubergistes, et, en général, réglementer l'usage d'une propriété privée dès que cet usage peut affecter l'intérêt public. Il est résulté de cela que, si les *charters* des compagnies de chemins de fer semblent leur donner une liberté illimitée, presque partout les

(1) A la fin de l'Ancien Régime on trouve en France, parmi les recettes municipales, l'afferme de la boulangerie, de la boucherie, du cabaret, de la fourniture de la glace (Brutails. — *Notes sur l'économie rurale du Roussillon*, pages 174-175).

(2) D'après Lavoinne et Pontzen. — *Les Chemins de fer en Amérique*, tome II, page 492.

États ont cependant interdit la perception de taxes déraisonnables : et cette législation a été reconnue constitutionnelle. (1)

* * *

Ce qui caractérise surtout l'Angleterre, c'est le vieux trade-unionisme classique, qui n'a pu se développer complètement que là. Dans la préface qu'il a écrite pour le livre de M. Vigouroux, sur *la Concentration des forces ouvrières dans l'Amérique du Nord*, M. de Rousiers montre qu'il faut se garder de transporter d'un pays dans un autre de prétendues lois qu'on aurait tirées de l'observation ; « les organismes ne sont pas interchangeables comme les pièces de machines semblables; ils conviennent chacun à l'usage auquel ils sont destinés ». Il me semble que ce grand économiste n'a pas suffisamment signalé les causes spécifiques qui ont assuré le succès du trade-unionisme anglais.

En Angleterre, l'organisation du travail a été, jusqu'à une époque récente, soumise à des principes du Moyen-Age. Il n'y a pas si longtemps que la loi désignait l'entrepreneur et l'ouvrier par les termes *master and servant*, qui comportaient un sens quasi-féodal; l'ouvrier anglais était vraiment *asservi :* il faut toujours penser à cela quand on lit le *Capital*. Ce n'est point par un abus métaphorique des mots que Marx compare le capitaliste à un législateur privé, rédigeant un code qui (2) « n'est

(1) Dubois. — *Les Chemins de fer aux États-Unis*, pages 163, 179, 181.

(2) *Capital*, tome I, page 183, colonne 2. — Cette législation privée (*privatgesetzlich, und eigenherrlich*) manque de rationalité ; elle est donc bien une caricature de l'ordre qui correspond à l'organisation de l'atelier, tandis que la législation publique est une élévation de la vie économique à la rationalité.

qu'une caricature de la régulation sociale *(kapitalistische Karikatur der gesellschaftlichen Regulirung des Arbeitsprocesses)* telle que l'exigent la coopération en grand et l'emploi des moyens de travail communs ».

Dans son exposition, Marx s'est efforcé de se pénétrer, aussi complètement que possible, des idées anglaises, de les faire passer de l'état confus qu'elles ont dans la conscience populaire, à un état supérieur et de leur donner ainsi un aspect juridique. Cela crée de très grandes difficultés pour les lecteurs superficiels du *Capital* qui, souvent, ne réfléchissent pas aux conditions si particulières de la société sur laquelle raisonnait l'auteur.

La masse ouvrière est un *champ de travail* sur lequel les capitalistes moissonnent ; (1) ce champ n'est pas à eux; ils abusent souvent de leur droit et ils épuisent le domaine ; il faut empêcher cet abus qui compromettrait l'avenir du pays : la limitation de la journée de travail est aussi nécessaire que l'introduction du guano dans l'agriculture anglaise. (2)

La vieille législation avait fixé la durée du travail et le salaire ; depuis que le commerce est devenu libre, les capitalistes s'efforcent d'accroître leurs profits, et ce changement est interprété en partant de l'ancienne doctrine juridique du travail : quand le patron parvient à allonger la journée sans augmenter le salaire, il semblerait naturel de dire qu'il diminue le prix de l'heure ;

---

(1) Marx se demande (page 113, colonne 1) si le fabricant d'acier, Sanderson, croit posséder, en vertu de son outillage, un droit de vingt-quatre heures sur ses ouvriers *(Anweisung auf die Arbeitzeit.)*

(2) *Capital*, page 103, colonne 1 ; comparer page 114, colonne 2, — page 116, colonne 1 et colonne 2.

Marx, (1) à l'imitation des ouvriers anglais, dit que le patron profite du travail non payé *(unbezahlte Arbeit, unpaid labour)*. Les ruses que les entrepreneurs emploient pour allonger la journée normale sont assimilées constamment (2) à des usurpations et à des vols. La *grande charte* du travailleur moderne est la loi qui sépare (3) « le temps propre de l'ouvrier et celui de son maître » *(the worker's own time und his master's)*.

Les idées que les ouvriers anglais se font de leurs droits sont, en grande partie, basées sur la pratique du long apprentissage qui a habitué les ouvriers qualifiés à se considérer comme séparés du reste des travailleurs : les hommes qui ne sont pas en règle — comme ils disent — n'ont pas qualité pour leur faire concurrence ; l'ouvrier qui ne paie pas ses cotisations régulièrement à son Union, est un irrégulier contre lequel la persécution est permise ; le *blackleg*, celui qui vient prendre la place d'un gréviste, est un véritable malfaiteur.

La notion du domicile légal constitue un deuxième élément essentiel dans la formation de l'esprit anglais ; les ouvriers attachent une certaine valeur juridique au lieu où ils ont le droit de travailler ; il y a quelques années, au Congrès de Cardiff, les trade-unionistes demandaient qu'une loi interdît de faire venir des travailleurs de districts étrangers. Cette influence traditionnelle du domicile légal a été renforcée par un fait

---

(1) *Capital*, page 108, colonne 1. — J'ai fait observer déjà (*Revue de Sociologie*, avril 1900, pages 268-269) que toute la théorie de la valeur de Marx est dominée par les idées anglaises qui font de l'homme « un temps de travail personnifié » (*Capital*, page 104, colonne 2).

(2) *Capital*, page 104, colonne 2 ; — page 108, colonne 2 ; — page 111, colonne 1 ; — page 184, colonne 2.

(3) *Capital*, page 130, colonne 2.

très important ; les grandes industries sont généralement concentrées sur une faible étendue de pays ; il est facile de voir combien chez les cotonniers et les constructeurs de navires cette concentration a développé l'esprit de corps.

Enfin il faut ajouter que jusqu'à ces derniers temps on croyait à la supériorité incontestable de l'industrie anglaise ; les ouvriers pensaient que la production anglaise était assez forte pour imposer ses prix et que les crises provenaient de l'imprudence des fabricants. Avec une marche sage, rien ne pouvait s'opposer à l'établissement de bons salaires *(living wage)* ; et pour assurer cette marche sage le contrôle des trade-unions pouvait être seul efficace, parce qu'il pouvait empêcher la surproduction.

Habitués à se considérer comme étant les seuls qui fussent appelés à se servir de l'outillage perfectionné existant dans le lieu de leur résidence, les ouvriers anglais se sont considérés comme ayant sur les machines une sorte de *jus in re aliena* et entre eux s'est développé un esprit de corps que l'on ne retrouve que très exceptionnellement ailleurs. Sans cette notion juridique je ne crois pas qu'il y ait de trade-unionisme possible ; et c'est à la faiblesse qu'elle a chez nous, qu'il faut surtout attribuer l'instabilité du mouvement syndical. (1)

---

(1) J'ai signalé dans la *Science sociale* (novembre 1900, page 435) que dans les grèves se manifeste un sentiment qui correspond à cette notion juridique ; mais il reste presque instinctif et ne s'intellectualise guère chez nous. — Une partie des analogies signalées ici entre les expositions de Marx et les idées des ouvriers anglais a déjà été indiquée dans *l'Idea giuridica nel marxismo (Rivista di storia e di filosofia del diritto*, août 1899).

Dans le monde moderne les progrès incessants que la science apporte, constituent une source énorme de richesses que l'on peut considérer comme une masse commune et dont les diverses classes s'efforcent de s'approprier la jouissance. Une grande question pratique à résoudre perpétuellement par les trade-unions est de savoir dans quelle mesure les nouvelles machines doivent profiter aux ouvriers. (1) La législation sociale n'a de raison que tout autant qu'on l'examine à ce point de vue : les règlements de l'autorité, en réduisant la durée du travail, ou les lois de prévoyance, en créant des institutions de secours ou de retraites, empêchent les patrons d'accaparer tout le bénéfice de la science appliquée et en attribuent une part aux ouvriers. Cette intervention de l'État est naturellement subordonnée à cette condition fondamentale, *qu'elle soit favorable au progrès de l'économie ;* (2) et Marx s'est attaché à démontrer, avec minutie, que cette condition avait été remplie en Angleterre.

*
* *

Je n'ai pas la prétention de donner ici un tableau complet de toutes les formes que peut revêtir l'organisation ouvrière et de rechercher toutes les conceptions

---

(1) Dans le Lancashire il est de règle que 40 0/0 de l'avantage soit attribué aux tisseurs (De Rousiers. — *Le trade-unionisme en Angleterre*, page 320).

(2) C'est une considération fondamentale au point de vue marxiste, mais tout à fait secondaire au point de vue des philanthropes; — à l'heure actuelle, les marxistes ne prennent pas toujours assez garde au danger qu'il y a de faire campagne avec les philanthropes.

On a tort de donner le nom de lois de protection ouvrière aux lois sur le travail ; on se place, en parlant ainsi, au point de vue de la philanthropie bourgeoise.

juridiques qui en dérivent ; il est manifeste que dans la réalité les types que la science peut établir, ne se réalisent jamais d'une manière pure et qu'il y a des mélanges, comme cela se produit dans toute formation sociale. L'expérience montre que l'on peut cependant trouver, pour chaque pays et pour chaque époque, un type qui est vraiment essentiel, qui permet de définir les conditions juridico-économiques du peuple au temps considéré. Pour l'Amérique, cette recherche n'est pas très difficile ; il est clair que c'est dans l'étude de la Fédération américaine du Travail que l'on trouve les éléments les plus spécifiquement américains.

Si le vieux droit anglais est aussi vénéré d'un côté que de l'autre de l'Atlantique, il s'en faut de beaucoup que le contenu de la conscience populaire soit le même en Amérique et en Angleterre ; tandis que dans ce dernier pays, sous l'influence de fortes survivances féodales, du domicile légal et du long apprentissage, chaque ouvrier qualifié se considère comme attaché à son métier et à son lieu, — l'Américain est un nomade, aussi bien pour sa profession que pour sa résidence.

Habitué à passer d'un travail à un autre, ne pouvant pas acquérir, par une longue pratique et par tradition, les ficelles de métier, ne possédant jamais ce genre de virtuosité spécifique si longtemps considéré comme essentiel, l'ouvrier américain se trouve être mieux approprié au travail des machines modernes que l'Européen. (1) Non seulement la production est plus forte,

(1) Il y a quelques années des fabricants de boutons de nacre transportèrent leurs machines de France en Amérique et furent tout surpris de voir les Américains produire plus qu'on ne produisait dans des pays où cette industrie était traditionnelle.

mais encore les progrès sont plus faciles à réaliser en Amérique qu'en Angleterre : l'esprit de routine domine dans le plus grand nombre des ateliers de ce dernier pays ; on le retrouve naturellement à tous les degrés de l'échelle, puisque la majorité des chefs a passé par la vie ouvrière ; il est vraiment étonnant que M. Barnes, (1) le secrétaire de l'Union des mécaniciens, ne s'aperçoive pas que l'état arriéré qu'il signale dans les usines anglaises, provient surtout de la formation de l'ouvrier anglais. En Amérique, tout le monde est animé d'un même esprit progressif ; en Allemagne, la routine des ouvriers a été vaincue grâce à la formation spéciale des ingénieurs sortis des écoles scientifiques et à l'exacte discipline militaire imposée à tout le monde.

Pour l'Angleterre, nous devons continuellement nous référer à des *idées réglementaires* provenant de la tradition médiévale ; en Amérique, tout est pénétré d'*idées commerciales*. M. Barnes se trompe donc gravement quand il croit (2) que l'Angleterre a dépassé le moment historique où se trouve l'Amérique à l'heure actuelle ; il ne comprend pas les liens qui rattachent les idées anglaises actuelles à un passé lointain, qui ne peut guère revenir.

Toute notion de hiérarchie, ayant ses racines dans la féodalité, est inintelligible pour l'Américain ; il ne semble pas bien se rendre compte de ce qu'on nomme en Europe lutte de classe, parce que cette notion renferme beaucoup d'éléments historiques. La vie ouvrière

---

(1) D'après un article de M. Biard sur *l'Industrie américaine et l'industrie anglaise* (*Bulletin de la Société d'encouragement*, avril 1900, page 639).

(2) *Loco citato*, page 641.

n'est point, à ses yeux, un état particulier propre à une section du peuple, mais plutôt une préparation, une école, un *moyen de sélection pour tout le monde :* l'idée fondamentale est ici que tout citoyen doit se considérer comme ayant dû passer par cet apprentissage de l'individu.

Les questions sociales ne sont plus posées en partant de l'idée d'un partage à établir entre des classes concurrentes, mais comme des questions d'éducation intéressant tout Américain, — qu'il soit ouvrier, patron ou commerçant. La première condition que l'on désire chercher à remplir dans un pays de ce genre, est que tout homme *voulant s'élever* trouve du travail à sa disposition, qu'il puisse en vivre, en attendant qu'il profite des occasions favorables qui peuvent se présenter. (1) Il est donc naturel que tant de personnes suivent avec intérêt les efforts tentés par la Fédération américaine du Travail pour organiser les ouvriers, combattre les maisons qui imposent de trop mauvaises conditions et obtenir la réduction de la journée. (2)

Aux yeux des Américains les courtes journées de travail offrent deux avantages : procurer de l'occupation à beaucoup de personnes et donner aux ouvriers un loisir qu'ils emploieront à s'instruire. Les philanthropes qui rêvent sur le progrès humanitaire, n'examinent que très légèrement cette question de l'instruction ; il est assez douteux que les ouvriers anglais tirent grand

---

(1) M. de Rousiers raconte que des Américains riches, après revers de fortune, n'hésitent pas à gagner leur vie par le travail manuel *(La vie américaine. L'éducation et la société,* page 21).

(2) Cf. Vigouroux. — *La concentration des forces ouvrières,* pages 322-328 ; — pages 243-251 ; — pages 334-347.

parti des réductions de la journée ; mais en Amérique il n'en est pas de même ; il y a tant de gens qui sont obligés de passer par la vie ouvrière, (1) que le pays a un grand intérêt à rendre cette vie compatible avec la formation normale de l'intelligence.

Dans ce pays où tout le monde veut participer au mouvement progressif et où ce mouvement est appuyé sur des conditions économiques qui en assurent la durée, l'éducation est la constante préoccupation de tous les hommes occupant une grande situation. L'Américain estime qu'une partie notable des richesses produites par la grande force commune qu'engendre la science, doit être employée pour mettre tous ceux qui veulent s'élever en mesure de le faire efficacement. On dépense des sommes énormes pour les écoles ; et de riches particuliers fondent des établissements d'enseignement supérieur, fournissant aux hommes qui veulent apprendre, des facilités inconnues en Europe. L'expérience a montré que tous ces efforts n'ont pas été dépensés en pure perte, comme l'ont été, pour la plus grande partie, les sacrifices faits chez nous pour développer les Universités : celles-ci ont formé une jeunesse peu capable de gagner sa vie, qui ne sait vivre que d'emplois et qui a besoin de chefs ; — en Amérique s'est formée, au contraire, une race d'une énergie exceptionnelle. M. de Rousiers y signale ce caractère particulier que généralement les hommes arrivés s'efforcent de *forcer à s'élever* tous ceux qui peuvent le faire.

---

(1) Il n'est pas rare de rencontrer des étudiants d'Université qui sont domestiques, allumeurs de réverbères ; M. Moissan a été fort surpris d'en rencontrer à Chicago.

Le système américain a grandement favorisé le progrès de la production, il a donc fait ses preuves.

Les organisations ouvrières se préoccupent d'amener les producteurs à suivre une pratique conforme à leurs vues en obtenant l'appui de leur clientèle ; c'est ici que se manifeste, d'une manière éclatante, ce caractère mercantile que j'ai indiqué plus haut. On s'efforce de faire les consommateurs juges des différends qui s'élèvent entre patrons et ouvriers : si les consommateurs estiment que le progrès moral des travailleurs, que l'on peut espérer atteindre par une réforme des ateliers, vaut la peine d'être payé par une légère augmentation de prix, ils cessent de se fournir chez le marchand *boycotté* et achètent, autant que possible, des marchandises portant le *label*.

On a cherché à transporter en Europe ces procédés commerciaux mais ils n'ont eu qu'un succès très partiel ; c'est la preuve matérielle que l'état d'esprit diffère totalement d'un côté à l'autre de l'Atlantique.

Le socialisme américain paraît être jusqu'ici quelque chose de bien vague ; les grandes organisations à grandes visées, comme les Chevaliers du Travail, n'ont pas donné beaucoup de résultats *pratiques*. Il ne semble pas que les importateurs de théories européennes aient encore pu s'acclimater à la vie américaine ; ils ont surtout dépensé leur énergie à entrer en conflit avec la Fédération du Travail.

* * *

Pour étudier ce qui est particulièrement français dans l'organisation ouvrière nous prendrons comme type les groupes dont le fonctionnement a motivé depuis long-

temps la politique de nos gouvernements. Si les syndicats étaient de simples *agences des affaires d'un métier*, on ne comprendrait pas qu'ils aient été traités avec tant de méfiance sous les régimes les plus divers. Placer des ouvriers, procurer aux patrons des équipes à prix débattu (comme cela se passe pour la composition des journaux à Paris) ou conclure, au nom de leurs adhérents, des contrats collectifs, qui s'appliqueront à tout l'atelier, voilà des besognes qui rentrent dans ce qu'on peut appeler l'organisation du travail. Les syndicats, aux yeux des bureaux de l'Office du travail français, sont bien autre chose que des *agences d'affaires* réglant des questions d'intérêt ; ce sont des *agences d'altruisme*, qui débitent du sentiment (1) : « par la *générosité* et la généralité de ses vues, le syndicat professionnel est en train de devenir la meilleure école de dévouement social ».

L'Office du travail observe que des associations peu nombreuses peuvent produire de grands résultats, hors de proportion avec leur importance matérielle ; (2) ainsi, en 1896, deux cents maçons lyonnais et, en 1898, pareil nombre de terrassiers parisiens ont provoqué deux grandes grèves qui ont compris, la première, huit mille ouvriers et la seconde, quinze mille. Ce n'est pas sans raison que de pareils phénomènes sont rapprochés (par l'Office du travail lui-même) de ceux qu'on observe en matière électorale ; les masses suivent des groupes peu nombreux unis autour de comités. D'après la doctrine officielle, *le syndicat est une coalition permanente*,

(1) Office du travail. — *Les associations professionnelles* ; tome I, page 282.
(2) *Loco citato*, page 277.

ce qui veut dire qu'il est une agence d'agitation, suscitant des difficultés incessantes au patron et épiant le moment favorable pour provoquer un conflit (quand le fabricant a de fortes commandes et ne peut pas reculer).

Des associations de ce genre ne peuvent pas conclure de vrais contrats collectifs, parce qu'elles ne sauraient en assurer l'exécution ; elles n'ont aucun moyen pour forcer leurs adhérents à fournir un travail de qualité supérieure. Quand une grève est terminée par une augmentation de salaire ou une réduction de journée, la discipline patronale est obligée de devenir souvent plus dure pour adapter le travail aux nouvelles conditions techniques qui s'imposent au chef d'entreprise. (1) Il faut éliminer les éléments inférieurs, accélérer la marche des machines, resserrer les temps perdus. De là résultent de nombreuses difficultés pratiques : beaucoup d'ouvriers mécontents s'adressent au syndicat et le forcent à les soutenir contre les nouvelles tendances des chefs d'atelier ; la lutte se termine, presque toujours, par l'expulsion des militants du syndicat, que le patron considère comme constituant un obstacle à l'amélioration du travail. Toute autre solution sera impossible tant que le syndicat sera une « coalition permanente » ; on sait, d'ailleurs, que les syndicats et les coopératives de production ne s'entendent pas toujours mieux que les syndicats et les patrons.

De pareils comités fonctionnent comme des comités

---

(1) Le rapport de l'ingénieur en chef des mines au Conseil général de la Loire, en 1901, constate qu'à la suite de la réduction de la journée de travail la production a augmenté de 3,6 0/0, tandis que le nombre des ouvriers augmentait de 7,2 0/0; ainsi la productivité avait en moyenne diminué par homme.

politiques et sont à la merci de réunions publiques : ainsi à Saint-Étienne, en 1899, le syndicat demandait quarante centimes d'augmentation, on vota, dans une grande réunion, qu'il en fallait réclamer cinquante. Dans presque tous les conflits les syndicats sentent leur impuissance et ils s'en remettent aux décisions de leurs adhérents ; quelquefois même ils laissent la première place à des comités improvisés et servent seulement de commissionnaires. Il est impossible de traiter des affaires sérieusement par des procédés aussi extraordinaires. (1)

On comprend facilement que tous les gouvernements aient considéré les syndicats comme des cercles qu'il était nécessaire de surveiller ; une décision impériale du 30 mars 1868 leur accorda cependant la liberté, mais l'Empire se proposait une double fin politique : combattre l'influence de la bourgeoisie libérale, qui commençait à faire de l'opposition, et effrayer le monde des affaires quand il devenait utile de provoquer une « terreur salutaire de l'anarchie ». (2) La politique bonapartiste ne fut pas chez nous, comme on l'a cru souvent, un accident tenant à la présence de quelques hommes ; elle a été continuée par une très grande partie des républicains. Les amis de Gambetta surtout rappellent beaucoup les anciens amis de l'empereur ; ils ont, comme eux, un mépris superbe pour le droit ; la

---

(1) Cf. *Musée social*, février 1900, page 42. Le type accompli du genre tumultuaire se trouve dans la grève des dockers de Marseille (*Musée social*, juillet 1901).

(2) J'ai été à même d'observer de près cette politique dans les dernières années de l'Empire ; les amis personnels de l'empereur n'en faisaient pas mystère.

violence leur plaît infiniment et les programmes les plus radicaux ne leur font pas peur ; comme leurs prédécesseurs, ils croient qu'il faut s'occuper d'affaires et ne pas trop se préoccuper de l'avenir. La démagogie autoritaire contemporaine comprend le rôle des syndicats comme l'avait compris l'Empire.

La loi de 1884 n'accorda aux syndicats que des avantages illusoires : la grande faveur de la personnalité civile ne sert pas à grand chose et on sait que beaucoup d'associations prospères s'en passent fort bien ; on ne fit rien pour amener les syndicats à devenir des agences d'affaires corporatives. Les ouvriers croient que cette loi a eu pour objet de forcer les patrons à *reconnaître* les syndicats, c'est-à-dire à accepter leur médiation pour les contestations : la décision arbitrale de M. Waldeck-Rousseau sur la grève du Creusot (7 octobre 1899) montre qu'il n'en est rien ; (1) — le syndicat n'a aucun moyen pour contraindre le patron à respecter le contrat collectif ; chaque intéressé devrait plaider individuellement ; (2) — réciproquement il ne peut donner aucune garantie à l'industriel. En réalité, ce contrat collectif n'est pas un contrat ; il n'est qu'une promesse dont l'exécution n'est assurée par aucun moyen de droit ; et la force du syndicat est souvent si faible que c'est même à peine une promesse dans certains cas.

---

(1) « L'intermédiaire du syndicat auquel appartient l'une des parties peut être utilement employé si toutes deux y consentent ; il ne peut être imposé. » (Office du travail. — *Statistique des grèves et des recours à la conciliation et l'arbitrage survenus pendant l'année 1899*, page 509)

(2) *Le Mouvement socialiste*, 15 mars 1900, page 350.

Le caractère démagogique de la loi de 1884 (1) apparaît surtout dans l'abolition de l'article 416 du Code pénal qui punissait « tous ouvriers, patrons ou entrepreneurs, qui, à l'aide d'amendes, défenses, proscriptions, interdictions, prononcées par suite d'un plan concerté, auront porté atteinte au libre exercice de l'industrie et du travail ». Cette rédaction adoptée en 1864 avait aggravé très notablement l'ancien Code et l'interprétation que le tribunal de Marseille avait donnée à cet article (8 juillet 1864), dans l'affaire des portefaix, était de nature à rendre toute discipline impossible dans les associations. Il y avait donc à modifier la formule, à distinguer au moins trois espèces d'actes : ceux qui sont nécessaires pour assurer l'ordre intérieur du syndicat, ceux qui ont pour objet de donner une sanction au contrat collectif par la mise à l'index de certaines maisons, et ceux qui sont motivés par de pures vengeances. Les tribunaux civils ont été amenés à faire ces distinctions, qu'il aurait été très essentiel de faire passer dans la loi pénale ; mais on voulait, en 1884, faire de la popularité ; on se souciait fort peu de travailler à l'éducation juridique des masses. (2)

---

(1) Il ne faut jamais oublier qu'à cette époque les conservateurs n'avaient pas désarmé ; les élections de 1885 montrèrent qu'un retour offensif contre la République était encore à craindre. La loi de 1884 fut donc une loi de défense républicaine plutôt qu'une vraie loi sociale, inspirée d'une étude sérieuse des besoins des travailleurs.

(2) Il est à peine besoin de rappeler combien la loi pénale est plus efficace que la loi civile pour cette éducation. Les syndicats ne cessent maintenant de demander des peines contre les patrons qui persécutent leurs organisateurs (*le Mouvement socialiste*, 15 mars 1900, pages 344-345); ils prétendent que les dommages-intérêts ne suf-

Le gouvernement a fait de grands efforts pour prendre contact avec les syndicats; le bureau créé, au ministère de l'Intérieur, par M. Barberet, n'ayant pas eu beaucoup de succès, on institua l'Office du travail au ministère du Commerce dans l'espoir que les ouvriers s'en défieraient moins. Cet Office cherche à se rendre populaire en flattant les préjugés des ouvriers; il se garde bien, dans ses publications, d'expliquer aux grévistes ce qu'ils peuvent faire et ne pas faire; il évite de leur donner la moindre indication pour les amener à savoir raisonner sur le licite et l'illicite; il semble même que, souvent, il cherche à embrouiller les idées des travailleurs. Cette tactique peut être habile, mais elle est bien coupable.

Il n'y a rien de plus important pour l'avenir d'un pays que le progrès de l'éducation juridique du peuple; il faut que les ouvriers arrivent à comprendre qu'il y a des raisons de droit devant lesquelles les sentiments doivent fléchir et que tout ce qui les gêne n'est point nécessairement bon à jeter au feu : de ce que souvent des syndicats ont été condamnés pour avoir fait des actes constituant des quasi-délits, devons-nous penser que le quasi-délit doit disparaître de nos Codes ou encore (1) devenir inapplicable aux syndicats? Il

---

fisent point pour protéger les syndiqués contre les vengeances patronales : c'est une manifestation non équivoque du besoin que le peuple éprouve de penser à la peine pour arriver à comprendre le droit.

(1) C'est, en effet, un *privilège* que réclame l'Union des syndicats de la Seine (*le Mouvement socialiste*, 15 mars 1900, page 342) ; et l'auteur, auquel j'emprunte cette information, paraît trouver cela très légitime. — Certaines affiches qu'on peut lire sur les murs de Paris au moment des élections pour les Conseils de prud'hommes, montrent que beaucoup de candidats à ces fonctions comprennent le

faudrait que les hommes qui parlent au nom du socialisme eussent toujours présentes à l'esprit ces fortes paroles de Proudhon :

« Dans les luttes de coalitions entre ouvriers et maîtres, des intérêts d'un ordre plus élevé [que les augmentations de salaires] sont en jeu ; je veux dire la réalisation du droit dans le corps social, manifestée par l'observation des formes légales et le progrès des mœurs qui ne permet pas que la violence, eût-elle cent fois raison, l'emporte sur la loi, celle-ci ne servît-elle que de palliatif à la fraude. Que les ouvriers le sachent, non pour leur confusion mais pour leur plus prompt avancement : c'est cette ignorance, ce manque d'habitude, je dirai même cette incapacité des formes légales qui a fait jusqu'à présent leur infériorité. » (1)

Les conflits qui se rattachent à la liquidation de l'affaire Dreyfus ont donné un grand développement à la démagogie en France ; les grèves tendent à devenir de moins en moins des questions économiques pour passer dans le domaine de la politique. Les conflits du Travail et du Capital deviennent des facteurs essentiels dans les luttes des partis : les amis du gouvernement actuel ont prétendu que leurs adversaires avaient entretenu la grève des mineurs de Montceau en vue de

---

rôle des juges d'une manière tout à fait étrange. L'institution des comités chargés de surveiller les prud'hommes n'est pas le signe d'un fort sentiment du droit chez les électeurs. — M. Charles Guieysse, secrétaire de la Société des Universités populaires, observe que les auditeurs des conférences ne prennent qu'un intérêt médiocre à ce que disent « les avocats parlant des lois, *surtout des lois ouvrières* ». (Deuxième *Cahier de la quinzaine*, troisième série, page 46).

(1) Proudhon. — *De la capacité politique des classes ouvrières*, page 326.

créer des difficultés au ministère ; — on a de bonnes raisons de supposer que les tullistes de Calais ont refusé d'accepter le règlement du travail en deux postes sur l'incitation d'agents du ministre du Commerce ; il est, en tout cas, remarquable que les tullistes de Caudry, qui, appartenant au parti guesdiste, étaient à l'abri de telles suggestions, trouvent très convenable le système de travail, contre lequel s'étaient insurgés les ouvriers de Calais *(le Socialiste*, 21 avril 1901) ; — au moment de l'arrivée du tsar il y a eu, à Dunkerque, une petite grève assez mystérieuse, qui a commencé et s'est terminée si bien à point que des gens du pays ont cru y reconnaître la main du gouvernement ; — enfin les menaces de grève générale que font les mineurs, rendent les plus grands services à M. Waldeck-Rousseau que les modérés n'osent renverser.

Cette déviation de l'action ouvrière conduit les travailleurs à penser qu'au lieu de discuter avec leurs patrons sur leurs intérêts économiques, il serait beaucoup plus avantageux pour eux de s'adresser aux pouvoirs publics, en les invitant — *sous menaces de troubles* — à faire aboutir leurs réclamations. Cet état d'esprit est tout naturel dans les sociétés encore mal préparées à la vie publique ; on avait cru qu'il disparaîtrait avec la pratique de l'organisation syndicale ; il n'en a rien été ; les tendances politiques semblant même devenir tout à fait dominantes, l'avenir du socialisme en France donne beaucoup à réfléchir. Devons-nous penser que le monde des travailleurs se mettra désormais à la remorque de démagogues qui lui promettront de faire passer une partie de la richesse des *gras* aux *maigres ?* Le socialisme est-il destiné à

devenir (suivant une expression du vieil Engels) un antisémitisme à grandes phrases ?

Il faut espérer que les accidents actuels n'auront pas une influence définitive sur l'avenir du mouvement ouvrier ; mais il ne faut pas perdre de vue le danger démagogique. La démagogie a ruiné tous les pays qu'elle a gouvernés ; elle commence généralement à triompher quand les premiers signes de décadence se manifestent dans une nation et elle accélère la décadence économique. Notre pays est d'autant plus menacé que son énergie est quelque peu épuisée ; l'esprit de confiance dans le progrès s'éteint de plus en plus : la faiblesse du mouvement de la population résulte surtout de cette cause. Nous sommes dans une époque critique : si, appuyée sur la philanthropie et la sottise bourgeoises, la démagogie l'emporte, la France est perdue : un fort courant *vraiment socialiste* pourrait seul, à l'heure actuelle, sauver la France de cette marche vers la ruine.

*
* *

L'Italie est, encore plus que la France, un grand pays agricole ; et on oublie trop souvent que l'agriculture est de quelque poids dans l'économie des nations ; il me semble vraisemblable que l'évolution du socialisme devra subir très fortement l'influence d'institutions rurales qui étaient à peu près inconnues il y a trente ans.

Les associations agricoles ont pris chez nous un énorme développement ; on a eu la sagesse de les laisser fonctionner à leur guise et de se contenter des formalités qu'elles remplissent en se constituant sous

forme syndicale. Les auteurs de la loi de 1884 ne se doutaient, en aucune façon, des applications que l'agriculture allait en faire ; quand on examine l'extrême complexité des relations (1) qui auraient dû être réglées par une loi complète sur la matière, on doit se féliciter de l'erreur commise en 1884 ; l'expérience a montré une fois de plus, contre les socialistes de la chaire et les professeurs de l'École de droit, que la meilleure manière de protéger les associations c'est de les laisser tranquilles.

Les socialistes ne semblent pas être encore bien fixés sur l'avenir et sur la portée de ces sociétés ; il y a quelques années beaucoup les considéraient comme un moyen de réaliser le socialisme (2) : « Nous ne croyons pas, en effet, que pour s'élever à la propriété collective les paysans propriétaires soient fatalement, inéluctablement, condamnés à descendre la pente qui conduit au prolétariat et à gravir ensuite le calvaire douloureux de l'exploitation capitaliste. Il leur appartient, au contraire, d'y arriver par d'autres chemins et d'éviter la phase de la prolétarisation, en associant leurs efforts. » Et ailleurs, dans le même livre, M. Vandervelde disait encore à propos de la fondation de plusieurs coopératives (3) : « Il n'est pas douteux que l'irrésistible action du développement technique et capitaliste de l'agriculture ne déterminera, dans un avenir pro-

---

(1) Les théoriciens de la coopération et du syndicalisme énumèrent les variétés en s'arrêtant aux caractères les plus superficiels; j'ai essayé de donner un tableau fondé sur les vraies causes de différenciation. (*Les divers types de sociétés coopératives. Science sociale*, septembre 1899.)

(2) Destrée et Vandervelde. — *Le socialisme en Belgique*, page 429.

(3) *Loco citato*, page 329.

chain, des transformations intellectuelles et morales éminemment favorables au développement de l'idée socialiste. » Aujourd'hui M. Vandervelde paraît être beaucoup moins optimiste; (1) ce changement d'attitude s'explique facilement quand on voit à quels maigres résultats sont parvenus les socialistes belges; les succès des coopératives rurales catholiques les inquiètent avec raison. (2)

Les socialistes belges ne sont peut-être pas très bien placés pour faire la théorie de la coopération rurale, parce qu'ils prennent pour mesure de la valeur d'une réforme l'influence qu'elle peut exercer sur la prospérité de leurs Maisons du peuple. Ces dernières institutions se ramènent, en dernière analyse, à ceci : un comité d'hommes politiques ouvre un magasin et dit aux ouvriers : « Assurez la prospérité de cette boutique, en devenant une clientèle fidèle ; nous vous ferons participer aux bénéfices et nous emploierons le surplus des bénéfices à des œuvres de propagande socialiste et d'éducation populaire. » Ce n'est que par une figure de rhétorique — frisant l'ironie — que l'on peut appeler coopérateurs les clients d'une Maison du peuple qui est gouvernée par un groupe très restreint. (3) Les directeurs de ces magasins ont été parfois amenés, pour accroître les profits, à ouvrir des ateliers de confection et ils seraient disposés à commanditer des laiteries leur fournissant du beurre à bon compte : la coopération rurale serait ainsi une annexe d'un magasin urbain;

(1) *Le Mouvement socialiste*, 15 avril 1901, page 473.
(2) *Le Mouvement socialiste*, premier avril 1901, page 388 et page 393.
(3) Cf. les conclusions du mémoire consacré par M. Varlez à la Fédération ouvrière gantoise (*Musée social*, janvier 1899).

impossible d'en méconnaître davantage le vrai caractère !

L'association agricole est l'association par excellence, celle qui réalise le plus complètement la notion. La société la plus parfaite n'est pas, en effet, celle qui réunit des hommes, mais celle qui met la volonté au second plan pour faire passer au premier les intérêts communs existant entre des biens : c'est faute d'avoir compris cette vérité bien simple que les théoriciens de la coopération tombent si souvent dans le bavardage philanthropique. L'union entre des hommes est toujours précaire ; elle ne se maintient (après les premiers jours d'enthousiasme) que par routine, indifférence, soumission, ou par intérêt : et nulle part les intérêts ne sont combinés d'une manière aussi forte, aussi stable et aussi claire que dans les sociétés qui ont pour objet l'amélioration des exploitations rurales.

Dans l'agriculture on trouve tout ce qui peut donner de la force à l'association : les associés ont des intérêts communs d'une nature autrement plus concrète que ne sont les intérêts des actionnaires ; cette coalition d'intérêts se révèle dans la pratique de la vie économique journalière et se rapporte tout au moins à l'achat ou à la vente de produits semblables ; — ils sont d'un même lieu et on ne saurait trop insister sur l'importance de cette considération, car l'unité de résidence crée non seulement un usage commun et continuel de choses collectives, mais à la campagne force presque tout le monde à s'intéresser à la gestion de ces choses collectives ; — enfin des héritages voisins gagnent tous beaucoup à la multiplicité des services fonciers réci-

proques; c'est ce que l'on voit se manifester à un degré éminent dans les pays d'arrosage.

Il est étonnant que M. Vandervelde, qui a attaché tant d'importance à la conservation des communaux, n'ait pas reconnu que la coopération rurale est fortement apparentée à l'antique association de la *marche*.

C'est dans la vie des sociétés agricoles qu'il faut aller chercher la théorie de toutes les sociétés; on ne saurait faire cette théorie en partant des associations si abstraites que nous montre le droit commercial moderne, ni des simples groupements de bonnes volontés en vue d'œuvres spirituelles, ni de la Cité politique. Il faut prendre pour point de départ ce qui contient le plus de moyens de travail fixes, groupés suivant un plan, et déterminant l'activité des individus, c'est-à-dire ce qu'il y a de plus concret dans la vie sociale.

Nous trouvons dans ces sociétés rurales complètes quelque chose d'analogue à ce qui a lieu dans la fabrique moderne : « Dans les manufactures, dit Marx, (1) la division du procès de travail est purement subjective ; c'est une combinaison d'ouvriers parcellaires. Dans le système de machines, la grande industrie crée un organisme de production complètement objectif ou impersonnel, que l'ouvrier trouve dans l'atelier comme la condition matérielle toute prête de son travail *(als fertige materielle Productionsbedingung)*. Le caractère coopératif du travail y devient une nécessité technique dictée par la nature même de son moyen. » Mais dans la fabrique tout dépend d'une volonté extérieure, en sorte qu'il n'y a pas d'association ; tandis que dans un

(1) *Capital*, page 167, colonne 2.

syndicat d'arrosage il n'y a pas de volonté extérieure et toutes les volontés particulières sont directement subordonnées à l'instrument d'amélioration pour tout ce qui concerne le but du syndicat : le caractère capitaliste, (1) qui résulte de ce que le plan de division du travail est revendiqué comme propriété du Capital, ne se trouve plus ici.

C'est dans ce genre de production qu'apparaît avec toute son étendue le principe de l'association ; c'est à l'étude de tels groupements qu'il faut avoir recours pour comprendre (par des raisons juridiques) les règles relatives au droit des majorités, soit pour la formation, soit pour l'administration des associations. C'est ensuite par les voies de la logique juridique que l'on peut étendre ces règles aux cas plus abstraits. C'est toujours dans l'observation de ce qui est le plus concret que le droit se revivifie, tout comme la science.

Les associations rurales deviennent singulièrement importantes pour les socialistes le jour où ceux-ci comprennent que tout changement social suppose l'élaboration de nouvelles formes d'association et l'éducation juridique du peuple. C'est à la campagne, bien plutôt qu'à la ville, qu'ils doivent aller chercher des exemples capables d'éclairer la notion d'association. D'autre part les associations agricoles se présentent à nous comme les facteurs directs et indispensables du progrès technique actuel dans les campagnes : elles agissent donc dans le sens du socialisme. Elles ont d'autant plus de valeur pour nous qu'il est souvent difficile de savoir si certaines pratiques assurent le progrès économique

(1) *Capital,* page 157, colonne 1.

dans l'industrie, tandis qu'ici il ne peut y avoir de doute dans les appréciations.

S'il existe donc dans un pays un socialisme rural — lié d'un côté aux forces qui produisent l'éducation juridique et de l'autre à une organisation du travail où le progrès est facile à mesurer — il ne peut être exposé à tomber dans l'utopie ; il ne peut être que pratique.

*
* *

L'Italie possède, depuis des siècles, de grandes associations de dessèchement, de défense et d'irrigation ; depuis quelques années des sociétés de toute nature se sont constituées pour permettre à l'agriculture de suivre la voie progressive ; MM. Mabilleau, Rayneri et de Rocquigny en ont décrit plusieurs types remarquables dans leur livre sur *la Prévoyance sociale en Italie.* M. Gatti a la bonne fortune de vivre dans une région où les institutions coopératives et les nouvelles méthodes de culture ont pris le plus grand développement ; c'est dans l'Émilie que le député Guerci et le professeur Bizzozzero ont accompli une des œuvres qui prouvent le plus l'énergie de nos voisins ; c'est également là que le célèbre agronome S. Solari a inauguré son système d'assolement qui semble destiné à exercer une influence si considérable sur l'avenir de l'Italie. (1)

---

(1) Sur le système Solari voir : *la Prévoyance sociale en Italie*, page 272, et le livre du professeur F. Virgilii : *Il problema agricolo e l'avvenire sociale.* Il existe une très importante littérature populaire destinée à vulgariser la méthode Solari ; le clergé catholique s'est fait l'ardent propagateur de la nouvelle agriculture.

Dans quelle mesure les associations rurales italiennes se pénètrent-elles de socialisme, c'est ce que je ne saurais déterminer ; mais M. Gatti semble plein d'espoir et il est mieux placé que nous pour juger ses compatriotes. Si vraiment le coopératisme rural se présente en Italie comme une bonne préparation des paysans au socialisme, il faut en conclure que le socialisme est appelé à prendre chez nos voisins des formes nouvelles d'un grand intérêt pour l'avenir.

Le socialisme traverse, en ce moment, une grande crise, qui trouble les meilleurs esprits ; les gens qui se contentent de grands mots et de formules aussi vides que pompeuses, sont les seuls à nier cette crise. Les thèses que l'on regardait jadis comme classiques, ne s'appliquent pas aux besoins de la pratique actuelle ; il y a dissociation entre la doctrine et la conduite ; le socialisme aboutit à une casuistique permettant toutes les compromissions. Les résultats sont d'autant plus arbitraires que l'écart est plus fort entre la théorie et la pratique ; aussi les plus opportunistes d'entre les socialistes trouvent-ils parfois commode d'être les plus intransigeants. J'écrivais, il y a quelques années, dans la *Critica sociale* (1er mai 1898) : « La science est, pour Marx, simplement l'expression abstraite d'une certaine manière d'exercer notre pouvoir sur les choses. Je ne puis pas croire que l'avenir prévu par les programmes maxima soit une des choses sur lesquelles nous exercions notre pouvoir... Les programmes minima, trop souvent encore, dépassent les limites de notre action possible ; ils dépassent donc ce que nous pouvons dire de scientifique sur les questions sociales. » Au dernier Congrès international, le professeur E. Ferri exprimait

des idées presque identiques (1) : « Je dis qu'on ne peut pas faire de distinction entre les principes et la tactique... Nous disons que la théorie n'est que la pratique généralisée et la pratique n'est que la théorie en action. »

Ramener l'accord entre la doctrine et la conduite, voilà ce que devrait réaliser le socialisme pour vaincre la crise : mais il ne semble pas que l'on ait fait encore de pas décisifs dans cette voie. Il ne serait pas impossible que l'Italie fût appelée à résoudre le conflit, grâce à la pratique de ses institutions rurales ; elle a été déjà plusieurs fois l'éducatrice de l'Europe ; elle pourrait l'être encore une fois de plus ; car elle semble être arrivée à une situation qui lui permettrait d'élaborer des doctrines qui revivifieraient le socialisme.

GEORGES SOREL

Novembre 1901

(1) Compte rendu sténographique dans le seizième *Cahier de la quinzaine*, deuxième série, pages 118-119.

Nous publions ci-après le journal de voyage *que Félicien Challaye nous a rapporté de Vladivostock.*

LA RUSSIE VUE DE VLADIVOSTOCK

JOURNAL D'UN EXPULSÉ

Vendredi 21 juin 1901

J'arrive devant Vladivostock, venant du Japon, et voulant traverser la Sibérie et la Russie pour rentrer en France. Envoyé en mission d'études par l'Université de Paris, muni de lettres d'introduction officielles du Recteur de l'Université de Paris et du Ministre des Affaires étrangères de la République française, je suis bien sûr de pouvoir voyager sans difficulté dans l'empire ami et allié. Cependant, pour être tout à fait correct, je me suis muni au consulat de France à Yokohama d'un passeport en règle que j'ai fait viser au consulat russe de cette ville ; et j'ai accepté volontiers des lettres d'introduction offertes par l'ambassadeur de Russie à Tokio pour les plus hauts fonctionnaires de la Sibérie.

Le bateau allemand sur lequel je me trouve, le *Tsintau*, est arrivé dans le port de bonne heure. Mais les passagers doivent attendre, avant de descendre à terre, que la police russe ait examiné les passeports. Un des lieutenants du bord les a réunis pour les présenter à l'examen. Vers huit heures s'approche une chaloupe surmontée du drapeau de la marine russe ; nous voyons monter à bord un certain nombre d'uniformes : un «capitaine du port» (harbour-master), des agents de police de divers grades. Nous ne pouvons nous empêcher de remarquer l'expression brutale et presque sinistre des visages des policiers ; et tous nous nous sentons envahis d'une vague terreur irraisonnée. D'où vient que nous nous sentions ainsi angoissés sans raison ?

Cependant un jeune Chinois, passager de seconde classe, se précipite vers les policiers, leur offre de gros cigares qu'ils acceptent. Ce jeune Chinois m'a dit hier qu'il va s'établir à Vladivostock pour y faire du commerce : il

cherche évidemment à se concilier les bonnes grâces de ceux qui représentent la force. Ces Chinois sont d'excellents commerçants!

Dès qu'on leur remet leur passeport, les passagers hèlent une barque chinoise, descendent à terre. Les uns après les autres, je les vois partir, Russes, Allemands, Japonais, Chinois, Coréens. Pourquoi suis-je le seul auquel on n'a pas encore rendu ses papiers?

Cependant on me fait dire de me rendre dans la chambre du commandant. Le capitaine du port s'y trouve avec le commandant du *Tsintau* : il prie celui-ci de se retirer, ferme soigneusement la porte, m'entraîne dans un coin de la salle, me dit en anglais à voix basse qu'il a l'ordre de prévenir de mon arrivée le gouverneur de Vladivostock ; tant que celui-ci ne sera pas informé, je ne pourrai descendre à terre. Il ajoute qu'il reviendra bientôt lui-même m'expliquer ce dont il s'agit.

Fort intrigué de ce mystère, j'attends deux heures en me promenant sur le pont. Je regarde les deux collines sur lesquelles s'étagent les maisons neuves de Vladivostock : d'ici on ne distingue nettement qu'une vaste église russe et des maisons plus massives que d'autres, les magasins et entrepôts d'une grande maison de commerce allemande. Puis, parmi la brousse verte des collines environnantes, apparaissent un grand nombre de forts; sur la hauteur la plus rapprochée, on voit nettement se profiler de gros canons.

A dix heures, le capitaine du port revient. De nouveau, il me parle à voix basse et sans témoins, — en allemand, cette fois-ci : « Le gouverneur, dit-il, a reçu il y a un mois un télégramme du ministre de la police ordonnant de vous interdire l'entrée du territoire russe. Il n'est pas douteux qu'il s'agisse de vous; l'ordre indique vos nom et prénoms, votre titre même de docteur en philosophie »... Stupéfait, je demande la raison de la décision prise contre moi ; mon interlocuteur sourit : « Ce n'est pas l'usage en Russie, dit-il, de donner aucune explication en pareil cas. » Cependant j'allègue ma qualité de professeur envoyé en mission par l'Université de Paris, je montre les lettres données par

l'ambassadeur de Russie au Japon, pour le gouverneur de Vladivostock et d'autres gouverneurs, qui signalent cette qualité. Le capitaine du port me demande de lui remettre ces lettres : peut-être le gouverneur, après en avoir pris connaissance, pourra-t-il obtenir de Pétersbourg qu'on retire l'ordre d'expulsion.

Un moment après, le commandant du *Tsintau* vient me prévenir qu'il y aurait danger à tenter de quitter le navire, même pour une courte excursion. On a placé sur notre bateau un policier russe chargé de me surveiller ; on a même, pour lui, loué une cabine. Je suis prisonnier à bord.

Toute l'après-midi, en me promenant sur le pont, je cherche à m'expliquer mon aventure. Je n'ai jamais eu l'occasion de dire publiquement ni d'écrire ce que je pense de la Russie. Je n'ai jamais eu l'occasion d'exprimer les sentiments, peut-être hostiles, que m'inspire son régime politique. Je n'étais pas en France quand j'aurais pu y signer les pétitions faites en faveur des étudiants russes, victimes d'injustices révoltantes, ou du grand Tolstoi, excommunié par le Saint-Synode, ou de la Finlande, écrasée par le despotisme russe. Quand la diplomatie russe a empêché l'Europe de secourir les Arméniens, sûre de pouvoir plus aisément après tant de massacres russifier un jour l'Arménie, je n'ai dit à personne si je trouvais cette politique habile ou bien monstrueuse. Quand les généraux russes ont à Blagovetschensk fait noyer trois mille inoffensifs Chinois, je n'ai dit à personne si j'approuvais ou désapprouvais ce geste. Alors pourquoi me frappe-t-on ?

A force de chercher, je me rappelle avoir écrit, il y a quelques mois, à un ami étudiant russe pour lui annoncer mon arrivée prochaine. Depuis, il y a eu de nouveaux troubles universitaires à Pétersbourg et à Moscou : on a dû arrêter, perquisitionner. Mon ami est une noble et généreuse nature : il a dû être arrêté, condamné peut-être; on a dû saisir chez lui ma lettre, et, dans cette lettre purement amicale, sans contenu politique, découvrir des sous-entendus mystérieux et compromettants. C'est la seule

explication que je puisse concevoir de la mesure prise contre moi.

Vers dix heures du soir, je quitte un moment ma cabine pour regarder briller dans la nuit les lumières de Vladivostock. Accoudé sur le bastingage, tout près de ma porte, *mon* policier surveille toujours...

Samedi 22 juin

Il fait très froid ; une fine pluie glaciale, que le vent jette par paquets, rend le pont intenable. Les grands Coréens, qui déchargent des sacs de farine, grelottent dans leurs vêtements blancs sales.

Chassé du pont par le mauvais temps, je passe la journée dans ma cabine. Pas gai, cet emprisonnement. Pas gaie non plus l'idée qu'il va falloir revenir en arrière, renoncer à un voyage préparé longtemps à l'avance, à des études projetées...

Dans ma valise, j'ai quelques livres : d'anciens Zolas, que je veux relire : *Pot-Bouille, l'Assommoir ;* puis le dernier ouvrage d'Anatole France, acheté il y a quelques jours dans une librairie japonaise de Kobé. Je savoure avec délices *Monsieur Bergeret à Paris*. La prose d'Anatole France est étrangement consolatrice...

Je me demande si on m'eût laissé introduire dans l'Empire les livres que je lis en ce moment. Les admirables pages socialistes de *Monsieur Bergeret à Paris* mériteraient l'honneur d'être jugées dangereuses par les douaniers du tsar. Les romans de Zola sont révolutionnaires aussi : que de pages les douaniers auraient à arracher, ou à noircir, à « passer au caviar », comme on dit, dans *l'Assommoir* ou dans *Pot-Bouille*, pour rendre ces livres inoffensifs ! — Je me pose cette question plus générale : comment la douane russe pourrait-elle raisonnablement laisser pénétrer en Russie n'importe quelle grande œuvre française de ces dix dernières années ? Tous nos chef-d'œuvres actuels sont, par tel ou tel côté, révolutionnaires : comparées à eux, les œuvres allemandes et même anglaises du même temps apparaissent bien anodines, beaucoup moins redoutables

au despotisme. — Jamais je n'ai senti aussi fortement qu'en ce moment, — en lisant *Monsieur Bergeret à Paris*, sur le *Tsintau*, devant Vladivostock, — l'originalité de la France. L'originalité de la France, c'est que les grandes œuvres de pensée française sont ou devraient être, *toutes*, arrêtées à la frontière russe; l'originalité de l'âme française, c'est d'être, plus qu'aucune autre, révolutionnaire, c'est-à-dire antirusse... — Un mot que me dit un jour Liebknecht me revient à la mémoire. Il m'avait répété plusieurs fois que l'Allemand est essentiellement doux, simple et libéral, que le Prussien seul est cruel, tyrannique, militariste, parce qu'il est par ses origines plus Russe qu'Allemand; il voyait dans le futur triomphe de la Social-Demokratie sur l'Empire le triomphe de l'esprit allemand sur l'esprit russo-prussien. Un jour, après m'avoir montré sur une carte l'Elbe, qu'il considérait comme la limite de l'esprit allemand et de l'esprit russo-prussien, il ajouta : « C'est votre bonheur, à vous Français, d'avoir les Grecs parmi vos ancêtres; c'est notre malheur à nous d'avoir les Russes : vous devez aux Grecs quelques-unes de vos qualités charmantes; nous devons aux Russes ce qu'il y a de plus mauvais en nous. » Vue historique sans doute erronée, mais impression moralement juste et très fine. La France apparaissait à Liebknecht comme l'antithèse de la Russie...

Les officiers allemands du *Tsintau* se montrent charmants pour moi, font tout le possible pour me distraire, m'invitent à boire de la bière, me prêtent des revues allemandes et anglaises; un d'eux, descendu à terre, paraît tout heureux de me rapporter quelques vieux journaux français. — De temps à autre, ils se permettent quelques ironies sur la grande alliance franco-russe... — Ce soir, ils causent entre eux de Sakhaline, où justement le *Tsintau* se rend, des horreurs que l'État russe y accomplit, mêlant en une promiscuité monstrueuse les pires criminels et les plus dangereux révolutionnaires, tout ce qu'il y a de plus infâme, et de plus généreux, dans la nation. Ces braves marins allemands parlent simplement, calmement, de ces choses atroces. Moi, je ne suis pas encore blasé, l'indignation me serre la gorge.

Dimanche 23 juin

Toute la matinée, attente, singulièrement énervante, d'une décision définitive. A trois heures, le premier capitaine du port vient me rendre visite, en uniforme, l'épée au côté, les décorations sur la poitrine. C'est un homme charmant, plein de politesse, et même de cordialité. Il regrette d'avoir à m'annoncer qu'on a, de Pétersbourg, confirmé l'ordre d'expulsion. On a même interdit de me laisser passer à terre, en un hôtel, les quelques jours qui doivent s'écouler avant le départ du prochain bateau. Plein d'une aimable indulgence, il me demande à quoi je dois cette aventure. « Nous avons souvent, dit-il, à refuser l'entrée du territoire à des Anglais, à des Japonais; mais alors nous devinons que ce sont des officiers envoyés pour surveiller nos travaux militaires; vous, vous n'êtes pas un officier? — Seulement un caporal de réserve! » Alors j'exprime la supposition que j'ai faite, la lettre à mon ami l'étudiant. Le capitaine du port considère cette explication comme acceptable; et vite il ajoute : « Vous savez que les troubles universitaires sont tout à fait finis maintenant : l'empereur a gracié tout le monde, levé toutes les punitions, autorisé les étudiants à se réunir quand ils veulent... » — Les fonctionnaires russes ont une étrange faculté d'optimisme : ils ne voient dans la situation politique de leur pays que ce qu'ils veulent y voir; quand un gros crime s'accomplit, ils savent fermer les yeux; quand s'impose un acte d'indulgence inévitable, ils célèbrent la bonté du tsar.

Demain, on m'embarquera sur un bateau russe partant pour le Japon, le *Mercure*. Le capitaine du port m'emmène visiter ce bâtiment. Comme je n'ai pas sur moi assez d'argent pour payer mon passage, il me conduira demain lui-même à la Banque, et à cette occasion me fera visiter la ville. — D'ailleurs, il me comble d'égards, me cède le pas toujours et partout, me serre la main à plusieurs reprises. Désormais, tous les policiers, *mon* policier même, me saluent avec respect. Vraiment, on ne saurait être plus courtoisement expulsé.

Lundi 24 juin

Ce matin, un agent de police vient me chercher et me conduit à terre. La chaloupe traverse le port, d'une rare intensité de vie : des remorqueurs, des sampans chinois, des bateaux de guerre russes, des bateaux de commerce russes, allemands et japonais.

Même animation à terre : des fonctionnaires en uniforme, d'une tenue très soignée, des officiers, des soldats, des moujiks en chemise rouge, très sales, des femmes russes aux yeux clairs, des Chinois, des Japonais, des Japonaises, des Coréens. C'est un étrange grouillement cosmopolite, un prodigieux confluent de toutes les nations d'Asie. — La ville semble sortir de terre, tant on y bâtit de tous côtés, tant le sol est bouleversé, défoncé, bosselé, coupé de tranchées, semé de pavés, de pièces de bois, de tas de sable ou de briques, de monceaux de rails. On a le sentiment qu'on voit sous ses yeux construire une future très grande ville : c'est une capitale naissante.

Sous la garde du policier, j'arrive au bureau du capitaine du port. Celui-ci m'emmène dans sa voiture, me fait visiter la ville, me donne toutes sortes de renseignements : très aimable toujours, informé et intelligent, parlant tour à tour français, allemand et anglais, comme aiment à faire les Russes cultivés. Son optimisme officiel s'affirme en tout ce qu'il dit. Ainsi nulle part, selon lui, la situation des ouvriers des docks ne serait meilleure qu'à Vladivostock : l'ouvrier blessé en travaillant, la famille de l'ouvrier mort dans un accident de travail, reçoivent des sommes considérables; tant l'État russe est paternel... Je me méfie un peu, sachant bien par ailleurs que si ces ouvriers se mettaient en grève, on les ramènerait au travail à coups de fouet; sachant bien que, si ces travailleurs chinois devenaient gênants, on n'hésiterait pas à les noyer en masse, — attachés deux à deux par leurs nattes, — comme on fit à Blagovetschensk. — L'abondance extraordinaire des uniformes militaires et policiers symbolise bien quelle tyrannie écrase ce malheureux pays; nulle part le joug que l'État

impose à l'individu n'est aussi visible et sensible; ce sentiment finit par être insupportable et comme physiquement douloureux : on se sent la tête lourde et le cœur serré.

Ensemble nous allons à la Banque russo-chinoise. Bien que ma lettre de crédit soit en règle, on me demande d'abord mon passeport. Comme la police ne m'a pas rendu le mien, le capitaine du port doit venir expliquer l'affaire. Avec un bon sourire, il remarque : on ne peut aller loin, en Russie, sans passeport. En effet, on le demande partout : à l'hôtel pour vous loger, à la gare pour vous donner un billet. Le passeport en Russie est une admirable institution.

Je prends congé de l'aimable fonctionnaire, et le remercie sincèrement : «Ne gardez pas un trop mauvais souvenir de cette aventure, dit-il; personnellement j'ai fait tout ce que j'ai pu...» La chaloupe me conduit au *Mercure*, qui doit partir cet après-midi. Jusqu'au départ, le policier attaché à ma personne reste en faction sur le quai, au pied de l'échelle qui conduit à bord. — Au moment où on relève l'échelle, on me rend mon passeport. Mélancoliquement je le relis : « Au nom du peuple français, nous, consul de France à Yokohama, prions les officiers civils et militaires des pays *amis* ou *alliés* de la République française de laisser passer librement M..... »

Enfin le bateau s'ébranle. Dans quelques jours nous serons à Simonosaki. Ce Japon, que j'avais quitté à regret, je vais le retrouver avec délices. Quelle joie de revoir ces Japonais si séduisants, propres, gais, polis, d'une civilisation si achevée, d'un art si merveilleusement étrange, après avoir eu le contact des Barbares russes, sales, grossiers, tristes, cruels, de leur régime tyrannique, de leur servitude militaire, de leur police toute puissante. En ces quelques jours passés devant Vladivostock, j'ai acquis un sentiment plus exact et plus profond des choses russes, — de la Russie vraie, — que si j'avais vécu des mois entiers dans les salons de Pétersbourg.

On cause de mon expulsion dans la salle à manger du *Mercure*, en buvant du thé au citron, autour d'un vaste samovar, pendant que suivant les mouvements du navire

oscille la petite lampe qui brûle devant l'icône sainte. Les officiers du bord s'amusent de mon aventure sans s'en étonner. Un Américain célèbre la libre Amérique.—Le soir, une dame s'approche de moi sur le pont et me demande si, après ce qui m'est arrivé, je ne suis pas dégoûté des êtres et des choses russes. La croyant Russe elle-même, j'essaie poliment d'établir une distinction entre l'État russe, qui est ignoble, et les individus russes, qui sont souvent d'un très grand charme. Mais elle part d'un éclat de rire : « Ces Français! tous les mêmes : toujours polis et pas sincères. Vous pouvez bien me dire ce que vous pensez des Russes, à moi; je suis une Polonaise ! »

Mais le mot de la fin m'a été dit, plusieurs jours après, par le Ministre de France en une grande puissance asiatique assez proche de Vladivostock. J'avais osé lui demander s'il ne pourrait pas tâcher de savoir, par notre Ministre à Pétersbourg, la raison du procédé discourtois dont on avait usé à l'égard d'un envoyé de l'Université de Paris muni d'une introduction officielle du Ministère des Affaires Étrangères de la République Française ; il m'avait répondu que je devais m'adresser à ce Ministère; (1) que lui-même ne pouvait rien. Puis, en me reconduisant, il ajouta sur le seuil de la porte : « Vous savez, depuis les attentats contre les tsars, on a grand peur des anarchistes en Russie. — Monsieur le Ministre, dis-je avec un grand salut d'adieu, je vous assure qu'à mon arrivée à Vladivostock je n'avais de bombes ni dans ma poche ni dans ma valise. — Oh ! j'en suis persuadé », répondit Monsieur le Ministre, cherchant à corriger sa gaffe.

Félicien Challaye

(1) Suivant ce conseil, en rentrant en France vers le milieu d'août, je déposai une plainte au Ministère des Affaires étrangères. On me fit dire qu'on en prenait « bonne note ». On vient de m'aviser qu'une enquête a été faite à Pétersbourg, et que les résultats en ont été adressés au Ministère de l'Instruction publique, où on me les communiquera verbalement.

Le Gérant : Charles Péguy

Ce cahier a été composé et tiré au tarif des ouvriers syndiqués

Imprimerie de Suresnes (E. Payen, administrateur), 9, rue du Pont. — 5844

Félicien Challaye nous prépare un courrier du Japon. René Salomé nous prépare un courrier de Belgique. On nous prépare un courrier de Madagascar.

Plusieurs auteurs nous ont apporté de la copie. On doit bien penser que les derniers cahiers de la troisième série sont fixés irrévocablement. Je suis très fatigué, beaucoup plus que je ne m'y attendais. Je dois ménager ma force de travail pour achever cette série. Nous avons encore à donner des cahiers considérables. Je prie donc les auteurs de vouloir bien me laisser le temps de les lire à loisir. La lecture demande une attention totale, une application non fatiguée.

Nous prions nos amis de continuer à nous soutenir autant qu'ils peuvent jusqu'aux rentrées de la quatrième série. Justement parce que nous marchons, et que nous grandissons, il nous faut un fonds de roulement, et même un fonds de croissance. Les mois où nous sommes entrés sont particulièrement difficiles. Tout l'argent de la propagande file au cabotinage électoral. Cette ruée de tout un peuple dans le mensonge et dans l'outrance nous fait plus de tort que je ne m'y attendais. Puis viendra la gueule de bois nationale, triste lendemain de la soûlerie que nous voyons. Il faudra quelque temps pour que ce peuple redonne au travail sérieux quelque attention.

Nous avons donné le bon à tirer après corrections pour trois mille exemplaires de ce quatorzième cahier le mardi 22 avril 1902.

J'avais acheté en gros du papier pour établir ma copie. Quelques-uns de nos abonnés, qui venaient aux cahiers le jeudi, le virent et nous en demandèrent, pour de l'argent. Ainsi est née spontanément, mais conforme à notre institution générale, ce que nous pouvons nommer la

Papeterie des Cahiers

Bourgeois a trop à faire cette année pour que nous puissions installer convenablement ce nouveau service. Au commencement de la quatrième série nous commencerons à l'organiser. Nous procéderons lentement, sagement, comme nous avons toujours tâché de faire depuis le commencement de nos cahiers, par agrandissements successifs. Nous sommes résolus à gagner la vie des cahiers par tous les moyens honnêtes.

Jusqu'à la fin de la troisième série nous ne vendons que le papier dont j'ai parlé; c'est du simili japon chamois, huit kilos, in quarto coquille; cent feuillets pour un franc.

QUINZIÈME CAHIER DE LA TROISIÈME SÉRIE

ANATOLE FRANCE

Cahiers de la Quinzaine

PARAISSANT VINGT FOIS PAR AN

PARIS

8, rue de la Sorbonne, au rez-de-chaussée

Nous mettons ce cahier dans le commerce; nous le vendons un franc

Du même auteur, Calmann-Lévy éditeur, volumes à trois francs cinquante, en vente à la librairie des cahiers :

Balthasar.
Le Crime de Sylvestre Bonnard.
L'Étui de nacre.
Le Jardin d'Épicure.
Jocaste et le chat maigre.
Le Livre de mon ami.
Le Lys rouge.
Les Opinions de M. Jérôme Coignard.
Le Puits de Sainte Claire.
La Rôtisserie de la Reine Pédauque.
Thaïs.
La Vie littéraire, quatre volumes.

HISTOIRE CONTEMPORAINE

I. L'Orme du mail.
II. Le Mannequin d'osier.
III. L'Anneau d'Améthyste.
IV. M. Bergeret à Paris.

Cahiers de la Quinzaine

QUINZIÈME CAHIER DE LA TROISIÈME SÉRIE

ANATOLE FRANCE

Cahiers de la Quinzaine

139840

ÉDITIONS DES CAHIERS

PARIS

8, rue de la Sorbonne, au rez-de-chaussée

Dans le troisième cahier de la première série, daté du 5 février 1900, aujourd'hui épuisé, nous avons publié, d'après les journaux du jeudi 23 novembre 1899, le discours prononcé par Anatole France à l'inauguration de l'Émancipation, *université populaire du quinzième arrondissement. Nous reproduisons aujourd'hui ce discours :*

LA LIBERTÉ PAR L'ÉTUDE

Citoyennes et citoyens,

L'association que nous inaugurons aujourd'hui est formée pour l'étude. C'est un groupe d'hommes qui se réunit pour penser en commun. Vous voulez acquérir des connaissances qui donneront à vos idées de l'exactitude et de l'étendue et qui vous enrichiront ainsi d'une richesse intérieure et véritable. Vous voulez apprendre pour comprendre et retenir, au rebours de ces fils de riches qui n'étudient que pour passer des examens et qui, l'épreuve finie, ont hâte de débarrasser leurs cerveaux de leur science, comme d'un meuble encombrant. Votre désir est plus noble et plus désintéressé. Et comme vous vous proposez de travailler à votre propre développement, vous rechercherez ce qui est vraiment utile et ce qui est vraiment beau.

Les connaissances utiles à la vie ne sont pas seulement celles des métiers et des arts. S'il est nécessaire que chacun sache son métier, il est utile à chacun d'interroger la nature qui nous a formés et

la société dans laquelle nous vivons. Quel que soit notre état parmi nos semblables, nous sommes avant tout des hommes et nous avons grand intérêt à connaître les conditions nécessaires à la vie humaine. Nous dépendons de la terre et de la société, et c'est en recherchant les causes de cette dépendance que nous pourrons imaginer les moyens de la rendre plus facile et plus douce. C'est parce que les découvertes des grandes lois physiques qui régissent les mondes ont été lentes, tardives, longtemps renfermées dans un petit nombre d'intelligences, qu'une morale barbare, fondée sur une fausse interprétation des phénomènes de la nature, a pu s'imposer à la masse des hommes et les soumettre à des pratiques imbéciles et cruelles.

Croyez-vous, par exemple, citoyens, que, si les savants avaient connu plus tôt la vraie situation du globe terrestre tournant en compagnie de quelques autres globes, ses frères, autour d'un soleil qui nage lui-même dans l'espace infini, peuplé d'une multitude d'autres soleils, pères ardents et lumineux d'une multitude de mondes, pensez-vous que, si dans les siècles anciens un grand nombre d'hommes avaient eu cette juste idée de l'univers et y avaient suffisamment attaché leur pensée, il eût été possible de les effrayer en leur faisant croire qu'il y a sous terre un enfer et des diables ? C'est la science

qui nous affranchit de ces grossières imaginations et de ces vaines terreurs, que certes vous avez rejetées loin de vous. Et ne voyez-vous pas que de l'étude de la nature vous tirerez une foule de conséquences morales qui rendront votre pensée plus assurée et plus tranquille ?

La connaissance de l'être humain n'est pas moins profitable. En suivant les transformations de l'homme depuis l'époque où il vivait nu, armé de flèches de pierre, dans des cavernes, jusqu'à l'âge actuel des machines, au règne de la vapeur et de l'électricité, vous embrasserez les grandes phases de l'évolution de notre race.

La connaissance des progrès accomplis vous permettra de pressentir, de solliciter les progrès futurs. Peut-être voudrez-vous vous tenir de préférence dans des temps voisins du nôtre et rechercher dans un passé récent l'origine de l'état actuel de la société. Là encore, là surtout l'étude vous sera d'un grand profit. En recherchant comment s'est formée et accrue la force capitaliste, vous jugerez mieux des moyens qu'il faut employer pour la maîtriser, à l'exemple de ces grands inventeurs qui n'ont asservi la nature qu'après l'avoir parfaitement observée.

Vous étudierez les faits de bonne foi, sans parti pris ni système préconçu. Les vrais savants — et

j'en vois ici — vous diront que la science veut garder son indépendance et sa liberté, et qu'elle ne se soumet à aucune puissance étrangère. Est-ce à dire que vous poursuivrez vos recherches sans direction ni but déterminé ? Non. Vous entreprenez une œuvre vaste mais définie, immense mais précise. Vous vous proposez de travailler mutuellement à développer votre être intellectuel et moral, à vous rendre plus sûrs de vous-mêmes et plus conscients de vos forces par une connaissance plus exacte des nécessités de la vie sur la planète et des conditions particulières où chacun se trouve dans la société actuelle. Votre association est constituée pour vous solliciter les uns les autres à penser et à réfléchir à la place des privilégiés qui ne s'en donnent plus la peine et pour vous assurer ainsi une part dans l'élaboration d'un ordre de choses nouveau et meilleur, puisque, malgré les coups de force, c'est la pensée qui conduit le monde, comme la boussole dans la tempête montre encore la route aux navires.

Votre association recherche ce qu'il y a de plus utile à connaître dans la science. Elle vous découvrira ce qu'il y a de plus agréable à considérer dans l'art. Ne vous refusez pas à mêler dans vos études l'agréable à l'utile. D'ailleurs, comment les séparer, si l'on a un peu de philosophie ? Comment marquer le point où finit l'utile et où commence l'agréable ?

Une chanson, est-ce que cela ne sert à rien ? *La Marseillaise* et *la Carmagnole* ont renversé les armées des rois et des empereurs. Est-ce qu'un sourire est inutile ? Est-ce donc si peu de plaire et de charmer.

Vous entendez parfois des moralistes vous dire qu'il ne faut rien accorder à l'agrément dans la vie. Ne les écoutez pas. Une longue tradition religieuse qui pèse encore sur nous enseigne que la privation, la souffrance et la douleur sont des biens désirables et qu'il y a des mérites spéciaux attachés à la privation volontaire. Quelle imposture ! C'est en disant aux peuples qu'il faut souffrir en ce monde pour être heureux dans l'autre qu'on a obtenu d'eux une pitoyable résignation à toutes les oppressions et à toutes les iniquités. N'écoutons pas les prêtres qui enseignent que la souffrance est excellente. C'est la joie qui est bonne !

Nos instincts, nos organes, notre nature physique et morale, tout notre être nous conseille de chercher le bonheur sur la terre. Il est difficile de le rencontrer. Ne le fuyons point. Ne craignons pas la joie ; et lorsqu'une forme heureuse ou une pensée riante nous offre du plaisir, ne le refusons pas. Votre association est de cet avis. Elle est prête à vous offrir, avec des pensées utiles, des pensées agréables, qui sont utiles aussi. Elle vous fera connaître les grands

poètes : Racine, Corneille, Molière, Victor Hugo, Shakespeare. Ainsi nourris, vos esprits croîtront en force et en beauté.

Et il est temps, citoyens, qu'on sente votre force, et que votre volonté, plus claire et plus belle, s'impose pour établir un peu de raison et d'équité dans un monde qui n'obéit plus qu'aux suggestions de l'égoïsme et de la peur. Nous avons vu ces derniers temps la société bourgeoise et ses chefs incapables de nous assurer la justice, je ne dis pas la justice idéale et future, mais seulement la vieille justice boiteuse, survivante des âges rudes. Celle-là, qui les protégeait dans leur folie, ils viennent de lui porter un coup mortel. Nous les avons vus triompher dans le mensonge, aspirer à la plus brutale des tyrannies, souffler dans les rues la guerre civile et la haine du genre humain.

A vous, citoyens, à vous, travailleurs, de hausser vos esprits et vos cœurs, et de vous rendre capables, par l'étude et la réflexion, de préparer l'avènement de la justice sociale et de la paix universelle.

Dans le même cahier nous avons publié, d'après le Figaro *du mercredi 3 janvier 1900, de l'*Histoire contemporaine, *le conte intitulé* Clopinel; *d'après* le Figaro *du mercredi 10 janvier, de la même* histoire, *l'article intitulé* Après Clopinel; *et d'après* le Figaro *du mercredi 17 janvier, de la même* histoire, *la conclusion de l'article intitulé* Spectacle consolant; *cette conclusion est des Universités populaires. Ces différents articles et celui que nous avons reproduit portaient dans le cahier ce titre général:* Pour et contre le Socialisme. *Nous ne les reproduisons pas aujourd'hui. Les deux premiers de ces articles ont passé dans* Monsieur Bergeret à Paris, *quatrième volume de l'*Histoire contemporaine, *un volume à trois francs cinquante.*

Dans le septième cahier de la deuxième série, aujourd'hui épuisé, nous avons publié, d'après la Petite République *datée du mardi 31 juillet 1900, le discours prononcé l'avant-veille à la salle Wagram par Anatole France pour la Célébration de Diderot.*

*Nous publions ci-après, sur la copie de l'auteur, et avec son assentiment très bienveillant, plusieurs fragments de l'*Histoire contemporaine. *Les fragments que l'on va lire n'ont jamais été réunis en volume.*

LA LOI EST MORTE,

MAIS LE JUGE EST VIVANT.

LA LOI EST MORTE,

MAIS LE JUGE EST VIVANT.

— C'était au printemps de 1895, j'avais vingt ans. Nouveau venu à Paris, je traversais des temps difficiles. Cette nuit-là je m'étais étendu dans un taillis du bois de Vincennes, sans avoir mangé depuis trente-six heures. Je ne souffrais pas ; j'étais dans un état de douceur et d'allégeance, traversé par moments d'une impression d'inquiétude...

M. Goubin essuya les verres de son lorgnon. Il avait les yeux tendres et le regard dur. Il examina minutieusement Jean Marteau et lui dit avec plus de surprise que de sympathie :

— Vous dites que vous n'aviez pas mangé depuis trente-six heures ?

— C'est vrai, répondit Jean Marteau ; je n'avais pas mangé depuis trente-six heures. Mais j'avais tort. Il n'est pas convenable de manquer de pain. C'est une incorrection. La faim devrait être un délit comme le vagabondage. Mais en fait les deux délits se confondent et l'article 269 punit de trois à six mois de prison les gens qui n'ont pas de moyens

de subsistance. Le vagabondage, dit le Code, est l'état des vagabonds, des gens sans aveu, qui n'ont ni domicile certain ni moyens de subsistance et qui n'exercent habituellement aucun métier, aucune profession. Ce sont de grands coupables.

— Il est remarquable, dit M. Bergeret, que l'état de ces vagabonds, passibles de six mois de prison et de dix ans de surveillance, est précisément celui où le bon saint François mit ses compagnons, à Sainte-Marie-des-Anges, et les filles de sainte Claire. Saint François d'Assise et saint Antoine de Padoue, s'ils venaient prêcher aujourd'hui à Paris, risqueraient fort d'aller dans le panier à salade au dépôt de la Préfecture. Ce que j'en dis n'est pas pour dénoncer à la police les moines mendiants qui pullulent maintenant et trublionnent chez nous. Ceux-là ont des moyens d'existence et ils exercent tous les métiers.

— Ils sont respectables puisqu'ils sont riches, dit Jean Marteau, et la mendicité n'est interdite qu'aux pauvres. Si j'avais été trouvé sous mon arbre, j'aurais été mis en prison, et c'eût été justice. Ne possédant rien, j'étais un ennemi présumé de la propriété, et il est juste de défendre la propriété contre ses ennemis. La tâche auguste du juge est d'assurer à chacun ce qui lui revient, au riche sa richesse et au pauvre sa pauvreté.

— J'ai médité la philosophie du droit, dit M. Bergeret, et j'ai reconnu que toute la justice sociale reposait sur ces deux axiomes : Le vol est condamnable. Le produit du vol est sacré. Ce sont là les principes qui assurent la sécurité des individus et maintiennent l'ordre dans l'État. Si l'un de ces principes tutélaires était méconnu, la société tout entière s'écroulerait. Ils furent établis au commencement des âges. Un chef vêtu de peaux d'ours, armé d'une hache de silex et d'une épée en bronze, rentra avec ses compagnons dans l'enceinte de pierres où les enfants de la tribu étaient renfermés avec les troupeaux des femmes et des rennes. Ils ramenaient les jeunes filles et les jeunes garçons de la tribu voisine et rapportaient des pierres tombées du ciel, qui étaient précieuses parce qu'on en faisait des épées qui ne pliaient pas. Le chef monta sur un tertre, au milieu de l'enceinte, et dit : « Ces esclaves et ce fer, que j'ai pris à des hommes faibles et méprisables, sont à moi. Quiconque étendra la main dessus sera frappé de ma hache. » Telle est l'origine des lois. Leur esprit est antique est barbare. Et c'est parce que la justice est la consécration de toutes les injustices, qu'elle rassure tout le monde.

» Un juge peut être bon, car les hommes ne sont pas tous méchants ; la loi ne peut pas être bonne,

parce qu'elle est antérieure à toute idée de bonté. Les changements qu'on y a apportés dans la suite des âges n'ont pas altéré son caractère originel. Les juristes l'ont rendue subtile et l'ont laissée barbare. C'est à sa férocité même qu'elle doit d'être respectée et de paraître auguste. Les hommes sont enclins à adorer les dieux méchants, et ce qui n'est point cruel ne leur semble point vénérable. Les justiciables croient à la justice des lois. Ils n'ont point une autre morale que les juges, et ils pensent comme eux qu'une action punie est une action punissable. J'ai été souvent touché de voir, en police correctionnelle ou en Cour d'assises, que le coupable et le juge s'accordent parfaitement sur les idées de bien et de mal. Ils ont les mêmes préjugés, et une morale commune. »

— Il n'en saurait être autrement, dit Jean Marteau. Un malheureux qui a volé à un étalage une saucisse ou une paire de souliers n'a pas pour cela pénétré d'un regard profond et d'un esprit intrépide les origines du droit et les fondements de la justice. Et ceux qui, comme nous, n'ont pas craint de voir la consécration de la violence et de l'iniquité à l'origine des Codes, ceux-là sont incapables de voler un centime.

— Mais enfin, dit M. Goubin, il y a des lois justes.

— Croyez-vous ? demanda Jean Marteau.

— M. Goubin a raison, dit M. Bergeret. Il y a des lois justes. Mais la loi, étant instituée pour la défense de la société, ne saurait être, dans son esprit, plus équitable que cette société. Tant que la société sera fondée sur l'injustice, les lois auront pour fonction de défendre et de soutenir l'injustice. Et elles paraîtront d'autant plus respectables qu'elles seront plus injustes. Remarquez aussi qu'anciennes, pour la plupart, elles représentent non pas tout à fait l'iniquité présente, mais une iniquité passée, plus rude et plus grossière. Ce sont des monuments des âges mauvais, qui subsistent dans des jours plus doux.

— Mais on les corrige, dit M. Goubin.

— On les corrige, répondit M. Bergeret. La Chambre et le Sénat y travaillent quand ils n'ont pas autre chose à faire. Mais le fond subsiste : il est âpre. A vrai dire, je ne craindrais pas beaucoup les mauvaises lois si elles étaient appliquées par de bons juges. La loi est inflexible, dit-on. Je ne le crois pas. Il n'y a point de texte qui ne se laisse solliciter. La loi est morte. Le magistrat est vivant ; c'est un grand avantage qu'il a sur elle. Malheureusement il n'en use guère. D'ordinaire, il se fait plus mort, plus froid, plus insensible que le texte qu'il applique. Il n'est point humain ; il n'a point

de pitié. L'esprit de caste étouffe en lui toute sympathie humaine.

» Je ne parle ici que des magistrats honnêtes. »

— C'est le plus grand nombre, dit M. Goubin.

— C'est le plus grand nombre, répondit M. Bergeret, si nous considérons la probité vulgaire et la morale commune. Mais est-ce assez que d'être à peu près un honnête homme pour exercer sans erreurs et sans abus le pouvoir monstrueux de punir ? Le bon juge devrait unir l'esprit philosophique à la simple bonté. C'est beaucoup demander à un homme qui fait sa carrière et veut avancer. Sans compter que s'il fait paraître une morale supérieure à celle de son temps, il sera odieux à ses confrères et soulèvera l'indignation générale. Car nous appelons immoralité toute morale qui n'est point la nôtre. Tous ceux qui ont apporté un peu de bonté nouvelle au monde essuyèrent le mépris des honnêtes gens. C'est bien ce qui est arrivé au président Magnaud.

» J'ai là ses jugements réunis en un petit volume et commentés par Henry Leyret. Ces jugements, quand ils furent prononcés, indignèrent les magistrats austères et les législateurs vertueux. Ils témoignent de l'esprit le plus élevé et de l'âme la plus tendre. Ils sont pleins de pitié, ils sont humains, ils sont vertueux. On estima dans la magistrature

que le président Magnaud n'avait pas l'esprit juridique, et les amis de M. Méline l'accusèrent de ne point assez respecter la propriété. Et il est vrai que les « attendus » dont s'appuient les jugements de M. le président Magnaud sont singuliers ; car on y rencontre à chaque ligne les pensées d'un esprit libre et les sentiments d'un cœur généreux. »

M. Bergeret, prenant sur la table un petit volume rouge, le feuilleta et lut :

« *La probité et la délicatesse sont deux vertus infiniment plus faciles à pratiquer quand on ne manque de rien, que lorsqu'on est dénué de tout.* »

***

« *Ce qui ne peut être évité ne saurait être puni.* »

***

« *Pour équitablement apprécier le délit de l'indigent, le juge doit, pour un instant, oublier le bien-être dont il jouit, afin de s'identifier autant que possible avec la situation lamentable de l'être abandonné de tous.* »

***

« *Le souci du juge, dans son interprétation de la loi, ne doit pas être seulement limité au cas spé-*

cial qui lui est soumis, mais s'étendre encore aux conséquences bonnes ou mauvaises que peut produire sa sentence dans un intérêt plus général. »

***

« *C'est l'ouvrier seul qui produit, et qui expose sa santé ou sa vie au profit exclusif du patron, lequel ne peut compromettre que son capital.* »

» Et j'ai cité presque au hasard, ajouta M. Bergeret en fermant le livre. Voilà des paroles nouvelles et qui rendent le son d'une grande âme ! »

VOL DOMESTIQUE

VOL DOMESTIQUE

Il y a environ dix ans, peut-être plus, peut-être moins, je visitai une prison de femmes. C'était un ancien château construit sous Henri IV et dont les hauts toits d'ardoise dominaient une sombre petite ville du Midi, au bord d'un fleuve. Le directeur de cette prison paraissait toucher à l'âge de la retraite; il portait une perruque noire et une barbe blanche. C'était un directeur extraordinaire. Il pensait par lui-même et avait des sentiments humains. Il ne se faisait pas d'illusions sur la moralité de ses trois cents pensionnaires, mais il n'estimait pas qu'elle fût bien au-dessous de la moralité de trois cents femmes prises au hasard dans une ville.

— Il y a de tout ici comme ailleurs, semblait-il me dire de son regard doux et las.

Quand nous traversâmes la cour, une longue file de détenues achevait la promenade silencieuse et regagnait les ateliers. Il y avait beaucoup de vieilles, l'air brut et sournois. Mon ami le docteur

Cabane, qui nous accompagnait, me fit remarquer que presque toutes ces femmes avaient des tares caractéristiques, que le strabisme était fréquent parmi elles, que c'étaient des dégénérées, et qu'il s'en trouvait bien peu qui ne fussent marquées des stigmates du crime, ou tout au moins du délit.

Le directeur secoua lentement la tête. Je vis bien qu'il n'était guère accessible aux théories des médecins criminalistes et qu'il demeurait persuadé que dans notre société les coupables ne sont pas toujours très différents des innocents.

Il nous mena dans les ateliers. Nous vîmes les boulangères, les blanchisseuses, les lingères à l'ouvrage. Le travail et la propreté mettaient là presque un peu de joie. Le directeur traitait toutes ces femmes avec bonté. Les plus stupides et les plus méchantes ne lui faisaient pas perdre sa patience ni sa bienveillance. Il estimait qu'on doit passer bien des choses aux personnes avec lesquelles on vit, qu'il ne faut pas trop demander même à des délinquantes et à des criminelles; et, contrairement à l'usage, il n'exigeait pas des voleuses et des entremetteuses qu'elles fussent parfaites parce qu'elles étaient punies. Il ne croyait guère à l'efficacité des châtiments pour rendre les êtres meilleurs, et il désespérait de faire de la prison une

école de vertu. Ne pensant pas qu'on rend les gens meilleurs en les faisant souffrir, il épargnait le plus qu'il pouvait les souffrances à ces malheureuses. Je ne sais s'il avait des sentiments religieux, mais il n'attachait aucune signification morale à l'idée d'expiation.

— J'interprète le règlement, me dit-il, avant de l'appliquer. Et je l'explique moi-même aux détenues. Le règlement prescrit, par exemple, le silence absolu. Or, si elles gardaient absolument le silence, elles deviendraient toutes idiotes ou folles. Je pense, je dois penser, que ce n'est pas cela que veut le règlement. Je leur dis : le règlement vous ordonne de garder le silence. Qu'est-ce que cela signifie ? Cela signifie que les surveillantes ne doivent pas vous entendre. Si l'on vous entend, vous serez punies ; si l'on ne vous entend pas, on n'a pas de reproche à vous faire. Je n'ai pas à vous demander compte de vos pensées. Si vos paroles ne font pas plus de bruit que vos pensées, je n'ai pas à vous demander compte de vos paroles. Ainsi averties, elles s'étudient à parler sans pour ainsi dire proférer de sons. Elles ne deviennent pas folles et la règle est suivie.

Je lui demandai si ses supérieurs hiérarchiques approuvaient cette interprétation du règlement.

Il me répondit que les inspecteurs lui faisaient

souvent des reproches ; qu'alors il les conduisait jusqu'à la porte extérieure et leur disait : « Vous voyez cette grille ; elle est en bois. Si l'on enfermait ici des hommes, au bout de huit jours il n'en resterait pas un. Les femmes n'ont pas l'idée de s'évader. Mais il est prudent de ne pas les rendre enragées. Le régime de la prison n'est pas déjà très favorable à leur santé physique et morale. Je ne me charge plus de les garder si vous leur imposez la torture du silence. »

L'infirmerie et les dortoirs, que nous visitâmes ensuite, étaient installés dans de grandes salles blanchies à la chaux, et qui ne gardaient plus de leur antique splendeur que des cheminées monumentales de pierre grise et de marbre noir surmontées de pompeuses Vertus en ronde bosse. Une Justice, sculptée vers 1600 par quelque artiste flamand italianisé, la gorge libre et la cuisse hors de sa tunique fendue, tenait d'un bras gras ses balances affolées dont les plateaux se choquaient comme des cymbales. Cette déesse tournait la pointe de son glaive contre une petite malade couchée dans un lit de fer, sur un matelas aussi mince qu'une serviette pliée. On eût dit un enfant.

— Eh bien ! cela va mieux ? demanda le docteur Cabane.

— Oh ! oui, monsieur, beaucoup mieux.

Et elle sourit.

— Allons, soyez bien sage, et vous guérirez.

Elle regarda le médecin avec de grands yeux pleins de joie et d'espérance.

— C'est qu'elle a été bien malade, cette petite, dit le docteur Cabane.

Et nous passâmes.

— Pour quel délit a-t-elle été condamnée ?

— Ce n'est pas pour un délit, c'est pour un crime.

— Ah !

— Infanticide.

Au bout d'un long corridor, nous entrâmes dans une petite pièce assez gaie, toute garnie d'armoires, et dont les fenêtres, qui n'étaient pas grillées, donnaient sur la campagne. Là, une jeune femme, fort jolie, écrivait devant un bureau. Debout près d'elle, une autre, très bien faite, cherchait une clef dans un trousseau pendu à sa ceinture. J'aurais cru volontiers que ce fussent les filles du directeur. Il m'avertit que c'étaient deux détenues.

— Vous n'avez pas vu qu'elles ont le costume de la maison ?

Je ne l'avais pas remarqué, sans doute parce qu'elles ne le portaient pas comme les autres.

— Leurs robes sont mieux faites et leurs bonnets, plus petits, laissent voir leurs cheveux.

— C'est, me répondit le vieux directeur, qu'il est bien difficile d'empêcher une femme de montrer ses cheveux, quand ils sont beaux. Celles-ci sont soumises au régime commun et astreintes au travail.

— Que font-elles ?

— L'une est archiviste et l'autre bibliothécaire.

Il n'y avait pas besoin de le demander : c'étaient deux « passionnelles ». Le directeur ne nous cacha pas qu'aux délinquantes il préférait les criminelles.

— J'en sais, dit-il, qui sont comme étrangères à leur crime. Ce fut un éclair dans leur vie. Elles sont capables de droiture, de courage et de générosité. Je n'en dirais pas autant de mes voleuses. Leurs délits, qui restent médiocres et vulgaires, forment le tissu de leur existence. Elles sont incorrigibles. Et cette bassesse, qui leur fit commettre des actes répréhensibles, se retrouve à tout instant dans leur conduite. La peine qui les atteint est relativement légère et, comme elles ont peu de sensibilité physique et morale, elles la supportent le plus souvent avec facilité.

» Ce n'est pas à dire, ajouta-t-il vivement, que ces malheureuses soient toutes indignes de pitié et ne méritent point qu'on s'intéresse à elles. Plus je vis, plus je m'aperçois qu'il n'y a pas de coupables et qu'il n'y a que des malheureux. »

Il nous fit entrer dans son cabinet et donna à un surveillant l'ordre de lui amener la détenue 503.

— Je vais, nous dit-il, vous donner un spectacle que je n'ai point préparé, je vous prie de le croire, et qui vous inspirera sans doute des réflexions neuves sur les délits et les peines. Ce que vous allez voir et entendre, je l'ai vu et entendu cent fois dans ma vie.

Une détenue, accompagnée d'une surveillante, entra dans le cabinet. C'était une jeune paysanne assez jolie, l'air simple, nice et doux.

— J'ai une bonne nouvelle à vous annoncer, lui dit le directeur. M. le Président de la République, instruit de votre bonne conduite, vous remet le reste de votre peine. Vous sortirez samedi.

Elle écoutait, la bouche entr'ouverte, les mains jointes sur le ventre. Mais les idées n'entraient pas vite dans sa tête.

— Vous sortirez samedi prochain de cette maison. Vous serez libre.

Cette fois elle comprit, ses mains se soulevèrent dans un geste de détresse, ses lèvres tremblèrent :

— C'est-il vrai qu'il faut que je m'en aille ? Alors qu'est-ce que je vas devenir ? Ici j'étais nourrie, vêtue, et tout. Est-ce que vous pourriez pas le dire à ce bon monsieur, qu'il vaut mieux que je reste où je suis ?

Il l'avertit qu'à son départ elle recevrait une certaine somme, dix ou douze francs.

Elle sortit en pleurant.

Je demandai ce qu'elle avait fait, celle-là.

Il feuilleta un registre :

— 503. Elle était servante chez des cultivateurs... Elle a volé un tablier à ses maîtres... Vol domestique... Vous savez, la loi punit sévèrement le vol domestique.

LES JUGES INTÈGRES

LES JUGES INTÈGRES

— J'ai vu, dit Jean Marteau, des juges intègres. Ce fut en peinture. J'avais passé en Belgique pour échapper à un magistrat curieux, qui voulait que j'eusse comploté avec des anarchistes. Je ne connaissais pas mes complices et mes complices ne me connaissaient pas. Ce n'était pas là une difficulté pour ce magistrat. Rien ne l'embarrassait. Rien ne l'instruisait et il instruisait toujours. Sa manie me parut redoutable. Je passai en Belgique et je m'arrêtai à Anvers, où je trouvai une place de garçon épicier. Un dimanche, je vis deux juges intègres dans un tableau de Mabuse, au musée. Ils appartiennent à une espèce perdue. Je veux dire que ce sont des juges ambulants, qui cheminent au petit trot de leur bidet. Des gens d'armes à pied, armés de lances et de pertuisanes, leur font escorte. Ces deux juges, chevelus et barbus, portent, comme les rois des vieilles Bibles flamandes, une coiffure bizarre et magnifique qui tient à la fois du bonnet de nuit et du diadème. Leurs robes de brocart sont toutes fleuries. Le vieux maître a su leur donner un air de

gravité, de calme et de douceur. Leurs chevaux sont doux et calmes comme eux. Pourtant ils n'ont, ces juges, ni le même caractère ni la même doctrine. Cela se voit tout de suite. L'un tient à la main un papier et montre du doigt le texte. L'autre, la main gauche sur le pommeau de la selle, lève la droite avec plus de bienveillance que d'autorité. Il semble retenir entre le pouce et l'index une poudre impalpable. Et ce geste de sa main soigneuse indique une pensée prudente et subtile. Ils sont intègres tous deux, mais visiblement le premier s'attache à la lettre, le second à l'esprit. Appuyé à la barre qui les sépare du public, je les écoutai parler. Le premier juge dit :

— Je m'en tiens à ce qui est écrit. La première loi fut écrite sur la pierre, en signe qu'elle durerait autant que le monde.

L'autre juge répondit :

— Toute loi écrite est déjà périmée. Car la main du scribe est lente et l'esprit des hommes est agile et leur destinée mouvante.

Et ces deux bons vieillards poursuivirent leur entretien sentencieux :

Premier juge. — La loi est stable.

SECOND JUGE. — En aucun moment la loi n'est fixée.

PREMIER JUGE. — Procédant de Dieu, elle est immuable.

SECOND JUGE. — Produit naturel de la vie sociale, elle dépend des conditions mouvantes de cette vie.

PREMIER JUGE. — Elle est la volonté de Dieu, qui ne change pas.

SECOND JUGE. — Elle est la volonté des hommes, qui change sans cesse.

PREMIER JUGE. — Elle fut avant l'homme et lui est supérieure.

SECOND JUGE. — Elle est de l'homme, infirme comme lui, et comme lui perfectible.

PREMIER JUGE. — Juge, ouvre ton livre et lis ce qui est écrit. Car c'est Dieu qui l'a dicté à ceux qui croyaient en lui : *Sic locutus est patribus nostris Abraham et semini ejus in sæcula.*

SECOND JUGE. — Ce qui est écrit par les morts sera biffé par les vivants, sans quoi la volonté de ceux qui ne seront plus s'imposerait à ceux qui sont

encore, et ce sont les morts qui seraient les vivants, et ce sont les vivants qui seraient les morts.

Premier juge. — Aux lois dictées par les morts les vivants doivent obéir. Les vivants et les morts sont contemporains devant Dieu. Moïse et Cyrus, César, Justinien et l'empereur d'Allemagne nous gouvernent encore. Car nous sommes leurs contemporains devant l'Éternel.

Second juge. — Les vivants doivent tenir leurs lois des vivants. Zoroastre et Numa Pompilius ne valent pas, pour nous instruire de ce qui nous est permis et de ce qui nous est défendu, le savetier de Sainte-Gudule.

Premier juge. — Les premières lois nous furent révélées par la Sagesse infinie. Une loi est d'autant meilleure qu'elle est plus proche de cette source.

Second juge. — Ne voyez-vous point qu'on en fait chaque jour de nouvelles, et que les Constitutions et les Codes sont différents selon les temps et selon les contrées ?

Premier juge. — Les nouvelles lois sortent des anciennes. Ce sont les jeunes branches du même arbre, et que la même sève nourrit.

SECOND JUGE. — Le vieil arbre des lois distille un suc amer. Sans cesse on y porte la cognée.

PREMIER JUGE. — Le juge n'a pas à rechercher si les lois sont justes, puisqu'elles le sont nécessairement. Il n'a qu'à les appliquer justement.

SECOND JUGE. — Nous avons à rechercher si la loi que nous appliquons est juste ou injuste, parce que, si nous l'avons reconnue injuste, il nous est possible d'apporter quelque tempérament dans l'application que nous sommes obligés d'en faire.

PREMIER JUGE. — La critique des lois n'est pas compatible avec le respect que nous leur devons.

SECOND JUGE. — Si nous n'en voyons pas les rigueurs, comment pourrons-nous les adoucir ?

PREMIER JUGE. — Nous sommes des juges, et non pas des législateurs et des philosophes.

SECOND JUGE. — Nous sommes des hommes.

PREMIER JUGE. — Un homme ne saurait juger les hommes. Un juge, en siégeant, quitte son humanité. Il se divinise, et il ne sent plus ni joie ni douleur.

Second juge. — La justice qui n'est pas rendue avec sympathie est la plus cruelle des injustices.

Premier juge. — La justice est parfaite quand elle est littérale.

Second juge. — Quand elle n'est pas spirituelle, la justice est absurde.

Premier juge. — Le principe des lois est divin et les conséquences qui en découlent, même les moindres, sont divines. Mais si la loi n'était pas toute de Dieu, si elle était toute de l'homme, il faudrait l'appliquer à la lettre. Car la lettre est fixe, et l'esprit flotte.

Second juge. — La loi est tout entière de l'homme et elle naquit imbécile et cruelle dans les faibles commencements de la raison humaine. Mais fût-elle d'essence divine, il en faudrait suivre l'esprit et non la lettre, parce que la lettre est morte et que l'esprit est vivant.

Ayant ainsi parlé, les deux juges intègres mirent pied à terre et se rendirent avec leur escorte au Tribunal où ils étaient attendus pour rendre à chacun son dû. Leurs chevaux, attachés à un pieu, sous un grand orme, conversèrent ensemble. Le cheval du premier juge parla d'abord.

— Quand la terre, dit-il, sera aux chevaux (et elle leur appartiendra sans faute un jour, car le cheval est évidemment la fin dernière et le but final de la création), quand la terre sera aux chevaux et quand nous serons libres d'agir à nos guises, nous vivrons sous des lois comme des hommes, et nous nous donnerons le plaisir d'emprisonner, de pendre et de rouer nos semblables. Nous serons des êtres moraux. Cela se connaîtra aux prisons, aux gibets et aux estrapades qui se dresseront dans nos villes. Il y aura des chevaux législateurs. Qu'en penses-tu, Roussin ?

Roussin, qui était la monture du second juge, répondit qu'il pensait que le cheval était le roi de la création, et qu'il espérait bien que son règne arriverait tôt ou tard.

— Blanchet, quand nous aurons bâti des villes, ajouta-t-il, il faudra, comme tu dis, instituer la police des villes. Je voudrais qu'alors les lois des chevaux fussent chevalines, je veux dire favorables aux chevaux, et pour le bien hippique.

— Comment l'entends-tu, Roussin ? demanda Blanchet.

— Je l'entends comme il faut. Je demande que les lois assurent à chacun sa part de picotin et sa

place à l'écurie ; et qu'il soit permis à chacun d'aimer à son gré, durant la saison. Car il y a temps pour tout. Je veux enfin que les lois chevalines soient en conformité avec la nature.

— J'espère, répondit Blanchet, que nos législateurs penseront plus hautement que toi, Roussin. Ils feront des lois sous l'inspiration du cheval céleste qui a créé tous les chevaux. Il est souverainement bon, puisqu'il est souverainement puissant. La puissance et la bonté sont ses attributs. Il a destiné ses créatures à supporter le frein, à tirer le licol, à sentir l'éperon et à crever sous les coups. Tu parles d'aimer, camarade : il a voulu que beaucoup d'entre nous fussent faits hongres. C'est son ordre. Les lois devront maintenir cet ordre adorable.

— Mais es-tu bien sûr, ami, demanda Roussin, que ces maux viennent du cheval céleste qui nous a créés, et non pas seulement de l'homme, sa créature inférieure ?

— Les hommes sont les ministres et les anges du cheval céleste, répondit Blanchet. Sa volonté est manifeste dans tout ce qui arrive. Elle est bonne. Puisqu'il nous veut du mal, c'est que le mal est un bien. Il faut donc que la loi, pour être bonne, nous fasse du mal. Et dans l'empire des chevaux, nous

serons contraints et torturés de toutes les manières, par édits, arrêts, décrets, sentences et ordonnances, pour complaire au cheval céleste.

» Il faut, Roussin, ajouta Blanchet, il faut que tu aies une tête d'onagre, puisque tu ne comprends pas que le cheval a été mis au monde pour souffrir, que s'il ne souffre pas, il va en sens contraire de ses fins, et que le cheval céleste se détourne des chevaux heureux. »

LA MORALE CANINE

PENSÉES DE RIQUET

Ayant pénétré plusieurs pensées de mon chien Riquet, je les ai mises en langage humain. Il y a intérêt à connaître les idées morales des chiens et à les rapprocher de celles des hommes.

PENSÉES DE RIQUET

I

Les hommes, les animaux, les pierres grandissent en s'approchant et deviennent énormes quand ils sont sur moi. Moi non. Je demeure toujours aussi grand partout où je suis.

II

Quand le maître me tend sous la table sa nourriture, qu'il va mettre dans sa bouche, c'est pour me tenter et me punir si je succombe à la tentation. Car je ne puis croire qu'il se prive pour moi.

III

L'odeur des chiens est délicieuse.

IV

Mon maître me tient chaud quand je suis couché derrière lui dans son fauteuil. Et cela vient de ce qu'il est un dieu. Il y a aussi devant la cheminée une dalle chaude. Cette dalle est divine.

V

Je parle quand je veux. De la bouche du maître il sort aussi des sons qui forment des sens. Mais ces sens sont bien moins distincts que ceux que j'exprime par les sons de ma voix. Dans ma bouche tout a un sens. Dans celle du maître il y a beaucoup de vains bruits. Il est difficile et nécessaire de deviner la pensée du maître.

VI

Manger est bon. Avoir mangé est meilleur. Car l'ennemi qui vous épie pour prendre votre nourriture est prompt et subtil.

VII

Tout passe et se succède. Moi seul je demeure.

VIII

Je suis toujours au milieu de tout, et les hommes, les animaux et les choses sont rangés, hostiles ou favorables, autour de moi.

IX

On voit dans le sommeil des hommes, des chiens, des maisons, des arbres, des formes aimables et des

formes terribles. Et quand on s'éveille, ces formes ont disparu.

X

Méditation. J'aime mon maître Bergeret parce qu'il est puissant et terrible.

XI

Une action pour laquelle on a été frappé est une mauvaise action. Une action pour laquelle on a reçu des caresses ou de la nourriture est une bonne action.

XII

A la tombée de la nuit des puissances malfaisantes rôdent autour de la maison. J'aboie pour que le maître averti les chasse.

XIII

Prière. O mon maître Bergeret, dieu du carnage, je t'adore. Terrible sois loué! Sois loué favorable! Je rampe à tes pieds; je te lèche les mains. Tu es très grand et très beau quand tu dévores, devant la table dressée, des viandes abondantes. Tu es très grand et très beau quand d'un mince éclat de bois faisant jaillir la flamme tu changes la nuit en jour. Garde-moi dans ta maison à l'exclusion de tout autre chien. Et toi Angélique la cuisinière, divinité

très bonne et très grande, je te crains et je te vénère afin que tu me donnes beaucoup à manger.

XIV

Un chien qui n'a pas de piété envers les hommes et qui méprise les fétiches assemblés dans la maison du maître mène une vie errante et misérable.

XV

Un jour, un broc percé, rempli d'eau, qui traversait le salon, mouilla le parquet ciré. Je pense que ce broc malpropre fut fessé.

XVI

Les hommes exercent cette puissance divine d'ouvrir toutes les portes. Je n'en puis ouvrir seul qu'un petit nombre. Les portes sont de grands fétiches qui n'obéissent pas volontiers aux chiens.

XVII

La vie d'un chien est pleine de dangers. Et pour éviter la souffrance, il faut veiller à toute heure, pendant les repas, et même pendant le sommeil.

XVIII

On ne sait jamais si l'on a bien agi envers les

hommes. Il faut les adorer sans chercher à les comprendre. Leur sagesse est mystérieuse.

XIX

Invocation. O Peur, Peur auguste et maternelle, Peur sainte et salutaire, pénètre en moi, emplis-moi dans le danger, afin que j'évite ce qui pourrait me nuire, et de crainte que, me jetant sur un ennemi, j'aie à souffrir de mon imprudence.

XX

Il y a des voitures que des chevaux traînent par les rues. Elles sont terribles. Il y a des voitures qui vont toutes seules en soufflant très fort. Celles-là aussi sont pleines d'inimitié. Les hommes en haillons sont haïssables, et ceux aussi qui portent des paniers sur leur tête ou qui roulent des tonneaux. Je n'aime pas les enfants qui, se cherchant, se fuyant, courent et poussent de grands cris dans les rues. Le monde est plein de choses hostiles et redoutables.

Enfin nos abonnés seront heureux d'avoir en ce format de volume le discours prononcé par M. Anatole France, membre de l'Académie française, Président de la Section du quartier de la Porte-Dauphine (seizième arrondissement), à l'assemblée générale extraordinaire, du 20 avril 1902, de la

Ligue française pour la défense
des Droits de l'Homme et du Citoyen.

Comme le porte le procès-verbal de la même assemblée, le discours que l'on va relire a été affiché par les soins de la Ligue.

Citoyens,

Il y a un petit conte de nourrice qu'on retrouve chez tous les peuples. C'est celui du lutteur merveilleux. Dans une version lorraine, je crois, de ce conte, le lutteur, lorsqu'il est vaincu sous sa forme naturelle, se métamorphose en dragon ; puis, terrassé sous cette nouvelle forme, il se change en canard. *(Rires)* Je me suis rappelé le lutteur merveilleux en lisant les programmes affichés sur les murs par les nationalistes. *(Rires et applaudissements)* Nous les avions vus, dans les rues et les boulevards, ces nationalistes, vomir des flammes par les yeux, la gueule et les narines. Dragons épouvantables, ils déployaient leurs ailes et leurs griffes horribles. Pourtant ils furent vaincus, et voici qu'ils renaissent, pour une autre lutte, avec des plumes lisses, un air de familiarité, une voix domestique et paisible. *(Rires prolongés)* Quelle merveilleuse transformation !

Sous leur première figure, il vous en souvient, citoyens, c'étaient des Hippogriffes et des Tarasques ; c'étaient des géants, des ogres affamés

de chair humaine. Ils ne parlaient que de « décerveler » les citoyens paisibles. Ils allaient par les rues assommant les républicains, sous le regard amical et le sourire attendri de M. Méline. *(Applaudissements)* M. Méline souriait avec une grâce inimitable au nationalisme naissant. Il vous en souvient, citoyens? Et, sous ce fécond sourire, le nationalisme grandit, haussa sa tête empanachée par-dessus les toits, comme M. et madame Gayant dans la vieille ville de Douai. Les badauds, les marmitons, les petits garçons des jésuites lui faisaient cortège en poussant des cris aigus. *(Vifs applaudissements)*

Aux obsèques du président Faure, ce fut un beau vacarme. Un cheval se mit de la bande, un cheval militaire. *(Rires)* Il y a, paraît-il, des chevaux nationalistes. En ces jours étranges, le nationalisme, plein de jeunesse, soulevait des troubles, causait des bagarres, organisait des émeutes, méditait des révolutions. Il s'apprêtait à tuer la République et comptait bien la porter en terre avec le défunt président. Mais il rata le coup du catafalque. Il ouvrait alors des mâchoires larges comme l'Arc de Triomphe. Il avait un appétit de Gargantua et voulait avaler le Parlement tout entier. On craignait que du nouveau président il ne fît qu'une bouchée. « Ce pauvre M. Loubet,

disait-on, n'a plus que la ressource de se loger dans la dent creuse de l'ogre. » *(Rires)*

Comment, en si peu de temps, les nationalistes ont-ils pu changer si complètement de mœurs et de langage? Ils ne sont plus reconnaissables ; ils ne veulent plus tuer personne ; ils ne parlent plus de décerveler les citoyens. On ne leur voit plus de matraques. Ils respectent les institutions parlementaires, ils respectent le Sénat, ils respectent les chapeaux. *(Rires)* Lisez leurs affiches. Vous serez bien surpris : il n'y est question ni de guerres, ni de massacres, ni de décervellement aucun. On ne parle là-dedans que de liberté, de tolérance, d'économies et de réduction du service militaire. On se contente de souhaiter un changement de ministère. Et ce n'est pas là, sans doute, une profonde pensée. *(Rires et applaudissements)* On ne dit pas du tout dans ces placards qu'on renversera la République, on y dit même qu'on la réformera. Du plébiscite, pas de nouvelles. Bien mieux ! Tous les nationalistes sont devenus républicains. Il en est de radicaux pour les électeurs radicaux, de socialistes pour les électeurs socialistes, de libertaires pour les électeurs libertaires. *(Applaudissements répétés)* En cherchant bien, on découvrirait des candidats qui se disent impérialistes nationalistes républicains et des candidats qui se

disent monarchistes nationalistes républicains. *(Applaudissements et rires)*

En entendant leur nouveau langage, en voyant leurs mines hypocrites, on est tenté de leur dire comme Sganarelle à son maître : « Messieurs, je vous aimais mieux comme vous étiez avant. » *(Rires et applaudissements)* Et de fait, ils étaient moins déplaisants quand ils brandissaient leur vieille rapière rouillée, qu'ils ne sont aujourd'hui en soufflant dans la flûte de Guillot. *(Rires et applaudissements prolongés)* Mais qu'ils se montrent rodomonts ou papelards, qu'ils crient : « Vive le roi ! » ou « Vive la République ! », ce sont les mêmes gens et leur cœur n'est pas changé. *(Applaudissements)*

Citoyens, c'est la procession de la Ligue qui passe. Vous avez vu, il y a trois ans, défiler les premières bannières. Moines portant une cuirasse sur le froc retroussé, sorbonagres jetant à la foule ahurie des libelles démagogiques, capitans, fier-à-bras, avaleurs de charrettes ferrées et dépendeurs d'andouilles. *(Applaudissements et rires)* Maintenant, ce sont les candidats qui défilent, doux, mielleux, onctueux et menus, menus, menus pour se couler par la fente des boîtes électorales. *(Applaudissements et rires prolongés)*

C'est la procession de la Ligue qui passe. C'est l'armée des moines. Ces gens-là sont tous au ser-

vice des moines. Quand ils vous disent qu'ils sont républicains, c'est la République des moines qu'ils entendent vous donner; quand ils réclament la liberté, c'est la liberté pour les moines d'échapper à la loi; ce qu'ils appellent la liberté de l'enseignement, c'est la liberté pour les moines d'instruire les enfants dans la haine et le mépris de la société laïque, et s'ils vantent la tolérance, c'est qu'ils prétendent obliger la République à tolérer les attentats des moines. *(Applaudissements enthousiastes et répétés)*

Ils sont les candidats des moines de toute robe, noirs, blancs, mi-blancs, mi-noirs, noisette, figue et raisins secs. Leur liberté a un nom. C'est la liberté Falloux. Ils sont les candidats de ces moines qui ont dévoré l'Italie, dévoré l'Espagne, et que la République française, plus longanime que la vieille Monarchie, laissait pulluler sur elle. Ils sont les candidats des jésuites qui, avec une patiente adresse, en trente années, ont formé, dressé, instruit, armé une France Romaine, dans la France, contre la France. Ils sont les candidats de ces Assomptionnistes, de ces frocards féroces des *Croix* qu'on vit, il y a trois ans, allumer la guerre civile dans la nation qui les avait accueillis. *(Applaudissements)*

Ils sont les candidats des moines qui, pour payer

les frais des pieuses candidatures, mendient à leur manière antique, amplement, universellement, catholiquement. Ils sont les candidats de la Patrie Romaine. *(Applaudissements répétés et rires)* Ils sont les candidats de ce cléricalisme violent et sournois qui, lorsqu'il s'est emparé d'un peuple, le gouverne dans l'esprit du passé avec tous les instruments du passé, toutes les forces de réaction, forces de violence, forces de mensonge, forces d'ignorance et d'abêtissement.

Citoyens, prenons garde ! Quand le cléricalisme a mis la main sur un peuple, il le tient ferme. Voyez la Belgique. Il l'a surprise un jour ; il l'a gardée vingt ans. Et qui sait, hélas ! ce qu'il faudra de sanglants efforts pour lui faire lâcher prise. *(Vifs applaudissements)*

Citoyens, vous voterez, contre les nationalistes, pour les candidats vraiment et intérieurement républicains ; non pour ces tristes et pâles candidats, qui flottent mollement entre le nationalisme et la République. Vous n'irez pas noyer vos suffrages dans les nimbes d'un libéralisme qui respecte toutes les oppressions et toutes les iniquités. Vous les donnerez au candidat qui, radical, radical socialiste ou socialiste, réclame la liberté véritable, celle qui ne reconnaît pas de liberté contre elle. Vous les porterez hardiment jusqu'à ceux qui s'efforcent d'insti-

tuer la justice sociale dans sa plénitude et de préparer la paix universelle par l'union des travailleurs. On vous dira que ceux-là sont des utopistes. Mais les économistes dont ils s'autorisent se sont moins trompés que ceux des anciennes écoles, et surtout ils ont mieux corrigé leurs erreurs... Et s'ils étaient des utopistes, en vaudraient-ils moins? Sans les utopistes d'autrefois, les hommes vivraient encore misérables et nus dans les cavernes. *(Applaudissements)* Ce sont des utopistes qui ont tracé les lignes de la première cité. Il faut plaindre le parti politique qui n'a pas ses utopistes. Des rêves généreux. sortent les réalités bienfaisantes. L'utopie est le principe de tout progrès et l'esquisse d'un avenir meilleur. *(Applaudissements répétés)*

Vous voterez pour les candidats de la raison et de la science, de la paix et de la justice, des nobles espoirs et des hautes pensées. *(Applaudissements unanimes. Une longue ovation est faite à l'orateur)*

L'Assemblée générale extraordinaire de la Ligue des Droits de l'Homme, après avoir, par acclamation, décidé de faire afficher le discours de

M. Anatole France, a adopté la résolution suivante :

« La Ligue des Droits de l'Homme, réunie en Assemblée générale extraordinaire le 20 avril 1902,

« Après avoir entendu les discours de MM. Trarieux, sénateur, Anatole France, membre de l'Académie Française, Louis Havet, membre de l'Institut, Lefort, président de la section de Rouen, et Jean Lépine, secrétaire adjoint de la section de Lyon ;

« Acclame les principes de justice et de droit proclamés par la Révolution ;

« Réprouve les entreprises contre-révolutionnaires des partis coalisés sous l'inspiration et la direction de l'esprit jésuitique ;

« Proteste contre le danger que feraient courir à la République des projets de concentration politique avec d'anciens ministres qui se firent les complaisants complices des forfaitures et des crimes dont la Justice eut encore plus à souffrir que le malheureux justiciable qui en fut la victime.

« Appelle de ses vœux le triomphe de la défense républicaine qui symbolise à cette heure les idées de progrès moral et d'émancipation intellectuelle. »

Fini d'imprimer trois mille exemplaires pour la première édition le jeudi premier mai 1902

à l'Imprimerie de Suresnes

(E. Payen, administrateur)

9, rue du Pont

Nos Cahiers sont édités par des souscriptions mensuelles régulières et par des souscriptions extraordinaires; la souscription ne confère aucune autorité sur la rédaction ni sur l'administration : ces fonctions demeurent libres.

Nous servons :

des abonnements de souscription à cent francs;
des abonnements ordinaires à vingt francs;
et des abonnements de propagande à huit francs.

Il va sans dire qu'il n'y a pas une seule différence de service entre ces différents abonnements. Nous voulons seulement que nos cahiers soient accessibles à tout le monde également.

Le prix de nos abonnements ordinaires est à peu près égal au prix de revient; le prix de nos abonnements de propagande est donc très sensiblement inférieur au prix de revient.

Nous ne consentons des abonnements de propagande que pour la France et pour la Belgique.

Nos cahiers étant très pauvres, nous ne servons plus d'abonnements gratuits.

Nous acceptons que nos abonnés paient leur abonnement par mensualités de un ou deux francs.

Pour savoir ce que sont les Cahiers de la Quinzaine, *il suffit d'envoyer un mandat de trois francs cinquante à M. André Bourgeois, administrateur des cahiers, 8, rue de la Sorbonne, Paris. On recevra en spécimens six cahiers de la deuxième et de la troisième série.*

M. André Bourgeois, administrateur des cahiers, reçoit pour l'administration et pour la librairie tous les jours de la semaine, le dimanche excepté, — de huit heures à onze heures et de une heure à sept heures.

M. Charles Péguy, gérant des cahiers, reçoit pour la rédaction le jeudi soir de deux heures à cinq heures.

Adresser à M. André Bourgeois, administrateur des cahiers, 8, rue de la Sorbonne, Paris, toute la correspondance d'administration et de librairie.

Adresser à M. Charles Péguy, gérant des cahiers, 8, rue de la Sorbonne, Paris, la correspondance de rédaction et d'institution. Toute correspondance d'administration adressée à M. Péguy peut entraîner pour la réponse un retard considérable.

Nous avons donné le bon à tirer après corrections pour trois mille exemplaires de ce quinzième cahier le mardi 29 avril 1902.

Le Gérant : CHARLES PÉGUY

Ce cahier a été composé et tiré au tarif des ouvriers syndiqués

IMPRIMERIE DE SURESNES (E. PAYEN, administrateur), 9, rue du Pont. — 5877

Nous publierons dans chaque série un cahier
d'Anatole France

Du même auteur, nous publierons aussitôt que nous le pourrons :

L'AFFAIRE
CRAINQUEBILLE

en un cahier.

SEIZIÈME CAHIER DE LA TROISIÈME SÉRIE

Cahiers de la Quinzaine

PARAISSANT VINGT FOIS PAR AN

PARIS

8, rue de la Sorbonne, au rez-de-chaussée

Il va de soi que la note publiée dans le quatorzième cahier de la troisième série, page deux de la couverture, n'engageait en aucun sens Romain Rolland. Cette note était l'expression de mon sentiment personnel. Comme lecteur, comme spectateur, comme éditeur, comme gérant, je devais dire, au moins en bref, ce que je pensais de la suspension. Je dois déclarer qu'un assez grand nombre d'abonnés étaient venus nous dire ou nous avaient écrit qu'ils avaient l'intention d'aller ou de retourner au théâtre et nous avaient demandé pourquoi les représentations étaient suspendues. Au demeurant je me tais. Si je disais tout ce que je pense, je dirais de Rolland et de ses drames plus de bien, et de certains de ses critiques plus de mal qu'il ne lui serait agréable.

Et il va de soi que le quatorzième cahier de la troisième série devait parvenir à nos abonnés au plus tard le dimanche matin, pour le premier tour des élections législatives. Depuis deux semaines les auteurs, le gérant, l'administrateur, les imprimeurs faisaient diligence pour que ce cahier tombât juste. Le brocheur fut exact. Aucun exemplaire ne fut mis à la poste plus tard que le samedi. Beaucoup de nos abonnés pourtant ne reçurent leur cahier que le dimanche tard ou le lundi matin. Nous devons supposer que les facteurs, surchargés de circulaires et de programmes électoraux, pensèrent que ce cahier n'était pas du courrier pour les élections, et le remirent au lendemain.

Dans *la Petite République* datée du dimanche 4 mai, Téry, par manière d'apologue, nomme *libelle diffamatoire* mon cahier des *personnalités*, sur ce que lui-même je l'aurais nommé *arriviste cruel*. Cette violence de langage ne me fera pas sortir de la mesure où je veux rester. J'ai seulement écrit : *Quand nous barrons la route à un jeune ambitieux sans scrupules, nous courons une chance de sauver à vingt millions de nos indigènes un Gouverneur général sans scrupules.* — Sur les relations troubles de Téry et de M. Jules Lemaître, on consultera utilement plusieurs numéros récents de *la Petite République*.

LES ÉLECTIONS

Nous publierons en un cahier avant la fin de la troisième série ou tout au commencement de la quatrième le recensement officiel des élections législatives. Nous y joindrons un recensement officieux des qualifications électorales. Nos anciens abonnés savent et nous prions nos nouveaux abonnés de vouloir bien noter que nos cahiers sont avant tout des cahiers d'enregistrement. Il sera utile pendant les quatre ou les six ans qui viennent de consulter, en un format commode, les nombres et les noms, vérifiés, que nous avons lus depuis deux mois dans les journaux. M. Charles Guieysse a bien voulu établir ce cahier.

Quelques-uns de nos abonnés se sont émus, amicalement, de ce que nous avons publié dans le quatorzième cahier de la troisième série, au commencement du cahier. Si l'on veut bien relire mon texte, on reconnaîtra que cette inquiétude n'est pas fondée. On m'oppose quelques élections dont la campagne était honorable. Aussi ai-je mis : *sauf de rares et d'honorables exceptions*. Je sais par exemple que la campagne électorale de Jaurès à Carmaux fut honorable. On m'oppose que, le suffrage universel étant comme il est, on doit tout de même s'en servir, puisque nous n'avons rien de mieux. Aussi ai-je mis : *Quoi que l'on pense et quoi que l'on*

13271

puisse penser du devoir électoral, et *Toutes spéculations théoriques sur le suffrage universel étant réservées.* Dans la quatrième série nous traiterons et nous causerons du devoir électoral, et de la théorie électorale, et nous reviendrons sur le fait électoral; dans le quatorzième cahier de la troisième série je ne pouvais que ramasser une impression de fait profonde. Que cette impression fût ou non justifiée, nous l'examinerons aussitôt que nous en aurons le loisir; nous l'examinerons quelque peu dès aujourd'hui sur les quelques documents que nous pourrons reproduire parmi tant de documents.

Les élections ont prouvé que la poussée nationaliste est beaucoup plus compacte, beaucoup plus dense, beaucoup plus serrée, beaucoup plus carrée qu'on ne s'y attendait. Les querelles individuelles des principaux antisémites et des principaux nationalistes ne peuvent nous masquer le danger antisémite et nationaliste. Au contraire si les partis nationalistes, aussi mal conduits par des chefs rivaux, ont obtenu pourtant les résultats que nous connaissons, qui ne voit qu'il faut que ces partis aient à leur service des passions compactes dans des masses compactes. On ne fabrique pas par stratagème, artifice, des mouvements aussi étendus, aussi profonds, aussi durables.

On me dit : « Les élections sont bonnes, parce qu'on pouvait redouter bien pire que ce qui est arrivé. » Je réponds que rien ne prouve autant la gravité du mal que cette consolation.

D'abord c'est un symptôme grave pour la santé de la République et pour la santé du pays que la répétition

décennale des mêmes crises. Quand même les crises n'iraient pas s'aggravant, quand même elles resteraient égales, ce serait un symptôme évidemment grave que leur simple répétition. Pour qu'il y eût amélioration de l'état général, de la santé, il ne suffirait pas que les crises périodiques ne fussent pas en augmentation ; il faudrait qu'elles fussent en diminution. Quand même elles resteraient égales, par cela seul qu'elles recommencent, il y aurait déperdition de la santé, aggravation de l'état général. Un qui a la fièvre quarte, premièrement on ne dit pas qu'il a une bonne santé sous prétexte qu'il va bien trois jours sur quatre, secondement on sait qu'il va plus mal dès que les crises recommencent régulièrement aussi fortes. Les forces d'un homme et d'un pays sont des forces limitées.

Nous devons nous demander, mutations faites, si les crises nationalistes et réactionnaires ne se comporteront pas envers la République ainsi que les États Généraux se sont comportés envers l'ancien régime. Au lycée nous avons tous entendu ou fait la leçon sur les États Généraux. C'était la dernière invention du genre. On prend successivement les États Généraux successifs : 1302, Philippe le Bel, Tours 1308, 1313, 1317, Paris 1355, 1356, 1357, 1359, Jean II dit le Bon, Charles V, Charles VII, 1420, Chinon 1428, Orléans 1439, Tours 1468, Tours 1484, Louis XI, Tours 1506, Orléans 1560, Poissy, Pontoise 1561, Blois Henri III 1576, Blois Henri III 1588, la Ligue Paris 1593, Paris Louis XIII 1614, Robert Miron, Jean Savaron, Henri de Mesme, Louis XVI Versailles 5 mai 1789 ; on étudie sur pièces, naturellement, et l'on s'aperçoit que tous ces États Généraux avaient la même institution, les mêmes événements,

les mêmes accidents, les mêmes caractères, les mêmes résultats. Quand la leçon était mal faite, on apercevait clairement l'incontestable filiation de ces manifestations et de ces actions successives. Mais quand la leçon était bien faite, les différents États Généraux se ressemblaient tant qu'on ne voyait plus du tout pourquoi ça n'avait pas continué dans les siècles des siècles. Et pourtant il faut croire que des éléments nouveaux intervenaient peu à peu dans ces répétitions homologues ; il faut croire que tout ne revient pas toujours au même, et qu'il y avait le 5 mai 1789 quelque chose qu'il n'y avait pas en 1302, puisque depuis le 5 mai 1789 on n'a jamais vu aucun roi de France ouvrir solennellement les États Généraux des trois ordres.

Pareillement on nous fait une leçon bien faite sur les crises nationalistes et réactionnaires qui assaillent périodiquement la troisième République. Mais ce qui m'inquiète, c'est justement qu'il faille nous faire une leçon. Le Seize-Mai, nous dit-on, le boulangisme et le nationalisme sont également inoffensifs parce que nous les battons régulièrement tous les dix ans. — Non, ils sont de plus en plus dangereux parce que nous avons à les battre périodiquement tous les dix ans. A force d'avoir des crises parfaitement régulières, il finira par y avoir une crise qui ne ressemblera pas aux autres, et qui emporterait la République. Ainsi procèdent les volcans et les tremblements de terre.

Ce qui revient à dire, et nous y parvenons ainsi par une première voie, que si nous employons aussi mal et aussi peu le décennat qui vient que le décennat qui s'en est allé, nous serons de grands insensés devant le pays et de grands coupables.

Par l'effort des antiministériels, et surtout des nationalistes, la bataille a fini par se livrer à peu près partout entre les ministériels et les antiministériels. Ainsi engagée, elle s'est terminée par un certain agrandissement des ministériels et un certain amoindrissement des antiministériels. Un classement ainsi obtenu a d'ailleurs un sens politique marqué. Mais ces résultats grossiers ne sont pas tout.

Disons-le hautement : ce qu'il y a de bon dans les deux scrutins n'a qu'un pouvoir suspensif, et ce qu'il y a de mauvais dans ces mêmes scrutins a le pouvoir d'une indication. Ce qu'il y a de mauvais dans le scrutin, les voix antiministérielles, antirépublicaines, représentent vraiment ce qu'elles indiquent, des mécontentements, des insanités, des colères, des intérêts, des espérances prêtes ; les voix antiministérielles représentent vraiment des gens qui en ont assez de ce ministère ; les voix antirépublicaines représentent vraiment des gens qui en ont assez de cette république ; elles représentent vraiment des gens qui sont contre nous ; elles ont donc leur plein pouvoir de représentation ; elles ont le pouvoir d'une indication même sur l'avenir de ces sentiments, de ces intérêts, et de ces passions.

Au contraire ce qu'il y a de bon dans les deux scrutins, les voix ministérielles et républicaines, les voix de gauche, n'a que le pouvoir d'une suspension. Elles ne représentent pas des gens qui sont contents de ce ministère, contents de cette république. Elles ne représentent pas des gens qui sont pour nous. Elles signifient que ce pays nous accorde, accorde à la république, à la politique, à l'action républicaine un crédit beaucoup plus grand que celui que nous avons mérité. Elles signifient

que ce pays a un fonds non encore épuisé de confiance et de résignation, de calme et de sagesse, de patience, d'endurance, et qu'il accorde à nos promesses un crédit que nos actes n'ont pas réussi à beaucoup décourager. Dans les voix ministérielles un contingent, de beaucoup le plus considérable, a été fourni par l'immense parti de la conservation.

Nous bénéficions encore aujourd'hui de l'immense effort accompli par nos pères pour l'invention, pour la propagande et pour l'établissement de la République. Cet effort est encore assez près de nous pour que le peuple en ait gardé la mémoire profonde, mais de plus en plus obscure. Ainsi le peuple n'a plus la mémoire de la révolution républicaine assez claire, assez présente pour la continuer en une révolution sociale. Mais il en a gardé la mémoire assez profonde pour se rappeler que ça coûte cher, que ça devait être bien, qu'il faut dès lors conserver les résultats; le peuple est devenu sinon conservateur de la révolution au moins conservateur des résultats de la révolution ; et en ce sens nous devons à l'instinct de la conservation cette constance populaire qui provisoirement sauvegarde les résultats et l'espoir de la révolution. Vraiment il s'agit là d'un crédit, dont nous ne pouvons ni mesurer la profondeur ni prévoir l'administration. Si donc pendant les quatre ou les six ans qui viennent les partis républicains recommencent les bafouillages politiques de ces dernières années, ils auront lieu de redouter le réveil de ce peuple et son retournement.

Les élections ont été particulièrement lâches à l'endroit de ce qui les commandait profondément, l'affaire

Dreyfus. Les lâchetés de 1898 ont recommencé, aggravées par l'éloignement ; la répétition, l'habitude ; la gratuité. Ainsi les élections de 1902 furent un nouveau pas dans la voie de l'amnistie et dans la décomposition du dreyfusisme en France. Mais puisque *le Mouvement* a bien voulu citer ma *décomposition du dreyfusisme en France* à fin de m'embêter ou d'embêter les socialistes français, unité fédérative, qui furent dreyfusistes, on me permettra de spécifier ce que j'ai nommé la *décomposition du dreyfusisme en France*. D'autant plus qu'il n'y a pas de raison pour que j'écrive cette étude avant que l'affaire elle-même ait reçu la conclusion qu'elle comporte.

Je persiste à croire que si les dreyfusistes avaient poussé à fond l'avantage qu'ils avaient commencé de remporter pour le recouvrement de la justice et pour la reconnaissance de la vérité ; s'ils avaient poussé au fond, sans réserve, sans peur, et sans mesure; en un mot s'ils avaient totalement refusé à l'universelle paresse, à la paresse de leurs ennemis, et surtout à la paresse de leurs amis, à leur propre paresse, toute espèce d'amnistie, c'est-à-dire d'amnésie ; je persiste à croire que si les dreyfusards avaient exercé leur dreyfusisme jusqu'au bout, comme ils devaient, sans limite et sans halte, non seulement la conscience morale de ce pays et sa conscience mentale en eussent été libérées, mais les dreyfusards eux-mêmes se fussent trouvés en meilleure situation. C'est ce que j'essaierai de montrer quand nous traiterons de l'amnistie. Je persiste à croire que si quatre cents candidats dreyfusards, honnêtement, franchement, proprement, brutalement dreyfusards avaient sans relâche continué la campagne de démons-

tration que nous avons commencée, mais qu'ils ont abandonnée, sinon reniée, il y aurait quatre cents dreyfusards élus. Et la République ne se porterait pas aussi mal. C'est un fait que les purs dreyfusards, Jaurès, Pressensé, Paul Guieysse, Vazeille, dreyfusards impénitents et insolents, ont passé bien ou très bien. Le triomphe ne va pas aux incertains et aux faibles.

On a fait l'amnistie ; et il y avait de bonnes raisons pour la faire ; outre les raisons qu'on a communément publiées, Jaurès m'en a données, en conversation, qui me paraissent beaucoup plus fortes. Je persiste à croire que ces raisons beaucoup plus fortes étaient faibles devant les raisons de morale éternelle, de pragmatique, de méthode même et d'art qui prévalaient pour la totale recherche et pour la totale exécution de la justice. Et il est notable que Jaurès, à peine revenu à Carmaux, a conduit toute sa campagne électorale exactement comme s'il n'était jamais intervenu amnistie dans l'affaire Dreyfus.

A peine rentré dans son ancienne circonscription, Jaurès a dit mes chers concitoyens, je n'ai pu il y a quatre ans vous rendre compte de mon mandat comme je le devais, parce qu'il y avait les gendarmes et les bandes réactionnaires ; aujourd'hui qu'il n'y a plus de gendarmes et que les bandes réactionnaires ne sont plus les plus fortes, je vais commencer par vous expliquer ce que c'est que l'affaire Dreyfus. Vous verrez par là si j'ai eu raison d'y agir comme j'ai fait. Et il s'est hautement glorifié auprès d'eux d'avoir été l'un des promoteurs dreyfusards. Il a littéralement traité son élection, conduit sa campagne sur le mode suivant : Gloire à moi. Gloire à moi parce que je fus et que je suis

resté un dreyfusard. Ainsi le grand orateur pratiquait pour son compte et sous sa responsabilité la méthode qu'il n'avait pas voulu garder pour le pays tout entier. Jaurès homme politique avait plaidé pour l'amnistie. Jaurès candidat parla comme s'il n'y avait jamais eu d'amnistie. Et tout se passa dans la deuxième circonscription d'Albi, Tarn, exactement comme s'il n'y avait pas eu d'amnistie. En réalité ce ne fut pas son élection de 1902 que Jaurès fit en 1902; ce fut son élection de 1898, ajournée en 1898 pour cause d'accident, qu'il fit en 1902.

Cette méthode réussit; elle devait réussir; on embêta les autres candidats républicains du département et de la région avec l'affaire Dreyfus, dont ils n'avaient pas fait beaucoup. Mais on ne pouvait pas embêter Jaurès. — Nous ne pouvons pas lui reprocher l'affaire Dreyfus, disaient les réactionnaires, c'est lui qui s'en vante, il ne parle que de ça l'animal.

En devons-nous conclure, ainsi que le feraient beaucoup de bons socialistes, que Jaurès avait une politique double? Non, la contrariété si importante que nous avons notée dans la conduite et dans la pensée de Jaurès peut se résoudre assez facilement. Il suffit de supposer que Jaurès n'eût pas été partisan de l'amnistie en politique générale s'il avait pensé que toutes les circonscriptions de France étaient aussi solides que la circonscription de Carmaux, j'ajouterai: si tous les candidats républicains avaient été aussi solides que lui. Mais comme il savait que beaucoup de circonscriptions étaient beaucoup plus faibles que la circonscription de Carmaux, il n'aura pas voulu faire affronter au pays un risque dont il n'a pas eu peur pour sa

propre circonscription. Ainsi contrairement à la plupart des candidats, qui ont peur pour leur circonscription beaucoup plus que pour le pays, Jaurès aurait eu peur pour le pays et n'a pas eu peur pour sa circonscription.

Ainsi interprétée la conduite et la pensée de Jaurès redevient à peu près constante; ou peut-être son attitude a-t-elle eu des causes beaucoup plus simples; à Paris, parmi les journalistes, les parlementaires, les hommes politiques, il inclinait à l'amnistie par le mouvement régulièrement accéléré de l'automatisme et de la lassitude. Mais quand il eut retouché terre, il sentit brusquement, d'instinct, que c'était au cœur de ce vieux débat qu'il fallait emporter la victoire. L'instinct de Jaurès est de beaucoup supérieur à ses raisonnements. Et ses véritables amis ont noté depuis longtemps que ce qu'il écrit dans la retraite et dans la solitude est de beaucoup supérieur à ce qu'il écrit dans la dispersion fatigante. C'est naturel ainsi.

La troisième crise réactionnaire de la troisième république est plus grave que les deux précédentes. Le Seize-Mai fut très grave en importance, en événement; il ne fut pas très grave en effet; et surtout il n'était pas très grave en indication, parce qu'il était beaucoup plus une survivance de la réaction versaillaise, de la vieille réaction, que le commencement des réactions prochaines. La bourgeoisie républicaine était là; les forces républicaines et populaires étaient neuves, sincères, franches, renaissantes et bientôt pleines.

Le boulangisme au contraire fut le commencement des prochaines réactions; il inaugura des formes nou-

velles; à bien compter, il fut la première et non pas la deuxième crise réactionnaire de la troisième république.

La comparaison étant ainsi limitée au boulangisme et au nationalisme, et le nationalisme récent et contemporain devenant la deuxième crise réactionnaire de cette république, il me paraît que la deuxième crise est beaucoup plus grave que ne l'était la première.

Le boulangisme fut peut-être plus intensément grave pendant une période courte, et plus qu'aujourd'hui sans doute la république faillit alors sauter le pas. Le danger fut plus dramatique, plus apparent, plus prêt, au moins pendant quelques mois. Je ne crois pas qu'il fût aussi profond, ni que le mal fût aussi grand, ni la maladie aussi avancée, ni l'empoisonnement aussi caractérisé.

Il y avait dans le boulangisme un grand nombre de républicains fourvoyés, et la carrière honnête qu'ils ont fournie depuis dans les partis républicains a prouvé que de nombreux malentendus avaient avantagé le boulangisme. On ne peut donc pas compter à beaucoup près les forces de la coalition boulangiste comme étant les forces réactionnaires d'alors. Aujourd'hui au contraire, justement parce que c'est la deuxième fois que le cas se présente, justement parce que la première épreuve a servi, justement parce que le pays a reçu un premier avertissement, parce que l'éducation politique, au moins à cet égard, a été faite, parce qu'on ne peut plus arguer d'ignorance, nous devons compter à peu près sans aucune exception les forces de la coalition nationaliste comme étant les forces réactionnaires d'aujourd'hui. Ceux qui votaient pour les boulangistes pouvaient se tromper; ceux qui ont voté récemment

pour les nationalistes savaient parfaitement ce qu'ils faisaient.

Aussi le nationalisme est-il beaucoup plus durable que ne le fut le boulangisme ; commencé en 1886, le boulangisme était mort, avait fui en avril 1889 ; commencé en 1898, et même avant, le nationalisme est loin d'avoir fini en 1902. Ce qui a contribué beaucoup sans doute à nous sauver du boulangisme, c'est qu'il y avait Boulanger. Ce qui rend dangereux le nouveau nationalisme, c'est qu'il n'y a pas de Boulanger.

On nous dit : Les réactionnaires ont fait un si gros effort de travail et d'argent qu'ils sont épuisés et ne recommenceront pas. C'est connaître mal toute l'opiniâtreté de la réaction ; c'est apprécier mal toutes les espérances qu'elle a reçues des derniers événements ; et pour parler avec des hommes d'affaires le langage des affaires, c'est justement parce que la réaction a placé des capitaux considérables sur l'opération réactionnaire qu'elle continuera et qu'elle tâchera d'achever cette opération. Quand une affaire a mangé des capitaux, tant qu'elle dure, et laisse quelque chance, elle attire les capitaux.

Enfin c'est mal connaître la souple opiniâtreté de l'Église ; au moment que nous nous croirons débarrassés du nationalisme réactionnaire, le nationalisme en France ne fera que commencer, car c'est alors que nous aurons affaire au nationalisme radical. Au moment que M. Jules Lemaître aura par devant notaire acheté sa ferme en Beauce, M. Paul Doumer commencera de fonctionner, au besoin contre M. Jules Lemaître.

Le nationalisme est si vivant que la situation politique est sensiblement la même qu'elle était il y a deux

ans. Les quantités ministérielles sont plus nombreuses; mais les qualités ministérielles ne sont pas meilleures; les disponibilités ne sont pas plus abondantes; on est aussi embarrassé de former un ministère; les regards se tournent toujours vers le même homme.

On est aussi embarrassé de combattre le nationalisme; les mêmes expédients misérables se préparent; les mêmes imaginations précaires, les mêmes lâchetés; aujourd'hui comme il y a deux ans des radicaux gribouillards se demandent si le meilleur moyen de repousser le nationalisme, ce ne serait pas de lui abandonner toute France, pourvu que l'opération fût faite sous le nom de radicalisme. Il y a des radicaux et des radicaux-socialistes qui nommeront si l'on veut M. Doumer président de la République afin d'intéresser le redoutable M. Doumer à la conservation de la république.

Les nationalistes ont gagné beaucoup. On nous dit: Tant mieux! puisque c'est aux dépens des progressistes. Il faudrait savoir d'abord si ce ne fut pas souvent aux dépens des républicains. Puis quand on dit tant mieux, si l'on entend que ce fut rigolo, j'y consens; mais il ne faut pas que le rigolo exerce une influence trop considérable dans les événements de ce monde. Si l'univers était un immense guignol où seul importerait le jeu des sanctions grotesques, le remplacement de vingt progressistes, et plus, par autant de nationalistes serait tout à fait amusant; les mélinistes ont tout fait pour chauffer la place aux nationalistes leurs complices; et il est tout à fait amusant que leurs anciennes complaisances et que leurs anciennes lâchetés leur viennent

sur le nez en échecs électoraux ; il est toujours amusant que le complaisant saute justement par le bénéficiaire de la complaisance ; il est toujours amusant que le Sganarelle soit battu par qui de droit. Mais nous n'avons pas été mis au monde et nous n'avons pas pénétré dans l'action pour y jouer un immense guignol. Ce qui importe, ce n'est pas que les mélinistes soient battus et contents, c'est que le pays aille bien. Nous ne jouons pas pour l'embêtement des mélinistes, nous travaillons pour le bien du pays. Ricaner à l'aspect amusant des mélinistes, ce serait jouer le jeu parlementaire. Nous ne le ferons pas. Nous ne considérons que la justice, et que le bien du pays. Or il est tout à fait évident que les nationalistes sont beaucoup plus dangereux pour la justice, et pour le bien du pays, que ne l'étaient les mélinistes.

Si au contraire quand on dit tant mieux on sait que les nationalistes sont beaucoup plus dangereux que les mélinistes, mais si on veut dire qu'il vaut mieux avoir des ennemis dangereux que des ennemis moins dangereux, on est un guesdiste, on est tombé dans le sophisme guesdiste, que de l'excès du mal vient le remède, le bien, la révolution même. Selon ce raisonnement, s'il est permis de le nommer ainsi, nous-mêmes il fallait que nous fissions passer partout des nationalistes. Nous avons réfuté si souvent le sophisme guesdiste que l'on nous permettra de n'en pas recommencer aujourd'hui la réfutation.

Les nationalistes sont beaucoup plus dangereux que ne l'étaient les mélinistes ; on s'en apercevrait à l'usage ; comme on doit distinguer parmi nous, nous devons distinguer parmi nos adversaires et parmi nos ennemis ;

de ce qu'ils sont eux-mêmes divisés, variés, comme la plupart des réalités politiques, nous aurions tort de conclure qu'ils ne formeraient pas bloc en certaines circonstances ; mais de ce qu'ils forment bloc en certaines circonstances nous aurions tort de conclure que toujours et partout ils reviennent identiquement au même ; il n'est pas fréquent dans l'action que rien revienne au même ; une majorité nationaliste serait beaucoup plus dangereuse qu'une majorité méliniste ; les nationalistes sont ingouvernables ; des nationalistes feraient des coups de tête ; les nationalistes sont des forcenés, sincères pour la plupart, j'entends les troupes ; les nationalistes feraient des coups de folie ; avec les nationalistes la menace d'une guerre contre l'Angleterre n'est plus une imminence tout à fait invraisemblable.

Nous ne devons pas jouer à aimer mieux les nationalistes que les mélinistes, parce que nous ne devons pas jouer sur un jeu niais de surenchère ou sur un jeu vicieux de sanction les destinées de la France et du monde.

Les socialistes ont perdu beaucoup, au moins les partis socialistes ; ils ont subi un véritable désastre moral.

Depuis longtemps partagé en deux haines rivales, en deux jalousies envieuses contraires, le socialisme français, candidats, journaux, comités, la plupart des électeurs, s'est présenté au scrutin en deux formations contraires acharnées.

L'Unité Socialiste Révolutionnaire, Parti Socialiste de France, guesdo-blanquistes, avait résolu de présenter des candidats de classe dans toutes les circonscrip-

tions ; ou cette résolution n'avait aucun sens, ou elle signifiait que la coalition nouée parmi les antiministériels, ou plutôt contre les ministériels, présenterait des candidats dans les circonscriptions mêmes, très nombreuses, où elle n'avait aucune force, réelle, aucun travail fait, aucun résultat. Elle n'y a pas manqué. Jetées dans le jeu douteux et mouvementé des candidatures bourgeoises, des candidatures locales, ces prétendues candidatures de classe pouvaient, devaient jouer les aventures les plus dangereuses. Elles n'y ont pas manqué.

Les guesdistes présentaient honnêtement un certain nombre de candidatures sérieuses ; les blanquistes présentaient honnêtement un certain nombre de candidatures sérieuses ; plusieurs de ces candidatures échouèrent ; quelques-unes réussirent. On a voulu nous faire croire qu'elles avaient mieux réussi que les candidatures interfédératives honnêtes, qu'elles avaient réussi d'une réussite éminente, parce que les candidats avaient affirmé plus officiellement, au sens nouveau que l'on veut donner à ce mot parmi les Socialistes Révolutionnaires, leur attachement à l'idéal socialiste révolutionnaire, à la méthode, à la politique socialiste révolutionnaire. Je ne crois pas que l'élection de Vaillant, de Sembat, soient des élections éminentes. Il est déjà notable qu'elles sont de bonnes élections. Les candidats socialistes révolutionnaires ont comme les candidats interfédératifs bénéficié des suffrages radicaux ; les adversaires parlementaires les plus farouches de la défense républicaine ont dans la réalité des scrutins bénéficié de la défense républicaine. Ils ont cumulé seulement ; et cela n'est pas une supériorité. Aux suffrages de défense

républicaine ils ont ajouté sans doute, par une inconséquence, mais les inconséquences et les contrariétés sont usuelles aux scrutins, en particulier sous le régime électoral où nous vivons, et elles ne furent jamais aussi fréquentes, aussi graves qu'aux dernières élections, ils ont ajouté beaucoup de voix antiministérielles ; inconsciemment ou plus ou moins consciemment beaucoup de mécontents, beaucoup d'opposants, quelques réactionnaires, des antiministériels enfin votèrent pour eux. Ils doublèrent ainsi leur contingent socialiste incontestable et incontesté d'un renforcement ministériel de défense républicaine et d'un renforcement antiministériel non moins incontestable.

On nous a dit qu'au premier tour et surtout au second les voix radicales ou de défense républicaine, les orateurs, les programmes radicaux et radicaux-socialistes étaient ignominieux quand ils allaient au secours des Portefoin, mais qu'ils étaient grandement louables quand ils allaient au secours des guesdistes. Je suis trop bête pour comprendre ce raisonnement-là ; c'est beaucoup trop fort pour moi. Les candidats interfédéraux qui ont laissé blaguer le socialisme devant eux par leurs auxiliaires et par leurs adjoints radicaux sont grandement coupables, car la forme importe ; mais l'acte était le même. Pelletan allant au secours de Viviani, ou Pelletan allant au secours de Ghesquière, c'est toujours le même Pelletan, et c'est toujours le même secours. Soyons justes. Ou bien approuvons également ces deux démarches. Ou bien blâmons-les également.

Il est singulier que des jeunes gens qui veulent introduire parmi nous l'hégémonie matérielle du matéria-

lisme historique oublient aussi aisément le jeu des circonscriptions économiques. Si plusieurs élections socialistes révolutionnaires ont été plus hautes que plusieurs élections interfédérales, comme aussi on trouverait plusieurs élections interfédérales qui ont été plus hautes que plusieurs élections socialistes révolutionnaires, l'honneur n'en vient pas seulement à Vaillant, à Guesde, au *Petit Sou,* à la vertu socialiste révolutionnaire; l'honneur en vient surtout aux circonscriptions, qui étaient meilleures, moralement, et surtout économiquement meilleures, n'ayant pas depuis les derniers scrutins, ceux des élections municipales, et depuis les avant-derniers, ceux des élections législatives, subi certains mouvements de population ou en ayant profité; ces mouvements économiques ont eu la plus grande importance électorale, et je suis honteux d'avoir à le dire à des marxistes; à Paris en particulier les arrondissements du centre se sont peu à peu vidés de leur contenu populaire; le vieux peuple de Paris s'élimine; la population qui élisait Louis Blanc, qui élut Goblet, s'est peu à peu excentrée; aujourd'hui elle a débordé les boulevards intérieurs; aujourd'hui elle déborde les boulevards extérieurs; elle emplira demain la banlieue, la Seine et la Seine-et-Oise. Il suffit de jeter un regard sur les résultats comparés des scrutins depuis vingt ans pour suivre ce dégorgement de Paris. L'agent le plus considérable du changement électoral est constitué par les voies et moyens de communication. Une étude attentive des omnibus, des tramways, des rues, des boulevards, des expropriations, des percées, des bâtisses, des loyers, du métropolitain, des chemins de fer, des bateaux fourni-

rait sur le mouvement de la population électorale, comme il fournirait sur le mouvement de la population générale, des renseignements tout à fait importants. Charles Guieysse et Moreau tâcheront de nous faire ce travail pour la quatrième série de nos cahiers.

Nous espérons aussi pouvoir publier dans la quatrième série un plan de Paris par métiers et professions.

Il est singulier que de jeunes marxistes, séduits par des haines et par des affections politiques, oublient à ce point le soubassement économique. Ou s'ils en parlent par profession, c'est pour oublier aussitôt dans l'application réelle ce qu'ils en ont dit. La plupart du temps, quand les socialistes révolutionnaires valent mieux, c'est que leurs circonscriptions valent mieux. Sans doute ils doivent recevoir l'honneur et l'avantage de leurs circonscriptions au sens et dans la mesure où ils ont fait ces circonscriptions. Mais ils n'en doivent recevoir ni l'avantage ni l'honneur au sens marxiste et dans la mesure où ces circonscriptions électorales recouvrent un soubassement de circonscriptions économiques. Je ne sais pas ce que l'on a contre M. Viviani. M. Viviani n'est point tant bête, et il ne demanderait pas mieux, lui, que d'avoir une bonne circonscription. Si la circonscription de M. Viviani était peuplée de purs socialistes révolutionnaires, M. Viviani, ayons-en l'assurance, M. Viviani candidat, M. Viviani député serait un pur socialiste révolutionnaire ; il serait blanquiste autant que Vaillant et guesdiste un peu plus que Guesde. Ce n'est pas de sa faute à lui si sa circonscription s'en va, non pas dans un épouvantable accident cosmique, mais d'un évanouissement non moins cosmique, en un sens, d'une incessante, inévitable et finale

dévolution, dans un de ces mouvements profonds et qui ne pardonnent pas, dans un de ces mouvements matériels économiques si puissants que toute force humaine est faible contre eux, à moins de monter jusqu'aux forces idéales. Que M. Viviani soit ou ne soit pas à la hauteur de son destin, c'est une autre affaire. Mais je demande ce que Zévaès ou Delory eussent fait à sa place. Ou plutôt je le sais. Ils n'eussent pas moins flatté les petits commerçants, mais ils auraient pris la précaution de commencer par les intituler *petits commerçants de classe*, ou *commerçants de petite classe*. N'avons-nous pas le *programme agraire ?*

Je ne sais pas ce que l'on a contre M. Viviani. Il aurait mieux aimé, lui, avoir des bons électeurs, des mineurs solides, ou des ouvriers d'usine. Ce n'est pas de sa faute si un profond mouvement naturel automatiquement lui a soutiré ses bons électeurs. Il ne lui est resté que les mauvais. Il fallait donc qu'il se fît mauvais, pour être un mandataire fidèle, un représentant qui représentât, qui fût image. Il n'a pas pu se faire aussi mauvais qu'Auffray. Il y a tâché.

Mettez-vous à sa place, à cet homme. Il n'avait pas de chance. Un vaste mouvement automatique lui avait soutiré ses bons électeurs. C'est un accident qui était arrivé dans sa circonscription. Ça pouvait arriver dans une autre. Ça lui était arrivé dans la sienne. C'est toujours comme ça. Il avait donc porté secours. Généreusement.

Il ne lui restait plus que des petits commerçants, dans sa circonscription. Il ne pouvait tout de même pas leur déclarer que les petits commerçants sont tous des canailles et que le socialisme supprime le petit com-

merce. D'abord il n'est pas vrai que tous les petits commerçants soient malhonnêtes. Il ne faut pas que l'on soit féroce. Il ne faut pas faire de la peine au monde. Il a mieux aimé dire aux petits commerçants le bien qu'il pensait des petits commerçants. Qui aurait le cœur de l'en blâmer? Autant vaudrait, sinon, ne plus faire de politique.

Sa circonscription se creusait, se vidait, s'effondrait.

Je consens qu'on rabaisse M. Viviani et les politiciens interfédéraux; mais il ne faut pas que ce soit devant les politiciens socialistes révolutionnaires.

Dans beaucoup de circonscriptions les guesdo-blanquistes ont fait au second tour et même au premier leur devoir de républicains; dans un très grand nombre de circonscriptions au premier tour, et surtout au second, ils ont fait, inconsciemment ou, presque toujours, consciemment, souvent avec une joie mauvaise et tenace et croissante, le jeu de la réaction nationaliste. Ils ont encouru ainsi devant le pays et devant la paix internationale une redoutable responsabilité. Cette responsabilité fût apparue formidable si les autres républicains n'avaient sauvé la République.

Il est vrai que dans plusieurs circonscriptions la crânerie socialiste révolutionnaire a entraîné les masses ou les a soutenues, mais non pas tant par la force de la vertu socialiste révolutionnaire même que par la force de la crânerie, par la vertu de la fermeté. Je veux dire que la fermeté socialiste révolutionnaire et la fermeté dreyfusiste par exemple furent deux cas particuliers de fermeté, comparables entre eux, du même ordre, et que

la fermeté socialiste révolutionnaire ne fut pas une fermeté singulière, éminente, extraordinaire, incomparable, ayant des pouvoirs singuliers. La fermeté socialiste révolutionnaire fut une espèce d'un genre où je crois distinguer plusieurs autres espèces de fermeté.

En somme l'action électorale des socialistes révolutionnaires fut trouble, double et multiple, mêlée de bons et de mauvais éléments, caractérisée par ce que les bons éléments formaient comme un noyau traditionnel autour duquel se sont agrégées deux ailes d'éléments étrangers, une aile gauche de défense républicaine, une aile droite, extrême souvent, d'opposition réactionnaire. C'est ici un cas particulier de la duplicité guesdiste, l'inertie déterministe, l'inintelligence fataliste, l'immoralité, la déloyauté du mal maximum ; quand il y a du bon dans la société présente, on s'en empare au nom de la société future ; et quand il y a du mal dans la société présente, on déclare que c'est tant mieux pour la société future.

Je ne m'attarde pas au raisonnement prodigieux par lequel un très grand nombre de candidats guesdistes se retirent purement et simplement après le premier tour. Ils veulent bien demander aux électeurs, pour quatre ans, un mandat qui n'est pas même impératif. Ils ne veulent pas, ils n'osent pas donner aux mêmes électeurs un conseil même afin de les guider ou simplement de les renseigner au second tour. Ils veulent bien demander quatre ans de mandat libre. Ils ne veulent pas demander huit jours de confiance, d'audience,

d'entretien. Il ne faut pas se compromettre. Soyons sages. Rappelons-nous en temps opportun qu'après tout ces élections ne sont que des élections bourgeoises. Tous ces candidats nous sont indifférents.

C'est ici le même coup, généralisé, que Guesde essaya de faire aux indépendants au premier congrès national, salle Japy. C'est la même duplicité silencieuse.

Les interfédéraux, Unité fédérative, Parti Socialiste Français, ont beaucoup perdu moralement. Challaye me disait aux vacances de Pâques, avec son air de n'y toucher pas : « Quand je suis revenu à Paris, — on sait qu'il vient de faire le tour du monde, — je me suis demandé s'il n'y avait pas une révolution capitale dans les théories du socialisme français : on n'entend plus parler que de sauver le petit commerce. » Rouanet a déshonoré sa victoire et Viviani a déshonoré sa défaite en envoyant à *l'Aurore* la lettre que nous avons lue dans le numéro du jeudi 8 mai :

Monsieur le Directeur,

Le journal *l'Aurore* a publié le 30 avril un article concernant le petit commerce parisien. Il ne nous plait pas d'en accepter la responsabilité, d'autant que nos efforts constants au Parlement en faveur du petit commerce, et notamment dans la séance du 30 mars dernier notre proposition sur les patentes, mettraient en contradiction notre sollicitude d'hier et notre hostilité d'aujourd'hui. Nous n'avons pas demandé à *l'Aurore* de nous soutenir. Nous vous serions reconnaissants de vouloir bien supprimer notre nom sur la liste des candidats.

Agréez l'expression de nos sentiments distingués,

René Viviani.
Gustave Rouanet.

Gravement contaminés de radicalisme, les interfédéraux ont gravement participé de la faiblesse et de la lâcheté radicale. J'admets que Rouanet et que Viviani ne voulussent pas endosser la responsabilité de l'article publié par Albert Goullé dans *l'Aurore* contre les petits commerçants. Nous savons que les candidats nationalistes affichaient à Paris, pour embêter les républicains, l'article d'Albert Goullé. Mais ce qui me lèse dans cette lettre à *l'Aurore* c'est le ton, ce ton de commandement dans la peur, de détachement artificiel dans la déroute, ce ton navrant de panique impérieuse, de fuite éperdue. La démarche de Rouanet-Viviani rappelle invinciblement à l'esprit la lamentable pérégrination de M. Brisson à la recherche d'une circonscription électorale et toutes ces démarches à la fois sonnaient la défaite et la tristesse au cœur de la bataille; elles avaient le même arrière-goût de vieille lâcheté radicale; c'étaient deux exagérations, apparentées, d'une lâcheté connue et dès longtemps cataloguée, la vieille lâcheté des soirs de l'affaire, la vieille lâcheté des tombées de la nuit.

Les socialistes interfédéraux, candidats, journaux, comités, l'immense majorité des électeurs, étaient emmêlés de bons éléments et d'éléments mauvais; les bons éléments étaient en minorité; mais les éléments mauvais n'étaient plus en opposition des bons éléments; ils n'étaient plus la contrefaçon des bons éléments; ils en étaient la dégradation, la dilution. Les guesdo-blanquistes étaient corrompus par duplicité vers la gauche et contrefaçon vers la droite; les interfédéraux étaient diminués par étendu d'eau, faiblesse, lâcheté, paresse, affadissement et limonade. Les mauvais élé-

ments guesdistes étaient l'outrance et la caricature des bons éléments guesdistes ; les mauvais éléments interfédéraux étaient la pâle image, la nulle imitation des bons éléments interfédéraux.

En plusieurs circonscriptions les socialistes interfédéraux jouèrent contre les socialistes révolutionnaires le jeu nationaliste que dans un très grand de circonscriptions les socialistes révolutionnaires jouèrent contre les socialistes interfédéraux et contre les républicains.

Les socialistes révolutionnaires et les socialistes interfédéraux se combattirent presque partout avec un acharnement sincère. Il faut l'optimisme inguérissable de Jaurès, optimisme qui serait si dangereux s'il affaiblissait beaucoup sa force de travail et sa force d'action, mais il n'affaiblit pas beaucoup sa force de travail, pour avoir osé parler de l'unité socialiste immédiatement après la proclamation des résultats.

Je ne veux pas revenir sur mon cahier des personnalités. Mais je suis heureux qu'on se réjouisse un peu partout de ce qu'il y aura dans la prochaine Chambre un plus grand nombre de têtes : Jaurès, Briand, Pressensé, Buisson, comme on s'est réjoui qu'il y eût au Sénat Clemenceau. Du point de vue parlementaire, on a raison. A sens égal, à quantité, à contingent égal, mieux vaut des têtes. Mieux vaut dans une assemblée avoir Méline qu'un méliniste, Waldeck-Rousseau qu'un Waldeckiste, Clemenceau qu'un clemenciste, Guesde qu'un guesdiste, et Jaurès qu'un rédacteur à *la Petite République*.

Personnalité. On a voulu nous faire de l'élection Pressensé une élection éminente. C'est déjà beaucoup qu'elle fut une bonne élection. Je fus au courant de l'élection Pressensé peut-être avant le candidat lui-même ; je connais assez l'initiateur, l'inventeur de la candidature Pressensé ; il est aujourd'hui totalement débordé par son invention ; nous avons pour cet inventeur une estime respectueuse, beaucoup d'estime ; je lui dis dès le principe combien cette invention, combien cette imagination parlementaire me paraissait dangereuse.

Lagardelle nous dit dans *l'Aurore* du jeudi 15 mai :

> ... notre parti a remporté de réels succès. Ils tiennent, non pas au nombre des voix ou à la quantité des sièges, mais à la qualité de ses conquêtes nouvelles. Les lecteurs de *l'Aurore* sentent toute la portée, pour le rayonnement de notre parti, de l'élection de Pressensé. Quillard a indiqué ici-même comment une politique internationale socialiste va pouvoir enfin s'affirmer, dans tout son éclat, par la parole savante de Pressensé, en face de la politique traditionnelle d'oppression et de mensonge.

Non, mon cher camarade, Francis de Pressensé n'apporte pas à notre parti un rayonnement ; il nous apporte ce qui vaut beaucoup mieux, ce que nous devons tous apporter, sa force de travail. Nous sommes un parti de travail et non pas un parti d'illuminations.

Je suis surpris désagréablement, et je ne suis pas le seul, de lire incessamment dans *l'Aurore*, depuis plusieurs semaines, un éloge particulier de Francis de Pressensé ; je suis fatigué de l'entendre intituler *le juste ;* je pense qu'il est un honnête homme, et c'est beaucoup, et c'est rare, au moins parmi les hommes politiques.

Mais il est toujours désagréable que dans un journal des rédacteurs employés cassent un encensoir sur le nez du patron. Combien de fois *la Petite République* ne nous a-t-elle pas dégoûtés par la plate insolence avec laquelle des collaborateurs attendris parlaient de Jaurès et de Gérault-Richard. Il serait déplorable, et en un sens il serait beaucoup plus grave, qu'un homme du talent de Lagardelle, étant devenu à *l'Aurore* un collaborateur tout à fait important, régulier, sans doute rémunéré, fit profession d'encenser l'homme de talent qui est évidemment devenu le maître du journal. Cela se fait à *la Libre Parole*, où le moindre échotier prend sur soi de déclarer que décidément M. Édouard Drumont est un grand sociologue.

Francis de Pressensé entre à la Chambre au même titre que plusieurs, aussi honorablement, aussi vaillamment que plusieurs ; il n'y a pas de raisons pour que son élection soit plus éminente que l'élection de Jaurès ou que l'inélection de Guesde.

On peut penser beaucoup de bien de Pressensé, comme de Jaurès ou de Fournière, de Rouanet ou de Guesde. Mais le bien que je pense de Jaurès, de Fournière, je ne vais pas le dire dans *la Petite République*. Et si j'écrivais dans *la Petite République*, je ne parlerais pas de Jaurès comme je le fais dans les cahiers.

Si Pressensé entre au groupe socialiste parlementaire afin d'y travailler, ou au groupe socialiste révolutionnaire, tant mieux, du moins au point de vue parlementaire. Mais s'il y entre avec l'arrière-pensée de devenir chef, lui aussi, de fonder un groupe, un groupement, au moins officieux, un groupement dont il serait le chef, dont Lagardelle et son entourage deviendraient le prophète

et le contingent ; si entre le groupe socialiste parlementaire et le groupe socialiste révolutionnaire, afin d'accélérer le mouvement vers l'unité, on commence par nous préparer encore un petit groupe dans le coin, je ne marche pas.

Si Pressensé entre à la Chambre afin d'y faire un travailleur de plus, tant mieux, du moins au point de vue parlementaire. S'il y entre pour faire un chef de plus, non. Nous n'avons que trop de chefs. Si *l'Aurore* devient le journal d'un nouveau parti, non. Nous n'avons que trop de partis et trop de journaux de partis.

Pressensé apporte à la Chambre une compétence que l'on dit unique en politique étrangère. Mais ni Guesde, ni Vaillant, ni Jaurès, ni Rouanet, ni Sembat n'ont attendu Pressensé pour affirmer à la tribune, chacun selon son tempérament, le même internationalisme socialiste. Si Pressensé apporte une voix de plus, tant mieux, du moins au point de vue parlementaire. Mais il ne faut pas dire que cette voix sera la première en date.

L'expérience nous dira si elle sera la plus forte.

Pressensé pourra plaider à la Chambre la cause des malheureux Arméniens. Mais Rouanet et Sembat — Quillard ne peut l'avoir oublié — n'ont pas attendu Pressensé pour plaider cette malheureuse cause. Et même il serait injuste d'oublier que M. Denys Cochin, député réactionnaire, s'est joint régulièrement aux deux députés socialistes, non seulement dans leurs discours, mais dans leurs démarches.

Il serait injuste d'oublier que le comte Albert de Mun est jadis intervenu dans ces débats.

Pour la compétence, M. d'Estournelles de Constant et M. Delcassé paraissent n'ignorer pas tout à fait la politique étrangère.

Et Quillard doit encore savoir par cœur l'admirable discours que Jaurès prononça pour les Arméniens pendant l'autre législature. On trouvera ce discours formidable dans l'*Action Socialiste*, première série. Faut-il que je demande à Quillard où Pressensé agissait alors, où il écrivait, quelle politique était la sienne, et de quel homme il recevait les inspirations.

Si Pressensé apporte une voix de plus en faveur des Arméniens, tant mieux pour l'humanité, du moins au point de vue parlementaire. Mais il ne faut pas dire que cette voix sera la seule, ou qu'elle sera la première en date.

Au moment où nous mettons sous presse, nous lisons dans *l'Aurore* du lundi 19 mai les discours prononcés par les principaux convives au banquet Pressensé l'avant-veille samedi 17 mai. Les discours ainsi publiés ne laissent malheureusement aucun doute.

Qu'est-ce qu'un *banquet intime* où *la liste entière des citoyens qui tinrent à honneur de prendre part... ne comporterait pas moins de quatre-vingt-dix noms.* Quatre-vingt-dix intimes, c'est beaucoup pour un homme seul. Qu'est-ce qu'un tel banquet, sinon une grande manifestation politique ? une manifestation parlementaire ? une manifestation électorale ? Qu'est-ce que ces discours où il n'est question que d'honneur, de très grand honneur, de politique et de cérémonie. Ayant lutté pendant quatre ans contre un État-Major militaire et contre un faux honneur de l'armée, allons-nous insti-

tuer parmi nous un État-Major parlementaire et un honneur spécial dreyfuso-socialiste ?

Je lis dans le discours de Pierre Quillard ces paroles imprudentes :

Dans un discours prononcé à Remiremont, je crois, M. Méline souhaitait qu'il y eût à la Chambre des personnes capables de s'occuper des affaires étrangères. Du temps qu'il était premier ministre, il ne pensait point ainsi ; il préférait machiner, avec son Gabriel Hanotaux et son André Lebon, l'imbécile aventure de Fashoda ou laisser égorger trois cent mille Arméniens, qu'il pouvait sauver.

Que M. Méline se réjouisse avec nous ; désormais vous serez là...

Nous lisons dans l'allocution d'Émile Zola :

Voici ce que je voudrais dire à Pressensé : je considère son élection comme une très heureuse chose, comme une grande victoire, parce que maintenant nous sommes certains qu'il y aura à la Chambre un brave et un vaillant pour poser les questions nécessaires et dire les paroles utiles.

Zola espère donc que Pressensé sera non pas seulement un député rare, mais un député unique, tout à fait extraordinaire, comme il n'y en a jamais eu. Nous verrons. Zola paraît oublier qu'un assez grand nombre de députés socialistes révolutionnaires et de députés socialistes parlementaires ont depuis longtemps posé des questions nécessaires et dit des paroles utiles.

M. Psichari est beaucoup plus imprudent :

Vous êtes de ceux, rares, dont on peut dire qu'une fois députés ils ne changent pas, sinon pour déployer encore plus d'énergie chaque jour.

M. Psichari n'en sait rien. C'est là une assurance que

l'on ne peut avoir qu'après épreuve. Nous en reparlerons dans quatre ans.

C'est en vain qu'Anatole France, avec son esprit, avec sa délicatesse, avec sa justesse, qui est de la justice, avait nommé quelques absents : *Avec Clemenceau, avec Jaurès, avec Guieysse et quelques autres vous avez montré que dans le combat la plus grande habileté est encore le courage.* L'assemblée délirante n'entendit pas même cette brève leçon de goût. Si nous vivions en un temps où le public saurait lire, où l'auditeur saurait écouter, je n'aurais pas l'ingrate obligation de souligner ici une indication aussi discrète. Le flot d'hégémonie et de congratulation coula de plus belle.

C'est en leur nom, messieurs,

dit Pierre Quillard,

Vous savez que je ne parle pas à titre personnel, ce n'aurait aucune importance ; je vous exprime la gratitude et l'espoir d'amis lointains, de frères inconnus qui luttent contre l'exil, la faim, la prison, la mort. C'est en leur nom, messieurs, que je vous propose de boire à l'entrée dans le Parlement français de notre compagnon, Francis de Pressensé, citoyen du monde !

Ou citoyen du monde est un compliment de littérature, ou ça veut dire internationaliste. Si ça veut dire internationaliste, nous sommes tous internationalistes, et il y avait déjà au Parlement, parmi les socialistes, plusieurs internationalistes authentiques.

Le discours de Lagardelle cause beaucoup de tristesse :

Citoyens,

Je suis sûr de traduire les sentiments intimes des jeunes socialistes qui sont ici ce soir, en disant quelle joie pro-

fonde ils éprouvent à rendre, comme vous, hommage à la haute personnalité de Francis de Pressensé.

Non, mon camarade, nous ne rendons pas des hommages. Et les plus hautes personnalités ne sont pour nous que des collaborateurs, comme tout le monde.

C'est pour cela que les jeunes socialistes qui sont ici se réjouissent profondement de communier avec vous dans cette fête donnée à Francis de Pressensé.

Qu'est-ce, communier, fête; quelle est cette phraséologie idéologique, — langage marxiste; mais non, mon camarade, nous ne communions pas; et nous sommes un parti de travail, nous ne sommes pas un parti de fêtes.

Il y a aussi une autre raison, c'est que Francis de Pressensé nous a fait à quelques-uns, avec Vaughan, le très grand honneur de nous appeler à mener autour de lui, à *l'Aurore*, le combat socialiste et à essayer de préciser, de répandre les idées socialistes.

Ou ces paroles n'ont aucun sens, — et nous ne pouvons supposer que dans un concours aussi solennel, dans une assemblée aussi importante, au commencement d'une action aussi concertée, notre jeune camarade ait parlé pour ne rien dire, — ou nous avons ci-dessus l'annonciation d'un nouveau parti. Je ne reviens pas sur *quelques-uns*, *très grand honneur*, *appeler*, *mener*, *autour de lui*, *combat socialiste*. Ces expressions traditionnelles, militaires, mondaines ou politiques ne sont pas moins malheureuses pour Francis de Pressensé que pour Hubert Lagardelle. Je veux m'en tenir au sens même des paroles. Ou elles ne

signifient rien, ou elles signifient que Pressensé est devenu le maître de *l'Aurore*, que Vaughan, d'administrateur-directeur qu'il était, est devenu administrateur tout court, qu'il n'est plus le maître dans son journal, que Pressensé est le chef reconnu de la nouvelle rédaction, que Pressensé va se comporter comme un chef de parti, que *le Mouvement Socialiste* est entré à *l'Aurore*.

Si j'avais besoin de chercher confirmation de cette annonce, le discours de Pressensé tout entier témoignerait. Ou les mots n'ont aucun sens, ou le discours de Pressensé est un discours-programme, un discours-ministre. Et quel programme : Nous sommes de ceux, dit sentencieusement Pressensé, nous sommes de ceux qui estiment que si on veut faire un sillon bien droit et bien profond, comme le disait je ne sais plus quel philosophe, il faut atteler sa charrue à une étoile. — Non, mon camarade, laissons ce romantisme. Quand on veut faire un sillon bien droit et bien profond, dans de la vraie terre, on attelle sa charrue comme on peut et on travaille de son mieux, péniblement, laborieusement, patiemment, opiniâtrément. Et on souffle et on sue. Car tel est le sort échu à la race des hommes.

Je relève dans le discours de Pressensé ce paragraphe inouï de naïveté enfantine :

Une des conclusions logiques, Lagardelle l'a dit, ç'a été pour moi le socialisme, auquel je me suis donné sans retour, sans réserve. Et j'ai la joie de penser que je vais pouvoir le servir, non plus comme un simple soldat, mais dans la bataille même du Parlement, au Parlement. C'est pour moi une joie très grande, parce que je pense qu'à l'heure actuelle la situation n'est pas sans certaines difficultés au point de vue spécialement socialiste.

Nous qui beaucoup plus jeunes et depuis plus longtemps nous sommes donnés au socialisme sans retour, sans réserve, mais qui avons la joie de penser que nous continuerons toujours à le servir, sinon comme un simple soldat, du moins comme un simple citoyen, nous avons le droit et rigoureusement le devoir d'examiner quelle situation nous fait l'investiture d'un nouveau chef.

C'est un devoir pénible, mais un devoir impérieux. Nous avons fait ce travail pour Jaurès, nous ne pouvons pas ne pas le faire pour Lagardelle et Pressensé.

Témoignage personnel. Autant que personne j'estime le calme courage de Pressensé. Je n'examine rien de ce qu'il était avant l'affaire, de ce qu'il fit, de ce qu'il écrivait. Depuis le commencement de l'affaire nous connaissons toute sa bravoure froide. Aucun de nous jamais n'oubliera les expéditions que Mirbeau, Quillard et Pressensé firent dans la plupart des provinces ; aucun n'oubliera les meetings tenus dans Paris. Je serais d'autant moins reçu à les oublier que moi-même simple soldat je recevais dans la rue les coups symétriques de ceux que nos orateurs affrontaient dans les assemblées. Depuis le commencement de la décomposition du dreyfusisme, Pressensé tint très étroitement pour l'entière exécution des poursuites et contre l'amnistie.

Mais c'est ici que je reviens à ma *décomposition du dreyfusisme en France* et que je demande à compléter. On veut limiter l'effet de ma recherche. On veut opposer la décomposition du dreyfusisme aux dreyfusards qui sont devenus partisans de l'amnistie. J'y consens.

Mais d'abord il ne faut pas que ce soit à l'avantage des citoyens qui n'ont pas été dreyfusards du tout. Nous qui avons été dreyfusards dès la deuxième heure nous pouvons demander compte à ceux de nous qui sont devenus partisans de l'amnistie ; ceux de nous qui n'ont jamais été véritablement dreyfusards ne sont pas qualifiés pour le faire. Lagardelle, qui n'a jamais eu le sens profond, réel, moral, du dreyfusisme, qui n'a jamais vu le dreyfusisme qu'en politique et en utilitaire marxiste, n'a pas qualité pour demander compte à Jaurès. A plus forte raison ne peut-on inculper Jaurès et les partisans de l'amnistie au nom de Vaillant ou de Guesde, signataires du manifeste inoubliable, au nom des socialistes révolutionnaires, au nom de ceux qui, au fort de la bataille, nous poignardèrent dans le dos.

Réciproquement il ne suffit pas, pour être demeuré dreyfusard, d'avoir gardé dans l'affaire même et dans ses conséquences, en face de l'amnistie, une attitude exactement dreyfusiste. Il faut aussi avoir étendu à toutes les opérations de la vie, à toutes les actions, si ce n'était déjà fait avant l'affaire, les méthodes qui dans l'affaire Dreyfus reçurent leur application éminente. Garder dans l'affaire et dans les conséquences étroites de l'affaire une attitude effigielle et pour tout le reste conduire sa vie exactement comme s'il n'y avait jamais eu d'affaire, comme si l'on n'avait jamais reçu les enseignements de l'affaire, à parler proprement, c'est ne pas être demeuré dreyfusard.

C'est être devenu partisan de l'amnistie ; non pas de cette amnistie parlementaire et législative qu'un ministre propose, que des orateurs soutiennent, que des orateurs combattent, qu'une Chambre vote, qu'un Sénat

laisse passer, qu'un Président de la République promulgue; mais de cette amnistie beaucoup plus dangereuse, de cette amnistie morale que l'on s'accorde à soi-même au tribunal intérieur.

La première fois qu'après l'affaire j'ai vu un dreyfusard mentir, j'en ai eu un retournement.

J'ai senti d'un coup à cet instant que l'affaire ne recommencerait jamais, qu'elle était morte.

Et puis on s'y fait. J'en ai tant vu mentir depuis que l'on s'y habitue. Seulement je les classe antidreyfusards, partisans de l'amnistie.

C'est ici la grande amnistie. On se la vote soi-même. Et on va lancer des accusations contre les autres.

Quand je commençai les cahiers, je pensai que les grands dreyfusistes les accueilleraient justement. Je dirai sans doute quelque jour comme on nous reçut. Les mêmes hommes, qui faisaient publiquement et solennellement profession de réprouver les procédés de l'État-Major, nous condamnaient, nous exécutaient, nous boycottaient sans nous lire, sans nous regarder, sans nous entendre en nos moyens. Nous avons survécu parce que les dreyfusistes petites gens nous ont soutenus désespérément.

Pressensé, en même temps qu'il gardait, dans l'affaire même et dans ses conséquences, une attitude strictement dreyfusiste, a-t-il étendu à toute son action la méthode qui avait reçu pendant l'affaire Dreyfus une application éminente.

Il y a eu depuis l'affaire Dreyfus une affaire non moins passionnante, au moins moralement, car socialement, politiquement, économiquement, elle n'a pas reçu la

même ampleur. C'est l'affaire Jaurès. Par une singulière coïncidence l'accusé ici était aussi accusé de trahison. Il n'était pas accusé d'avoir trahi son pays au profit de l'étranger ; il était accusé d'avoir trahi la République, le socialisme, la liberté, au profit de l'Église et de la réaction. Trahison qui serait capitale aussi. L'accusation était formelle. On ne la présentait pas comme une injure usuelle de politique, de polémique et d'élection. L'accusation était formelle et tous les jours paraissait dans le journal où Pressensé écrit et signe, puisqu'il y a un journal où il écrit et ne signe pas. Tous les jours dans *l'Aurore* un collaborateur de Pressensé accusait formellement Jaurès d'avoir trahi tout ce que nous défendons. Pressensé se taisait.

Tous les jours l'accusation paraissait.

Dans le même temps, si mes renseignements sont exacts, et au cas où ils ne le seraient pas je serai heureux d'enregistrer un démenti, dans le même temps Pressensé continuait à voir Jaurès quand des cérémonies communes les réunissaient. Pressensé continuait à donner la main à Jaurès. Pressensé parlait à Jaurès d'aller le voir un jour chez lui, ce qui revenait à lui proposer un rendez-vous.

Tous les jours l'accusation paraissait formelle. Pressensé profitait de sa compétence internationale pour parler d'autre chose. Les jours passaient. Les semaines et les mois passèrent. De semaine en semaine et de mois en mois nous avons attendu. En vain. Les bons dreyfusards se taisaient. Pressensé nous parlait des brouillards de la Tamise ou de la Constitution anglaise, qu'il connaît à merveille. Dans ce journal où il était censé libre, nous n'avons jamais pu savoir ce qu'il

pensait, il n'éprouva jamais le besoin de nous dire ce qu'il savait, ce qu'il pensait du cas Jaurès. Quand il rompit le silence complice, quand il écrivit, ce fut pour exposer un antiministérialisme qui pouvait faire croire qu'il avait secrètement participé aux accusations.

Il avait le droit d'être antiministériel, ou antiministérialiste, ou antiwaldeckiste. Il est seulement regrettable qu'à peine élu député il soit devenu d'un ministérialisme et d'un waldeckisme auprès duquel Jaurès paraît tiède. Il a le droit d'être ministériel, ou ministérialiste, ou waldeckiste. J'admets que les députés n'aient pas les mêmes opinions que les candidats, j'admets que les candidats n'aient pas les mêmes opinions que les journalistes. Il n'est pas étonnant que ces hommes, ayant des situations politiques et sociales différentes, aient des vues différentes. Mais il faut qu'au moins les journalistes qui veulent devenir députés ne soient pas féroces contre les orateurs qui sont déjà devenus députés. Aucuns antiparlementaires ne sont aussi féroces et aussi injustes que les futurs parlementaires.

La candidature Pressensé eut ce tort initial qu'elle fut un manquement de parole. Quand Vaughan nous présenta *l'Aurore*, il fut entendu formellement que ce journal ne serait jamais un journal de parti, et pour donner à cet engagement une expression particulièrement accusée, il fut entendu formellement que les collaborateurs du journal ne solliciteraient jamais aucun mandat politique. Jamais ils ne seraient candidats. Que cet engagement fût ou ne fût pas abusif, excessif,

nous ne traiterons pas cette question aujourd'hui. Elle n'importe aucunement au débat. Il suffit que Vaughan ait fait cette condition, et que ses collaborateurs, sans aucune exception, l'aient acceptée. Vaughan était majeur, et ses collaborateurs aussi. Les fondateurs de *l'Aurore* posaient leurs conditions, établissaient leur institution en toute liberté. Aujourd'hui, après quelques années d'existence, eux-mêmes ils brisent leur propre institution. N'est-ce pas encore une amnistie ?

On me dit : L'engagement formel pris par Vaughan au nom de *l'Aurore*, et que nous nous rappelons fort bien, tant il nous avait frappés, ne pouvait lier Pressensé, parce que Pressensé est entré au journal dans des conditions un peu différentes ; il n'était pas appointé ; il fournissait du travail gratuit ; il pouvait donc demeurer libre. Je n'accepte aucunement cette interprétation. Quand les collaborateurs d'un journal gardent la liberté de leur opinion, ce qui était officiellement le cas à *l'Aurore*, ils sont au moins liés par la solidarité financière, économique. Je ne crois pas que Pressensé pût se soustraire au moins à cette solidarité. Sinon nous abandonnons la morale de la solidarité, qui est la nôtre, et nous revenons à la morale de la charité ; nous admettons qu'une aumône soit compensée par un privilège. Nous accordons à ceux de nous qui peuvent travailler gratuitement, c'est-à-dire qui ont des biens, un avantage injuste sur ceux qui n'en ont pas, soit qu'ils n'en aient jamais eus, soit qu'ils aient commencé par mettre dans l'action tout ce qu'ils avaient.

Je n'admets donc pas que Pressensé fût dans *l'Aurore* moins engagé que les autres ; je regrette qu'il ait rompu un engagement constitutionnel ; je regrette

que cette rupture ait été fomentée, vantée, fêtée, toastée.

Plus je vais, et l'expérience des cahiers ne fait que me confirmer dans cette opinion, plus je crois profondément qu'il n'y a rien au monde qui pour l'action vaille la force d'une institution.

Rien n'est donc aussi grave que la rupture d'une institution ; aucun avantage ne peut compenser la rupture d'une institution ; ce n'est pas du même ordre.

Non seulement cela, mais il y avait pacte entre Vaughan et nous ; il n'y avait pas seulement engagement et pacte entre les directeur et collaborateurs de *l'Aurore*, mais il y avait pacte entre *l'Aurore* et nous son public.

Tout le monde sait que *l'Aurore* a subi des crises difficiles ; depuis longtemps, et ce n'était un secret pour personne, la vie lui était devenue dure, financièrement. Vaughan l'a écrit plusieurs fois. Beaucoup de lecteurs aussi pensaient qu'elle subissait des crises de rédaction ; beaucoup déploraient ce qu'ils nommaient ses erreurs ou ses injustices ; beaucoup déploraient ses campagnes. Mais au plus fort de ses égarements il restait que ce n'étaient pas des égarements politiques. On pouvait faire à M. Gohier beaucoup de reproches : on ne peut pas lui reprocher d'être devenu un homme politique, un homme de parti, et ainsi même au travers des égarements la force de l'institution demeurait.

Car telle était la force de *l'Aurore*, tel était le secret de sa persistance. Elle était pour nous le seul journal qui ne fût pas un journal de parti. Ce n'était pas seulement le souvenir de l'affaire qui attachait à *l'Aurore* tant d'obscurs et de tenaces dévouements, c'était

la continuation de l'affaire, non seulement dans l'espèce, mais de l'esprit de l'affaire, au sens profond, par la fidélité à la parole donnée.

J'ai peur que Vaughan, voulant remonter *l'Aurore*, n'ait fait récemment un mauvais calcul. Je sais que la vie lui était pénible; autour de lui les journaux de parti réussissaient plus ou moins; la tentation était grande; il a dû penser que devenue le journal d'un parti *l'Aurore* vivrait, comme tout le monde. J'ai peur qu'il ne se soit trompé. *L'Aurore* ne ressemblait pas aux autres journaux; la clientèle de *l'Aurore* ne ressemblait pas aux autres clientèles; ce qu'elle aimait dans *l'Aurore* était le contraire de ce que les autres clientèles aiment dans les autres journaux; altérer *l'Aurore*, en faire un journal de parti, c'est risquer au contraire de mécontenter la vieille clientèle. Et ce n'est pas se donner la chance d'attirer une clientèle nouvelle, parce que les clientèles de parti sont pourvues de journaux et que les journaux de parti satisfont leur clientèle.

J'ai peur que M. Vaughan n'ait pas vu où était sa véritable force; la véritable force de *l'Aurore* était où est la force de nos cahiers; la véritable force de *l'Aurore* étaient les petites gens qui donnaient leurs deux sous tous les matins. Il y a dans le discours de Pressensé, même jour, un véritable appel aux capitalistes. A l'usage Vaughan et Pressensé verront que, pour fournir des capitaux, les capitalistes ne valent pas le peuple. Outre que, sauf exceptions, les capitalistes font payer ce qu'ils donnent.

J'avais dès le principe redouté la candidature Pressensé. J'en ai suivi le développement sans enthousiasme.

En effet quelle devenait la politique de *l'Aurore* au moment où cette candidature fut annoncée, et quelle était la politique du *Mouvement*, politique récente, mais formellement recommandée? La politique de *l'Aurore* était antiministérielle ; Pressensé lui-même était antiministériel ; Gohier demandait que dans toutes les circonscriptions, et à Carmaux même, ce qui fut fait, l'Unité Socialiste Révolutionnaire présentât des candidats contre les socialistes ministériels ; Pressensé n'était pas moins sévère. La politique du *Mouvement Socialiste* n'était pas moins antiministérialiste. Lagardelle nous recommandait cette *action parallèle* avec les anciens partis socialistes qui devenait huit jours après une action connexe ; *le Mouvement Socialiste* était tout à la lutte de classe ; et qu'avons-nous vu?

Justement dans la circonscription de Lyon où Pressensé a laissé poser sa candidature il y avait un candidat de classe, un vrai, un guesdiste, non un illustre intellectuel, mais un ouvrier menuisier, me dit-on, un syndicaliste, présenté par l'Unité Socialiste Révolutionnaire. Et c'est en partie contre ce candidat authentique de classe que la candidature Pressensé fut posée. Antiministériel, Pressensé se présenta contre un candidat qui avait l'investiture de l'Unité Socialiste Révolutionnaire. Et Lagardelle fit le voyage pour aller soutenir la candidature de Pressensé. Ainsi nos nouveaux chefs commencent par établir des règles absolues ; puis ils font une seule exception ; et comme par hasard cette exception leur profite personnellement ; cette exception, c'est la leur.

C'est toujours le manquement à la parole donnée, le manquement à l'institution librement consentie.

Or je crois que rien au monde, argent, talent, théorie, dogme ou casuistique, ne vaut une institution.

Rien ne les force à faire de la lutte de classe ; mais, s'ils en font, qu'ils en fassent sérieusement.

Or je ne suis pas suspect d'aimer la lutte de classe, mais je me représente ceux qui en font sérieusement. Je ne me représente absolument pas qu'on en fasse en amateur.

Ainsi au point de vue socialiste révolutionnaire au premier tour la candidature Pressensé faisait division. Mais au point de vue moral au second tour Francis de Pressensé a hérité les voix de M. Thévenet. Cet héritage n'est pas reluisant. Pressensé, littéralement, représente à la Chambre les électeurs de M. Thévenet. Cela ne suffit pas pour le discréditer. Cela suffit pour que son élection ne soit pas éminente ; et pour que Lagardelle n'ait pas eu le droit de présenter l'élection de Carmaux comme une élection scandaleuse, après traité conclu entre Jaurès et radicaux. Si M. Thévenet et ses électeurs ne sont pas ignominieux pour Pressensé, les radicaux ne sont pas ignominieux pour Jaurès.

Pressensé a aimé sa candidature d'une affection qui nous surprend de sa part. Et à peine élu, comme il nous est revenu changé. Qu'est-ce que ce banquet, ces discours, ces honneurs ? Où est l'ancienne simplicité ? Comme il est déjà gagné de politique et de cérémonie ; comme il supporte qu'on l'encense ; comme ses préoccupations sont nouvelles ; et comme il parle un langage nouveau.

Lisons attentivement ses articles : déjà il tranche du parlementaire ; il donne des consultations ministérielles,

parlementaires, politiques ; il est entré dans le jeu ; il fait des pronostics ; il forme des combinaisons ; il conseille et déconseille ; un tel ferait bien à la présidence de la Chambre ; on pourrait mettre tel autre à la présidence du conseil ; il connaît les disponibilités, les éventualités, les cadres et fournitures. Nous lisons dans *l'Aurore* du jeudi 15 mai :

La France républicaine s'étonnerait à juste titre de se réveiller, au sortir d'une telle crise, sous la houlette fleurie de l'enjôleur, du bénisseur, du *courtier plus ou moins honnête* qui s'appelle Freycinet et qui, s'il a donné des gages à tous les partis, les a tous aussi également déçus. Ce serait une faute du même ordre que celle qui remettrait à la tête de la Chambre le *jeune premier* entre deux âges et entre deux opinions dont les grâces frelatées ne sauraient éternellement suppléer aux principes absents.

On voit à cela qu'il est de la maison.

Qui sait si la sagesse ne consisterait pas en maintenant au pouvoir un ministère rajeuni, retrempé, fortifié, débarrassé de la cause de faiblesse que lui était la présence d'un socialiste sans mandat de son parti, sûr, dans la limite de son action contre le nationalisme et de sa sincérité réformatrice, de l'appui conditionnel et désintéressé du groupe socialiste en même temps que de la fidélité plus disciplinée de la majorité radicale, de porter au fauteuil un homme dont les qualités mêmes ne seraient pas sans danger à la tête du gouvernement, mais dont les défauts mêmes ne seraient pas sans leurs avantages à la présidence ?

Mixture et combinaison. Ce même jeudi je vis beaucoup de monde aux cahiers. Je demandai qui était l'homme dont les qualités mêmes ne seraient pas sans danger à la tête du gouvernement, mais dont les défauts mêmes ne seraient pas sans leurs avantages à la présidence. Quelques-uns, malavisés, conjecturèrent

Brisson ; la moitié conjectura Doumer, la moitié conjectura Bourgeois. Voilà comme on écrit quand on a commencé à faire de la politique.

Il paraît qu'il fallait conjecturer Bourgeois. Jaurès ayant eu la veille l'imprudence de penser à un ministère Bourgeois, Pressensé ne pouvait moins faire que d'imaginer un ministère Waldeck. Or, pour avoir un ministère Waldeck, il ne fallait pas avoir un ministère Bourgeois : et pour ne pas avoir un ministère Bourgeois, il fallait mettre M. Bourgeois à la présidence de la Chambre. Vous m'entendez. Ce sont là combinaisons que l'on entend, quand on veut. Le malheur est que Waldeck s'en va. Que devenir ?

On m'assure que pour comprendre un article de Pressensé il faut désormais se reporter à *la Petite République* de la veille. Pressensé ferait la contre-partie de Jaurès, dirait blanc quand Jaurès dit noir, ainsi grossièrement. On doit exagérer. Il faut que *l'Aurore* ait une existence propre et ne soit pas la réplique de *la Petite République*. Sinon elle équivaudrait, en un sens, à *la Petite République*. Elle mérite d'avoir une existence propre. Elle en est digne.

Pendant deux ans Pressensé journaliste antiministériel a traité durement Jaurès parlementaire et journaliste ministériel ; après deux ans Jaurès pense que le ministère Waldeck a fait son œuvre de restitution républicaine et qu'un ministère radical est indiqué. Aussitôt Pressensé devient waldeckiste, s'aperçoit que les radicaux sont faibles, demande la continuation d'un ministère Waldeck. Mais Waldeck — serait-il jaurésiste ? verrait-il comme Jaurès ? — Waldeck s'en va. Que deviennent les combinaisons ?

Les deux attitudes étaient tenables. J'admets qu'au point de vue politique on fût ministériel ou antiministériel. Je suis très libéral. Mais ce qui m'inquiète, c'est ce brusque changement, et surtout cette sévérité pour des situations que soi-même on aura bientôt.

Dans le même numéro l'article de Lagardelle commençait ainsi :

Le socialisme ne sort pas diminué des élections. Il a légèrement accru le nombre de ses voix et compensé les pertes subies par des conquêtes nouvelles. Il demeure une force politique importante et son action parlementaire sera nécessairement décisive.

Pourquoi nécessairement ? Nous n'avons pas renoncé l'optimisme de Jaurès pour endosser un nouvel optimisme, fataliste.

Le même article finit ainsi :

... Mais les mystères de la diplomatie et les obscurités de la politique internationale ne peuvent être percés que par ceux-là qui les connaissent. C'est ne froisser personne parmi nos camarades de combat que de reconnaitre sur ce point l'exclusive compétence d'un Pressensé.

Sous l'action de si hautes individualités, notre parti pourra reprendre, à la Chambre et dans le pays, la place que lui ont fait perdre, en partie, les querelles intérieures et les déviations ministérialistes.

Prêcher la paix sur un mot de guerre, cela est encore de la politique.

Sans se laisser aller à un optimisme de commande, il est permis d'affirmer que, sous l'action des circonstances, vont s'imposer à notre parti des formations nouvelles, qui, mieux que par le passé, maintiendront l'idéal socialiste.

Ou les mots n'ont aucun sens, ou *formations nouvelles* signifient un tiers parti, un nouveau parti dans le parti.

Le discours de Lagardelle au banquet Pressensé finissait ainsi :

Citoyens, c'est pour ce socialisme-là qu'à côté de Pressensé et de Vaughan et de nos autres camarades, nous continuerons à lutter dans *l'Aurore*, en essayant de donner des renseignements sur tout le mouvement national et international, sur le mouvement politique comme sur le mouvement ouvrier, saisissant en somme toutes les manifestations de la vie socialiste dans le monde.

Mais non, camarade, on ne saisit pas, même en somme, toutes les manifestations. Aujourd'hui encore nous ignorons ce qui s'est passé vraiment en Belgique.

Citoyens, les jeunes hommes qui sont venus au socialisme ont le droit d'être optimistes,

Ce ton de pontificat cérémonieux, dans un banquet, m'exaspère.

Citoyens, les jeunes hommes qui sont venus au socialisme ont le droit d'être optimistes, lorsque se pose pour eux le problème de la conduite à tenir. Ils savent qu'ils peuvent sans hésitation aucune marcher de l'avant, parce qu'ils ont un terrain sûr qui ne se dérobera pas sous eux, un terrain qui est le prolétariat moderne, qui est la création de nouvelles institutions.

On peut objecter que nous nous trompons sur la portée du mouvement ouvrier et sur sa valeur révolutionnaire. Je ne le crois pas, mais ce que nous pouvons dire, sans crainte, c'est que nous avons le droit d'être optimistes, de croire que le monde est en train de faire une révolution, puisque nous marchons avec l'agent essentiel de la Révolution. Citoyens, les jeunes hommes qui, à *l'Aurore*, à côté de Francis de Pressensé lutteront pour la doctrine nouvelle, auront au milieu de la lutte, la joie profonde de se dire — et peu de générations se le seront dit : Nous marchons avec l'histoire.

Quel sera donc le sens, quelle sera la valeur, quelle sera l'utilité du nouveau tiers parti. Ce sera un parti de plus, dans une situation où il y a déjà trop de partis; ce sera un parti socialiste de plus, dans une situation où il y a déjà trop de partis socialistes; comme parti socialiste je ne vois ni sa place ni son utilité.

Je ne suis pas suspect d'aimer le guesdisme et je ne l'ai jamais flatté; mais au moins le guesdisme on sait ce que c'est; comme on sait ce que c'est que les interfédéraux. Je ne me représente pas la situation du tiers parti. J'ai peur qu'il ne cumule tous les défauts des guesdistes avec tous les défauts des interfédéraux, et qu'il n'ait les avantages ni des uns ni des autres; c'est ainsi du moins qu'il a commencé; il aura toute la raideur guesdiste sans aucune rigidité; il aura toute la fluctuation interfédérale sans aucune souplesse. Il fera de la lutte de classe avec et parmi des bourgeois.

Ainsi au banquet Pressensé on se nommait amis, messieurs, citoyens et compagnons; Lagardelle faisait de la lutte de classe devant M. Ludovic Trarieux. Si les convives s'étaient pris au sérieux, comme on le doit, ils n'auraient pas dîné ensemble. Car la lutte de classe eût mis en fuite M. Ludovic Trarieux; et la situation politique et sociale de M. Trarieux eût indisposé Lagardelle.

Quand on fait de la lutte de classe, on vote pour le candidat de classe.

L'Aurore sera un journal officiel du nouveau parti, et cependant *l'Aurore* ne sera pas un journal officiel. Or on est officiel ou on ne l'est pas. Si une qualité ne se partage pas, c'est l'officialité. Lagardelle nous parle toujours d'organisation; et pour commencer il s'établit

dans le journal justement qui n'est d'aucune organisation, qui ne représente aucune organisation.

Non seulement Pressensé à Lyon se présenta contre un candidat de classe, mais antiministériel et alors antiwaldeckiste il fut à Lyon le candidat, au moins officieux, des Portefoin. Il fut, comme il nous l'a dit une fois rentré, candidat de défense républicaine. Il eut l'investiture, au moins officieuse, de l'Unité Fédérative. Il fut soutenu, annoncé par *la Petite République*. Aussitôt élu *la Petite République* l'inscrit dans le Groupe Socialiste parlementaire.

Voilà ce que la politique fait d'un homme, d'un honnête homme et d'un homme courageux. On me dit : *Le Mouvement Socialiste* ne fait rien que *la Revue Socialiste* ne fasse depuis longtemps; Lagardelle ne fait rien que ne fasse Rouanet ; Pressensé ne fait rien que Jaurès ne fasse ; tous les partis font ou préparent des banquets ; *l'Aurore* ne fera rien que *la Petite République* n'ait fait depuis longtemps. — Si cette raison suffit à Lagardelle, à Pressensé, au *Mouvement* et à *l'Aurore*, si cette assimilation les contente, je me tais. Mais pourquoi Lagardelle, Pressensé, *le Mouvement* et *l'Aurore* ont-ils tant blâmé Rouanet, Jaurès et *la Petite République ?*

Si Lagardelle pense que nous devons recommencer identiquement l'action de nos aînés, je me tais.

D'ailleurs on me dit au contraire : Qu'importent ces deux hommes. Ils sont tombés dans la politique. C'est qu'ils devaient quelque jour y tomber. Ils ont descendu la pente que l'on ne remonte pas. Ils mentiront plus de

sept fois par jour. L'action commencée avec eux continuera sans eux. Il n'y a pas d'hommes nécessaires.

Ainsi parlent des anarchistes moralistes. Ce détachement inhumain ne me satisfait pas. Nous ne sommes pas si nombreux que deux militants puissent disparaître sans dommage. Nous ne sommes pas si heureux que deux militants amis puissent nous quitter sans affliction. Pour eux et pour nous, pour l'action, il était grandement désirable que l'ancienne entente ne fût pas diminuée.

Ce qui déplaît aussi dans le banquet Pressensé, dans les discours, c'est cette vieille idée indéracinable que l'entrée d'un homme au Parlement peut changer la face du monde. Ainsi tantôt on nie l'importance légitime des personnalités, tantôt on l'exagère. Non l'entrée d'un homme au Parlement n'est que l'entrée d'un homme au Parlement.

L'entrée d'un homme au Parlement est beaucoup moins importante que l'entrée d'un homme au ministère.

Généralité. Si la *Ligue française pour la défense des Droits de l'Homme et du Citoyen* veut avoir un organe outre son bulletin bi-mensuel, si elle veut avoir un quotidien, mieux vaut qu'elle ait un organe officiel que d'avoir un organe officieux ; un organe officieux a tous les inconvénients d'un officiel ; mais il n'a aucun des avantages ; les responsabilités s'y diffusent ; la suspicion du public est la même, au moins ; et l'action manque de vigueur, d'exactitude, de loyauté.

Si la *Ligue* veut restituer l'ancienne action dreyfusiste, ce n'est point par des banquets et des congratulations

qu'elle y réussira. Laissons aux partis politiques les banquets, les discours, les programmes. Laissons aux partis religieux les cérémonies, fêtes et consécrations. Laissons aux partis vainqueurs les réjouissances et commémorations. Ne faisons pas comme les militaristes français, qui célèbrent les anniversaires de toutes nos défaites militaires. Nous n'avons déjà pas à être si fiers de ce que nous avons fait, de ce qui nous est arrivé, de ce que nous avons obtenu. Le droit est resté violé. Nous-mêmes nous avons oublié nos méthodes.

Si la *Ligue* veut restituer l'ancienne activité dreyfusiste, elle n'y parviendra point en instituant un parti dreyfusiste, un parti politique dreyfusiste. Composé des anciens éléments dreyfusistes, ce parti dreyfusiste n'aurait aucun programme politique. M. Ludovic Trarieux et Lagardelle ne peuvent pas faire de la politique ensemble. Ils pouvaient ensemble faire de l'action morale et même socialiste. Non seulement ils ne peuvent ensemble faire de la politique socialiste, mais ils ne peuvent ensemble faire aucune politique.

Le dreyfusisme ayant été la libération de l'action publique, son affranchissement des partis politiques, fonder un parti dreyfusiste, avec un organe officieux, un parti politique dreyfusiste, par définition c'est justement cesser d'être dreyfusiste.

En ce sens, et en beaucoup de sens, le banquet Pressensé aura été une importante contribution à la décomposition du dreyfusisme en France.

Les dreyfusistes, officiels au moins, la Ligue des Droits de l'Homme, l'État-Major dreyfusiste, font beaucoup trop de cérémonies, de commémorations. De l'action vaudrait mieux.

Ne pas être un homme de parti, ne pas être un journal de parti, ce n'est pas seulement ne pas être l'homme, et ne pas être le journal des partis existants; c'est aussi ne pas être l'homme ou le journal d'un parti nouveau, de son propre parti, du parti que l'on fait autour de soi.

C'est avant tout ne pas fonder de parti.

Nous serons heureux que Pressensé fasse entendre en faveur des peuples poursuivis une voix autorisée; mais s'il est vraiment le mandataire de ces peuples auprès de nous, il ne peut intervenir dans nos querelles intérieures qu'avec beaucoup de ménagements; sinon il risque d'aliéner à ses clients les hommes ou les partis français dont il se ferait des ennemis propres; et il risque de se faire avantager dans la lutte politique de l'autorité qu'il doit à cette noble fonction, avantage qui serait injuste. Pressensé a ici une situation comparable à celle de Quillard. J'ai toujours peur quand je vois un homme comme Quillard mêlé à nos débats. Quillard est vraiment parmi nous l'ambassadeur des Arméniens persécutés. De tels hommes ont vraiment parmi nous un droit d'asile, un droit souverain, une exterritorialité. Un tel privilège demande en réciproque un discernement, une discrétion souveraine.

Si Pressensé veut plaider à la tribune en toute liberté, en pleine autorité politique et morale pour les peuples opprimés, il devient indispensable qu'il renonce à la haute situation professionnelle qu'il occupe dans un grand journal bourgeois du soir. Déjà la double situation qu'il avait dans ce grand journal bourgeois modéré opportuniste et à *l'Aurore* n'allait pas sans quelque difficulté. On répondait qu'il fallait bien, fournissant à *l'Aurore* du travail gratuit, qu'il continuât de gagner

honnêtement sa vie de son métier. D'abord il faudrait savoir si le métier de journaliste est un métier neutre que l'on puisse continuer en tout état de cause pour gagner honnêtement sa vie, quoi que l'on fasse, quoi que l'on écrive, et où que ce soit. Puis je ne crois pas que ces raisons du travail gratuit vaillent dans la morale de la solidarité. Comme elles revenaient précédemment à compenser une aumône par un privilège, elles reviennent ici à compenser une aumône par une licence, par le privilège d'une licence. La vraie solution, la solution normale, régulière, et surtout la solution socialiste, c'est-à-dire celle qui assurait la bonne administration du travail, était que Pressensé fût rémunéré à *l'Aurore* pour son travail, juste assez pour vivre, et que *l'Aurore* marchât ; ainsi le cas de conscience ne se fût pas même présenté. Or pour beaucoup de cas de conscience, en particulier pour les économiques, la meilleure solution est souvent d'instituer une situation où ils ne se posent plus.

Le maintien de Pressensé dans le grand journal du soir permettrait aux nationalistes, aux réactionnaires, contre les socialistes, contre les Arméniens, des effets de tribune un peu faciles.

Ce qui me fait croire que la Ligue des Droits de l'Homme a une politique, et Pressensé aussi, au moins dans *l'Aurore*, c'est la manière dont on a traité Gohier, dont Pressensé a traité Gohier. On sait que Gohier a quitté *l'Aurore,* de son plein gré, sur un incident, quelques jours avant les élections. Les accusations de Gohier contre Jaurès battaient dans *l'Aurore* côte à côte avec la place, avec l'emplacement où Pressensé

pouvait faire imprimer ce qu'il voulait. Il n'a pas dit un mot. Entre ces deux hommes dont l'un était son ami et l'autre son collaborateur, il a passé inattaqué, inattaquable; comme les sages pendant la Terreur, il a vécu; j'aurais préféré qu'il prît au moins parti pour Gohier.

On me rapporte un propos, et si mes renseignements sont inexacts je serai heureux d'enregistrer une rectification. C'est un propos de salle de rédaction, pour qui on ne demandait pas le secret, pour qui on ne m'a pas demandé la confidence. On parlait devant Pressensé de ma brève intervention dans l'affaire Jaurès et du beau cahier, *Études Socialistes*, que nous avons formé en réunissant, quatrième cahier de la troisième série, des articles de Jaurès. Il a eu tort, dit Pressensé ; il ne faut pas soutenir Jaurès, parce qu'en ce moment sa politique fait le plus grand tort au socialisme.

Ainsi Pressensé journaliste et ancien dreyfusiste, autant qu'il était en lui, dans la mesure de son action, traitait l'affaire Jaurès par le silence, qui est l'appropriation, l'adaptation individuelle du huis clos ; et quand il en parlait il abandonnait Jaurès. Mais je le demande, qu'est-ce qui était en cause ? Etait-ce de savoir si la politique de Jaurès était mauvaise, ou était-ce de savoir si Jaurès, au sens littéral des mots, avait trahi. Confondre les deux questions, répondre sur la première quand c'était la deuxième qui était posée, répondre sur la première comme si c'était la deuxième, voilà ce que je nomme de la politique ; et c'est en ce premier sens que je dis que Pressensé fait de la politique.

Survinrent les élections. Brusquement on se débarrassa de Gohier. Nous publierons bientôt le dossier de

cette affaire. Des pièces que nous publierons, des renseignements que j'ai, des renseignements que nous aurons quelque jour, il semble malheureusement résulter que l'expulsion de Gohier fut un coup de politique. Entre qui fut-elle concertée ? Vaughan adopta brusquement une attitude que rien ne faisait prévoir. Pressensé — encore le huis clos — n'écrivit pas un mot pendant la crise. Il allait à Lyon, travaillait sa candidature. Tout à coup, Gohier parti, Pressensé se trouve le prince du nouveau journal — voir le discours de Lagardelle.

Ainsi Pressensé n'a pas affronté Gohier, qu'il fallait affronter; il a éliminé Gohier, qu'il ne fallait pas éliminer. Il a éliminé quand il fallait affronter. Il n'a pas affronté quand il fallait affronter. Affronter, c'est-à-dire opposer des raisons, en toute liberté économique. Éliminer, c'est-à-dire opposer des servitudes économiques.

Quand je vois ce qu'a duré Allemane au feu de fièvre de la politique parlementaire, je me demande ce que Pressensé va durer.

Soit dit sans offenser Pressensé, Allemane paraissait un rude homme.

J'ai l'impression que Pressensé va monnayer en politique son capital de dreyfusisme; quand je dis capital, je suis le premier à déclarer par là qu'il avait acquis beaucoup par son courage.

Ligue des Droits de l'Homme. C'est toujours la même hésitation. La Ligue a pris part aux élections. Elle a fait juste assez de politique pour compromettre son action dans les autres domaines. Elle en a fait juste assez peu pour ne pas enfoncer la *Ligue de la Patrie Française.*

Certains dreyfusistes, oubliant trop ce qui reste à faire, n'ont pas oublié assez leurs mérites et leurs histoires. Nous connaissons ces événements, dont nous fûmes une petite part. Et on nous en a déjà parlé beaucoup. *M. Trarieux prononce un dernier discours. C'est un toast au colonel Picquart :*

Messieurs,

Le 9 juin 1898, ma maison a été le théâtre d'un crime véritable. C'est chez moi qu'a été arrêté le colonel Picquart. *(Mouvement)*

Je comprends ce mouvement. On ne s'attendait plus à cette révélation. Depuis le 9 juin 1898 il coule de l'eau sous les ponts et il y a eu beaucoup de crimes véritables. Ne nous laissons pas fasciner. Ne tombons pas dans le fétichisme.

Socialisme. Si les partis socialistes ont perdu aux élections, il ne semble pas que le socialisme lui-même ait été atteint. Il ne pouvait pas beaucoup perdre parce que dans la réalité il n'a pas beaucoup. La déperdition apparente vient au contraire de ce que l'on avait embauché hâtivement dans le socialisme, et classé sans contrôle, par vanité, par mensonge, par politique, une innombrable quantité de non socialistes ; de mécontents, de brouillons, ou de réactionnaires, parmi les socialistes-révolutionnaires ; de radicaux parmi les indépendants.

Jaurès a bien raison de dire que pour la première fois depuis la fondation de la troisième république les élections indiquent formellement une majorité, un

ministère. Cela prouverait en faveur du régime parlementaire. Malheureusement la majorité indiquée est celle du seul parti en France qui n'ait aucune idée. Le ministère indiqué est celui du seul ministrable qui ne veuille plus avoir la présidence du conseil.

On a souvent reproché au parti radical de manquer d'hommes. Cela est vrai. Mais il y aurait lieu d'examiner s'il ne manque pas d'hommes parce qu'il manque totalement d'idée. Le nationalisme a un sens. L'opportunisme a un sens. Le mélinisme a un sens. Le socialisme révolutionnaire a un sens. Le socialisme opportuniste a un sens. Le radicalisme et le radical-socialisme n'a rigoureusement aucun sens.

Waldeck s'en va. Il n'attend pas même le débat liminaire et la sanction que demandait Jaurès. Immédiatement on sent que les vieux bafouillages vont recommencer. Les potins politiques reprennent le même son qu'il y a cinq ans, onze ans, seize ans.

Quelle situation nous est désormais faite par la domination sénile du radicalisme et du radical-socialisme, c'est ce que nous examinerons dans un des premiers cahiers de la quatrième série.

Le Petit Sou ne paraît plus depuis le 15 de ce mois ; né du caprice d'un capitaliste véreux, l'organe officiel de l'Unité Socialiste Révolutionnaire, Parti Socialiste de France, est mort comme il était né.

Vendredi 23 mai 1902. Pressensé ne parle plus que de politique, et de politique parlementaire. Après avoir pendant deux ans querellé M. Waldeck-Rousseau parce que M. Waldeck-Rousseau ne quittait pas le pouvoir, il querelle aujourd'hui M. Waldeck-Rousseau parce que M. Waldeck-Rousseau quitte le pouvoir. Enfin M. Waldeck-Rousseau n'est pas à ses ordres.

Nous lisons dans *l'Aurore* de ce matin :

UNE CRISE INUTILE

Voilà, paraît-il, qui est une affaire faite. M. Waldeck-Rousseau n'entend pas seulement quitter le pouvoir : il est démissionnaire, il n'a pas voulu attendre la nouvelle Chambre, il a placé le pays, le président et le Parlement en face d'un fait accompli.

...C'est précisément cette manière de voir qui me faisait et me fait encore envisager la continuation du ministère Waldeck-Rousseau — avec les quelques modifications nécessaires — comme l'issue la plus naturelle et la plus heureuse de la crise électorale.

Des volontés, qu'il n'eût peut-être pas été impossible à un certain moment de plier à un meilleur parti, en ont décidé autrement. On me permettra de regretter que le ministère même, s'il croyait devoir passer la main, n'ait pas compris la haute utilité, je dirai presque la nécessité morale et politique d'une rencontre avec la Chambre.

L'esprit de la Constitution, tous les précédents du régime parlementaire faisaient presque une loi de cette comparution suprême qui, après tout, peut seule assurer la réalité et l'efficacité des responsabilités politiques. Dans les conjonctures actuelles, l'intérêt majeur de la cause républicaine demandait un grand débat dans lequel le passé eût été mis en pleine lumière et l'avenir dégagé.

La Chambre est novice. Elle vient à peine de naître. Toute assemblée a besoin, à ses premiers pas, d'une main ferme qui la guide, qui l'oriente, qui lui fasse voir ce qu'elle veut, qui l'accouche, en quelque sorte, de ses volontés obscures dont son expérience n'a pas pleinement conscience. Et cela était plus nécessaire que jamais avec un Parlement où sans doute le nationalisme, écrasé malgré un effort désespéré, est en minorité, mais où la majorité comprend des éléments douteux — ou douteurs — et n'a que des limites flottantes.

Déjà nous constatons le regrettable effet de cette espèce d'abdication préalable. Dès que l'on a senti que la main d'un véritable homme d'État ne tenait plus la barre,...

Je ne puis parvenir à me passionner pour ces questions.

Nous avons reçu deux désabonnements qui tiennent au Mouvement Socialiste; *nous espérons que ce mouvement s'arrêtera là; je veux croire que Lagardelle dissuadera ses amis de jouer ce jeu dangereux.*

Je demande à ceux de nos amis qui le peuvent de rester abonnés au Mouvement Socialiste. *Notre constitution nous interdit de donner à nos dissentiments des sanctions économiques.*

Un avenir prochain fera voir qui étaient les véritables amis de Lagardelle, de ceux qui ont tout fait, qui ont risqué la rupture même et l'inimitié pour l'empêcher de tomber dans la politique et dans le journal, ou de ceux qui, parce qu'ils y avaient avantage, l'y ont encouragé.

EMPRUNT DES CAHIERS

Nous pouvons évaluer à cinq mille francs le dommage que les élections nous auront causé, par abaissement de recettes; nos souscriptions ont baissé d'un millier de francs presque; nos abonnements anciens nous ont rendu moins; nous n'avons pas reçu d'abonnements nouveaux; nous avons moins vendu de cahiers séparés; nous avons moins vendu de livres en librairie. Nous publierons le bilan de la troisième série dans le premier cahier de la quatrième. Alors nous pourrons mesurer plus exactement la déperdition que nous avons subie.

Depuis quelques jours nos recettes remontent; mais il est évident que nous ne pouvons plus rattraper le retard; l'année est fortement avancée; dans dix semaines auront commencé les examens et les vacances.

Nous sommes ainsi conduits à effectuer dès cette année une opération que je gardais pour le commencement de la quatrième série.

On sait comme j'ai fondé ces cahiers. Non seulement je n'avais plus un sou, mais j'avais mis dans l'action beaucoup plus que je ne possédais. Au lieu donc de commencer, comme on le doit, avec un capital, je commençai avec une dette. Je ne pouvais ni ne voulais ni ne devais faire autrement. Ma témérité fut grande, mais ceux-là seuls qui pourraient me la reprocher, les miens, n'ont pas la pensée de me la reprocher.

Pour assurer la marche des trois premières séries, je m'engageai personnellement ; un abonné de la première heure eut le courage de m'avancer plusieurs milliers de francs. Je dus, sur ce premier établissement, asseoir trois années de travail. Ce fut difficile.

Nous avons tous lu dans les images d'Épinal ce conte véridique. Le père en mourant n'avait plus que dix-huit sous ; qu'il partagea également entre ses trois fils ; le plus jeune, ayant pleuré le père ; s'en fut à pied à la ville voisine ; où il acheta pour six sous de rubans et dentelles ; qu'il revendit huit sous aux femmes dans les villages ; puis il s'en fut à la ville voisine ; où il acheta pour huit sous de rubans, dentelles et merceries ; qu'il revendit pour vingt sous dans les villages ; puis il acheta un âne ; qui portait les épiceries sur son dos ; puis il acheta une petite voiture ; et un cheval ; et une maison ; et une femme ; et des enfants ; et un château ; où il reçut fraternellement, sur ses vieux jours, son frère le soldat, qui avait une jambe de moins ; et son frère le viveur, qui enfin revenait aux joies de la famille.

Tel fut mon sort, pour les débuts s'entend. Je dus à chaque fois spéculer sur le bénéfice de l'opération antérieure pour en constituer la mise de fonds de l'opération suivante. Or ce procédé pouvait réussir au temps que nous étions petits. Et même alors il avait commencé à se démoder. Il était bon du temps de Louis-Philippe, et sous le gars Napoléon. Un Rességuier pouvait alors édifier une immense fortune. Aujourd'hui, par le progrès de la concurrence commerciale, toute opération financière exige une mise de fonds. Quand on veut faire des tramways, des savons ou des

corbillards, on commence par constituer un capital. Nous vivons dans une société où le jeu du crédit est devenu si puissant que travailler longtemps comme s'il n'y avait pas le crédit est fictif et deviendrait dangereux.

Pour faire les cahiers, selon la loi commune, il faut constituer un capital. Nous n'avons pas constitué ce capital au commencement de la première série; nous avons voulu travailler d'abord, marcher, vivre, faire nos preuves; nous avons tenu tant bien que mal pendant la première série.

Nous n'avons pas constitué ce capital au commencement de la deuxième série; pour la même raison; le lancement n'était pas achevé; nous avons tenu tant bien que mal pendant la deuxième série.

Je voulais constituer ce capital au commencement de la troisième série; je pensais dès lors que les élections nous feraient la vie difficile; mais je savais aussi que Lagardelle et Besnard cherchaient des fonds pour constituer un capital au *Mouvement Socialiste* hebdomadaire; que cela n'allait pas tout seul; je savais qu'il est toujours difficile de trouver des fonds; je savais qu'au moins pour une certaine somme les réservoirs où nous puiserions seraient les mêmes; je m'effaçai devant Lagardelle et Besnard; comme je m'étais effacé devant Lagardelle plusieurs fois déjà depuis le commencement du *Mouvement;* je pensai que nous pourrions attendre au commencement de la quatrième série; nous avons tenu tant bien que mal pendant la troisième série.

Je voulais constituer ce capital au commencement de la quatrième série; nous ne pouvons tenir jusque-là; nous avons souffert des élections plus que je ne m'y

attendais ; l'accroissement de nos opérations exige un fonds d'accroissement, un fonds de roulement plus considérable que je ne m'y attendais.

La librairie demande un fonds de trois mille francs ; quelle que soit la diligence de nos clients, il y a toujours trois mille francs de livres que nous avons payés aux commissionnaires et que nos clients ne nous ont pas payés encore, soit que nous les ayons en magasin, à disposition, soit que nous les ayons livrés assez récemment.

La papeterie des cahiers nous demandera bientôt un fonds d'établissement.

Les éditions des cahiers nous demandent un fonds de cinq mille francs ; il y a déjà cinq mille francs de cahiers que nous avons payés aux imprimeurs et que nous n'avons pas vendus encore ; toute maison d'éditions est dans le même cas ; mais toute maison d'éditions sérieuse a des capitaux.

Ce fonds de marchandises ne pourra que s'accroître ; il est indispensable que nous fassions de forts tirages pour la plupart de nos cahiers ; c'est l'intérêt commun des auteurs, du public, des cahiers ; nos éditions se vendent lentement, mais régulièrement ; plusieurs de nos cahiers sont déjà épuisés ; plusieurs sont en épuisement.

Ainsi notre situation générale est assez bonne ; l'inventaire, où entre la valeur des marchandises, est bon ; le bilan, où n'entreraient que les recettes en espèces, laisse à désirer. Or on ne paie pas ses traites avec des marchandises.

Pour spécifier que cette opération n'est pas un emprunt effectué en cours de route, mais l'emprunt initial des

cahiers effectué avec trois ans de retard, nous le nommons *emprunt de fondation.*

Pour la même raison, et pour que cette opération soit faite une fois pour toutes, il faut qu'elle soit complète ; nous ne pouvons marcher bien à moins d'avoir obtenu vingt mille francs ; c'est le prix d'un arrondissement bon marché ; il nous faut l'année prochaine un fonds de roulement plus considérable que cette année, pour l'accroissement normal de nos cahiers, et pour l'accroissement de leur nombre dans la série. La bonne copie abonde. Nous avons pour le commencement de la quatrième série plusieurs cahiers tout faits et les meilleures promesses. La véritable moyenne, la moyenne réelle entre le mensuel, qui produit douze numéros par an, et l'hebdomadaire, qui en produit cinquante-deux, est beaucoup plus près de trente que de vingt. Dès la prochaine série nous tâcherons de donner un peu plus de vingt cahiers.

Il nous faut en outre un fonds de roulement permanent pour effectuer des lancements administratifs de plus en plus larges.

Pour simplifier l'opération nous partageons les vingt mille francs de l'emprunt en deux cents parts de cent francs ; ceux de nos abonnés qui ne pourront souscrire une part entière s'entendront d'eux-mêmes à plusieurs pour constituer une part.

Je me permets de recommander ce procédé à nos abonnés pauvres, qui sont nombreux. A nos abonnés très pauvres, qui sont plus nombreux, je me permets de faire cette loyale déclaration : nous ne leur demandons rien cette fois-ci ; nous savons qu'ils ne

peuvent pas nous envoyer plus qu'ils ne nous envoient régulièrement ; nous ne voulons pas que pour nous envoyer aujourd'hui une souscription extraordinaire ils manquent à leurs devoirs d'état ou à leurs devoirs de famille, qui sont les premiers devoirs ; nous ne sommes pas des chefs qui font massacrer des troupes en leur affirmant que la garde civique ne tirera pas ; nous sommes simplement des ouvriers qui travaillons le plus que nous pouvons, du mieux que nous pouvons, avec le plus des meilleurs collaborateurs que nous pouvons.

Dans ma pensée donc le présent appel ne s'adresse pas à ceux de nos abonnés qui sont très pauvres. Il s'adresse à tous les autres. Que ceux qui sont pauvres s'entendent plusieurs pour souscrire une part ; que ceux qui le peuvent souscrivent une part entière ; que ceux qui le peuvent souscrivent plusieurs parts.

Pour faciliter le placement les titres de parts seront groupés par carnets de cinq. Ainsi on pourra souscrire un carnet et répartir ensuite les parts entre ses amis.

Les carnets seront prêts le 28 mai.

Pour faciliter la libération des titres, les titulaires des parts s'acquitteront à leur volonté

ou en souscrivant

ou par cinquièmes, c'est-à-dire :

vingt francs avant le 28 juin ;
vingt francs avant le 28 juillet ;
vingt francs avant le 28 août ;
vingt francs avant le 28 septembre ;
vingt francs avant le 28 octobre.

Pour que nos cahiers gardent leur autonomie, nous

exigeons que les titulaires des parts soient de nos abonnés.

Les parts ne porteront pas intérêt.

Elles ne seront pas remboursables.

Nous délivrerons les titres des parts au moment de la libération; les versements partiels seront portés en compte aux titulaires jusqu'à la libération totale.

Juridiquement les sommes versées pour la libération des parts seront affectées, comme un supplément, aux abonnements mêmes des titulaires. Ainsi un abonné qui souscrit une part entière est censé payer cent vingt francs en tout pour un abonnement extraordinaire à la quatrième série.

On n'attend pas que je fasse pour les cahiers un boniment de compagnie financière. Je publierai dans le bilan de la troisième série le résultat de l'opération, et la quatrième série, et les séries suivantes témoigneront de son effet.

Nous ne pouvons et nous ne devons compter que sur nous-mêmes; sans aucune exception les forces politiques sont contre nous.

Il nous faut au moins deux cents souscripteurs à cent francs ; il est évident que je ne puis pas écrire deux cents lettres particulières ou faire deux cents visites avant la fin de cette année ; on n'attend pas que j'aille insister auprès de nos abonnés ; je suis assuré que l'on tient la présente invitation pour sérieuse.

Beaucoup de nos abonnés veulent bien me reprocher d'avoir l'air malheureux et fatigué. Il est vrai que je ne suis pas heureux. Et il est vrai que je suis très fatigué.

Les deux se tiennent. Je suis fatigué de travail, de souci et de peine.

Le travail est encore le moins fatigant. Ce n'est pas le travail qui tue, si lourd qu'il soit. Ce qui tue, c'est le travail accompagné de souci et de peine.

Je ne recherche pas le souci par plaisir. De mon naturel j'aimerais mieux n'en pas avoir. Mais je ne puis fuir les redoutables soucis des responsabilités matérielles que j'encours. Depuis trente mois je me demande au commencement de chaque mois et tout le long du mois si je parviendrai à faire mes traites pour la fin du mois. Ma valeur de travail en est considérablement diminuée. Il est temps que cela cesse. Il me faut des successeurs. Une responsabilité financière qui écrase une seule tête redevient légère répartie sur deux cents budgets. Ma situation personnelle est depuis je ne sais quand descendue au-dessous du minimum indispensable.

Je ne recherche pas la peine. J'avais fondé sur la génération dont je suis les espérances les plus grandes. J'avais tort, et j'étais bête comme un enfant. Mais la désillusion n'en est pas moins amère. Lagardelle sera le dernier homme en qui j'aurai mal placé mes illusions. Le tour que me joue *le Mouvement* en contribuant à étouffer les cahiers, et en devenant une revue de parti, m'aura fait la dernière blessure dont j'aurai à me cicatriser.

On doit s'y faire; les années passent; l'habitude vient; libres de toute haine et de toute illusion, mais non pas libres de toute vigueur et de toute fraîcheur, nous travaillerons dans la sérénité, dans la santé, dans la morale, au seul indispensable enseignement de nos

enfants; nous continuerons à travailler du mieux que nous pourrons; je ne demande qu'à faire aux générations suivantes le crédit maximum que j'ai fait à ma génération.

Mes amis veulent bien se préoccuper de ma santé; ils me font commandement d'avoir à me porter mieux. Je ne demande qu'à me porter bien. Mais il me faut trois mois de vacances, et il n'y a pas de vacance véritable pour qui porte seul une excessive responsabilité.

On nous reprochera de lancer l'*emprunt des cahiers* à une date où les élections ont épuisé le marché. On fait comme on peut, et je ne suis pas politique. Nous avons consciemment encouru ces conditions défavorables pour laisser passer, au commencement de cette année, l'emprunt du *Mouvement;* il y aurait de l'injustice à nous en faire porter une responsabilité pénale.

Je m'adresse aux véritables hommes d'affaires, à ceux qui savent la valeur de l'argent, et je leur dis : Sans doute les élections ont coûté cher aux partis républicains; mais les prochaines élections coûteront beaucoup plus cher si vous laissez languir d'inanition pendant les quatre ou les six ans qui viennent les organes réguliers de l'indispensable vérité. A dépense égale, nos cahiers fournissent, comme je le montrerai dans le bilan de la troisième série, un rendement maximum. Enfin, à travail égal, et à rendement maximum, une entreprise qui a un fonds de roulement revient moins cher qu'une entreprise qui frotte.

Pour assurer la bonne et prompte administration de l'emprunt, je serai en permanence aux cahiers le mercredi et le jeudi, de huit heures à onze heures et de une heure à sept heures, toutes les semaines, jusqu'au 28 juin.

Au moment où nous mettons sous presse, nous lisons dans le compte rendu officiel du banquet Pressensé que Pressensé et Vaughan font un appel de fonds pour *l'Aurore*. Nous espérons que nos abonnés communs sauront faire la part des deux, garder pour les cahiers la part de souscription modeste où ils ont droit. Nos cahiers ne peuvent pas s'effacer indéfiniment devant nos camarades plus favorisés.

Il va de soi qu'au-dessous de cette opération extraordinaire la nutrition de nos cahiers doit continuer par tous les moyens ordinaires, souscriptions et abonnements, librairie et papeterie.

Vient de paraître à la *Société Nouvelle de librairie et d'édition*, en vente à la librairie des cahiers

Quatrième congrès général du Parti Socialiste Français, tenu à **Tours** du 2 au 4 mars 1902, *compte rendu sténographique officiel*, un fort volume in-18 de XVIII-442 pages 3 francs 50

Ce volume contient le texte sténographique des six séances du congrès de Tours, — le procès-verbal des séances de la commission du programme, — le texte des projets de résolutions présentés au congrès et des résolutions adoptées : *Déclaration de principes*, *Programme politique et économique*, modifications apportées aux *Statuts du Parti socialiste*, résolutions relatives à la *Presse du Parti*, à la *participation au gouvernement bourgeois*, aux *élections*, etc., — les différents rapports présentés au congrès (Comité général, Groupe parlementaire, Presse), — la liste des fédérations représentées au congrès et de leurs délégués. Il est complété par un index des orateurs et une table analytique des matières.

Ce volume vient se joindre aux comptes rendus officiels des *Congrès généraux des organisations socialistes françaises* publiés précédemment par la *Société Nouvelle de librairie et d'édition* en 1899, 1900 et 1901.

A chacun d'eux est jointe la liste complète des groupes ou organisations qui ont pris part au congrès.

L'utilisation de tous ces documents est rendue très facile par les divers index et tables dont est muni chaque volume. Mais, pour faciliter encore les recherches dans la série des quatre comptes rendus, et aussi pour donner un tableau d'ensemble des questions étudiées dans les congrès du Parti socialiste, la *Société Nouvelle de librairie et d'édition* a fait dresser une

Table analytique des matières contenues dans les comptes rendus des **Congrès généraux** des **Organisations Socialistes Françaises**. — *Paris 1899*, *Paris 1900*, *Lyon 1901*, *Tours 1902*, une brochure in-18 de 24 pages 0 franc 20

Nos Cahiers sont édités par des souscriptions mensuelles régulières et par des souscriptions extraordinaires; la souscription ne confère aucune autorité sur la rédaction ni sur l'administration : ces fonctions demeurent libres.

Nous servons :

des abonnements de souscription à cent francs;
des abonnements ordinaires à vingt francs;
et des abonnements de propagande à huit francs.

Le prix de nos abonnements ordinaires est à peu près égal au prix de revient; le prix de nos abonnements de propagande est donc très sensiblement inférieur au prix de revient.

Nous ne consentons des abonnements de propagande que pour la France et pour la Belgique.

Nos cahiers étant très pauvres, nous ne servons plus d'abonnements gratuits.

Nous acceptons que nos abonnés paient leur abonnement par mensualités de un ou deux francs.

Pour savoir ce que sont les Cahiers de la Quinzaine, *il suffit d'envoyer un mandat de trois francs cinquante à M. André Bourgeois, administrateur des cahiers, 8, rue de la Sorbonne, Paris. On recevra en spécimens six cahiers de la deuxième et de la troisième série.*

Nous avons donné le bon à tirer après corrections pour trois mille exemplaires de ce seizième cahier le samedi 24 mai 1902.

Le Gérant : CHARLES PÉGUY

Ce cahier a été composé et tiré au tarif des ouvriers syndiqués

IMPRIMERIE DE SURESNES (E. PAYEN, administrateur), 9, rue du Pont. — 5993

Lundi 26 mai 1902. — Je lis dans *l'Aurore* de ce matin le compte rendu, envoyé par son correspondant particulier, du banquet « spécialement offert par les électeurs de la dixième circonscription de Lyon, à leur élu, Francis de Pressensé. » Je retiens ces deux détails :

Un membre du P. O. F., le citoyen Voillot, son ancien concurrent, est venu déclarer très franchement que, malgré certaines divergences persistant sur plusieurs points, entre lui et le citoyen Pressensé, il était heureux du succès de celui-ci, et fier d'avoir accompli son devoir de républicain au second tour.

Au nom des comités de la circonscription, une palme fut offerte à l'élu.

Je ne puis digérer cette palme. Je retiens la conclusion :

C'est aussi un grand succès pour le citoyen Francis de Pressensé.

Je me reporte au compte rendu officiel du banquet Pressensé, *Aurore* du lundi 19 mai 1902. Je relis les noms des convives. Ces noms sont très intéressants pour qui sait les disponibilités habituelles du marché parisien. Je demande si M. Paquin, entre M. Ménard-Dorian et M. Hermann Paul, est le M. Paquin que sa décoration a rendu célèbre. Il serait malheureux que Lagardelle eût fait de la lutte de classe devant ce M. Paquin-là.

Je relis les discours. Zola oublie totalement que Jaurès, député, fut son témoin devant la cour d'assises de la Seine au commencement de l'affaire, au temps où les dreyfusards n'étaient pas nombreux, où la ruée antisémitique était la plus féroce, que Jaurès porta solennellement témoignage, et que sur ce témoignage il jouait sa circonscription, comme on le vit quand il se représenta devant ses électeurs. Zola oublie que Jaurès était à ses côtés à Versailles, au cœur du débat, qu'il ne le quitta pas, qu'il fut du conseil particulier officieux, qu'il reçut des coups pour lui à la Chambre, qu'il bravait à ses côtés les bandes antisémitiques.

Il faut savoir si Pressensé va faire à la Chambre la politique étrangère du *Temps* ou la politique générale de *l'Aurore*.

Il est immoral que M. Dejean vendît des paletots en primes aux conditions que l'on sait ; il est immoral aussi de mettre Pressensé en prime.

Nous prions nos abonnés de vouloir bien lire à la page 61 de ce cahier, et suivantes, les renseignements que nous publions sur l'

Emprunt des Cahiers

Irrévocablement les derniers cahiers de la troisième série seront :

Dix-septième cahier. — Cahier de courriers.

Félicien Challaye, courrier du Japon;

Edmond Bernus, la Russie vue de la Vistule;

Jean Deck, courrier de Finlande.

Dix-huitième cahier. — Cahier de la Quinzaine.

Dix-neuvième cahier. — Pierre Quillard, pour l'Arménie.

Vingtième cahier. — U. P. départements, 1900-1901.

Jeudi 29 mai. Nous apprenons que les patrons *des* Journaux pour tous *préparent un coup de force contre leurs* ouvriers. *Nous tiendrons le public au fait de cet incident.*

DIX-SEPTIÈME CAHIER DE LA TROISIÈME SÉRIE

Cahier de Courriers

CAHIERS DE LA QUINZAINE
paraissant vingt fois par an
PARIS
8, rue de la Sorbonne, au rez-de-chaussée

Les Cahiers de la Quinzaine ont publié :

L'affaire Liebknecht, dossiers et documents, premier cahier de la première série, épuisé

la *consultation internationale* des militants socialistes sur l'affaire Dreyfus et la participation des Socialistes au pouvoir en régime bourgeois, enquête ouverte à *la Petite République* en août 1899, cinquième, sixième, huitième, onzième cahiers de la première série, épuisés

Lionel Landry. — *Courrier de Chine*, cinquième cahier de la deuxième série, épuisé

André Bourgeois. — *Quatre jours à Montceau*, neuvième cahier de la deuxième série, épuisé

Dossier. — *Expulsion de Nicolas Paouli*, quatorzième cahier de la deuxième série, un franc
Nous reviendrons sur ce dossier.

Lionel Landry. — *Courrier de Chine*, quatorzième cahier de la deuxième série, un franc

Compte rendu sténographique non officiel de la version française du cinquième **congrès socialiste international** *tenu à Paris du 23 au 27 septembre 1900*, seizième cahier de la deuxième série, un très fort cahier de 216 pages trois francs cinquante

Félicien Challaye. — *Courrier d'Indo-Chine*, septième cahier de la troisième série, un franc

Bernard Lazare. — *L'Oppression des Juifs dans l'Europe orientale*, **les Juifs en Roumanie**, huitième cahier de la troisième série, un fort cahier de 116 pages, deux francs

Tolstoi. — Une *lettre* inédite, adressée à Romain Rolland, neuvième cahier de la troisième série, un franc

Impressions sur la vie japonaise

109742

11 mai 1902

Mon cher Péguy

Je t'envoie l'article sur le Japon. Je l'intitule Impressions sur la vie japonaise. *J'entends dire par là que certaines remarques sont des impressions personnelles plutôt que des vérités objectivement certaines. C'est un point de vue sur le Japon : beaucoup de ceux qui connaissent le Japon le voient ainsi; mais non pas tous; — par exemple sur le sens de la vie religieuse au Japon les opinions et les impressions sont très diverses.*

Félicien Challaye

IMPRESSIONS SUR LA VIE JAPONAISE

Trois mois de voyage au Japon : c'est comme si on avait vécu, pendant cent jours trop rapides, une succession cohérente de rêves étranges et charmants. Un pays d'Utopie, où, dans une société très différente de celle que nous, socialistes, voulons créer, beaucoup des souhaits intimes de nos cœurs se trouvent pourtant réalisés : voilà l'impression générale que m'a laissée le Japon. Quand on a été là-bas, on garde toute la vie quelque regret de n'y plus être. Chez certains la nostalgie est telle qu'ils se décident à changer leur existence, pour y retourner. Je ne crois pas qu'on puisse échapper à cette séduction, quand on a vu le Japon comme il faut le voir.

Il faut voir le Japon dans un esprit japonais, dans un esprit de simplicité. L'esprit bourgeois, l'esprit de vanité mondaine, le besoin du luxe ou même du confort, font un obstacle infranchissable à l'intelligence des choses et des âmes japonaises. La plupart des voyageurs assez riches pour aller au Japon ne sont pas dignes de le comprendre : leur vie européenne a mis en eux trop de besoins et de préjugés qui limitent leur action et resserrent leur pensée. Ils ne peuvent vivre que dans

les hôtels anglais des grandes villes; ils n'osent se hasarder dans les quartiers indigènes; ils voient ce que leur interprète veut bien leur montrer. Ce qu'ils découvrent et ce qu'ils décrivent c'est un Japon truqué, faux, menteur, — corrompu pour eux ou par eux.

Il faut adopter une autre méthode de vie pour acquérir une intelligence un peu délicate du Japon vrai. On apprend assez de japonais pour pouvoir voyager sans guide dans l'intérieur du pays; on descend partout dans les auberges indigènes; on vit exactement la vie quotidienne de tous les Japonais.

Le premier caractère de la vie japonaise, celui qui étonne le plus, c'est son extrême simplicité. Simplicité de l'habitation, d'abord. La maison est en bois. On se déchausse avant d'entrer; on grimpe un escalier de bois, très raide, et luisant; on arrive à une sorte de couloir-balcon, qui fait le tour de la maison. Du côté extérieur, ce couloir est tantôt laissé ouvert à l'air et au soleil, tantôt protégé par des parois mobiles en papier opaque, qu'on peut à volonté tirer ou faire disparaître : la nuit seulement on installe des planches, qui ferment complètement la maison. A l'intérieur du couloir s'ouvrent les chambres : ce qui frappe en une chambre japonaise, c'est son absolue nudité; il n'y a rien, pas un meuble : ni table, ni chaise, ni fauteuil, ni lit, ni armoire. A terre, des nattes, d'une propreté étincelante; tout autour, des cloisons mobiles, faites de papier soutenu par un quadrillage en bois, et glissant dans des rainures. Dans le fond de la salle seulement, une sorte d'alcôve, le *tokonoma,* renferme, sur un degré

de bois poli, une ou deux œuvres d'art : un vase, une boîte, un encrier, ou une statuette, en bois, en laque, en porcelaine, en ivoire, ou en bronze. Dans le vase se trouve un bouquet japonais, fait de quelques branches fleuries, d'inégale longueur et de courbure différente, disposées selon les règles d'une esthétique spéciale formulées dès le seizième siècle. Sur le mur du *tokonoma* pend une longue peinture sur soie ou sur papier, encadrée d'une bande d'étoffe, un *kakémono*. On change de temps en temps ces œuvres d'art; on change le *kakémono*, choisissant, parmi les peintures que possède la famille, celle qui convient le mieux à la saison, au temps, à la couleur du jour, à la nuance morale particulière que les événements projettent sur la vie sentimentale des hôtes de la maison. — Cette alcôve aux œuvres d'art, c'est le souvenir de l'ancien autel bouddhiste, la place sacrée près de laquelle on fait asseoir les visiteurs pour les honorer. — En examinant cette chambre presque vide, on découvre peu à peu bien des détails témoignant d'un effort pour embellir la demeure et charmer les yeux : sur le papier des cloisons mobiles, il y a souvent des dessins d'animaux, de plantes, de rochers, d'une grande finesse, tous différents les uns des autres; les Japonais ont une horreur légitime de la symétrie. Des trous ayant la forme d'un doigt permettent de faire mouvoir les cloisons qui servent de murs et de portes : ils sont souvent garnis d'une enveloppe de bronze artistiquement travaillée; en les regardant de près, on distingue deux cigognes qui s'envolent, une tortue, une sauterelle, une tige de bambou. — La simplicité de ces chambres toutes nues est profondément artistique. Nulle part au monde n'est

mieux appliquée la *règle d'or* du camarade William Morris : « N'ayez chez vous rien que vous ne sachiez utile ou que vous ne croyiez beau. »

Dans la chambre japonaise, où ne se trouvent à l'ordinaire que quelques objets de beauté, les meubles n'apparaissent que pendant le temps qu'ils sont utiles. Un hôte arrive : vite on installe un coussin sur lequel il s'agenouillera pour se reposer ; devant lui, s'il fait froid, on place un brasero renfermant de la cendre chaude. — Quand vient le moment du repas, on apporte à chacun une petite table laquée, haute de quelques centimètres, sur laquelle se trouvent un grand nombre d'assiettes et de bols, en porcelaine ou en laque, munis de couvercles ; sur ces assiettes ou dans ces bols il y a des soupes d'algues, du poisson cru à la sauce de gingembre, du poisson rôti, du poisson bouilli, une sorte de macaroni recouvert de filets d'anguille, des œufs, des haricots, des racines de bambou ; la petite servante, agenouillée devant un baquet de bois plein de riz, en remplit de temps à autre les bols des dîneurs ; ceux-ci, avec leurs baguettes de bois, picorent dans les plats, mangent avec le riz du poisson ou des légumes. Ils boivent, dans des tasses minuscules, du thé sans lait ni sucre, quelquefois un petit verre de *saké* (alcool de riz) chaud. — Enfin, quand c'est l'heure de dormir, on étend sur le sol quelques épaisses couvertures servant de lit ; et, s'il y a des moustiques, on pend au plafond une moustiquaire de gaze bleu-vert. Au matin, la servante débarrasse la chambre de ces meubles inutiles. Pendant ce temps, on va se laver à l'eau froide dans la cour, ou à l'eau chaude dans la salle de bain, que possèdent toutes les maisons japonaises. Le Japonais

retournera à cette salle trois ou quatre fois par jour prendre dans des cuves de bois des bains d'eau presque bouillante. Le peuple japonais est le plus propre du monde.

J'ai trouvé partout au Japon, dans les auberges de villages comme dans les maisons d'anciens seigneurs, le même genre d'habitation, d'ameublement, de nourriture. La simplicité de cette vie est vraiment égalitaire. Les différences de fortune ou de situation s'indiquent seulement aux dimensions plus ou moins grandes de la maison et du jardin, à la valeur plus ou moins haute des œuvres d'art. Les fonctionnaires, qui ont à recevoir des Européens, ont une chambre meublée à l'européenne; mais le reste de la maison est japonais, et ils y vivent à la japonaise. — Les Japonais apprécient infiniment la simplicité de leurs mœurs : elle rend possible une existence insouciante, d'un idéalisme charmant. La nourriture est peu coûteuse ; la maison se bâtit en quelques jours. Il n'est pas nécessaire d'accorder à la vie matérielle plus d'importance qu'elle ne mérite. Un japonisant de Tokyo me disait avoir vu plus d'un Japonais s'amuser beaucoup au spectacle d'un incendie dévorant sa propre maison : il a eu vite fait d'ôter de chez lui les quelques objets de valeur qu'il possède ; il perd peu à cette aventure ; puis la loi accorde certaines faveurs aux incendiés, et l'usage veut que les parents et amis leur fassent des présents qui réparent le dommage. — Les Japonais, en même temps qu'ils apprécient cette simplicité de vie pour l'insouciance qu'elle rend possible, l'aiment pour la satisfaction qu'elle donne à leur sentiment esthétique. C'est parce qu'ils n'ont pas chez eux de meubles inutiles, encombrants et

coûteux, qu'ils peuvent y placer d'intéressants objets d'art. L'absence de luxe et de faux-luxe rend seule possible l'introduction de l'art véritable dans l'habitation.

Quand on a apprécié le charme de la maison japonaise, on trouve insupportables de laideur, de lourdeur, de prétentieuse méchanceté, nos chambres européennes, avec leurs murs aux papiers peints atroces, leurs tapis inutiles, leurs meubles surchargés de laids ornements. Dans de tels intérieurs, les fleurs mêmes semblent vulgaires, accumulées en bouquets d'une odieuse symétrie. Mais surtout l'usage qu'on fait des vrais et des faux objets d'art est attristant. Dans les maisons des riches, un entassement stupide d'œuvres d'art, appréciées d'autant plus qu'elles coûtent plus cher, sert à exprimer l'insultante fortune de leur possesseur, non à satisfaire l'instinct naturel du beau ; chez les demi-pauvres, de misérables bibelots s'efforcent à dissimuler la demi-pauvreté dont on a honte. Le poids du luxe et du faux-luxe écrase l'essor de l'art. Toute la vie est enlaidie par le préjugé commun, qui confond richesse et beauté, par la vanité vulgaire, qui transforme l'art en un moyen commode d'exprimer l'odieuse distinction des classes. Si nos sociétés capitalistes sont d'une laideur attristante, c'est surtout parce qu'elles manquent d'âme, de bonté.

La même simplicité qui caractérise la maison japonaise distingue aussi le costume japonais. C'est le *kimono*, la longue robe à manches pagodes, qu'une ceinture de crépon serre autour de la taille. Aucun vêtement ne saurait être aussi bien adapté à tous les

détails de la vie japonaise; aucun n'est plus élégant, ne drape mieux le corps humain. Comparé à lui, notre costume européen est à la fois laid, gênant, absurde : nos habits de soirée, nos redingotes, nos jaquettes, nos chemises blanches avec col, manchettes et plastrons empesés, notre chapeau haute-forme, ne se justifient par aucune raison ni de confort ni d'esthétique. — Les Japonaises portent aussi le *kimono*, mais avec une très large ceinture de soie formant derrière le dos une sorte de coussin. La forme si élégante de leur *kimono* est traditionnelle; la ceinture se lègue de mère à fille; on n'éprouve nul besoin de modifier chaque année des formes qu'on juge harmonieuses. Examinés du point de vue japonais, les vêtements féminins de nos pays apparaissent aussi inconfortables et inélégants que les vêtements masculins : le corset de l'Européenne est aussi injustifiable que la chemise empesée de l'Européen; les diverses garnitures des robes sont inutiles, compliquées, par conséquent laides : variables avec la mode instable, elles ne servent qu'à révéler la fortune de celles qui les portent. La mode est une détestable institution capitaliste, car elle n'a pour objet que de symboliser la distinction des classes; en même temps qu'elle est cause d'enlaidissement, elle est créatrice de souffrances : la petite ouvrière, portant une robe vieillie, ridicule maintenant puisqu'elle était à la mode il y a un an ou deux, souffre d'une souffrance puérile, mais réelle, et qui appelle la pitié. Le culte de la richesse, principale religion des Européens, et les sentiments de vanité et de haine qui en procèdent, contribuent à enlaidir en Europe le vêtement aussi bien que l'habitation.

Quand la curiosité, qui s'adresse d'abord aux choses extérieures, s'est satisfaite, elle se tourne vers les personnes, plus mystérieuses. Voici la première remarque qui s'impose au voyageur : les Japonais sont le plus gai peuple du monde. Quelles qualités se cachent sous leur air de joie amusée, on ne le devine pas au début. Mais on s'intéresse aux distractions populaires par lesquelles surtout se manifeste cette bonne humeur d'un peuple entier. Distractions d'une extrême simplicité. Les Japonais ignorent la plupart de nos distractions européennes : ils ne s'alcoolisent pas : en trois mois de séjour, je n'ai vu qu'un Japonais ivre, et il sortait d'un bar anglais de la concession européenne de Kobé ; le respect bouddhiste de toute vie leur interdit le plaisir cruel de la chasse ; ils n'ont pas de cafés-concerts ; la vie mondaine et les jouissances de vanité qui la constituent sont étrangères à l'immense majorité des Japonais. Cependant, ce peuple est de tous les peuples celui qui paraît prendre la vie le plus gaîment. Quelles sont donc ses distractions ?

D'abord la promenade. C'est le plaisir japonais par excellence. Et sans doute on ne saurait imaginer de distraction plus idéaliste. Se promener à la japonaise, c'est faire défiler devant soi, pour en jouir, des tableaux changeants ; c'est s'attacher aux choses et aux êtres parmi lesquels on passe, à la foule, aux maisons, aux temples, aux forêts, aux animaux, aux fleurs, aux pierres, aux nuages ; c'est goûter le charme trop bref d'un aspect de l'univers qu'on ne reverra jamais plus ; c'est trouver du plaisir à la contemplation de tout le réel, l'accepter et le vouloir, l'aimer...

Jamais je n'oublierai l'air d'animation joyeuse que

présentent certaines rues de Tokyo, de Nagoya, de Kyoto. Par exemple, à Kyoto, il y a foule, le soir, dans la rue des théâtres et des bazars; et chacun paraît prendre un plaisir extrême au spectacle qu'il a sous les yeux. La plupart viennent là en famille; on entoure de soins les grands parents; les petits enfants, vêtus de couleurs claires, sont portés sur le dos du père ou de la mère, du frère ou de la sœur aînée, et ils s'amusent de bon cœur. Des *kouroumas* (pousse-pousse) fendent la foule. De petites *geishas* (danseuses), dans le costume aux nuances claires qui indique leur profession, se promènent, l'air rieur, et chacun s'amuse à les regarder. Des deux côtés de la rue s'ouvrent de petites boutiques : leurs lanternes de papier multicolores font d'étranges taches de lumière, comme en un tableau d'impressionniste. Les femmes tâtent des étoffes aux devantures, marchandent des objets, pour rire. Dans des jardins illuminés, on va prendre des *ice-creams* japonaises, faites de glace râpée, de sucre fin et de soda...

Beaucoup de ces promeneurs reviennent des théâtres. Le théâtre est une distraction très appréciée des Japonais, et, par son bas prix, accessible à tous. L'installation est fort simple. C'est une grande maison de bois, qui se reconnaît de loin aux tableaux cloués sur la façade, montrant les principales scènes de la pièce : devant sont piqués des bambous, portant des oriflammes multicolores et des banderolles célébrant en beaux caractères chinois les mérites des acteurs. A l'intérieur une foule de gens accroupis sur des nattes, fumant leurs petites pipes, mangeant des pamplemousses. La scène est une plaque tournante qui se

meut à la fin de chaque acte, faisant apparaître, à la place de l'ancien décor et des anciens acteurs, les nouveaux acteurs dans le nouveau décor. Les acteurs, en superbes costumes antiques, jouent des comédies d'amour d'un caractère très particulièrement japonais, ou des drames historiques exposant les héroïques aventures des chevaliers du vieux Japon. Pendant tout le temps que durent ces pièces, en général de dix heures du matin à dix heures du soir, l'attention du public ne paraît pas faiblir.

La gaîté japonaise se manifeste surtout lors des fêtes populaires, qui sont très fréquentes. La ville prend alors un aspect nouveau. Par exemple, j'ai assisté à Yokohama à la fête annuelle des garçons : ce jour-là, les Japonais plantent devant leur maison un mât de bambou portant, attachés à son sommet, d'énormes poissons de papier aux couleurs étincelantes que le vent gonfle et agite. On met autant de poissons qu'il y a de garçons dans la maison : les parents expriment ainsi le souhait que leurs enfants remonteront le cours de la vie malgré les obstacles, comme la carpe remonte les rivières malgré le courant. Tous les habitants vont alors sur les collines des environs jouir du spectacle bizarre de la ville surmontée de ces singuliers poissons. — Dans chaque ville, les fêtes de quartier abondent : des processions se déroulent autour d'un temple à l'occasion d'un anniversaire ; les rues sont illuminées et décorées : par exemple, de petits drapeaux multicolores sont suspendus entre les maisons ; des lanternes de papier aux couleurs harmonieuses, surmontées de petites ombrelles de papier rouges ou bleues, sont mises devant chaque porte ; les rues prennent, le soir surtout, un aspect

étrange, irréel. Un sentiment artistique exquis, appliqué à des matériaux sans valeur, papier, bois, pierre, plumes, paille, produit de charmants et fragiles objets de beauté, dont tous, riches et pauvres, viennent jouir, pendant quelques soirs. — L'abondance des distractions saines à bon marché est un des traits caractéristiques de la vie japonaise.

Mais c'est surtout à la campagne que les Japonais aiment à se promener. La nature japonaise est délicieuse ; les Japonais la contemplent d'un œil amoureux. Ils aiment la limpidité bleue de leur *mer intérieure,* la pureté des neiges éternelles de Fouji Yama, le mystère des forêts sacrées de Nikko ou de Yamada. Ils semblent particulièrement apprécier en un paysage ce qu'il y a de plus changeant, les nuances fuyantes des choses, la mobilité des nuages, les reflets des rayons de lune, l'éclat d'une neige récemment tombée. Ils suivent d'un œil d'artiste les mouvements d'un animal, d'un oiseau par exemple, ou d'un insecte : il n'est pas rare de voir des Japonais de situation sociale très inférieure passer de longs moments à admirer des cigognes se promenant parmi les pins et les lanternes de pierre d'un jardin public. — Ils savent prendre de l'intérêt à des choses qui laissent indifférents les plus délicats des Européens : ils font grande attention aux formes des pierres, leur prètent divers degrés de beauté. — Mais c'est surtout aux fleurs qu'ils ont une particulière dévotion. Les fètes les plus populaires, les véritables fètes nationales, se célèbrent à l'occasion de l'apparition de certaines fleurs : petit fait très significatif, découvrant jusqu'au fond l'âme japonaise, révélant l'exquis sentiment poétique de cette race privilé-

giée. On va en troupes joyeuses, dès le mois de février, admirer les fleurs des pruniers, et en respirer l'odeur, célébrée par d'antiques chansons; on va voir fleurir les cerisiers au début d'avril, les azalées et les glycines au début de mai, les lotus au mois d'août; en automne c'est les feuilles rougies des érables qu'on va contempler; la première semaine de novembre est celle des chrysanthèmes. A ces divers moments, les Japonais vont en foule à la campagne. Dans les environs des grandes villes, tel ou tel village est célèbre pour certaines de ses fleurs; ou bien c'est des jardins publics ou privés; jardins japonais bien différents des nôtres : des allées de sable; des pins, des érables; des arbres, des arbres-nains, des arbustes, choisis pour la couleur de leurs feuilles ou de leurs fleurs; un lac, des ruisseaux, des ponts; des rocailles, des lanternes de pierre, de minuscules chapelles shintoïstes; ces éléments indispensables de tout jardin japonais sont ordonnés suivant des règles d'une esthétique raffinée, datant du quinzième siècle, variable d'ailleurs selon les diverses écoles. Dans le jardin d'une *maison de thé* d'Osaka, un ami japonais me dit : « Dans deux semaines, tout Osaka se réunira ici, pour regarder au matin s'ouvrir les iris... »

Souvent, dans un endroit célèbre pour la beauté de ses fleurs, ou pour un paysage grandiose, forêt, île, lac, ou cascade, s'élève un temple. Les familles japonaises aiment à s'y rendre; on emmène toujours les vieux grands-parents et les tout petits enfants; et c'est le plus gai des pèlerinages.

D'abord on va saluer les dieux. Les cailloux étendus devant le temple craquent sous les pas des promeneurs, avertissant ainsi les dieux qu'on vient leur

rendre visite; les visiteurs tirent une sonnette, claquent des mains, frappant trois ou quatre coups, pour appeler les dieux, comme on fait dans les auberges pour appeler les servantes; alors ils leur adressent une courte prière, glissent des aumônes dans les troncs. Surtout ils visitent le temple, admirant les sculptures antiques, les laques d'or, les *kakémonos*. Ensuite ils vont tous ensemble, en famille, causer et rire, en des *maisons de thé* voisines du lieu sacré. — Beaucoup de ces lieux de pèlerinage sont admirables par la beauté combinée des édifices et du paysage. On a bien dit que toute conception architecturale japonaise est un tableau : les couleurs sont ordonnées harmonieusement, autant que les lignes; le décor naturel a au moins autant d'importance que le bâtiment. En général, les élégants portiques, en pierre ou en bois laqué, se dressent au-dessus les uns des autres sur une colline; les temples et les chapelles, en bois peint de belles couleurs, ou en laque, apparaissent entre les grands arbres; au milieu même des branches s'élancent vers le ciel des pagodes en laque rouge. — Les temples de Nikko s'élèvent sur une colline couverte d'arbres merveilleux, arrosée de mille torrents, ceux de Yamada, au cœur de mystérieuses forêts. J'aime surtout le temple de Miya-Jima, sur la côte d'une île montagneuse et boisée, couverte de pins et d'érables : l'édifice central, où se trouvent de précieuses peintures anciennes, se dresse à la limite même de la terre et de l'eau; le portique principal est bizarrement situé en pleine mer; des allées d'innombrables lanternes de pierre conduisent aux autres portes; des daims y circulent, très calmes, que le passage des pèlerins n'effarouche pas; l'air est

d'une extrême limpidité ; la mer est divinement bleue ; de l'autre côté du détroit apparaissent dans l'éloignement des montagnes violettes ; et les voiles de paille, quadrangulaires, des bateaux de pêche étincellent sous le clair soleil. Pas de paysage plus classiquement japonais que celui de ce célèbre lieu de pèlerinage. — Vient-on ici pour rendre hommage aux dieux ? ou seulement pour admirer les chefs-d'œuvre de l'art humain et le site merveilleux ? L'idée religieuse semble n'avoir d'autre rôle que d'ajouter à la beauté de la nature plus de profondeur et de mystère, plus d'intimité. Le pèlerinage japonais est une promenade un peu plus méditative, accompagnée d'un peu plus d'émotions désintéressées : c'est la distraction suprême d'une race sincèrement artiste.

Si les Japonais montrent dans leur habitation, dans leur vêtement, un esprit d'élégance simple, s'ils savent jouir des beautés les plus diverses de la nature et trouver en cette jouissance leur principal plaisir, c'est que la plupart d'entre eux ont atteint un haut degré de culture artistique.

D'où leur vient cette culture, si générale qu'elle semble instinctive ? D'abord, sans doute, du spectacle des objets de beauté qu'ils ont constamment sous les yeux : objets d'art exposés dans le *tokonoma*, ou objets utiles souvent artistiques : un plateau de laque d'or, dans le coin duquel s'envolent des cigognes ; un porte-bouquet de bronze, adoptant la forme d'une tige de bambou ; un brûle-parfum où, sur une fleur en relief, une sauterelle est posée... Jusque dans les bazars modernes, on trouve, à des prix minimes, de menus objets dont les motifs

décoratifs, tous tirés de la nature, éveillent un réel plaisir esthétique. — Peut-être les estampes coloriées jouent-elles aussi un rôle dans la formation du goût chez le peuple japonais. Pendant tout le dix-neuvième siècle, de très grands artistes, Hokousaï, Outamarou, Toyokouni, Kounisada, ont poétiquement exprimé en ces estampes les visions que chacun peut avoir de la vie quotidienne et des choses familières. Tant qu'on n'a pas passé des heures entières à feuilleter, accroupi sur les nattes des petites boutiques, des collections de ces estampes anciennes, on ne peut se faire une idée de la variété indéfinie de leurs sujets : on y trouve représentés tout le Japon légendaire, tout le Japon historique, tout le Japon moderne; le peuple, les paysans, les nobles, les acteurs, les prêtres, les femmes de l'aristocratie aux longs visages, les filles du peuple aux grosses joues, les danseuses, les courtisanes ; les maisons, les *maisons de thé*, les théâtres, les temples ; le Fouji Yama, la campagne, la pluie, la neige, tous les animaux, toutes les fleurs... les gravures polychromes sont d'un réalisme exact et d'un grand charme poétique : de fraîches couleurs leur donnent des allures d'aquarelles; le dessin en est étonnamment vivant ; souvent quelques lignes bien choisies, quelques traits saisissants suffisent à créer l'impression d'un objet compliqué, d'une attitude, d'un mouvement même. Ces charmantes œuvres d'art ont été vendues à très bas prix, quelques sous — comme nos odieuses images d'Épinal ; — elles ont été très vite répandues dans tout le pays, surtout parmi la petite bourgeoisie et le peuple : c'est les petits marchands, les artisans, les acteurs, les courtisanes, qui firent le succès d'Hokousaï. Pas de maisons

qui ne possèdent de ces estampes ; pas de Japonais qui n'ait constamment l'occasion de contempler ces exquises et fidèles images de la nature et de la vie japonaises : c'est, pour tous, une éducation esthétique excellente. Même l'Européen le plus cultivé aurait intérêt à la recevoir : il pourrait au moins y apprendre à apprécier ce que les petites choses dans la nature ont de grâce et de beauté. — En tout cas, au talent de ces auteurs d'estampes peu coûteuses, au génie encyclopédique d'un Hokousaï, le Japon doit le privilège d'un art réaliste sans platitude, poétique sans niaiserie, populaire sans vulgarité.

Au-dessus ou à côté de cet art populaire, il y a le grand art traditionnel classique, les peintures des Écoles de Tosa et de Kano. Plusieurs Japonais des hautes classes n'apprécient que cette forme de leur art. Je visitai un jour un ancien *daïmyo*, le baron K., type curieux de grand seigneur de la période féodale : la révolution de 1868 a passé à côté de lui sans rien modifier en lui. Dans son salon japonais, tout simple, mais paré de quelques étranges et magnifiques œuvres d'art, dans sa salle à manger, pendant le déjeuner, servi dans de précieuses écuelles de laque vieilles de deux cents ans, le baron exposa, avec une passion superbe, sa préférence pour l'art du vieux Japon — art classique, art moral, portant à la réflexion, art aristocratique, ne traitant que de sujets nobles. Comme j'eus le malheur de lui faire dire, par l'interprète, mon admiration pour les estampes populaires de l'école réaliste, le vieux seigneur me reprocha cette faute de goût, tout en l'excusant : « Les Européens, dit-il, n'ont derrière eux que deux ou trois siècles d'art ; nous, Japonais, avons vingt-

cinq siècles d'art dans notre passé : c'est tout naturel que le goût des Européens ne soit pas aussi formé que le nôtre... » Et pour confirmer son dire, il me mena visiter le temple d'Horiouji, datant du septième siècle, véritable conservatoire des richesses de l'art antique japonais... — Cependant, si les scènes de la vie populaire, qu'affectionnent les réalistes, sont intentionnellement laissées de côté par les classiques, il reste cependant que la plupart des sujets peints par les plus grands artistes de la plus importante école classique, l'École de Kano, sont empruntés à la nature : ce sont des paysages, d'exquis paysages de lune, de mélancoliques paysages de neige ; des fleurs, des chrysanthèmes, des cerisiers tout roses, des herbes ; des animaux, des tigres, des singes, des cerfs, des chats, de merveilleux oiseaux surtout, des insectes.

Dans ces œuvres-là encore le Japonais peut s'accoutumer à goûter la beauté de la nature. D'ailleurs beaucoup des thèmes favoris des grands peintres du dix-septième siècle ont été repris par l'estampe populaire et même par les arts décoratifs ; ce qui a indirectement contribué à former le goût du peuple : un motif que nous admirons sur une boîte de laque ou une étoffe moderne peut venir d'un grand artiste classique, comme Tanyou ou Okio, comme tel autre du grand artiste réaliste Hokousaï.

Ce qu'il faut indiquer encore, c'est que, si le bon marché des gravures de l'école réaliste a rendu possible à tous d'en acquérir, la contemplation des chefs-d'œuvre anciens de l'art classique est accessible aussi à tout Japonais. La peinture, au Japon, a un rôle décoratif ; elle est conçue comme une dépendance de l'archi-

tecture : les grandes œuvres pictoriales du passé décorent les temples : tous peuvent aller les y voir, tous vont les y voir. Tous les habitants de Kyoto peuvent aller dans le prodigieux temple Nishi Honganji admirer les pins, les cerisiers fleuris, les clématites, les cigognes, les oies sauvages de Kano Ryokeï, les bambous et les moineaux de Marouyama Ozoui, la chambre aux chrysanthèmes de Kaihokou Yousatsou, les sculptures sur bois de Hidari Jingoro... Gardés en des temples d'accès facile, ces chefs-d'œuvre antiques sont une sorte de propriété collective dont chacun peut jouir, comme il jouit de la nature, elle aussi commune à tous...

En essayant de comprendre de quelle nuance particulière est la joie intime que révèle la gaîté extérieure des Japonais, on trouve comme élément de ce bonheur un sentiment très vif de la beauté dans le monde réel et dans l'art ; on peut y découvrir encore un élément d'une autre nature : le souci de l'élégance à mettre dans les rapports entre les hommes, une exquise politesse.

La politesse japonaise se traduit d'abord en salutations respectueuses et prolongées : debout, on se courbe très bas ; assis ou agenouillé, on se jette à plat ventre, le visage contre la natte. On emploie mille formules étranges, amusantes et séduisantes : à l'auberge, pendant le déjeuner, vous dites, par exemple, à la servante qui vous sert, agenouillée à côté de vous : « Condescendez [à me donner] de l'honorable thé — ou des honorables gâteaux. » La politesse égalitaire de cet Extrême-Orient hiérarchisé contraste de façon surprenante avec la rudesse autoritaire de nos sociétés démocratiques. — Une tradition constamment suivie par tous

introduit de la douceur, et même une sorte de cordialité, dans les détails de la vie quotidienne. Jamais de scènes de violence ; presque jamais de disputes ; les menaces même s'expriment avec calme. La facilité avec laquelle les Européens se mettent en colère stupéfie les Japonais et leur paraît une marque d'instinctive grossièreté. Certaines habitudes japonaises sont d'une charmante délicatesse. Par exemple, il y a dans les rapports commerciaux de vente et d'achat, une sorte de brutalité choquante au tact des Japonais : alors, de ce conflit d'intérêts, ils cherchent à faire l'occasion d'un échange d'amabilités. Pour un service rendu, pour l'achat d'un objet, nul ne se sent quitte avec l'argent qu'il donne : il doit y joindre un remercîment, un geste courtois, un sourire. Dans les hôtels japonais du type traditionnel, l'hôtelier établit la note au plus juste prix ; c'est au voyageur d'ajouter selon son bon plaisir un *présent de thé* plus ou moins considérable, c'est-à-dire une somme d'argent qui constituera le principal bénéfice de l'hôtelier ; celui-ci, avec mille remercîments, répond au *présent de thé* par de petits cadeaux, des gâteaux, une serviette à grands ramages, un éventail. Au lieu d'être simplement un rapport brutal d'achat et de vente, le paiement d'une note prend ainsi l'allure joyeuse d'une rencontre entre deux amis.

Cette politesse traditionnelle, tous ou presque tous la pratiquent comme spontanément. Ce qu'elle ajoute de douceur à la vie, il est difficile de l'imaginer, tant qu'on n'a pas soi-même joui du charme d'un tel milieu. Dans certains cas la politesse japonaise confine à des formes très subtiles de la bonté. L'usage qui veut qu'on témoigne aux vieillards les plus grands égards, qu'on

cède à tous leurs désirs, est infiniment touchant, et justifié par d'excellentes raisons : c'est peut-être la plus douloureuse des tristesses humaines que celle de se sentir vieillir, mourir peu à peu, approcher de la mort définitive ; il y a une exquise charité dans l'effort pour apaiser chez les autres cette tristesse-là, pour adoucir les derniers jours des vies qui vont finir bientôt... — Par un autre côté, la politesse japonaise touche à cette qualité très haute, la domination de soi-même. On se maîtrise pour ne pas attrister les autres en leur révélant ses souffrances individuelles. Il y a de la résignation, quelquefois de l'héroïsme sous certains sourires. Un Japonais peut sourire en annonçant la mort d'un être cher : c'est une façon à lui de reconnaître l'inévitabilité de son malheur, d'empêcher ses amis d'éprouver un trop vif chagrin ; ensuite il s'abandonnera à sa douleur, mais seulement dans la solitude, quand il sera bien sûr de ne pas attrister par ses larmes le spectacle de l'Univers, de ne pas diminuer la joie qu'ont les autres à vivre...

On pourrait dire, je crois, que le peuple japonais, très civilisé, est civilisé autrement que nous — civilisé dans le sens de la nature. La morale n'y combat pas la nature humaine : elle cherche seulement à l'embellir. L'idée de péché originel est incompréhensible aux Japonais. La pensée qu'un Dieu ait créé le monde afin de faire un choix parmi les hommes et de condamner la plupart d'entre eux à des peines éternelles, leur paraît la pire des absurdités. — De cette acceptation de la nature totale résultent diverses habitudes dont souvent les Européens se choquent, à tort. Les Japonais, par

exemple, ignorent certaines formes de notre pudeur européenne aussi bien que certaines formes de notre impudicité : sont-ils en cela moins moraux que nous ? Il est exact, comme on l'a dit, que le nu y est vu souvent, sans y être jamais regardé. Une femme peut se laisser voir au bain ; mais elle aurait honte de se décolleter en une robe de bal européenne, pour montrer sa gorge et ses épaules. L'éducation ne tend pas à corriger la nature : on ne contraint les enfants que le moins possible ; on les laisse pousser librement. La vie est douce aux bébés japonais, et il semble qu'il y ait de la reconnaissance dans leur gaîté : on a dit qu'ils ne pleurent jamais, et il est exact qu'on ne les fait jamais pleurer, et qu'ils pleurent très rarement...

Cette race a toujours ignoré l'ascétisme, sentiment antinaturel ; mais elle a connu l'héroïsme, l'exaltation de la nature humaine par le sacrifice de la vie individuelle étroite à une cause éternelle. Une haute tradition chevaleresque anime l'histoire du vieux Japon féodal, dont les légendes prodigieuses exaltent l'âme de tout Japonais. Des conteurs professionnels, de véritables aèdes, les diseurs de *Yosés*, répandent, à travers tout le pays, ces souvenirs d'un glorieux passé, légendaire ou historique. — C'est surtout à la nation, au *Grand-Japon*, que se consacre de nos jours cette faculté de dévoûment poussé jusqu'à l'héroïsme. Nulle part peut-être l'individu n'est aussi prêt à se sacrifier, pour que la nation soit libre et prospère ; nulle part peut-être le patriotisme n'est aussi ardent et sincère ; dans ces îles isolées du monde, il apparaît respectable et même sympathique.

Les religions n'ont jamais essayé, au Japon, de com-

primer ni de déprimer l'humanité. Le vieux shintoïsme mêle en un culte mystique la Nature et la Nation. Le Bouddhisme même a perdu ici ce qu'il a ailleurs d'antinaturel, du moins dans la secte la plus florissante, celle de Shin-Shou : le prêtre de cette secte, ancien élève de notre Sorbonne, qui me fit visiter l'admirable Nishi Honganji, me résuma en quelques mots cette religion simplifiée : religion laïque, justifiée par son utilité sociale et nationale, où une morale de résignation, de pitié, d'humaine douceur remplace les subtilités métaphysiques et les pratiques ascétiques des autres sectes.

Sous ces influences traditionnelles, les Japonais en sont venus à une attitude morale particulière. Ne pas s'isoler ni se révolter ; ne pas se croire seul digne d'attention et d'amour ; respecter tous les hommes ; respecter tous les vivants ; s'intéresser à toutes choses ; accepter joyeusement tout l'Univers ; savoir jouir de toutes les beautés de la vie universelle ; savoir mourir ; savoir, quand il faut, se donner la joie héroïque de se sacrifier à une grande réalité supra-individuelle, comme la Nation ; — tel je me représente l'idéal moral japonais. C'est dans le sens de la nature que ces hommes sont civilisés. Peut-être découvrons-nous ici la raison profonde de leur étrange faculté d'être heureux.

A ceux qui célèbrent la vie japonaise, on oppose souvent le fait de l'européanisation du Japon. On sait vaguement que les Japonais ont une armée, une flotte, une industrie à l'européenne, des chemins de fer et des téléphones ; on conclut très vite que ces Orientaux ont dû se rendre compte de l'infériorité de leur

genre de vie, et se décider à adopter notre civilisation, bonne absolument, rationnellement, pour tous les peuples du monde ; quand on retrouve dans la vie japonaise des traces du passé lointain, on les note comme des anachronismes involontaires, qui font sourire : « Le Japon d'aujourd'hui, c'est une traduction mal faite. »

L'idée flatte l'amour-propre européen; mais elle est tout à fait fausse. L'européanisation n'est pas superficielle : elle est volontairement limitée. Consciemment, les Japonais ont, en certaines matières accepté, en d'autres repoussé l'influence de l'Europe : ce qu'ils ont conservé et voulu conserver de l'antique civilisation japonaise est beaucoup plus considérable que ce qu'ils ont emprunté et voulu emprunter à la moderne civilisation européenne. Ils n'ont voulu, ils ne voudront jamais adopter ni la maison, ni la nourriture, ni le costume, ni les distractions, ni les arts, ni les croyances religieuses des Européens. Tout ce qui touche à la vie profonde, à la vie domestique et sentimentale, reste intact et respecté. — Les Japonais n'ont imité de l'Europe que ce qui fait les États européens forts et indépendants. Pour échapper aux brutalités, aux iniquités commises dans leurs colonies par les races dites protectrices, pour n'avoir rien à changer à leur genre de vie, ils ont accompli une prodigieuse transformation militaire et économique de leur pays. Ils ont créé une armée, une flotte excellentes, conditions d'indépendance nationale ; pour avoir l'argent indispensable à l'établissement de sérieux moyens de défense et aussi pour échapper à l'influence des capitaux européens, ils ont constitué un grand commerce à l'européenne, ils ont doté le pays des moyens de communication nécessaires,

chemins de fer, postes, télégraphes, téléphones ; pour alimenter ce grand commerce, ils ont créé d'importantes industries à l'européenne, élevé partout des usines ; — et je dois dire que les heures passées dans ces usines sont les seuls moments vraiment tristes de mon séjour au Japon, tant il m'a été pénible de voir comment notre industrialisme attriste, écrase déjà cette race heureuse ; tant m'a douloureusement impressionné le contraste entre la joyeuse vie populaire à la japonaise et la sombre vie ouvrière à l'européenne. — Enfin dans la mesure même où le réclamait la transformation économique et militaire du pays, ils ont modidifié leur système d'enseignement. — Toutes ces modifications procèdent uniquement de l'énergique volonté qu'a ce peuple de rester libre pour garder sa propre façon de vivre et sa propre façon de penser. Les Japonais ne se sont transformés que pour pouvoir mieux conserver leurs chères habitudes. Le Japon s'est européanisé contre l'Europe, pour mieux rester japonais.

Ainsi l'européanisation du Japon est un hommage rendu à l'excellence de la vie japonaise.

En revenant du Japon, j'ai lu les *Nouvelles de Nulle Part*, de William Morris ; et j'ai été frappé de voir à quel point les Japonais ressemblent — dans une société d'ailleurs fort différente — aux habitants de la cité idéale rêvée par le grand artiste socialiste. C'est la même vie matérielle simple et embellie ; c'est le même goût pour la nature, le même sentiment artistique ; c'est la même douceur de manières, la même cordialité ; c'est la même espèce de moralité, simple embel-

lissement de la nature ; c'est la même nuance de joie, le même intérêt à la vie : « Nous prenons le plus vif plaisir à toute la vie du monde... Oh ! que j'aime la terre, et les saisons, et l'air ! que j'aime la terre, et tout ce qui naît d'elle, et tout ce qui vit ! Si je pouvais seulement dire ou montrer comme je l'aime !... »

Le rêve de William Morris laisse en lui un sentiment de courage. De même l'impression que j'ai gardée de mon séjour aux îles d'Utopie situées de l'autre côté de la terre, rend très optimiste ma vision de l'avenir de notre Europe : le souvenir du Japon précise mon espérance socialiste.

Nous vivons au sein d'une immense injustice. La plupart des hommes peinent du matin au soir, sans loisir, sans joie, pour qu'une toute petite minorité puisse mener une vie mondaine, malsaine et vide. Au luxe peu artistique de ceux qui possèdent sans travailler s'oppose la laide misère de ceux qui travaillent sans posséder. A la cruauté insolente des riches répond la haine envieuse des pauvres. Peu de beauté, et peu de bonté. Les souffrances des travailleurs opprimés, les tristesses des mondains blasés attestent de même façon l'absurdité de la société présente, son impuissance à rendre l'homme heureux.

Mais tous ceux que fait souffrir l'organisation sociale actuelle, finiront bien par découvrir la cause du mal, par se décider à agir ; et ils révolutionneront, progressivement, la société injuste et laide ; et le luxe décroîtra, à mesure que diminuera la misère : au terme sera la vie simple, pour tous. Depuis que j'ai vu le Japon, j'ai la certitude que cette simplicité de vie, en facilitant le développement de la culture artistique chez tous et la

pratique de la politesse égalitaire par tous, rendra à tous plus accessible le bonheur.

Peut-être chacun de nous devrait-il essayer de développer en lui et, par l'exemple, autour de lui, les qualités japonaises qui caractériseront les hommes de la Cité Future, l'esprit de simplicité, l'esprit de cordialité fraternelle, le sentiment de la nature, et l'amour de la beauté. La société serait tout de suite un peu meilleure, si chacun de nous vivait dès maintenant *comme si* la société parfaite, la société juste, était déjà réalisée.

Félicien Challaye

Nous avons publié du même auteur :

Courrier d'Indo-Chine, *septième cahier de la troisième série,* *un franc ;*

la Russie vue de Vladivostock, journal d'un expulsé, *quatorzième cahier de la troisième série,* *un franc.*

la Russie vue de la Vistule

II.

Nos abonnés savent comme il est difficile d'obtenir des renseignements exacts de tout ce qui intéresse la barbarie moscovite. Il va de soi que les deux courriers que l'on va lire nous ont été envoyés par deux hommes sérieux. J'ajoute que les deux auteurs sont Français.

Mon cher Péguy

Vous m'avez demandé de raconter les quelques jours que j'ai passés en Russie. Je n'ai pas ici les notes que j'ai écrites immédiatement après mon voyage. Mais les faits sont restés gravés dans ma mémoire. Voici donc mon récit :

LA RUSSIE VUE DE LA VISTULE

En 1895, j'étais étudiant à l'Université de Berlin.

Je me décidai à profiter des congés de Pâques pour visiter la Pologne prussienne. La question polonaise, que les incidents récents de Wreschen viennent seulement de rappeler aux Français, était alors spécialement intéressante et soulevait de vives polémiques en Allemagne. Caprivi avait inauguré une politique de conciliation vis-à-vis des éléments slaves de l'empire, et les Polonais avaient remporté un grand succès aux dernières élections : ils étaient dix-neuf députés ; même la Warmie avait nommé un représentant polonais, et l'on disait que le mouvement gagnait la Silésie. Les nationalistes prussiens hurlaient, disant sans rire que la race allemande des provinces de l'Est était en train de se dénationaliser. J'avais lu une brochure anonyme, intitulée *Caveant consules,* qui prêchait la croisade contre le polonisme. J'avais entendu Treitschke dire textuellement en plein cours, à propos de la Posnanie : « Les Allemands s'enthousiasment de temps en temps pour ce qu'il y a de plus vulgaire ; actuellement il y en a même qui s'enthousiasment pour un Caprivi. » Seuls, les *Preussische Jahrbücher* de Delbrück cherchaient à prouver que la politique de persécution ne pouvait donner que de tristes résultats.

Le moment me semblait donc bien choisi pour visiter ces fameuses « marches orientales », où deux races luttaient, l'une au nom de la liberté nationale et des sou-

venirs historiques, l'autre au nom de ce qu'elle appelait « l'intérêt de la civilisation supérieure ».

La première ville que je visitai fut Posen. C'est une ville triste, sale, avec des fortifications modernes sans cachet et des maisons grises et ternes, en grande partie du dix-septième siècle. De la boue partout, et des enfants en haillons qui jouent dans cette boue.

Mais l'intérêt de Posen ne consiste ni dans ses monuments, ni dans ses rues ; il est tout entier dans la lutte entre les deux nationalités qui divisent ses habitants, dans la lutte morale qui se rappelle à vous à chaque pas. Il y a deux musées, l'un allemand et l'autre polonais, de même qu'il y a deux théâtres, l'un polonais et l'autre allemand. Dans la cathédrale se trouvent les statues modernes de deux anciens rois de Pologne. La statue de Mickiewicz est reléguée dans un coin de la ville ; elle n'est pas belle, mais j'allai la voir, parce que j'avais conservé un souvenir ému de la lecture de *Conrad Wallenrod* et des *Aïeux*.

Je vis ensuite Gnesen et sa cathédrale, où officiait jadis le primat de Pologne. Je vis aussi la campagne, où les villages sordides se tassent au milieu des étangs et des marais. Partout, dans les manoirs comme dans les fermes, je fus frappé de trois choses : d'abord de la saleté, qui est extraordinaire ; puis de l'hospitalité, qui est non moins extraordinaire, surtout pour quelqu'un qui vient de France ; enfin de l'attachement à la Pologne, de la persistance du sentiment national.

Partout, dans les châteaux aussi bien que chez les paysans, on est reçu avec une cordialité simple et franche. Il est rare qu'on puisse faire accepter une rémunération quelconque au paysan qui vous a nourri.

Partout aussi, dès que le mot de Pologne est prononcé, ce sont d'interminables discours sur l'ancienne patrie, des paroles d'espoir, presque toujours naïves, souvent touchantes. Je fus aussi frappé de l'ascendant que la noblesse a gardé dans les campagnes.

Je vis aussi des Allemands, même quelques-uns de ces colons envoyés par l'État sur des terres achetées aux frais du contribuable. C'étaient en grande partie des gens sérieux et honnêtes, mais qui parlaient toujours avec un mépris profond de la race polonaise. Cela me rappelait absolument la manière dont les Anglais parlent des Irlandais. Je ne pouvais m'empêcher de penser au personnage de Freytag — dans *Doit et Avoir* —, qui, lui aussi, est colon dans ces contrées et qui dit fièrement : « Je suis ici comme l'un des conquérants, qui par leur libre travail et leur civilisation ont su enlever à une race plus faible la domination sur ce sol. » Et je songeais aussi à nos conquêtes coloniales. La civilisation doit être une bien belle chose, pour que ce mot suffise à reléguer dans l'ombre ceux de droit et de liberté.

Après avoir flâné quelques jours, j'arrivai un soir dans la petite ville de Kruswicze, dont les Allemands ont germanisé le nom en « Kruschwitz ». C'est un joli bourg, assez près de la frontière. Une vieille tour, appelée « Tour aux souris », à cause d'une antique légende relative aux Piasts, s'y mire dans le lac de Goplo.

Dans cette région de Cujavie, les représentants du droit lésé l'emportent de beaucoup comme nombre sur ceux de la civilisation triomphante. — Je descendis dans l'unique petit hôtel de la localité, tenu par un Polonais, originaire de Galicie. Je couchai dans un lit

dont les draps n'avaient pas été changés depuis qu'un hôte de la veille y avait reposé.

Le lendemain, je voulus faire le tour du lac de Goplo. Le fils de mon hôte, garçon d'environ quatorze ans, s'offrit pour me servir de guide. Comme il parlait couramment le polonais, j'acceptai avec plaisir, et nous nous mîmes en route. Par un beau soleil de printemps, cette contrée plate ne manque pas de charme. Çà et là, le long de la nappe bleue du lac, des grèves de sable ou bien des roseaux frémissants ; parfois même un groupe de bouleaux ou de pins. Les alouettes chantaient partout. Trois ou quatre fois des lièvres partirent presque sous mes pieds, et nous nous amusions à les voir détaler dans la plaine. Je ramassai des coquilles assez curieuses, dont les bords du lac étaient couverts. Puis, la rive devenant de plus en plus marécageuse, nous la quittâmes, en passant par quelques villages, dont j'ai oublié les noms. Dans l'un d'eux, les paysans nous régalèrent de soupe aux concombres, et, tout en mangeant, nous causâmes de l'éternelle question nationale.

Vers trois heures de l'après-midi, nous étions arrivés à la frontière russo-allemande, signalée par un poteau et par une sorte de sentier en terre battue. Je regardai le pays des oukases, qui se présentait à moi comme la continuation de la plaine polonaise : des terres labourées à perte de vue, au-dessus desquelles les alouettes, qui n'ont pas besoin de passeports, montaient en poussant leurs cris de joie, tout comme en Allemagne. Je remarquai en même temps des monticules réguliers, recouverts d'herbes et espacés de distance en distance sur une ligne presque droite. Mon guide m'apprit que c'étaient les abris des sentinelles russes, dont le cordon

ne cesse pas tout le long de la frontière. En effet, un soldat russe, couvert d'une capote grise, ne tarda pas à sortir de derrière le monticule le plus proche. Il s'avança vers nous. C'était un petit homme trapu, de race mongole, sans doute quelque Bachkir ou Kalmouk, ainsi que le prouvaient ses pommettes saillantes et ses yeux noirs obliques. Il ne parlait que le russe, mais mon guide comprenait quelque peu cette langue. Lorsque nous lui dîmes que nous retournions à Kruswicze, il nous invita à passer par le territoire russe, que nous avions à emprunter seulement pour quelques minutes. Nous le crûmes. Mais à peine avions-nous traversé la frontière, qu'il saisit mon compagnon au collet, disant que c'était un Polonais et qu'il le gardait prisonnier. Je lui offris une pièce de deux marks, mais il réclama des kopeks, que je n'avais pas. Cela ne me donna pas une haute idée de son intelligence, mais cela même compliquait le cas. Alors je dis à mon compagnon de se sauver, tandis que je causerais avec le soldat. Cependant celui-ci était sur ses gardes ; il arma son fusil, et sitôt que le garçon se mit à courir, il le mit en joue. Le guide s'arrêta et le soldat tira son coup en l'air. A ce signal, deux cavaliers, cachés derrière un tertre voisin, accoururent, nous placèrent entre eux, et nous voilà emmenés prisonniers, à travers les champs brunâtres, jusqu'à une baraque en bois noir, qui se trouvait à quelque vingt minutes de là. L'aventure m'amusait, car j'étais persuadé qu'il s'agissait d'un malentendu bientôt dissipé, que nous passerions devant un officier, qui nous ferait des excuses et s'empresserait de nous faire reconduire à la frontière. C'était naïf, je suis obligé de l'avouer.

Il n'y avait pas d'officier dans la baraque; ce fut un sous-officier qui nous reçut. Les soldats du poste nous entourèrent de suite, se poussant les uns les autres pour mieux nous voir. Tous étaient très sales, et la plupart portaient des marques de variole. Le sous-officier nous prit nos montres, nos couteaux et nos mouchoirs; chaque objet échut à un soldat.

Je dois dire que pour le reste ils ne se montrèrent point méchants ; ils me laissèrent mon argent, mon portefeuille et ma carte, devant laquelle ils s'extasièrent comme devant une curiosité extraordinaire. Puis ils nous firent à leur façon les honneurs du poste; ils nous montrèrent deux images grossièrement coloriées, dont l'une représentait un combat contre des Turcs et l'autre la tête de Nicolas Ier. L'intérieur du poste était du reste extrêmement simple : des couchettes sur deux rangs ; dans un coin une image sainte, devant laquelle brûlait une mèche dans un verre ; les deux images patriotiques ornaient les parois en planches goudronnées. Le sous-officier occupait une petite chambre à côté du corps de garde; il nous y fit appeler, s'étendit sur son lit et, pendant une heure, joua de l'accordéon en notre honneur. Comme nous étions debout, cela nous sembla plutôt long et ennuyeux. Vers le soir, on nous permit de nous asseoir sur une des couchettes, et c'est ainsi que nous passâmes toute la nuit, sans qu'on nous eût donné à manger.

Nous eûmes le loisir de voir les sentinelles partir ou revenir; chacune emmenait avec elle un chien superbe, admirablement dressé. Grâce à ces bêtes et au cordon de sentinelles, il est extrêmement difficile de passer la frontière, même de nuit. Les contrebandiers,

comme je l'appris plus tard, arrivent cependant à entrer ou sortir, en corrompant un soldat, dont ils connaissent l'heure et l'endroit de garde. Pour le reste, je n'ai conservé de cette nuit que le souvenir des ronflements et de l'horrible odeur qu'exhalaient tous ces corps étendus.

Le lendemain, dès cinq heures, on nous dit que nous allions partir et qu'on nous mènerait devant un officier. Nous étions pleins d'espoir et je considérais tout cela comme une excellente plaisanterie. Quatre soldats — dont celui qui nous avait pris — nous accompagnèrent, la baïonnette au fusil.

Nous marchâmes une bonne heure à travers les terres labourées, jusqu'à ce que nous fussions arrivés devant une nouvelle baraque, absolument semblable à celle dont nous venions. Là, notre cortège s'augmenta de trois paysans et de deux femmes, qui avaient été pris la nuit, au moment où ils voulaient passer la frontière sans passeport. Ces pauvres gens voulaient émigrer en Amérique et n'avaient pu obtenir l'autorisation nécessaire. Ils portaient tout leur avoir en paquets sur leur dos, et avaient l'air fatigué et tristement résigné. Nous continuâmes à marcher. Une femme s'arrêta ; on la poussa assez rudement.

Au bout de deux heures, nous étions arrivés à un grand casernement. On nous fit d'abord entrer dans une chambrée, où, faute de sièges, nous nous assîmes par terre. Les soldats s'empressèrent de nous entourer. Ils s'amusèrent bientôt à cracher sur un des paysans arrêtés. Le pauvre homme essuyait sa figure avec le revers de sa manche, sans dire un mot; sa femme pleurait à côté de lui. Je ne cachai pas mon indignation,

et à mon grand étonnement, les soldats se bornèrent à me placer dans un autre coin et à se passer mon chapeau de main en main. Je suis persuadé que si j'avais porté des vêtements de paysan, les pauvres brutes m'auraient traité autrement. Depuis, pendant l'Affaire, j'ai remarqué que les agents de police parisiens ressemblaient quelque peu aux soldats russes par le mépris qu'ils ont pour les vêtements modestes et le respect relatif qu'ils montrent pour les redingotes.

Enfin un soldat vint nous chercher pour nous mener devant l'officier, qui habitait une maisonnette à côté des baraquements. Son ordonnance était en train de faire cuire le repas. J'avais préparé, à l'aide de mon compagnon, quelques phrases en polonais pour expliquer notre aventure et protester contre notre arrestation. Mais je n'eus pas l'occasion de m'en servir, car le capitaine m'arrêta aux premiers mots et nous défendit sévèrement de parler. Il ne nous adressa aucune question ; il se contenta de nous faire mettre complètement nus et de faire fouiller nos vêtements par son ordonnance. J'avais heureusement déchiré, la veille, quelques notes de voyage qui auraient pu me nuire. Le capitaine examina mon portefeuille, compta mon argent, étudia assez longtemps ma carte et fit un paquet du tout, qu'il scella et remit au soldat qui nous avait arrêtés. Puis il s'assit et écrivit un long rapport. J'ai su plus tard que nous étions considérés comme espions, surtout à cause de ma carte, qui n'était pourtant qu'une carte allemande de la province de Posen, comprenant en outre un morceau de la frontière russe.

Toujours sans nous adresser la parole, l'officier nous remit aux quatre soldats qui nous avaient accompa-

gnés, et nous recommençâmes à marcher, sans savoir où nous allions. Cette fois, j'étais beaucoup moins rassuré sur l'issue de notre aventure.

N'ayant rien mangé depuis vingt-quatre heures, nous commencions aussi à avoir terriblement faim. A midi, nous arrivâmes dans un gros village, du nom de « Brunislaw ». On nous mena de suite chez le natchelnik. C'était un petit homme en uniforme, les cheveux en brosse, assis devant un tas de paperasses. Au mur était accroché un tableau représentant la figure sombre de Nicolas Ier. Le petit homme nous fit asseoir; puis il se plongea dans la lecture du rapport, interrogea le soldat qui nous avait arrêtés, et fouilla minutieusement mon portefeuille. Il en retira ma carte d'étudiant et me dit, d'abord en allemand, puis en polonais : « Ah ! vous êtes étudiant; nous n'aimons pas les étudiants ! » — A quoi je répondis que, n'étant pas Russe, cela m'était bien égal. — « Et où avez-vous étudié ? » — « A Bâle, à Paris et à Berlin. » — « A Paris ? Il y a beaucoup d'anarchistes à Paris, n'est-ce pas ? » — Je voyais bien où il voulait en venir, et je dis qu'il y en avait sans doute à Paris comme dans toutes les grandes villes. Alors le petit homme se leva, me regarda dans les yeux et dit brusquement : « Tu es un anarchiste ! » Ce « tu » me sembla de mauvais augure. Je me contentai cependant de lever les épaules. Il n'insista pas, se remit à explorer mon portefeuille, se fit traduire mon acte de naissance, et tira une coupure du *Temps* contenant les noms des ministres français :

— « Pourquoi avez-vous découpé cela ? » — « Parce que je tenais à savoir les noms de tous les ministres français. » — « On ne doit pas s'occuper de ces choses »,

me dit-il sévèrement. J'ai toujours trouvé ce mot très typique. Puis le bureaucrate tira victorieusement de mon inépuisable portefeuille une carte de visite, qui m'avait servi une fois pour un jeu de société et où se trouvaient gribouillées des questions et des réponses sur n'importe quoi ; par hasard je l'avais conservée.

— « Qu'est-ce que cela ? » dit-il en essayant de déchiffrer les mots écrits au crayon et à demi effacés. Je cherchai à lui expliquer que c'était un jeu, avec peu de succès d'ailleurs, car il hocha la tête en disant : « C'est très grave ! » — Enfin, il me permit d'écrire, en allemand, un récit de notre arrestation. Il me dit seulement qu'en Russie les étudiants ne voyageaient pas comme cela pendant les vacances. Il écrivit ensuite un rapport, compta mon argent, donna quelques marks au soldat comme prime, fit un paquet scellé du dossier, et se montra aussi doux et poli qu'il avait été brusque jusque-là. Il poussa l'amabilité jusqu'à m'offrir une cigarette et m'expliqua qu'il allait nous faire conduire à la frontière par des soldats. Je n'ai jamais compris sa conduite, car j'ai eu plus tard connaissance de son rapport, où il déclarait que j'étais, non plus un espion, mais un anarchiste polonais, et que je feignais habilement de parler très incorrectement la langue polonaise. Mais alors je ne savais rien de cela, et j'étais tout à la joie de voir nos tribulations terminées.

On nous fit monter sur un char en compagnie de deux soldats. Nous avançâmes ainsi pendant plusieurs heures par des chemins défoncés, coupés d'ornières immenses, où le véhicule menaçait de tomber à chaque instant. Vers le soir, nous débouchâmes dans un bourg (c'était, je crois, Radziejewo) qui ne consistait qu'en

une grande place bordée de maisons sales et flanquée de deux églises. Dès que le char s'arrêta, nous fûmes entourés d'une foule de Juifs sordides, dont plusieurs portaient une sorte de caftan noir et avaient des mèches de cheveux qui tombaient en tire-bouchons de chaque côté du front. Tout ce monde hurlait, piaillait à tort et à travers, nous accablant de questions ou criant : « Au cachot ! au cachot ! » Ces paroles charitables nous semblèrent très peu réconfortantes. Poussés par cette cohue et toujours accompagnés par nos soldats, nous entrâmes chez un fonctionnaire, dont j'ignore le titre et les attributions, car il ne portait pas d'uniforme. Là, devant tous les Israélites, entrés pêle-mêle avec nous dans le local, et malgré nos protestations, on nous fouilla de nouveau en nous faisant mettre à nu. Puis un geôlier crasseux nous introduisit dans un cachot infect, où se trouvait déjà un paysan condamné pour coups et blessures, comme il nous l'apprit en riant. Au bout d'une heure, on nous mit dans une autre cellule ; nous étions seuls, mais le local était tout aussi sale que le précédent. Une sorte de tréteau de bois servait de couche ; une couverture grouillant de vermine complétait l'installation. C'est ainsi que nous passâmes la nuit, sans avoir mangé de toute la journée. Nous dormîmes cependant, car nous étions très fatigués.

Le lendemain, dès six heures, un char et deux soldats nous attendaient. Mon petit compagnon se trouvait mal. Heureusement qu'au moment où nous allions partir, un paysan arriva en courant et nous remit un gros pain et des saucisses. Je n'eus même pas le temps de le remercier, car il s'enfuit immédiatement, et nous partîmes. Un des soldats nous apprit alors que nous

étions dirigés sur Plock. Je ne parlerai pas de ce voyage, parce que ce fut une série monotone des mêmes événements : cahots et heurts, embourbement du char, arrêts dans quelques villages tristes et boueux, où les soldats buvaient de l'eau-de-vie. Dès lors, on nous donna du moins à manger. Mais nous n'arrivâmes pas jusqu'à Plock, car le second jour, un ordre mystérieux nous fit retourner du côté de la frontière. Nous arrivâmes le soir à Nieszawa, où nous passâmes immédiatement devant le juge. Ce n'était plus un fonctionnaire ignorant, mais un homme d'aspect agréable, de manières plutôt distinguées. Il était entouré de plusieurs scribes. Les soldats, gardiens ou geôliers qui entraient dans la salle, lui baisaient toujours la manche. Ce juge nous dit que nous étions bel et bien condamnés « administrativement » à six ans de relégation, mais qu'un ordre était venu de nous maintenir quelques jours à Nieszawa, pour des renseignements complémentaires. Je parlai de faire venir des renseignements et de m'adresser au consul à Varsovie. Il me répondit poliment et froidement que c'était trop tard, que nous étions condamnés et que cela ne regardait en rien le consul. Il nous refusa aussi la permission d'écrire à nos familles. Il voulut bien cependant ne pas nous mettre dans le même cachot que tous les autres prisonniers.

Nous eûmes donc notre cellule spéciale, ce qui constituait un immense avantage. En effet, après notre libération, j'ai pu visiter les autres cellules, et j'ai été indigné de ce que je vis. Elles sont faites pour vingt ou vingt-cinq détenus, et on y entasse jusqu'à quarante prisonniers, hommes et femmes ensemble. Les malheureux n'ont pas toujours la place de se

coucher en long pour la nuit, et plusieurs sont forcés de dormir accroupis sur le plancher rempli de crachats et de saletés. L'air ne se renouvelle pas assez, car les fenêtres sont garnies de boîtes en métal qui empêchent l'air et la lumière de pénétrer suffisamment. La cuve aux immondices contribue à rendre l'atmosphère absolument fétide.

Notre cellule était au contraire assez grande, et nous avions des paillasses pour dormir; nous avions même un escabeau à notre disposition ; la fenêtre était grillée, mais donnait de plain-pied sur la cour. Ce qu'il y avait de plus pénible, c'était la vermine. Dès la première nuit, nous fûmes couverts de puces et de poux, et nous eûmes à subir les piqûres des punaises. Nous ne pouvions pas nous laver, car pendant tout le temps que nous passâmes en prison, on nous refusa l'eau.

Le lendemain matin, le geôlier nous ramena devant le juge. Nous dûmes attendre qu'il eût terminé l'affaire d'un habitant de Riga, qui était rentré en Russie avec un passeport périmé; il en eut pour un mois de prison. Enfin on nous interrogea, mais séparément. Comme je m'embrouillais dans les noms des villages polonais que nous avions traversés avant notre arrestation, on me trouva en contradiction avec mon jeune guide, et un des scribes, qui parlait l'allemand et servait de temps en temps d'interprète, se frotta les mains en disant : « Il ment, il ment! »

On nous renvoya, sans nous dire autre chose; mais avant de quitter la salle, nous fûmes témoins d'une petite scène tristement curieuse. Un paysan demandait un passeport pour se rendre du côté de Bromberg, où sa sœur était malade. Le juge refusa. Alors le pauvre

homme s'agenouilla devant lui, lui baisa les jambes et le supplia en pleurant de le laisser aller. Le juge à la figure distinguée lui dit simplement et sans colère : « Va-t-en, chien! » et il continua tranquillement à feuilleter des papiers.

On nous ramena dans la prison, où nous restâmes en tout neuf jours. Sauf la vermine et la saleté, nous n'eûmes pas à souffrir. Il est vrai que, chaque jour, je devais remonter et consoler mon compagnon, qui se désolait loin de sa famille.

Nous recevions quinze kopeks par jour, qui devaient suffire à notre nourriture. Il fallait, pour cela, s'arranger avec la femme d'un des geôliers. Notre ordinaire consistait, le matin et le soir, en une tasse de thé et du pain, à midi en une assiette de soupe ou des pommes de terre. Tout cela était assez bien préparé, mais à la longue cette nourriture doit certainement être insuffisante.

Nous avions le droit de nous tenir une heure, chaque jour, dans la cour. Malgré cela, les journées nous paraissaient longues. Pour les occuper, nous nous donnions alternativement des leçons de français ou de polonais, ou bien nous nous racontions des histoires. Mais l'intérêt principal consistait à voir les autres prisonniers, lorsqu'ils allaient dans la cour, et à causer avec eux, quand c'était possible.

Il y avait quatre gardiens dans la prison ; aucun d'entre eux n'avait d'uniforme, mais tous portaient un sabre en bandoulière. Nous n'avons jamais eu affaire qu'à deux d'entre eux. L'un était un petit russe très vif, qui se montrait cassant, parfois grossier envers nous. L'autre était un grand gaillard sec et osseux, de

caractère doux et communicatif. C'était un Polonais, qui avait passé à l'orthodoxie officielle pour gagner sa vie ; mais il était resté Polonais et catholique dans son âme. Il nous disait bien souvent : « Les Polonais sont bons et les Russes sont méchants. » Surtout il parlait avec une sorte de colère, mêlée de terreur, du général Hourko, l'ancien gouverneur de Pologne. Sa culture était naturellement fort rudimentaire ; il ne savait ni lire ni écrire, et l'idée qu'il se faisait du monde extérieur nous amusa souvent. Un jour il me demanda à quelle religion appartenaient les habitants de Paris. Je lui répondis que la majorité pratiquait la religion catholique. « Mais alors, dit-il, ils parlent polonais ? » J'eus beaucoup de peine à lui faire comprendre qu'ils parlaient une autre langue. Pour lui, catholique signifiait polonais, de même qu'orthodoxe était l'équivalent de russe et protestant de prussien.

Ce geôlier se montra toujours bienveillant pour nous; il nous laissait dans la cour le plus longtemps possible et ne s'opposait pas comme son collègue à ce que nous causions avec les autres prisonniers. Sa terreur était l'arrivée de l'inspecteur, gros monsieur en uniforme, qui vint une fois pendant notre séjour. Lorsqu'il fut parti, notre gardien fit des signes de croix et nous dit que ce fonctionnaire avait déjà fait envoyer un geôlier en Sibérie.

Nous pouvions aussi voir de temps à autre quelques personnes qui n'appartenaient pas à la prison. C'était d'abord un petit employé, qui passait matin et soir par la cour ; il nous souhaitait gentiment le bonjour, et plusieurs fois il nous jeta en passant un petit pain et des cigarettes. Comme nous n'avions pas d'allumettes,

c'étaient toujours les gardiens qui fumaient nos cigarettes. Il y avait aussi la servante d'un fonctionnaire, dont la maison donnait sur la cour. Les gardiens se permettaient avec elle toutes sortes de familiarités. Une fois, pour s'amuser, elle en enferma un dans une cellule qu'il balayait ; il fut une bonne demi-heure à tempêter, avant qu'un de ses collègues le délivrât. Enfin, presque chaque jour, une fillette juive se promenait dans la cour, tenant dans ses bras son petit frère, pauvre bébé couvert de croûtes, qu'elle nous faisait naïvement admirer. Cette petite fille avait une singulière histoire, que me raconta le geôlier polonais. Son père était un Juif qui, pour devenir gendarme, se convertit à l'orthodoxie. Plus tard il émigra à Thorn, en terre prussienne, et ayant épousé une Juive, il retourna à sa première religion, crime prévu par le code russe. Plusieurs années après, il commit l'imprudence de revenir en Russie, où il fut immédiatement arrêté. Il passa trois mois dans notre prison, puis fut condamné à quelques années de Sibérie. Sa femme obtint l'autorisation de le suivre ; mais sa fille et un bébé restèrent à Nieszawa, où la communauté juive de la ville fournissait à leur entretien.

La prison de Nieszawa est une prison d'étape ; il est rare qu'on y reste longtemps : on passe devant le juge, puis on est envoyé ailleurs, dans l'intérieur du pays. La plupart des prisonniers ne passaient qu'une nuit dans la prison et repartaient le lendemain. Une fois, je vis de la cour, par la porte ouverte, un convoi d'une quarantaine de prisonniers qui arrivaient, escortés par des soldats. Plusieurs hommes avaient les mains attachées.

Nous ne connaissions naturellement que les prison-

niers qui restaient plus longtemps. Je me souviens très bien de quelques types. Il y avait entre autres un homme dans la force de l'âge, qui était de la ville même et avait à purger un an de prison pour avoir volé de la viande. Il avait l'air absolument indifférent et passait son temps de cour à jouer avec des cailloux. Sa femme avait le droit de le nourrir et lui apportait chaque jour une grande écuelle de soupe, dans laquelle nageaient des quartiers de pommes de terre. Je l'ai souvent vu partager sa pitance avec d'autres prisonniers moins fortunés. Par contre, il refusait obstinément d'entrer en conversation avec nous. Du reste, plusieurs détenus nous montraient une antipathie très visible. Etait-ce notre qualité d'étrangers ou notre situation privilégiée dans une cellule à part qui nous valait cette hostilité ? Je ne sais. Un jeune et vigoureux paysan, vêtu d'un gilet rouge, ne manquait jamais de nous lancer des injures, lorsqu'il passait devant notre fenêtre. C'était un beau type de paysan polonais ; il s'était fait pincer pour la seconde fois, en cherchant à passer la frontière sans passeport pour émigrer en Amérique.

Un de ceux qui nous intriguaient le plus était celui que nous appelions le « philosophe ». C'était un homme d'une cinquantaine d'années, qui se tenait toujours seul loin des autres, dans un coin au soleil. Il restait presque absolument immobile pendant tout le temps qu'il passait dans la cour. Sa barbe grisonnante était couverte de poux, qu'on voyait fort bien, lorsqu'il passait pour réintégrer sa cellule ; cela n'avait du reste pas l'air de beaucoup l'incommoder.

D'autres détenus éveillaient plus particulièrement

notre pitié. L'un avait de graves blessures à la jambe, ayant été mordu par le chien d'une sentinelle. Ce n'était pourtant pas le plus malheureux.

Il y avait dans la prison un jeune Allemand, qui me frappa dès le premier jour par un air triste et les bandages dont sa tête et sa main gauche étaient couvertes. Nous fîmes d'autant plus vite connaissance, qu'il ne savait pas le polonais et se trouvait complètement isolé. Je sus bientôt son histoire. Il était tuilier en Posnanie, et au cours d'une promenade avec deux amis, il avait franchi la frontière russe. Lorsqu'on voulut les arrêter, ils eurent peur et s'enfuirent. Ses deux amis parvinrent à repasser la frontière, mais lui fut rejoint par un soldat, qui lui asséna un coup de crosse sur la tête ; il tomba, et le soldat étant tombé sur lui, le mordit de telle façon, que le pouce de la main gauche fut presque détaché. Naturellement la brute militaire déclara, pour se justifier, que sa victime avait résisté, ce qui aggrava le cas du malheureux.

Il y avait déjà trois semaines qu'il était incarcéré, et on lui faisait entrevoir qu'il en aurait pour deux ans de prison. Tous les jours, le barbier venait le panser, mais on le laissait néanmoins avec les autres détenus dans la cellule malsaine et sale. J'ai appris depuis qu'après deux mois on l'avait enfin relâché, grâce aux représentations du gouvernement allemand. Quant au soldat mordeur, il aura sans doute reçu une gratification.

J'ai le triste souvenir de deux cas plus navrants encore. Un soir, une femme enceinte arriva dans la prison avec un petit convoi de prisonniers. Dès qu'elle parut dans la cour, ce furent de la part des gardiens des mots orduriers et des quolibets infâmes. Puis,

comme elle ne voulait pas laver la cuve à ordures, elle fut frappée par un des geôliers. La nuit qui suivit, elle mit au monde un enfant mort-né.

Un autre jour, nous vîmes dans la cour un prisonnier qui ne parlait que l'anglais et le lithuanien. Nous pûmes causer quelques instants en anglais. Cet homme avait été chauffeur aux États-Unis et revenait dans sa patrie avec un petit pécule. A la frontière, il fut arrêté, parce qu'il portait sur lui un livre prohibé par la censure, qu'on lui avait donné en Allemagne. Le lendemain, le malheureux partait avec d'autres prisonniers dans la direction de Plock.

Voilà ce que j'ai vu de plus caractéristique pendant mon séjour forcé à Nieszawa. Si une prison russe est telle en pleine Pologne, non loin de la frontière, que doivent être celles de l'intérieur ?

Je serai bref au sujet de notre libération. Le troisième jour que nous étions en prison, arriva le père de mon guide, qui après avoir passé par de grandes anxiétés, avait enfin réussi à retrouver notre trace. Moyennant quelques roubles, il put nous voir un instant. Je lui donnai l'adresse de ma famille et lui indiquai les démarches à faire. Dès lors les consuls purent être avertis et s'occuper de nous.

Le neuvième jour, on nous fit appeler de bon matin chez le juge. Pour la première fois, il nous fit asseoir et m'offrit même une cigarette, ce que je considérai comme un signe favorable. Il nous annonça qu'un télégramme de Varsovie ordonnait notre élargissement. Toutefois, ajoutait-il, il y avait des formalités à remplir, et nous ne repartirions que le soir ; mais en attendant nous étions libres de circuler dans la ville. Le

scribe qui parlait allemand, le même qui me traitait s gaillardement de menteur, ajouta cette phrase sentencieuse : « Chez nous la justice est lente, mais elle est sûre. » La première partie de ce dogme juridique est incontestable; je reste sceptique quant à la seconde.

Nous profitâmes de notre liberté provisoire pour aller errer sur les bords de la Vistule et sur une hauteur surmontée d'un moulin à vent, d'où l'on avait une vue étendue sur la plaine mélancolique. Notre geôlier polonais nous offrit du thé chez lui. A cette occasion, il me montra une image banale représentant des chasseurs en habits rouges, et il me dit en désignant un homme joufflu, qui portait un cor en sautoir : « C'est Poniatowski, le meilleur de nos anciens rois. » Je n'eus pas le courage de le détromper.—Le soir, nous partîmes en char avec un gardien pour une station, dont j'ai oublié le nom. De là, le chemin de fer nous mena à Alexandrowo, où il fallut encore courir chez un fonctionnaire à uniforme, pour faire signer des papiers. A la gare, des gendarmes et un inspecteur nous demandèrent trois fois notre passeport, que le gardien exhibait avec humilité. S'il n'est pas facile d'entrer en Russie, il est encore plus difficile d'en sortir. Enfin le train partit; nous arrivâmes dans la nuit à Thorn, en territoire prussien.

Mon portefeuille et ma carte, qui avaient eu l'honneur d'être mis jusque sous les yeux du comte Schouwaloff, alors gouverneur à Varsovie, me furent rendus un mois après par un agent de police berlinois. Quant à l'argent, le gouvernement russe le garda « pour couvrir les frais que nous lui avions occasionnés ».

Edmond Bernus

Courrier de Finlande

Les journaux français ont tous parlé, dans les derniers jours d'avril, de troubles qui ont eu lieu en Finlande, en particulier à Helsingfors les 17 et 18 avril. Ces démonstrations constituent le dernier chapitre — le dernier jusqu'à ce jour — de la lutte soutenue par la Finlande contre le despotisme russe. J'avais pensé d'abord les décrire à leur place, c'est-à-dire dans l'exposé de la question finlandaise que je prépare pour les *Cahiers* et qui verra bientôt le jour. Si je les en détache, c'est à cause de leur actualité, et pour les pouvoir décrire plus en détail.

J'ai encore une autre raison plus sérieuse. Toutes les dépêches publiées en France, à une ou deux exceptions près — je citerai entre autres l'article du *Français* du 28 avril, celui de *l'Européen* du 27 avril et le mien dans *le Mouvement socialiste* du 26 avril — trahissent une source commune : le récit fait par le journal du gouverneur-général de Finlande. En outre, quelques articles, parus surtout en province, traitent de la question finlandaise en général, à l'occasion des troubles actuels : et on sent qu'eux aussi sont inspirés par le gouvernement russe, qui cherche sans doute à profiter du regain d'attention provoqué par ces manifestations pour tromper l'opinion en France. Il faut essayer de s'y opposer.

J'ai été témoin oculaire d'une partie des événements ; je me suis informé pour le reste auprès de personnes sûres. Voici ce qui s'est passé.

COURRIER DE FINLANDE

Les « troubles » — plus exactement les démonstrations — ont été provoquées par l'application de la loi militaire décrétée en juillet 1901 par le tsar, en violation de la constitution finlandaise. Cette loi supprimait les troupes finlandaises à l'exception du régiment de dragons — supprimé depuis — et du bataillon de la garde. Les recrues finlandaises n'ont donc plus que de faibles chances de servir dans l'unique corps subsistant ; la plupart doivent s'attendre à être versées dans des troupes russes. Pour prévenir les résistances et essayer de faire passer la réforme en douceur, le tsar avait décidé que pendant trois ans on n'enrégimenterait que ce qu'il fallait d'hommes pour compléter le bataillon restant — pour 1901 280 hommes, sur un total de 20.000 à 25.000 conscrits —: Le Sénat et les gouverneurs avaient agi de leur côté pour briser ou rendre inutiles les oppositions. Les communes refusant d'élire des délégués aux commissions de recrutement, les gouverneurs leur imposaient des amendes — 30.000 francs pour Helsingfors, 1.000 à 2.000 francs pour des communes rurales — et le Sénat décidait que la présence des délégués communaux ne serait pas nécessaire pour rendre valable les opérations du recrutement. (1)

---

(1) Sur tous ces renseignements préliminaires, le cahier que je prépare donnera des détails plus amples. Je me contente ici de l'indispensable.

C'est dans ces conditions que s'ouvrit la période des appels. La Finlande est divisée en districts de recrutement. Chaque district a une commission, qui se transporte de commune en commune, pour procéder aux opérations du recrutement, qui se suivent dans un ordre différent du nôtre : appel des conscrits, visite médicale, puis tirage au sort des conscrits déclarés bons pour le service. De la sorte, l'ensemble des opérations dure plusieurs semaines — six semaines à deux mois, à partir du milieu d'avril.

Quand le moment fut venu de commencer les opérations, il se produisit un résultat prévu de tous ceux qui connaissaient bien la situation : la grève des conscrits. Dans certaines contrées — sous l'influence du clergé, dit-on — la majorité des appelés se présenta. Mais jusqu'ici, dans la plupart des communes, cela a été l'inverse. La proportion des réfractaires varie de *quatre-vingts à cent pour cent.* Dans quelques communes, les conscrits se présentaient, déposaient une protestation écrite et s'en allaient. Dans une cinquantaine de communes, situées dans le centre et l'est du pays, personne ne répondait à l'appel.

Dans les communes rurales, où le nombre des conscrits était faible, et où n'existe aucune agglomération importante, il ne se produisait pas de manifestation. Mais dans quelques villes il en fut autrement. En particulier dans le grand centre industriel de l'intérieur, à Tammerfors, et dans la capitale, à Helsingfors, il y eut de sérieuses démonstrations. Il faut évidemment les attribuer pour une part à la présence d'ouvriers, pour une part aux gamins, et aussi pour une autre part à la curiosité des gens désœuvrés : c'est le

cas surtout à Helsingfors, où les badauds ne le cèdent en rien à ceux de Paris.

A Tammerfors, le recrutement commençait le 15 avril; pour une commune rurale, sur 62 conscrits, 15 seulement se présentèrent. Pour le dire en passant, là comme ailleurs, beaucoup de conscrits présents n'étaient venus que parce qu'ils étaient assurés d'être refusés à la visite médicale ou de jouir de dispenses. Les délégués communaux se présentèrent à la commission de recrutement, mais pour lire une protestation et se retirer. Le secrétaire de la commission se joignit à eux. Il fallut appeler par télégraphe un remplaçant. Cet exemple a été du reste suivi dans un certain nombre de communes.

Le lendemain avait lieu le recrutement pour la ville de Tammerfors : 327 conscrits, dont 25 seulement répondirent à l'appel de leur nom. Une fois l'appel terminé, les conscrits allèrent chanter une sérénade sous les fenêtres du secrétaire qui la veille avait refusé de participer aux opérations du recrutement. Puis, dans le cours de l'après-midi, un imposant cortège, où figuraient des gamins, mais aussi beaucoup d'ouvriers, manifesta dans les rues de la ville. La police était impuissante en face de cette foule de plus d'un millier de personnes. Le Sénat finlandais, informé des faits, décida de mettre à la disposition du maître de police des troupes *russes* de la garnison voisine, lui déclarant que, s'il les refusait, il serait seul responsable des désordres qui viendraient à se produire. Le maître de police accepta la responsabilité. Mais le bruit de l'envoi des troupes s'était répandu en ville ; la foule, grossie encore à la sortie des ateliers, se porta sur la gare.

très excitée. Des pierres furent lancées contre la police ; le maître de police fut lui-même atteint. Cependant, comme le train de minuit n'amenait pas de troupes, la foule se calma, se retira, et l'ordre se rétablit aussitôt.

Le lendemain 17 avril était le jour de l'appel des conscrits dans la capitale, à Helsingfors. Sur 870 conscrits, 57 se présentèrent. Le 18, à la visite médicale, 38 seulement étaient venus, dont 31 furent réformés.

Les esprits étaient très montés. Le 17, les journaux du matin publiaient une nouvelle décision du Sénat : certains médecins finlandais ayant refusé de siéger dans les commissions, le Sénat nommait à leur place des médecins militaires *russes*. De son côté, le maître de police eut le tort d'envoyer, pour surveiller les opérations du recrutement, un commissaire de police particulièrement détesté, le sieur Kaitokangas, qui venait d'être condamné à plusieurs mois de prison et à des amendes pour arrestations illégales, et qui était poursuivi pour faux témoignage. Il n'en fallut pas davantage pour provoquer des manifestations. Le premier jour, elles furent d'ailleurs anodines, et dirigées contre le seul Kaitokangas. Il fut hué, bombardé de boules de neige, poursuivi en voiture. Un peu plus tard, comme il sortait du bureau de police, un monôme se forma derrière lui. Il dut se réfugier dans une maison.

Le 18 avril avait lieu la visite médicale. La nouvelle des démonstrations à Tammerfors avait peut-être contribué à échauffer le public. Pourtant il n'y avait, devant la caserne où avait lieu la revision, qu'un attroupement insignifiant, composé surtout de gamins. Le maître de police crut devoir arriver, avec son adjoint, des gendarmes russes et des agents à pied et à

cheval. Comme il était naturel, le déploiement de forces attira des curieux, qui se mirent à siffler, surtout au passage des conscrits qui entraient ou sortaient. Tout à coup, sans qu'on puisse savoir exactement dans quelles conditions, un gendarme russe dégaine et frappe à tort et à travers. Il blesse deux ouvriers à la main, et, dans son ardeur à sabrer, atteint à la tête l'adjoint au maître de police, un capitaine russe du nom de Maximoff. Ce fut le seul incident grave de la matinée. La blessure du policier était du reste légère : une heure après je le voyais circuler, la tête enveloppée d'un bandage, et continuer son service.

La revision terminée, la foule se dispersa. Mais entre une et deux heures de l'après-midi, des attroupements se reformèrent sur la place du Sénat. On attendait évidemment la sortie des sénateurs pour les huer. La place est très grande. Un des côtés est formé par les bâtiments du Sénat de Finlande; (1) en face l'Université; sur le troisième côté, l'Hôtel de ville avec la station de police et des maisons privées ; et sur le quatrième l'église Saint-Nicolas, celle-ci surélevée sur un grand escalier avec de nombreuses marches. Neuf rues aboutissent à la place. — Vers deux heures de l'après-midi, le coup d'œil était le suivant. Sur les marches de l'église, des bandes de gamins criant et sifflant ; sur la place, des groupes de curieux. La police aurait dû se tenir tranquille et laisser les gamins s'égosiller. Au lieu de cela, le maître de police, le lieutenant-colonel Carlstedt, crut trouver une belle occasion de déployer ses

(1) Le Sénat de Finlande n'est pas une assemblée législative, mais l'organe suprême de gouvernement : à peu près la réunion de nos ministères et de notre Cour de Cassation.

talents. Il réunit ses agents sur une ligne, les agents à pied au centre, les agents à cheval sur les flancs, prit la tête et exécuta une marche de parade pour « balayer » la place. Les gamins, en sûreté sur les escaliers, redoublèrent leurs sifflets, et jetèrent des boules de neige sur la police à cheval. Le public sur la place applaudissait, riait aux éclats, amusé de cette opérette, et se moquait de Carlstedt tout à sa barbe, qu'il a très longue. Mais on ne s'en allait pas. Les sénateurs s'esquivaient par les rues avoisinantes. Mais on en aperçut deux. Cris, sifflets, monômes pour les reconduire, au milieu d'interpellations injurieuses.

Trois heures arrivent. La place se vide peu à peu de curieux; les marches de l'église se remplissent de gamins sortant de l'école. Le major général Kaigorodoff, gouverneur de la province, est informé de ce qui se passe; ses bureaux sont voisins de la place; il peut aller se rendre compte des rassemblements. Sa première pensée est de recourir à la troupe. Le colonel Carlstedt — s'il faut l'en croire lui-même — essaie de l'en dissuader; rien n'y fait. Le gouverneur général est absent, son adjoint aussi. Kaigorodoff est seul; peut-être veut-il en profiter pour faire du zèle; peut-être a-t-il perdu la tête. Au lieu même de faire sortir une compagnie de la garde finlandaise, Kaigorodoff appelle sur la place la sotnia des cosaques d'Orenbourg en garnison ici depuis l'an dernier. Me promenant avant mon dîner avec un ami, à trois heures et demie, je vois passer les cosaques au grand trot. Je vais aussitôt sur la place. A mon arrivée, la place elle-même est vide : seuls les escaliers de l'église, du Sénat et de l'Université sont couverts de monde. C'est l'heure où les ser-

vices publics sont fermés, où l'on va dîner, où beaucoup de gens se promènent. La nouvelle se répand, et attire des curieux, qui se massent sur les trottoirs. Les cosaques sont rangés sur un des côtés, immobiles. Les gamins, sur les escaliers, continuent leurs cris. Le général Kaigorodoff arrive, entouré de plusieurs officiers, monte à cheval, délibère. — Au fond, il n'y a rien à faire, qu'à retirer les cosaques. Tout au moins, s'il veut les employer, le plan est-il d'une simplicité enfantine. Il y a là quelque soixante cavaliers : barrer par des postes de dix hommes les quatre issues, laisser sortir, mais empêcher d'entrer, et occuper la terrasse de l'église, en passant par une des rues latérales, où il y a moins de marches à monter. Tout cela peut se faire en un quart d'heure, sans coup férir.

Mais c'est sans doute trop simple, ou d'un effet trop sûr. Il est quatre heures moins dix à peu près. Le commandant des cosaques quitte le général Kaigorodoff et rejoint sa troupe. Une douzaine de cosaques se déploient en fourrageurs et avancent sur la place, au grand ébahissement de tous. Quelques personnes se tiennent sur le refuge qui entoure la statue d'Alexandre II. Un officier de gendarmerie et deux cosaques veulent les en chasser. De loin, je les vois parlementer, les cosaques gesticulent. Le détachement qui marchait en fourrageurs approche de l'église. Un autre s'est porté vers les escaliers du Sénat, qui sont noirs de monde. Les sifflets redoublent sur les marches de l'église. Sur un des coins de la place, le public augmente. Mais son attitude est toute pacifique.

Tout à coup, du haut des marches de l'église, tombent sur les cosaques des boules de neige, des morceaux de

glace et même des pierres. J'ai appris depuis que les cosaques qui opéraient près du Sénat avaient commencé à brandir leurs fouets, peut-être à s'en servir, et que cela avait excité les spectateurs. Il est possible aussi que cette jeunesse, se croyant en sûreté, ait commencé l'attaque. En tous cas, je suis sûr que ce qui a eu lieu ensuite se fût produit même sans cela.

Les cosaques ainsi accueillis s'arrêtent, se garent. Mais un petit détachement part au galop, enfile une rue latérale, grimpe les escaliers de l'église, débouche sur la terrasse, en chasse les manifestants. Ceux-ci se sauvent par la place, passent devant les cosaques qu'ils ont bombardés, et qui se lancent sur eux à coups de fouet, du reste, autant qu'il me parut, sans y mettre toute la brutalité coutumière. Le détachement qui est en haut met pied à terre, charge ses fusils, et quelques soldats mettent en joue la foule sur la place. Pourquoi ? Mais ce n'est encore rien. Un quatrième détachement va exécuter une charge au grand trot dans une rue avoisinante, et un cinquième se lance contre la foule massée sur un coin de la place, chargeant sur les trottoirs, frappant à coups de fouet même des femmes. J'assiste ainsi, jusqu'à quatre heures cinq, à trois charges consécutives contre une foule qui ne manifestait même pas par des cris.

Je m'en vais alors dîner. Quand je reviens, à six heures, les rues avoisinantes sont toujours pleines de monde, indigné de ce qui se passe. Le bruit court que ce sont les sénateurs qui ont demandé la troupe : et, pour en finir tout de suite avec cet incident, il semble bien, tous renseignements pris, que ce soit à la suite d'une

conversation avec un sénateur que le général Kaigorodoff ait appelé la sotnia de cosaques. — J'apprends, par des connaissances, que la place est toujours ouverte, mais toujours occupée par les cosaques qui chargent de temps à autre.

Un de mes amis les a vus tomber à cinq sur un bon habitant qui traversait la place en voiture. La place elle-même est toujours à peu près vide ; des promeneurs la traversent, isolés ou par groupes. Quelques agents de police sont dispersés çà et là, mais on ne fait aucune tentative pour empêcher le public de pénétrer, ni même pour le prévenir du danger qu'il peut courir. A mon grand étonnement, j'aperçois une compagnie d'infanterie russe ; vers sept heures il en va arriver une seconde. Les escaliers sont vides ; j'apprends bientôt que les cosaques les ont balayés à coups de fouet ; j'en vois encore un ou deux qui ont mis pied à terre et pourchassent quelques spectateurs isolés.

Toute l'après-midi s'est passée de la sorte, en charges imprévues, sans motifs, et d'une brutalité croissante. Les excursions de cosaques se sont étendues aussi aux rues avoisinantes, où ils se sont montrés bien plus sauvages que sur la place. Ils ont pénétré dans des cours et criblé de coups de fouet ceux qui s'y trouvaient ou s'y réfugiaient ; d'autres ont poursuivi des passants jusque dans des escaliers.

Un groupe s'est introduit dans la cour d'un hôpital et y a frappé les malades, un, en particulier, atteint d'une maladie de la moelle épinière. Le médecin téléphone au poste de police pour se plaindre ; on lui répond : « C'est bien fait pour les gens de Helsingfors. » Sur la place, un officier de gendarmerie a tiré son sabre et frappé à

la tête un homme qui cherchait à protéger une dame contre le fouet d'un cosaque. — Et le général Kaigorodoff regarde le spectacle d'un air satisfait.

Un conseiller municipal lui demande de mettre fin à ces excès; le gouverneur lui montre un peloton de cosaques occupé à charger, et dit : « Nous sommes en train de finir. » Pour être juste, je dois reconnaître que la conduite des cosaques ne fut pas partout et toujours brutale. J'ai emporté de ces scènes l'impression très nette que la responsabilité de l'attitude des soldats retombait sur leurs chefs. J'ai vu plusieurs fois des officiers et même des sous-officiers retenir leurs hommes. Il n'y avait guère qu'un officier, un lieutenant, qui les excitât.

A un seul moment, du reste, la situation devint menaçante. Il était environ six heures un quart. Je vis arriver sur la place des ouvriers, sans doute des maçons ayant fini leur travail. Il y en avait une trentaine ou une quarantaine, qui se portèrent vers l'église. La police intervint, très durement, à coups de poing et de fourreau de sabre. Les ouvriers ripostèrent; des agents dégainèrent. Deux cosaques qui se trouvaient près du groupe tombèrent sur un ouvrier arrêté, qu'on emmenait au poste. Les autres ouvriers lancèrent des pierres à la police; les agents durent se replier, laissant un des leurs évanoui. Au grand galop, un détachement d'une quinzaine de cosaques chargea les manifestants jusque dans les rues voisines, les perdit de vue; pour ne pas revenir bredouille, le lieutenant qui commandait fit charger dans une rue assez éloignée, où il n'y avait presque personne : une femme qui essayait de se mettre en sûreté fut renversée deux fois de suite par

deux cosaques galopant sur le trottoir. — Tel fut l'incident, sans contredit, le plus grave de la journée.

Cependant nombre de personnes avaient essayé de rétablir l'ordre. Des conseillers municipaux se répandaient dans la foule pour engager les gens à se retirer; sans succès d'ailleurs; les Finlandais voulaient que la troupe se retirât d'abord. D'autres s'adressèrent au gouverneur Kaigorodoff : un des bourgmestres, le gouverneur de la province d'Abo, un pasteur, le vice-président du Sénat. Leurs efforts furent longtemps inutiles. Pourtant le gouverneur dut voir qu'il ne gagnerait rien. Il renvoya vers sept heures et demie son infanterie, et retira ses cosaques dans la cour de la police. Le pasteur Murén engagea la foule à se disperser. Mais on savait les cosaques tout près. Il fallut, pour amener les curieux à se disperser, que le gouverneur fit rentrer aussi les cosaques. Ceux-ci repartirent à huit heures et demie du soir, accueillis sur leur passage par des sifflets assourdissants. Le journal du gouverneur général prétend qu'on lança des pierres : cela me paraît douteux. En tous cas, il est faux qu'on leur en ait jeté assez pour casser des canons de fusil et blesser grièvement des hommes et des chevaux. Mais il fallait bien trouver une excuse à la dernière charge que la sotnia exécuta sur un boulevard, sans le moindre motif.

Aussitôt après, le calme se rétablissait. Le lendemain matin, le conseil municipal faisait afficher une proclamation invitant au calme. Le dimanche, c'était le gouverneur qui affichait un avis menaçant. Les troupes étaient consignées; trois compagnies étaient cachées dans la cour de la station de police. Rien ne se produi-

sit, quoiqu'on sentît nettement une grande irritation chez tous. Le gouverneur général était revenu le samedi matin. Il ne semble pas qu'il ait cherché le renouvellement des scènes du 18; car il lui eût été facile, en faisant patrouiller les cosaques sous prétexte de maintenir l'ordre, de provoquer des manifestations. Il paraît même qu'il laissa un groupe siffler sous ses fenêtres : c'est ce que son journal travestit en une attaque contre le palais du gouverneur, avec des carreaux cassés, etc. — Mais il appela des garnisons voisines des troupes russes, qui restèrent à Helsingfors jusqu'au 5 mai. Le 3 mai était en effet le jour du tirage au sort, et on pouvait craindre des troubles. Il ne se produisit rien.

De leur côté, les conseillers municipaux prenaient des mesures. Ils décidèrent de former un corps de police volontaire, dirigé par un des bourgmestres, et composé de personnes de toute classe. Ils s'engagèrent à faire respecter l'ordre, si on n'appelait plus de troupes, et surtout des troupes russes. Le gouverneur général a donné son consentement. — D'autre part, le conseil municipal ouvrit une enquête sur les incidents, et décida d'envoyer une pétition à l'empereur, pour se plaindre de l'attitude de la police, du maître de police et du gouverneur, qui n'avait pas même observé les prescriptions édictées par le Code pénal en matière de répression des manifestations par la force armée.

*
* *

Tels sont les faits. Mais telle n'est pas la manière dont on les a présentés en Europe. Le gouverneur général a fondé à Helsingfors, aux frais du budget finlan-

dais, un journal russe, *la Gazette de Finlande*, rédigé en partie par des officiers sous ses ordres. L'agence télégraphique russe a eu l'habileté de faire passer cette feuille au service de Bobrikoff pour un journal officiel; d'autre part, elle en reproduit elle-même les articles. — On se hâta de transformer les événements, et d'inonder les rédactions de journaux en Europe de fausses nouvelles.

Les boules de neige lancées sur Kaitokangas sont devenues un attentat; le coup de sabre reçu par Maximoff a été transformé en une blessure grave portée par un manifestant. Le gendarme maladroit devenait une victime : on prétendait qu'il avait été foulé aux pieds. On parlait aussi, non seulement de pierres lancées sur les cosaques, mais de « morceaux de bois », de « bouteilles remplies de corrosifs » jetées des fenêtres, et qui n'ont existé que dans la menteuse imagination du rédacteur russe. — Il y est question de neuf agents de police et huit cosaques blessés. En fait, il n'y eut que deux agents atteints, légèrement du reste, et sans doute fort peu de cosaques : je n'en ai vu qu'un, qui avait dû recevoir un morceau de glace pointu, et s'essuyait le visage d'où coulait un peu de sang. En revanche, il n'est nullement question des civils blessés, frappés ou renversés. Le lendemain des troubles, on savait déjà qu'on avait pansé treize blessés à l'hôpital de chirurgie.

Le comité chargé de faire l'enquête sur les incidents du 18 avait demandé à l'association ouvrière de Helsingfors de mettre à sa disposition le local de cette association. L'association ne voulut pas s'y prêter, craignant d'avoir des ennuis avec le gouverneur général. C'est ce que de Pétersbourg on a travesti en une

condamnation des troubles par les ouvriers, qui auraient déclaré n'avoir rien à faire avec ces manifestations de bourgeois.

Enfin de son côté, le gouverneur général a fait faire une enquête sur la conduite des cosaques par son chef d'état-major, le général Rodzenko. Naturellement, les cosaques n'ont rien fait que se défendre; ils ont été patients, et ne se sont servis de leurs fouets qu'à la dernière extrémité. S'ils avaient employé leurs armes, comme ils étaient en droit de le faire, le nombre des blessés eût été plus grand. Et Bobrikoff a publié un ordre du jour où il félicite les cosaques de leur sang-froid et de leur humanité. Il termine en rappelant que les troupes doivent se montrer toujours terribles aux ennemis, aussi bien ceux du dedans que ceux du dehors.

Quant aux personnages responsables, par leur incapacité, des événements, l'empereur, à l'occasion des fêtes de Pâques, les a récompensés : Kaigorodoff a reçu une tabatière ornée de diamants (6.000 francs), Carlstedt a été nommé colonel, et Kaitokangas a reçu une bague ornée d'un diamant (800 francs).

Jean Deck

Nous avons publié, huitième cahier de la troisième série :

BERNARD LAZARE. — L'Oppression des Juifs dans l'Europe orientale. — *Les Juifs en Roumanie*
deux francs.

Notre collaborateur nous préparait :

L'Oppression des Juifs dans l'Europe orientale. —
Les Juifs en Galicie.
Les Juifs en Russie.

Pour vérifier et pour compléter sa documentation, il entreprit un voyage dans l'Europe orientale. Ce voyage a donné lieu en Roumanie à des manifestations antisémitiques dont nous lui demanderons la narration détaillée. Il a dû écrire à M. Delcassé, ministre des affaires étrangères, une lettre dont nous empruntons le texte à *l'Aurore* du mercredi 28 mai :

Budapest, le 23 mai 1902

Monsieur Th. Delcassé, ministre des affaires étrangères

Monsieur le ministre

Je crois devoir appeler votre attention sur les incidents qui viennent de signaler mon passage à Bucarest. Parti de Paris pour étudier, en Galicie et en Roumanie, la situation économique et politique des Juifs de ce pays, j'ai pu, en Galicie, accomplir ma tâche, qui, partout, m'a été facilitée. Il n'en a pas été de même en Roumanie.

A Jassy seulement, il m'a été possible de poursuivre mes études. Dès mon arrivée à Bucarest, les associations antisémites d'étudiants ont commencé à s'agiter, à protester, à engager leurs amis à s'opposer à la continuation de mon enquête.

Si, seuls, des jeunes gens, dont les compatriotes sont reçus fraternellement en France, dans nos universités et dans nos écoles, avaient, fidèles aux doctrines barbares qu'ils représentent, manqué au devoir de l'hospitalité, je ne m'adresserais pas à vous, monsieur le ministre. Je me bornerais à en

appeler à l'opinion européenne en demandant si un pays où on ne sait pas respecter un hôte est digne d'être rangé parmi les pays civilisés. Mais ce ne sont pas uniquement des agitateurs irresponsables dont les bandes sont venues manifester sous les fenêtres de mon hôtel en poussant des cris de mort contre les Juifs et contre moi. Les appels imprimés, dont j'ai l'honneur, ci-joint, de vous communiquer un exemplaire et qui incitaient aux manifestations, ont été, le lundi 6/19 mai, distribués dans les rues de Bucarest par des agents de police en uniforme. La réunion du mardi 7/20 mai, à la suite de laquelle a eu lieu le tumulte, a été présidée par un fonctionnaire du ministère de l'instruction publique et des cultes — quelle ironie ! — M. Nae Dimitrescu.

Ma personnalité n'est pas en jeu, monsieur le ministre, mais il est nécessaire de vous signaler la gravité de ce fait que des fonctionnaires du gouvernement roumain sont à la tête de ceux qui empêchent un citoyen français, respectueux des lois du pays dans lequel il se trouve, de circuler librement et de librement étudier la situation d'une collectivité à laquelle il s'intéresse.

La législation xénophobe de la Roumanie, législation que vous connaissez, monsieur le ministre, et dont les intérêts français ont déjà eu à souffrir, ne me permettait pas de penser que les étrangers

fussent vus d'un bon œil sur la terre roumaine. L'expérience vient de m'apprendre qu'un citoyen français peut ne pas y être en sûreté.

Je crois, monsieur le ministre, en vous informant de ces incidents et en vous demandant d'en tirer les conséquences qu'ils comportent, rendre service à mes compatriotes. Alors qu'un Roumain jouit de toute liberté en France, un Français, me semble-t-il, doit à son tour jouir de toute liberté en Roumanie.

Veuillez agréer, etc...

Bernard Lazare

Nos Cahiers sont édités par des souscriptions mensuelles régulières et par des souscriptions extraordinaires; la souscription ne confère aucune autorité sur la rédaction ni sur l'administration : ces fonctions demeurent libres.

Nous servons :

des abonnements de souscription à cent francs;
des abonnements ordinaires à vingt francs;
et des abonnements de propagande à huit francs.

Le prix de nos abonnements ordinaires est à peu près égal au prix de revient; le prix de nos abonnements de propagande est donc très sensiblement inférieur au prix de revient.

Nous ne consentons des abonnements de propagande que pour la France et pour la Belgique.

Nos cahiers étant très pauvres, nous ne servons plus d'abonnements gratuits.

Nous acceptons que nos abonnés paient leur abonnement par mensualités de un ou deux francs.

Pour savoir ce que sont les Cahiers de la Quinzaine, *il suffit d'envoyer un mandat de trois francs cinquante à M. André Bourgeois, administrateur des cahiers, 8, rue de la Sorbonne, Paris. On recevra en spécimens six cahiers de la deuxième et de la troisième série.*

Nous avons donné le bon à tirer après corrections pour trois mille exemplaires de ce dix-septième cahier le mardi 3 juin 1902.

Le Gérant : CHARLES PÉGUY

Ce cahier a été composé et tiré au tarif des ouvriers syndiqués

IMPRIMERIE DE SURESNES (E. PAYEN, administrateur), 9, rue du Pont. — 6033

Jérôme et Jean Tharaud. — *Dingley, l'illustre écrivain*, treizième cahier de la troisième série, un franc

Georges Sorel. — *Socialismes nationaux*, quatorzième cahier de la troisième série, un franc

Félicien Challaye. — *La Russie vue de Vladivostock*, journal d'un expulsé, quatorzième cahier de la troisième série, un franc

---

Nous avons eu par les soins de Léon Deshairs une photographie de Tolstoi et Gorki se promenant ensemble à Iasnaia-Poliana. Cette photographie a été prise par une des filles de Tolstoi. Elle a été communiquée à Deshairs par le docteur Schlepianoff. Nous l'avons fait reproduire à trois cents exemplaires. Nous la vendons ***deux francs.***

J'ai dans ma boîte au moins cinquante lettres auxquelles je ne puis répondre immédiatement ; je suis forcé de classer ainsi mon travail : faire les trois derniers cahiers de la troisième série ; faire mon courrier de lettres ; faire l'emprunt ; prendre les trois mois de repos absolu que l'on me prescrit. Je rappelle qu'il faut envoyer directement à André Bourgeois toute lettre portant mutation, abonnement, réabonnement, changement d'adresse, indication de nouveaux abonnés, mandats, souscription, librairie, papeterie, emprunt, toute administration.

Le dix-neuvième cahier de la troisième série sera

Pierre Quillard. — *Mémoires et dossiers* **pour l'Arménie.**

Nous publierons bientôt

Jean Deck. — *Mémoires et dossiers* **pour la Finlande.**

Bernard Lazare. — *L'Oppression des Juifs dans l'Europe orientale*, **les Juifs en Russie.**

Bernard Lazare. — *Courrier de Galicie et de Roumanie.*

Nous sommes heureux d'annoncer à nos abonnés que les

Courriers des Cahiers

prendront dans les prochaines séries une importance croissante.

J'en exposerai le fonctionnement dans le bilan de la troisième série, premier cahier de la quatrième. Nous pouvons dès à présent espérer que nos courriers tiendront au moins le quart de chaque série, environ huit cahiers pleins.

Dire ce qui se passe un peu partout comme ça se passe.

Nous publierons dans le prochain cahier
René Salomé. — *Courrier de Belgique.*

On nous prépare un courrier de Madagascar, plusieurs courriers de France; nous avons demandé un courrier de la Martinique, un courrier de l'Annam et du Tonkin.

Je prie instamment ceux de nos amis qui nous envoient des courriers de vouloir bien calligraphier parfaitement les noms propres et les dates : cette précaution est indispensable.

DIX-HUITIÈME CAHIER DE LA TROISIÈME SÉRIE

PERSONNALITÉS

MONOGRAPHIES

CAHIERS DE LA QUINZAINE
paraissant vingt fois par an
PARIS
8, rue de la Sorbonne, au rez-de-chaussée

Nous avons publié dans le treizième cahier de la deuxième série

Dossier. — *Jean Grave et Urbain Gohier*, par Ludovic Marchand.

Ce dossier nous fit avoir une *rectification,* brève, d'Urbain Gohier, que nous avons publiée dans le quinzième cahier de la deuxième série,

et une *lettre* de Jean Grave à Ludovic Marchand, assez longue, dont nous ferons état quelque jour. Nous serons conduits sans doute à faire au commencement de la quatrième série la liquidation honnête de plusieurs anciens débats que nous n'avons pas le droit de laisser sans conclusion.

Quand nous barrons la route à un jeune ambitieux sans scrupules, nous courons une chance de sauver à vingt millions de nos indigènes un Gouverneur général sans scrupules.

Dans quelle mesure cette proposition générale s'applique à Téry, cela dépend de lui ; cela ne dépend pas de nous. Je ne désespère pas de son salut civique. Ce qui est acquis au débat dès à présent, c'est qu'il exerce parmi nous socialistes le vieil anticléricalisme radical, grossier, goguenard, blagueur, inintelligent. Quand j'étais petit M. Pichon, M. Doumer, M. Lockroy poursuivaient les catholiques des mêmes sarcasmes et des mêmes calembours. C'est un fait indéniable de l'histoire contemporaine récente que ces campagnes anticléricales ont surtout conduit leurs auteurs aux grosses prébendes laïques et aux trahisons qui s'ensuivent. Il est indispensable que socialistes nous ne laissions pas recommencer parmi nous les aventures des radicaux.

DOSSIER

M. URBAIN GOHIER

M. Urbain Gohier a quitté l'Aurore. Ce départ est moralement un événement considérable. M. Gohier représentait tout un esprit, toute une méthode. Les circonstances de ce départ sont particulièrement instructives.

Nos anciens abonnés n'ont pas oublié que nos cahiers sont des cahiers d'enregistrement. Nous reproduisons ci-après, pour mémoire, plusieurs pièces de ce procès :

L'Aurore du vendredi 11 avril avait publié cet article de Vaughan :

CONSULTATION ÉLECTORALE

En janvier 1881, quand je pris à *l'Intransigeant* la succession de Theiz pour les Chroniques Socialistes, je ne me faisais aucune illusion sur mon mérite et me demandais très sincèrement si j'étais de taille à tenir l'emploi que je n'avais pas sollicité et que je devais à une circonstance aussi imprévue que douloureuse.

J'étais l'ami de Malon, de Guesde, de Lafargue, de De Paepe, d'Hector Denis, etc., de ceux, en un mot, qui étaient alors qualifiés pour répandre l'idée communiste et dont la valeur intellectuelle et morale était indiscutable — et indiscutée — mais cette amitié, flatteuse pour moi, m'autorisait-elle à professer à mon tour?

J'en doutais si fort que je crus devoir, avant de m'enga-

I 134

ger formellement, prendre l'avis de Malon, avec qui je venais de collaborer à *l'Émancipation.*

Malon m'encouragea et me promit fraternellement son concours pour les cas — à prévoir — où ma maigre science sociologique se trouverait en défaut.

Il mit, toutefois, à ce concours, une condition dont j'appréciai la justesse et à laquelle, depuis cette époque, je me suis conformé du mieux que j'ai pu.

Voici ce qu'il m'écrivait le 12 janvier 1881 :

— Je regrette bien vivement la mort de ce bon et noble caractère que fut Theiz. Un seul homme l'a jamais attaqué et c'est l'un des nôtres, ce qui est regrettable. Te voilà sacré publiciste socialiste. Tu seras à la hauteur de ta tâche, si tu veux te défaire de cette myopie dont tu fus atteint sous mes yeux et qui consiste à toujours éreinter ceux qui sont près de nous...

De cette école de l'éreintement des alliés je ne serai jamais. — Tu as deux voies devant toi : celle de X... et de Z... : traitons en ennemis personnels ceux qui ne pensent pas entièrement comme nous. Celle de Brousse, de De Paepe et de moi : démontrons sans cesse et réservons nos attaques aux réactionnaires pour de vrai.

C'est à toi de choisir. Et tu es libre, car personne ne respecte la liberté de ses collaborateurs plus que Rochefort. Tu as l'esprit vif, tu te feras vite à tes nouvelles fonctions et, dans un sens ou dans l'autre, tu feras ton trou. Dans les deux cas, je serai ton ami, mais, dans le second, je t'aiderai plus efficacement...

Tu m'as demandé mon avis, je te l'ai donné franchement; mais tu n'es pas obligé de le suivre. Souviens-toi seulement que d'éreintements en éreintements, d'épuration en épuration on détruit les partis. Je n'ai jamais pratiqué ce système et je suis décidé à le combattre; c'est pourquoi, t'y voyant tomber, j'ai cru devoir t'avertir franchement, comme on fait entre amis.

Chacun a sa façon d'envisager les choses et il se peut fort bien que la mienne ne soit pas la meilleure; mais j'estime que le conseil que me donnait Malon il y a vingt-deux ans, peut être, aujourd'hui, soumis aux réflexions de tous les électeurs socialistes. Ils n'en feront toujours qu'à leur guise.

Ne leur semble-t-il pas, comme à moi, que l'heure des discussions acrimonieuses est passée? N'est-ce pas, au contraire, le moment de faire litière — quitte à reprendre ses positions plus tard — des colères et des rancunes?

La République tirée du danger que le nationalisme lui fait courir, il sera temps, si l'on en éprouve le besoin, de se redire, plus ou moins gentiment, en famille, ses quatre vérités.

Pour faire échec au scandaleux succès d'un Drumont, d'un Lemaître, d'un Millevoye, d'un Syveton, d'un de Mun, d'un de Solages et de cent autres pétris de même farine, il n'est pas même nécessaire de connaître le degré de républicanisme de leurs concurrents : ils ne peuvent être pires.

Je ne voudrais pas, pour ma part, qu'on pût me reprocher d'avoir contribué — n'eût-ce été que par mon abstention — au triomphe d'une candidature antirépublicaine.

C'est à ce point que je n'hésiterais pas une minute à voter pour Jaurès si j'étais électeur à Carmaux. Et cela ne veut pas dire que j'approuve sa conduite, que je partage ses idées. Loin de là ! Je le juge avec moins de sévérité que d'autres, voilà tout. Je suis le juré que sa responsabilité effraie, que son droit de vie et de mort épouvante et qui a plutôt tendance à chercher et à trouver les circonstances atténuantes.

Jaurès manque de caractère ; c'est un improvisateur plus éloquent que profond et qui se grise lui-même au vin capiteux de sa parole ; c'est le contraire d'un homme d'action ; c'est tout ce que vous voudrez ; mais dans la situation actuelle, c'est le socialiste plus ou moins bien inspiré qui lutte avec le réactionnaire, capitaliste et patron. Cela me suffit. Il ne m'avancerait à rien d'en demander davantage puisque je ne l'obtiendrais tout de même pas. Ce n'est pas pour Jaurès que je vote. C'est contre de Solages.

Et ce que je ferais dans le Tarn, je le ferais ouvertement dans toutes les circonscriptions où la situation est pareille. Ce qui ne m'empêcherait pas de souhaiter et d'attendre mieux.

Voilà ma petite consultation donnée — pour ce qu'elle vaut. Il n'est pas mauvais que chacun dise ce qu'il pense.

ERNEST VAUGHAN

L'Aurore du dimanche 13 avril publia, du même, l'article suivant :

LE DÉPART D'URBAIN GOHIER

Vendredi soir, Urbain Gohier apportait au journal un article sur l'élection de Carmaux, dont il demandait l'insertion immédiate. Les précédents, à côté de celui-là, peuvent passer pour d'innocentes berquinades. J'aurais voulu voir mon collaborateur pour essayer de lui démontrer que ses exagérations allaient plutôt à l'encontre de son but. Peut-être, toutefois, eussé-je fait passer l'article quand je trouvai, à mon adresse, la lettre de démission que voici :

Paris, 11 avril 1902

Mon cher Vaughan

Comme vous l'écrivez fort bien, il faut que chacun puisse dire ce qu'il pense.

Mais il n'est pas convenable que, pensant et disant jusqu'ici à peu près la même chose sur la politique et sur le personnel socialistes, nous nous mettions tout d'un coup à publier des avis contradictoires.

Après votre article de vendredi matin, si vous aviez été le rédacteur et moi le directeur, je vous aurais donné congé.

C'est vous le directeur et moi le rédacteur : je m'en vais.

Pas un de nos lecteurs ne comprendrait une autre décision de ma part ; et tous ont senti que votre article était fait pour provoquer ma démission. Je vous l'apporte illico.

Avec tous mes vœux de prospérité.

URBAIN GOHIER

Urbain Gohier, s'il avait été le directeur, m'aurait donné mon congé.

C'est une manière peu banale de respecter la liberté d'autrui.

Urbain Gohier ne croit pas pouvoir me permettre de dire ce que je veux dans le journal que j'ai créé et où je lui ai laissé dire tout ce qu'il a voulu.

Ce droit, que je reconnais à tous, moi seul ne l'ai pas ; même dans la forme la plus modérée, la plus courtoise, la plus conciliante.

Urbain Gohier parle d' « avis contradictoires ». De qui donc est venue la contradiction ? C'est ce qu'il importe d'examiner.

Le 15 juillet 1901, sous ce titre : « Liberté de Conscience », j'appréciais, le premier ici, la conduite de Jaurès au sujet de la première communion de sa fille et je concluais en ces termes :

Eh bien ! voilà qui est entendu : Jaurès a été trop faible ; Jaurès a manqué de volonté et de caractère ; Jaurès n'a pas su avoir cet héroïsme obscur de tous les instants que je vous souhaite comme je me le souhaite à moi-même ; Jaurès a tort !

Mais les enseignements qu'il a prodigués — en ce moment il semble s'éclipser un peu — et qu'il est susceptible de prodiguer encore avec tant de hauteur de pensée et tant de beauté d'expression, faut-il y renoncer ? Devons-nous les proscrire ?...

Il me semble bien que je ne parle pas très différemment aujourd'hui et que si je suis en contradiction avec quelqu'un, ce n'est pas avec moi-même.

J'aurais pu demander qu'on s'en tînt à cette note. Je ne le voulus pas. Urbain Gohier vint après moi et fit la question sienne : on sait dans quelle mesure.

S'est-il un seul instant soucié des légitimes susceptibilités

qu'il pouvait froisser, même parmi ses camarades, par ses violences de mots ?

Il m'est arrivé une fois, au cours de la polémique, de faire à Urbain Gohier une observation à propos du frère de Jaurès que je ne connais pas ; mais que plusieurs de nos amis connaissent et qui, me semble-t-il, n'était pour rien dans l'affaire. Hélas ! ma tentative d'apaisement valut au malheureux une recrudescence d'épithètes désordonnées : infâme galonné, Jaurès l'aquatique, misérable Jaurès, Esterhazy-Jaurès ! etc..., toute la lyre — ou tout le délire ! Aussi pris-je le parti prudent de ne plus m'en mêler, attendant avec philosophie l'action calmante du temps qui vient à bout de tout.

Urbain Gohier a peu à peu et, je n'en doute pas, dans les meilleures intentions du monde, transformé le journal dont j'avais rêvé de faire une tribune idéale de liberté, d'humanité, de vérité, de justice, en une chaire de violence et de haine.

Si je n'ai pas rompu avec mes affections les plus chères, on ne peut pas le lui reprocher.

J'ai eu beau expliquer à maintes reprises que les articles publiés dans *l'Aurore* n'engageaient que leurs signataires ; on a persisté à nous solidariser tous.

Combien de fois ai-je dû essayer de raccommoder les vitres cassées par les autres, dégager ma responsabilité propre et celle de ceux de mes collaborateurs qui pensaient comme moi ?

Tout récemment, il me fallut m'excuser presque des outrages déversés à pleine plume sur l'ensemble des socialistes belges avec la plupart desquels je suis intimement lié. Leur crime consistait à avoir laissé paraître dans le journal *le Peuple* quelques lignes — peu heureuses — en faveur de Jaurès. Ces lignes, en fin de compte, étaient l'œuvre d'un seul. Devaient-elles attirer l'anathème sur tout un parti ?

Car Urbain Gohier, si chatouilleux en ce qui le concerne et si rebelle à tous les conseils, dès qu'il a été piqué dans son amour-propre par une personnalité quelconque, en demande raison à l'univers entier. Heureusement pour moi

que ses adversaires n'usent pas de représailles. J'en aurais entendu de belles !

Kropotkine eut, un jour, la malencontreuse idée d'envoyer à Jean Grave un témoignage de sympathie. Immédiatement, sans crier gare, pan ! pan ! pan ! Urbain Gohier le déclara prince fastueux, exploiteur de serfs, faux socialiste, que sais-je ? Cette fois-là encore je dus faire passer dans *l'Aurore* quelques lignes pour rapapilloter les choses. Déjà Malato, l'ami particulier de Kropotkine, avait cru devoir me donner sa démission.

Ce n'est donc pas d'aujourd'hui que je crois devoir donner un avis contradictoire, dans l'unique but de rappeler les esprits surchauffés à la modération.

La critique, si ardente soit-elle, des doctrines jugées par nous mauvaises, gagnerait en force et en autorité à être dépouillée des attaques personnelles offensantes. Telle est, du moins, mon opinion.

En disant que j'ai voulu provoquer son départ, Urbain Gohier se trompe ; j'étais précisément en train de chercher à consolider un terrain dont il sentait tellement lui-même la fragilité qu'il avait envisagé la nécessité de se chercher une situation plus rémunératrice et plus stable. C'était tout naturel.

Je prétends, moi, que l'heure n'est pas venue de désespérer, au contraire ! Je voulais demander à Urbain Gohier — et je l'aurais obtenu, j'en suis sûr — de se consacrer aux belles et nobles campagnes qu'il sait mener avec tant de talent contre les abus et les crimes de notre misérable société, en en retranchant les invectives propres seulement à éloigner de nous bien des sympathies, sans compensation d'aucune sorte.

Je n'ai rien à désavouer de ce que j'ai dit d'Urbain Gohier ; ce que je pensais de lui, je le pense encore et j'espère bien le pouvoir penser toujours.

A sa lettre de démission est joint un post-scriptum : « Ceci pour vous » dans lequel il me rappelle avec raison l'argent que je lui dois et que je vais me mettre en mesure de lui verser dans les délais qu'il m'accorde — avant même si je le puis. Mais il a tort de donner à sa juste réclamation un

ton comminatoire. Je ne renie pas mes dettes et, jusqu'à présent, je les ai toujours payées. Il a tort surtout de dire et de penser que ma « conversion » m' « en facilitera les moyens ».

Ou cela n'a pas de sens ou cela signifie que je me suis vendu à la « Sociale-Lucullus ».

Merci du compliment.

Je laisse à un très prochain avenir le soin de répondre à cette malveillance.

La misanthropie, poussée à ce point, doit faire horriblement souffrir, et celui qui ne trouve aux actes des autres hommes que des mobiles bas et vils est bien à plaindre.

ERNEST VAUGHAN

Je reçois la lettre suivante :

Paris, le 12 avril 1902

Mon cher Vaughan

J'ai le profond regret de vous remettre ma démission de rédacteur à l'Aurore.

Veuillez agréer, mon cher Vaughan, mes hommages très humbles et très attristés.

B. GUINAUDEAU

Dont acte. E. V.

On a pu voir par ces articles que M. Vaughan reprochait à M. Gohier d'avoir fait des personnalités. Nous ne reprocherons pas à M. Gohier d'avoir fait des personnalités. Nous lui avons reproché d'en avoir fait injustement.

Ces deux articles nous donnaient la version de M. Vaughan. Conformément à notre institution, nous avons

aussitôt demandé la version de M. Gohier à M. Gohier lui-même.

Dans *la Raison* datée du dimanche 13 avril M. Gohier avait publié un long article d'intérêt général, intitulé *Bilan.*

Dans *la Raison* datée du dimanche 20 avril, sous la rubrique *les actes,* sous ce titre *Gohier et l' « Aurore »,* paraissait la note suivante :

Notre ami et collaborateur Urbain Gohier a quitté *l'Aurore.* Nous le regrettons encore plus pour *l'Aurore* que pour le vigoureux polémiste et incomparable écrivain.

Une telle force de talent et de conscience ne demeurera pas inutilisée. Juste le temps pour ceux qui ont senti le fer, de fermer un peu leurs blessures. Et l'on recommencera.

En attendant, Urbain Gohier est de *la Raison.*

M. Gohier nous a fait parvenir peu après la réponse suivante :

Ce que j'aurais à répondre ?

Le voici.

M. Vaughan me fait un grief de mon « intolérance » et de la « violence » de mes polémiques.

J'entends parfaitement la tolérance. La tolérance religieuse, par exemple, consiste à laisser le curé catholique prier en latin dans son église, le pasteur protestant prier en français dans son temple, le rabbin juif prier en hébreu dans la synagogue, et le tribun révolutionnaire chanter *la Carmagnole* sur les tables, à la fin des banquets. Mais ce n'est pas de la tolérance, c'est de l'absurdité, de réunir tous ces gens pour prêcher ensemble, dans leurs langues diverses, du haut de la

même chaire. Et, dans un journal politique, c'est pis que de l'absurdité.

On pourrait m'accuser d'intolérance si je réclamais un bâillon pour mes contradicteurs. On ne peut pas m'accuser d'intolérance parce que je trouve contraire à la dignité d'un journal, et suspect, dans un journal politique, de recommander chaudement, à la veille des élections, les candidatures et les candidats officiels qu'on a violemment et constamment combattus depuis six mois.

Enfin, je l'ai redit cent fois au cours de mes polémiques, la tolérance doit s'appliquer aux questions de doctrine ou de tactique. En fait de probité pure et simple, elle est inadmissible. Elle prend le nom de complicité.

Quant à la « violence » qu'on me reproche, on la trouvait digne d'admiration et surtout fort utile pendant la grande bataille. On disait alors, dans la rédaction de *l'Aurore :* « Nous allons lâcher Gohier sur les généraux. » On me considérait apparemment comme une bête de combat, qu'on déchaîne et qu'on enchaîne à volonté, pour le service des combinaisons politico-financières ou des syndicats de justice et d'affaires.

Or, c'est une méprise. Je ne suis ni un instrument aveugle ni une dupe. J'entends combattre les jésuites rouges avec la même vigueur que les jésuites noirs, et secouer les galons des états-majors Portefoin avec la même irrévérence que les plumets de l'état-major Saint-Dominique. Si je retrouve Baïhaut, Wilson, Esterhazy, Caffarel, Chagot, Motte, Rodin sous de nouveaux masques, je revendique mon droit de les démasquer, sans m'occuper de leurs alliances.

M. Vaughan ne « voulait point laisser dégénérer

son journal en un pamphlet ». C'est une résolution très méritoire, mais très inattendue, de la part d'un homme qui a collaboré tant d'années à *l'Intransigeant*, et qui vraisemblablement y eût fait la campagne nationaliste comme il y avait mené la campagne boulangiste, si M. de Rochefort ne s'était séparé de lui pour des raisons où la politique et les principes n'avaient rien à voir. Pamphlet pour pamphlet, je me permets de croire qu'il y avait plus de tenue morale, politique et littéraire dans le pamphlet condamné par M. Vaughan que dans le pamphlet où M. Vaughan faisait sa partie.

M. Vaughan donne, de ma violence et de ses résultats, deux exemples.

Il cite une attaque assez vive contre Kropotkine. Ce n'était pas une attaque, mais une riposte. C'est mon habitude de relever de mon mieux mes détracteurs, et je ne fais exception ni pour les anarchistes ni pour les princes. Mais, trois mois après cet incident futile, le même Kropotkine publiait ses Mémoires : et je m'empressais d'écrire un article en tête de *l'Aurore* (20 décembre 1901), pour présenter ce livre comme l'un des plus estimables, des plus instructifs et des plus attachants qu'on eût donnés à cette époque. C'est-à-dire que mes petites querelles d'un jour ne m'empêchent point d'être juste. Alors ?

M. Vaughan cite encore des critiques dont ses amis, les socialistes belges, ont été irrités. Mais, quelques jours après mon départ, *l'Aurore* insérait, à propos des troubles de Belgique, un article qui provoqua la protestation collective des socialistes au Parlement de Bruxelles. J'avais pu froisser quelques individus ; M. Vaughan offensait le parti entier. Alors ?

M. Vaughan déclare qu'il ne pouvait accepter mon dernier article sur la candidature Jaurès à Carmaux. Cet article ne faisait que résumer six mois de polémiques. Mais, en ajoutant qu'il fallait voter pour M. Jaurès sous peine de voter pour M. de Solages, le directeur de *l'Aurore* laissait croire que j'avais conseillé de voter pour M. de Solages plutôt que pour M. Jaurès. Un certain nombre de petites feuilles ministérielles n'ont pas manqué de saisir l'insinuation, et de la transformer en affirmation précise. Or, mon article avait pour objet principal d'annoncer la candidature d'un troisième concurrent, présenté par l'Unité Socialiste révolutionnaire, c'est-à-dire par l'ensemble des organisations et fédérations socialistes indépendantes de la place Beauvau. Cette candidature, les lecteurs de *l'Aurore* n'en ont jamais entendu parler. Ils croient toujours qu'il fallait choisir entre le franc nationaliste et le faux socialiste.

M. Vaughan appelle mon départ « un coup de Jarnac ». Cependant, tous mes articles précédents et d'autres détails, par exemple les dispositions prises pour le lancement de mon volume *A bas la caserne*, établissent que je ne songeais pas à quitter *l'Aurore*. Au contraire, il est facile de prouver que M. Vaughan préparait la transformation de son journal. Depuis quinze jours, ses allures inquiétaient nos collaborateurs, et l'un d'eux peut témoigner qu'il laissa échapper en pleine rédaction des paroles significatives.

M. Vaughan touche, en terminant, certaines questions d'ordre matériel. J'aurai la générosité de ne pas le suivre sur ce terrain. Tout en essayant de noircir mon caractère, il faut que le directeur de *l'Aurore* en ait une excellente opinion, pour s'exposer gratuitement aux réponses que

je pourrais faire... Je veux bien avoir égard à sa situation désagréable ; je n'insiste pas : sa promesse nouvelle de tenir une foule d'engagements causera, chez de nombreux intéressés, une joie qu'il serait cruel de troubler aujourd'hui.

Urbain Gohier

Le livre de M. Urbain Gohier, à bas la caserne, *a été publié dans les éditions de* la revue blanche ; *un volume à trois francs cinquante, 306 pages.*

Enfin dans *la Raison* datée du dimanche 25 mai M. Urbain Gohier a publié un article intitulé *larmes d'assassins.* Cet article avait un *post-scriptum* que nous devons reproduire :

P.-S. — Nos lecteurs et amis voudront bien m'excuser de leur fausser compagnie pendant quelques mois. Il y a trop de choses à dire en ce moment, et je n'arriverais pas à les dire dans *la Raison.* J'aime mieux aller voir, au delà de l'Océan, si l'humanité est aussi pitoyable que de notre côté.

Quand je viendrai reprendre ma place, les charlatans politiciens auront déjà donné leur empreinte à la nouvelle législature; ceux de mes jugements ou de mes pressentiments qui ont choqué les âmes naïves auront été confirmés par les faits. Les tripotages commenceront à porter leurs fruits. La besogne ne manquera pas et, s'il plaît au Dieu du Jourdain, nous ne manquerons pas à notre besogne.

U. G.

Nous ne voulons pas intervenir dans un *dossier*. Pourtant nous devons enregistrer qu'un ami de Gohier nous disait : Ce qu'il y a d'honorable et même de beau dans ce conflit regrettable, ce qui ne se trouverait pas chez les réactionnaires, c'est le parfait désintéressement des deux adversaires : Gohier a toujours travaillé avec un parfait désintéressement, et Vaughan a mis tout son avoir, au moins, dans l'entreprise qu'il administre. Il a vendu ses livres et engagé de ses biens.

Je ne veux pas revenir sur mon cahier des personnalités. *Mais je prie que l'on compare au discours d'Anatole France* pour la liberté, *que nous avons publié dans le quinzième cahier de la troisième série, le manifeste affiché avant le premier tour de scrutin par le* Comité central *de la* Ligue française pour la défense des Droits de l'Homme et du Citoyen; *nous reproduisons ci-après ce manifeste; nos abonnés verront lequel vaut le mieux, quand on veut faire dire quelque chose, de le demander à quelqu'un, à un grand écrivain, — ou de le faire élaborer par un comité composé des gens les plus éminents.*

LIGUE FRANÇAISE POUR LA DÉFENSE DES DROITS DE L'HOMME ET DU CITOYEN

Rue Jacob, 1, Paris, sixième arrondissement

MANIFESTE

Lorsque, au mois de juin 1898. peu de temps après la nomination de la Chambre dont les pouvoirs vont prochainement expirer, la Ligue pour la Défense des Droits de l'Homme et du Citoyen s'est fondée, bien peu comprirent la portée profonde de l'œuvre qu'elle se proposait d'entreprendre. On affecta de la considérer comme une association restreinte à la défense d'une question de justice sans doute, mais de justice ne s'appliquant qu'à un intérêt particulier et transitoire. Il fallut plusieurs années d'efforts ininterrompus, une propagande sans trêve sur tous les points du territoire pour faire clairement apparaître le but social de son programme, et le haut intérêt politique dont elle s'inspirait.

Aujourd'hui nul ne peut nous contester l'honneur d'avoir été des premiers à discerner, derrière une crise judiciaire née des plus extraordinaires intrigues, le péril imminent d'un complot contre-révolutionnaire ; à en avoir dénoncé les instigateurs ; à avoir ouvert enfin les voies à l'organisation de la défense républicaine.

Ce passé ne nous permet pas de rester inactifs au moment où le pays se prépare à faire connaître ses sentiments sur l'issue des crises que nous avons traversées, et nous avons, nous aussi, à arrêter notre ligne de conduite au cours de la période électorale qui va s'ouvrir et où seront si gravement engagées les destinées de la République.

Nous avons toujours déclaré, sans doute, que, pour garder toute l'intégrité de nos doctrines et conserver notre entière indépendance, nous devions écarter l'idée de nous transformer en comités électoraux; mais la Déclaration des Droits de l'Homme dont nous nous sommes constitués les défenseurs touche de tous les côtés à la politique, et nous avons le devoir de nous mettre d'accord sur ce que, pour rester fidèles à nos origines et à nos plans d'avenir, nous aurons à demander aux candidats qui devront avoir nos préférences.

En première ligne, nous n'accorderons notre confiance qu'à ceux qui penseront et déclareront nettement avec nous que la Déclaration des Droits de l'Homme, cette immortelle préface de la Révolution, doit rester la charte du gouvernement républicain. Il ne suffirait pas qu'ils l'acceptassent du bout des lèvres, comme des ralliés d'occasion ; il faudra qu'elle soit, de leur part, l'objet d'une foi raisonnée, sincère et inébranlable. Il faudra qu'ils soient résolus à mettre tous leurs actes politiques d'accord avec elle, qu'ils acceptent sans réserve ses prescriptions formelles d'égalité des droits pour tous les hommes devant la loi ; de liberté individuelle pour chacun ; de justice et de fraternité pour l'humanité entière.

Parmi les candidats, il y en a qui rappelleront à

l'esprit l'histoire navrante de machinations, de mensonges et de crimes dont l'écrasante responsabilité ne cessera de peser sur leurs noms. Il ne s'agit point d'exercer contre eux des vengeances, mais, de ceux-là, la simple prudence conseillera de s'écarter comme on s'éloigne d'un écueil où l'on a déjà risqué sa vie. Non pas seulement même pour la sécurité, mais pour l'honneur de la Patrie, nous ne saurions les aider à revenir au Pouvoir.

Pour les autres, chacun se laissera guider par ses sympathies individuelles ou par les solidarités de programmes. Nul n'ignore que la Ligue n'exige pas sur tous les points de la politique courante une profession de foi de ses adhérents. Elle laisse à chacun le droit de marcher suivant son état d'esprit, avec tel ou tel parti. Elle ne demande à tous qu'un seul engagement, c'est de toujours savoir reconnaître chez elle le terrain d'entente où tous les vrais, les bons républicains doivent pouvoir se retrouver et unir leurs forces défensives, quand il s'agit de repousser les attaques du nationalisme, cette sorte de Protée de la réaction, qui tantôt parle au nom d'un monarque, tantôt au nom d'un César, tantôt au nom d'un agitateur vulgaire, tantôt même au nom d'une République de parade, mais qui, sous tous ces masques, sert avant tout la congrégation et s'inspire du Syllabus.

La lutte ainsi engagée contre la République et son éternel ennemi nourri d'esprit romain, le devoir sera tout tracé en cas de ballottage. Il sera de toujours préférer à ceux qui n'aiment la liberté que pour la forme, à ceux surtout qui la redoutent ou la méprisent, les fidèles disciples de notre inviolable Déclaration des

Droits, qui cherchent sincèrement comme nous, en toute matière, le Droit, la Justice, la Lumière et la Vérité.

LE COMITÉ CENTRAL

Ludovic Trarieux, sénateur, ancien ministre de la Justice, *président.*

Louis Havet, membre de l'Institut, professeur au Collège de France, *vice-président.*

Paul Meyer, membre de l'Institut, directeur de l'Ecole des Chartes, *vice-président.*

Mathias Morhardt, homme de lettres, *secrétaire général.*

Georges Bourdon, homme de lettres, *secrétaire général adjoint.*

Lucien Fontaine, industriel, *trésorier général.*

Anatole Kopenhague, *trésorier général adjoint.*

Émile Bourgeois, maître de Conférences à l'École normale supérieure.

E. Brissaud, professeur à la Faculté de médecine, médecin des hôpitaux.

E. Brochot, ouvrier électricien.

Ferdinand Buisson, directeur honoraire de l'Enseignement primaire, professeur à la Sorbonne.

J.-J. Clamageran, sénateur.

Delpech, sénateur.

E. Duclaux, membre de l'Institut, directeur de l'Institut Pasteur.

Henri Fontaine, industriel.

Docteur Gley, professeur agrégé à la Faculté de médecine de Paris.

Paul Guieysse, ancien ministre, député.

Yves Guyot, directeur politique du *Siècle.*

Lucien Herr, agrégé de l'Université.

Docteur J. Héricourt, chef adjoint du laboratoire de physiologie de la Faculté de médecine de Paris.

Docteur Georges Hervé, professeur à l'École d'Anthropologie.

Docteur J.-P. Langlois, professeur agrégé à la Faculté de Médecine de Paris.
Docteur Louis Lapicque, maître de conférences à la Sorbonne.
A. Molinier, professeur à l'École des Chartes.
Thadée Natanson, rédacteur en chef de *la Revue Blanche*.
Francis de Pressensé, publiciste.
Eugène Prévost, avocat à la Cour d'appel de Paris.
Jean Psichari, directeur d'études à l'École des Hautes-Études.
A. Ranc, ancien sénateur, rédacteur au *Radical*.
A. Ratier, sénateur.
Paul Reclus, membre de l'Académie de Médecine.
Joseph Reinach, ancien député.
Charles Richet, professeur à la Faculté de médecine, membre de l'Académie de Médecine.
Gabriel Séailles, professeur à la Faculté des Lettres.
Seignobos, maître de Conférences à la Faculté des Lettres.
Ernest Vaughan, directeur de *l'Aurore*.

D'un côté un assemblage nombreux des noms les plus éminents; de l'autre côté un seul nom, un seul signataire, un seul auteur; non plus les membres d'un *comité central*, mais le simple président de la section du quartier de la Porte-Dauphine, seizième arrondissement. Et cependant insister sur la comparaison des deux textes serait féroce.

Beaucoup de gens, qui lisaient péniblement sur les murs le *manifeste*, justifié d'un seul tenant, au lieu d'être disposé sur deux colonnes, inertie typographique, demandaient ce que cela voulait dire ; je le demande aussi ; on voit bien que ça veut dire quelque chose, mais on ne voit pas bien quoi.

On me répond que ce n'est pas le comité qui a fait le

manifeste : il n'avait donc pas qu'à le signer. Je suis trop bête pour comprendre ces substitutions de responsabilités.

Que l'auteur signe son œuvre, et pas un autre.

Je vais plus loin : l'auteur ou les auteurs du manifeste écriraient peut-être bien s'ils écrivaient librement, sous leur nom, sous leur signature, en toute responsabilité. Mais on écrit toujours mal quand on est asservi et mal responsable, quand on écrit pour trente qui signeront sans lire.

Administration. — En pleine période électorale, ayant peur de compromettre les candidats, ou de se faire compromettre par eux, en tout cas ne voulant ou ne pouvant pas faire *voir* ses affiches par les candidats, la Ligue a trouvé moyen de *timbrer* les affiches qui reproduisaient le précédent manifeste. Chaque affiche portait un timbre de vingt centimes plus deux dixièmes, en tout vingt-quatre centimes. En tout, avec les frais industriels et commerciaux et les faux frais, l'affiche revenait à six sous, pièce. Or c'est justement à ce prix que reviendrait, pour un tirage égal, un cahier ordinaire, de soixante-douze pages, en 8, broché, couvert, chemisé, livré à domicile en province. Encore une comparaison qui s'impose, et avis aux citoyens qui ont six sous à dépenser.

Nous ne pouvons publier tous les documents et renseignements que nos abonnés nous ont envoyés sur les dernières élections. Je retiens d'abord l'élection Beauregard, et la proclamation suivante :

ÉLECTION BEAUREGARD

Paul BEAUREGARD, A SES ÉLECTEURS

Mes chers Concitoyens,

Je me représente à vos suffrages.

C'est mon devoir.

Vous m'avez, il y a quatre ans, accordé votre confiance, j'ai le sentiment de l'avoir justifiée. Je vous dois, je me dois à moi-même, de rester à votre disposition pour continuer la tâche entreprise.

Tel je me suis présenté à vous en 1898, tel je suis aujourd'hui. — Mon programme est resté le même.

Fermement RÉPUBLICAIN

Je veux défendre la LIBERTÉ égale pour tous ;

Par dessus tout, je suis un PATRIOTE.

C'est dire que je suis résolument ANTIMINISTÉRIEL.

J'ai, de toutes mes forces, combattu ce Ministère qui, sous prétexte de «DÉFENSE RÉPUBLICAINE» (belle ironie) a mutilé nos libertés les plus chères (et au premier rang la liberté de nos consciences), détruit notre bureau de renseignements militaires, porté les plus dangereuses atteintes à l'autonomie de l'État-Major, ouvert la porte des Casernes aux publications les plus abjectes.

Je veux la RÉPUBLIQUE douce, accueillante à tous ;

Je veux les Français libres de croire à leur gré, libres d'élever leurs enfants comme il leur convient;

Je veux la France forte au dehors et s'imposant au respect de tous, l'Armée encouragée dans son œuvre de défense par l'affection des bons Citoyens et des pouvoirs publics.

Je veux la propriété respectée, la liberté des Contrats assurée, la justice impartiale pour tous les Citoyens.

Je veux la classe ouvrière affranchie, mise en possession

de tous ses droits ; encouragée par les sacrifices de l'État à l'œuvre de prévoyance nécessaire à son avenir ; soutenue dans la formation de ses associations ; devenant forte sans devenir tyrannique. Je veux tout pour elle par les VOIES DE LA LIBERTÉ.

Je n'admets aucun État dans l'État. — Résolu, en franc libéral, à ne persécuter personne, je ne veux pas non plus que nous soyons persécutés. Les Francs-Maçons et les Juifs doivent être ramenés à n'occuper dans les fonctions publiques qu'une part proportionnelle à leur nombre. Il faut surtout reviser la Loi sur la naturalisation pour arrêter l'invasion cosmopolite qui risque de nous être funeste.

La conscience publique exige impérieusement l'effacement des iniquités commises au nom du Dreyfusisme, dans ces dernières années. L'amnistie pour tous les condamnés de la Haute-Cour est une œuvre de réparation nécessaire et urgente.

Le Service militaire peut être allégé, les Études de la Commission de l'armée le démontrent. — Mais c'est sous la condition que l'on crée au préalable les cadres sérieux indispensables pour assurer la solidité d'une armée moins exercée qu'aujourd'hui. Sur ce point, nous devons être irréductibles.

Il n'est que temps de prendre des mesures énergiques pour arrêter le déficit, rétablir l'équilibre de nos finances et faire des économies. Ces dernières sont indispensables pour arriver à une meilleure répartition de l'impôt. — Secrétaire Général de la LIGUE des CONTRIBUABLES, je demande avec elle qu'il soit interdit aux Députés de prendre l'initiative de dépenses nouvelles.

Je veux enfin que PARIS, vengé de procédés mesquins et haineux, reprenne la place qui lui revient de droit en FRANCE : la première. — Ce Ministère, exécuteur de toutes les basses rancunes politiques, nous a sacrifiés. La loi sur les boissons, les taxes de remplacement, le retard apporté à la Loi des Patentes, le refus de ratifier le projet relatif au gaz, — sans parler d'incidents blessants pour le Conseil Municipal, ni de la visite du Tsar — sont autant de causes d'un ressentiment légitime contre lui.

Aux premiers rangs de l'opposition depuis que le Ministère WALDECK-MILLERAND est au pouvoir, fort de ma conscience, appuyé sur mes actes, je méprise les insinuations d'adversaires qui, pour expliquer leurs candidatures, sont bien obligés de trouver quand même quelque chose à dire.

Mes chers Concitoyens, vous me connaissez. Je compte sur vous.

VIVE LA FRANCE ! VIVE LA LIBERTÉ !
VIVE PARIS ! VIVE LA RÉPUBLIQUE !

Paul BEAUREGARD
Député sortant

*Nous empruntons ce texte à l'*Union du seizième arrondissement, *journal politique et littéraire, cinquième année, numéro 27, du dimanche 20 avril 1902. Il est particulièrement intéressant parce que M. Paul Beauregard, député sortant, alors candidat dans la première circonscription du seizième arrondissement, est professeur d'économie politique à la Faculté de Droit de l'Université de Paris. On pouvait espérer qu'il se conduirait un peu en juriste.*

M. Émile Terquem, étudiant inscrit à la Faculté de Droit de l'Université de Paris, nous prie d'insérer cette

LETTRE OUVERTE A M. PAUL BEAUREGARD

Monsieur le Professeur,

Vous avez fait récemment, au cours de votre campagne électorale, une déclaration fort grave et qui a jeté le trouble dans mon esprit. Vous avez dit : « *Les francs-maçons et les juifs doivent être ramenés à n'occuper dans les fonctions publiques qu'une part proportionnelle à leur nombre.* »

Je veux bien que ce soit là le député ou plutôt le candidat qui parle et non le professeur. Mais est-il permis à un

élève respectueux de supposer chez son maître un dédoublement tel de la personnalité, que l'homme politique puisse affirmer un certain programme d'action que le professeur et le juge aux concours doit répudier avec indignation.

Je n'interrogerai pas l'homme politique; il appartient à ses électeurs, et je n'ai pas l'avantage d'être inscrit dans votre circonscription. Il est d'ailleurs de son droit strict d'affirmer toutes les doctrines d'exclusivisme social qu'il lui plaît ou qui peuvent plaire à ses électeurs. Mais étant inscrit à la Faculté de Droit de Paris, c'est-à-dire devant former mon inexpérience à la rigueur scientifique de vos enseignements, devant d'autre part me soumettre à l'impartialité de vos jugements si j'affronte les examens de la Faculté, j'ai le droit de vous demander quelques explications sur la façon dont le professeur compte interpréter, dans la pratique courante de son métier de professeur, les principes de sélection confessionnelle qu'il a affirmés dans son programme électoral.

Le professeur d'économie politique nous dira-t-il sur quelles bases statistiques et scientifiques il compte établir d'une part la liste des Juifs occupant des situations publiques, d'autre part l'état des francs-maçons détenant une part de la puissance de l'État?

Pour les Juifs établirez-vous vos calculs sur les origines historiques, et n'introduirez-vous que le grief de race, comme je le présume, puisque vous déclarez nettement que vous voulez : « les Français libres de croire à leur gré ». Ne craignez-vous pas d'atteindre ainsi beaucoup de vos amis de la Patrie française, qui ont du sang juif, authentique, mais honteux, dans les veines ? Jusqu'à quel degré de parenté ou d'alliance poursuivrez-vous l'assimilation juive ?

Si au contraire, répudiant vos déclarations libérales, vous suivez la seconde version antisémitique, si, laissant les griefs d'atavisme, vous ne vous attaquez plus qu'à la tare morale de l'éducation talmudique, que ferez-vous des historiquement Juifs, qui, souvent depuis plusieurs générations, s'intéressent au Talmud, à l'Ancien Testament au même

titre qu'à la Théogonie, aux livres bouddhiques, aux Védas ?

Admettons pourtant que vous ayez réussi à établir vos statistiques juives et maçonniques sur les seules bases scientifiques dignes d'un professeur d'économie politique de l'Université de Paris? Comment ramènerez-vous les Juifs et francs-maçons à ne plus occuper des postes d'État, qu'au prorata de leur nombre ? Je ne vous demande pas si, étant au pouvoir, vous agiriez par voie de réductions immédiates sur les disciples de Moïse et de la Veuve en surnombre. Je n'ai pas ici à connaître votre conscience d'homme politique, et je n'ai le droit, encore une fois, que d'interroger le professeur et mon juge éventuel. A ce dernier je demande : comment dans les examens et concours, étape préparatoire et nécessaire des carrières publiques, tiendrez-vous compte des statistiques qu'aura échafaudées l'économiste ? N'admettrez-vous dans les concours les candidats juifs ou francs-maçons que dans la fameuse proportion nationale ? Mais si une année la valeur propre des candidats ne permet pas d'atteindre le *quorum* admis, ferez-vous un rappel l'année suivante ? *Quid*, si c'est un examen, où le nombre des élus est indéterminé, et non un concours ?

Quid, encore, si le candidat est à la fois juif et franc-maçon ? Quelle savante combinaison de vos statistiques lui appliquerez-vous ?

Quid, enfin pour la statistique, et *quid* pour le crible de la Proportionnalité,

1° Si des détenteurs de la puissance publique deviennent francs-maçons au cours de leur carrière — car vous n'ignorez pas que bien peu d'étudiants de vingt ans sont déjà francs-maçons.

2° Si de vos élus chrétiens ont l'idée originale assurément, mais licite de judaïser.

3° Si des Juifs ou des francs-maçons, faisant partie du *quorum* admis par vous, lâchent Moïse et la Veuve pour saint Antoine de Padoue...

Reconnaissez, monsieur le Professeur, que voilà des questions qu'un de vos élèves éventuels avait le droit de

vous poser; et je suis persuadé que le professeur que vous êtes ne voudra pas laisser mettre en suspicion légitime la neutralité confessionnelle et la valeur scientifique de son enseignement.

Vos amis ont poursuivi avec une ardeur implacable le professeur Hervé, parce que, sous le couvert d'ailleurs d'un anonymat fort discret, il avait, disiez-vous, révélé une mentalité incompatible avec ses fonctions de professeur, en s'élevant, dans un journal socialiste, contre l'ordre social établi.

Pourquoi voulez-vous que vos élèves acceptent, sans plus ample informé, l'enseignement d'un professeur qui met hors le droit commun une partie de la nation. M. Hervé, professeur comme vous, n'était pas comme vous juge à des concours. Notez que comme vous M. Hervé, dans ses articles de journaux, — dont je n'apprécie pas ici la valeur, — pour donner plus de poids à ses théories, n'excipait pas de ce titre de professeur, de l'autorité duquel vous croyez devoir appuyer vos professions de foi électorales.

Permettez-moi donc, monsieur le Professeur, de vous demander ce que, en toute conscience, vous pensez du cas du professeur BEAUREGARD, eu égard au cas du professeur Hervé.

Comptant sur la réponse loyale que vous devez à la dignité de votre chaire, je vous prie d'agréer mes salutations empressées.

Émile Terquem
Ancien élève de l'École Polytechnique

On nous communique en même temps cette circulaire commercialo-financière, de caractère purement national, qui se rapporte très directement au cas Beauregard. On connaît les déclarations électorales de M. Beauregard sur les financiers cosmopolites.

La circulaire que nous reproduisons est écrite à la machine.

LA FRANCE

Économique et Financière

Organe des Intérêts Locaux, Régionaux & Nationaux

Téléphone 268-95

Adresse Télégraphique :
ETINFICO — PARIS

Abonnement : 12 fr. par an

47, rue Taitbout (9e)
Paris, le premier mai 1902

[*ici l'adresse du destinataire*]

Monsieur,

J'ai l'honneur de vous informer que nous venons de faire paraître sous le titre « La France Économique et Financière » un journal hebdomadaire comprenant, encartés dans une couverture, deux fascicules, l'un économique, l'autre financier, de 16 pages chacun, en tout 36 pages de texte.

Le directeur de la rédaction est M. Paul Beauregard, professeur à la Faculté de Droit de Paris.

Notre journal, tout en se souciant de donner dans ses deux parties les renseignements les plus complets à ses lecteurs, se propose, au point de vue financier, de soutenir particulièrement les intérêts de la Banque locale. Il a recueilli à ce point de vue, l'adhésion des maisons les plus importantes et les plus honorables de toute la France.

En matière économique, la ligne de conduite adoptée est de ne se livrer à aucune discussion d'école.

Notre journal, qui, dès sa fondation, compte environ 4.000 abonnés presque tous inscrits pour trois ans, se ferait un plaisir de rendre compte de tous les ouvrages juridiques, financiers ou économiques, publiés par votre honorable maison et susceptibles d'intéresser nos lecteurs.

Nous réservons donc le meilleur accueil aux envois que vous voudriez bien nous faire parvenir dans cet ordre d'idées, et je vous adresse aujourd'hui un exemplaire-spécimen de notre publication.

Veuillez agréer, monsieur, mes salutations distinguées.

Le Directeur-Administrateur

[ici la signature]

Il est particulièrement grave qu'un professeur à la Faculté de droit sorte aussi délibérément du domaine juridique pour verser d'un côté dans la barbarie antisémitique et de l'autre dans les affaires.

Sur l'argument formel, dernier paragraphe de la *lettre ouverte à M. Beauregard*, nous devons noter, pour être justes, qu'un très grand nombre de professeurs, de fonctionnaires, de titulaires, de magistrats républicains ont pendant l'Affaire et depuis invoqué publiquement l'autorité de leur chaire, de leur fonction, de leur titre, de leur charge. Voir plus haut la liste officielle des membres du *comité central* de la *Ligue française pour la défense des Droits de l'Homme et du Citoyen*. Il est vrai que c'était pour le droit, non pour le faux. Mais il n'y en a pas moins là une difficulté de forme assez importante que pour ma part j'essaierai d'éclairer dans le témoignage que je veux contribuer à l'éclaircissement du cas Hervé.

Fradet, cet ancien élève à l'école normale d'instituteurs d'Auxerre, qui fut illégalement et injustement frappé par M. Leygues, et que l'on a trop oublié, nous écrit de l'Yonne, où il exerce provisoirement un métier honnête, un métier de droit commun :

ÉLECTIONS DANS L'YONNE

Vous avez demandé dans vos cahiers des documents intéressants sur la période électorale. Bien entendu, ce qu'il vous fallait, ce n'étaient pas des affiches ordinaires. Je crois que ces deux spécimens de la grossièreté nationaliste et de la grossièreté socialiste vous intéresseront. L'un est la tête de Cornet, député sortant et réélu, radical-socialiste, de Sens. L'autre est dirigé après la défaite des nationalistes contre leur chef et candidat Fillot. Comme toutes les bêtises, c'est en vogue. C'est par 10.000 que s'est vendue la lettre de faire part, au bénéfice de la propagande... socialiste.

Nous ne pouvons reproduire l'image nationaliste, grossièrement enluminée ; à droite et à gauche deux pots de vin qui éclaboussent ; au milieu en haut une énorme carotte ; en haut à gauche M. Cornet, bonisseur, gesticule, envoie le boniment à de grotesques électeurs paysans, rangés en rang d'oignons ; au-dessous la légende : *Vous vendrez votre blé plus cher !* En face en haut à droite M. Cornet, symétrique, place le boniment à un groupe serré d'ouvriers grotesques ; au bas la légende : *Vous paierez votre pain meilleur marché !* Au-dessous au milieu un Cornet tout à fait énorme, chapeau de travers, face enluminée, le pouce à l'emmanchure du gilet : *Après tout! mes affaires n'en iront pas plus mal.* A gauche et à droite la grande légende :

Après le vote de la loi supprimant les mauvais effets de l'admission temporaire et le trafic des acquits-à-caution à la discussion de laquelle M. Lucien Cornet, député et maire de Sens, a pris part, *l'Avenir de l'Yonne*, journal officiel de la mairie de Sens, a publié le commentaire suivant :

« Les Agriculteurs fran-

çais et notamment ceux du département de l'Yonne et de l'arrondissement de Sens se souviendront du service que leur a rendu M. Lucien Cornet qui, à notre avis, a **provoqué la plus importante réforme agricole obtenue depuis vingt ans.**

« Ainsi que nous l'avons déjà démontré, la conséquence de cette loi sera d'empêcher l'entrée en France de blés étrangers et de permettre ainsi le relèvement des cours du blé pour la prochaine récolte, d'autre part cela amènera l'abaissement des prix des farines dont la hausse était provoquée par la sortie des farines françaises à l'étranger, favorisée par le trafic des acquits-à-caution.

« **Les agriculteurs et les acheteurs de pain** n'oublieront pas le vote de cette loi bienfaisante dont ils apprécieront **prochainement** les avantages. »

Extrait
de *l'Avenir de l'Yonne*
du premier février 1902.

[On est prié de noter que le faire-part suivant est l'œuvre des républicains. Je ne fais reproduire ni le grand cadre noir en bordure ni la grande croix noire initiale. J'ai gardé un respect pour ces emblèmes. Ils ne sont pas seulement les emblèmes d'un culte. Ils appartiennent à notre humanité.]

Vous êtes prié d'assister à la déroute complète et au service funèbre qui sera fait par Monsieur l'abbé OLLIVIER, ainsi qu'à l'enterrement définitif de la candidature

LÉON FILLOT

FEUE DÉFUNTE

morte de l'abject et vil mensonge de ses amis, coiffée d'un énorme bonnet de coton et ensevelie dans une large veste électorale, ouatée, doublée et fourrée, en son domicile à Sens, au siège du COMITÉ NATIONALISTE

"PATRIE FRANÇAISE" rue du CERCLE CATHOLIQUE en face le Musée aux corbeaux, à l'âge des illusions envolées.

MUNIE DE TOUS LES SACRÉMEN-TEURS

Lesquels auront lieu dans la basilique de Marie la Charpentière et de Joseph le Cornard, le jour du dernier quartier de la lune rousse, à 11 heures 7 minutes du soir, l'avant-veille de la FOIRE FRANCHE.

ON SE RÉUNIRA A LA POINTE, SUR LE DERRIÈRE NATIONALISTE DU CAFÉ DUMÉE

De la part de son SAUVAGE époux, bailly des apothicaires;

TRAINE-ELLE-DE, Grand Rabbin de la "Démence Sociale", larbin distributeur de bulletins de vote dans les campagnes;

MOR-AU-BAFOUILLOT, directeur hygiénique des ruisseaux de Sens;

BAZILE-LA-FROUSSE, dit GRAVOISIER-LA-PURGE, seigneur de la foire, ses frères en Jésus-Christ;

Des Dames quêteuses ses sœurs en la Vierge Marie, mère de sept enfants;

MANCHE-DE-PARAPLUIE, dit GRAVIER-TÊTE-A-CLAQUES, son frère de lait;

PÈRE-AUX-HURE-POT, dit BEAU-DARD, DIX-MILLE-CIGARES, écrabouilleurs cylindriques, GUILLON-CHAMPAGNE, de Pont, ses beaux-frères en Moulin à vent;

MILE-ÉVODOUX, dit POMPE-A-MIEL, épileptique et bazardier;

LIZÉ-GAILLARD, POIS-DE-SENTEUR, fabricants de chaussures inodores, CAUSERET, dit FOND-D'HEUR en retard, ses oncles en Saint-Antoine-de-Padoue;

De ses nombreux copains, copines et de ses innombrables tamis.

Les 9.581 Beni-Bouf-Tout, Bachi-Bouzouks, Collectivistes, Églantinards, Canailles, Crapules, Brigands de la Compagnie du Soleil ne sont autorisés à suivre le Convoi qu'à la condition qu'ils entonneront le cantique rédempteur : ESPRIT SAINT DESCENDEZ EN NOUS.

[Ces documents intéresseront particulièrement nos abonnés ; ils nous sont envoyés d'un département que nous connaissons un peu, du département où Hervé était professeur, du département où il fait de la propagande. La plupart de nos abonnés ont suivi passionnément, sur les documents et sur les renseignements que nous avons publiés dans le quinzième cahier de la deuxième série et dans les premiers cahiers de la troisième, l'enseignement, la propagande, l'action de Hervé. Il est passionnant aussi de savoir comme la propagande électorale s'exerce dans le même département, dans la même population, auprès des mêmes hommes.

En outre le département de l'Yonne a, pour la valeur du renseignement, l'avantage d'être à peu près un département moyen du centre.]

Dans le même courrier Fradet nous envoyait cette chanson, vendue aussi par les socialistes au bénéfice de leur propagande :

LA VESTE A FILLOT

Air du *Bal à l'Hôtel de Ville*

I

Nous avons un chic candidat,
C't ami Fillot y s'pose,
Y'en a pas deux comme celui-là
Car y n'vaut pas grand'chose,
Y vend des bonnets d'coton,
P't'êt' bien des pantalons,
Il n'en a jamais d'reste ;
Mais comme député
C'est un vrai curé,
On lui taillera une veste. *(bis)*

II

Paraît qu'il parle épatamment,
Il sait bien faire l'article.
Lorsqu'on entend son boniment
C'est parole d'Évangile.
Y' s' dit républicain
Et c'est un calotin,
Pour nous c'est un fumiste,
C'est un clérical
Qui fait carnaval,
Un fameux nationaliste ! *(bis)*

III

Y' en a qui vont voter pour lui,
Ce sont des imbéciles.
On sait bien d'avance qu'il est cuit
Et qu' c'est peine inutile,
Mais monsieur Cornet
Tout l'monde le connaît,
C' n'est plus du jésuitisme.
Il a de bonnes idées,
Qui sont approuvées :
Détruire l'cléricalisme. *(bis)*

IV

Malgré que les belles petites sœurs,
Ont fait beaucoup de galette
Y faut pas croire qu'les électeurs
S'laisseront conduire à la baguette,
Faudra qu'ces belles sœurs
Rentrent au Sacré-Cœur
Pour ne plus faire la retape :
On va les marier
Avec les curés,
Pour faire l'armée du Pape. *(bis)*

V

Vous connaissez la *Défense Sociale*,
Ce journal qu'on appelle infect,
C'est par cette feuille cléricale
Que Fillot dit qu'y s'respecte,
Ben mon vieux Fillot !
Va vendre tes maillots,
T'aurais gagné de rester tranquille
Et les électeurs
Te disent tous en chœur,
T'arriveras pas, n'te fais pas de bile. *(bis)*

VI

Lucien Cornet, c'est celui-là,
Qui aura not' confiance.
Dimanche prochain, c'est ce jour-là
Qu'on don'ra la préférence
A notre député
Qu'il faut conserver,
Pour notre République,
Et Fillot le candidat,
Pour lui c'est basta
Il fait partie de la clique. *(bis)*

VII

Électeurs, c'est dimanche prochain,
Qu'il faut donner tous vos suffrages,
A Cornet, c'vieux républicain
Et surtout pas de ballottage,
Que chaque billet
Soit « Lucien Cornet »,
Faut qu'Fillot reste à sa mercerie,
C'est pourquoi Hurpeau
Et tous les corbeaux,
Lui tiendront sa queue de pie. *(bis)*

DU « MOUVEMENT SOCIALISTE »

Nous avons reçu la lettre suivante. Elle n'est pas de Lagardelle.

LE

Mouvement Socialiste

Revue hebdomadaire internationale

10, Rue Monsieur-le-Prince, 10

PARIS (6e)

RÉDACTION

Paris, le 30 avril 1902

Mon cher et intègre Péguy,

Si habitués que soient tes abonnés à t'entendre proclamer la grande trahison du citoyen X... ou Y.... la lecture de ton dernier cahier n'a pas laissé que de m'estomaquer.

Ce n'est pas, je le sais bien, le premier coup de patte que tu allonges au *Mouvement* avec cette âpre sévérité — et aussi, disons-le, avec cette ingénue maladresse, qui n'appartiennent qu'aux moralistes impeccables. Ah ! si nous avions, nous aussi, la censure élégante et facile, et si *le Mouvement* était, comme les cahiers, la tribune aux prix de vertu, nous t'aurions plus d'une fois mis au nombre des enfants pas sages. Mais nous n'avons pas le goût des disputes boutiquières, et nous pensons, à tort sans doute, qu'une revue socialiste a déjà assez à faire en s'occupant de socialisme. Aussi ne t'avons-nous jamais répondu.

Aujourd'hui, ma vieille Conscience, tu dépasses tout de même la mesure. Je ne suis point chargé de te répondre,

mais tu m'as personnellement infligé un blâme, et je tiens à comparaître devant Ton Austérité.

Car c'est moi, mon cher Péguy — Lagardelle est déjà assez noir sans le charger de mes crimes—qui rends compte à nos lecteurs du labeur des parlementaires ; c'est moi qui, sans rougir, fais cette besogne infâme de leur montrer le groupe socialiste parlementaire comme un « ramassis de lâches » et comme un « monceau de courages » le groupe socialiste révolutionnaire ; et moi encore qui « tous les huit jours leur répète que M. Zévaès sauve quotidiennement l'honneur du socialisme français ».

Mon Dieu, tu sais, je n'en fais pas métier. Et, bien que je connaisse, ô Péguy, ton honnêteté ombrageuse, je ne pense pas avoir besoin de te dire que je n'ai aucune attache avec la police secrète, et que Zévaès ne me couvre pas d'or. Pourtant comme un blâme de toi, Anastasie insoupçonnable, ne peut être injustifié, je me suis reporté à mes chroniques.

J'y ai trouvé — c'est à n'y rien comprendre — que j'avais une seule fois parlé de Zévaès, (1) à propos du discours qu'il prononça lors de l'interpellation Pastre. Tu le regrettes. Pourquoi ? Je l'ignore. Mais sans doute tu as tes raisons. Considère seulement, ce qui m'est une excuse, qu'il avait fait de notre internationalisme une vibrante apologie, et que, si elle est de lui, ce n'est vraiment pas de ma faute. Je rendrai compte avec joie, je t'assure, des discours de Jourde ou de Krauss, sitôt qu'ils en feront autant.

J'y ai trouvé aussi le passage que tu incrimines sur les deux groupes de nos élus. (2) J'écrivais que « l'un, le groupe socialiste révolutionnaire, maintient intacte son unité et efficace son activité », et que l'autre, le groupe socialiste parlementaire, « manifestement inspiré par le plus détestable esprit de compromissions politiciennes... a une attitude flottante et une activité peu socialiste ».

Ce sont là constatations de faits, appuyées sur des exemples nombreux. Les mots que tu me prêtes, au contraire, « monceau de courages — ramassis de lâches », sont des

(1) N° 78, 8/2, page 261.
(2) N° 73, 4 janvier, pages 18 et 20.

épithètes vides de sens, d'une polémique assez analogue à celle de *l'Intransigeant.*

Est-ce toi, Incorruptible, qui pour assouvir ta rage d'ostracisme, transposes ainsi les textes comme le plus quelconque de nos faussaires nationaux ?

Et tu t'en prends à Vliegen, dont toute la faute se borne à citer une phrase de Jaurès sans y joindre l'article entier?

Dieux Vengeurs, quel cynisme !

Jusques à quand, terrible censeur, passeras-tu ton temps à requérir à tour de bras ? Tu ferais pourtant de bonne besogne, si tu laissais à ces bons singes le soin de se chercher les poux.

Je t'assure, Péguy, tu m'inquiètes. Tu te demandes ce que nous serons dans quinze ou seize ans d'ici ? Il est fort probable que nous serons socialistes. Mais toi, Péguy, où seras-tu ? Tu seras comme aujourd'hui, Péguyste. C'est très dangereux, méfie-toi. L'orgueil est péché capital, et poussée à un certain point, l'hypertrophie du moi relève de la pathologie.

Toi aussi, tu deviendras inutile, qui aurais pu être si bon.

Songe à Gohier, Péguy ! Péguy, songe à Gohier!

Ton bien cordial,

André Morizet

J'ajoute, ce qui n'est pas superflu, que je ne me désabonne pas : si je dois figurer au pilori des Cahiers, ce ne sera pas en cette qualité. On se désabonne d'une revue sans intérêt, et j'ai eu bonne envie de le faire au temps où tu nous régalais de tes démêlés avec la librairie, ou, sous couleur de littérature, de *Bacchus* ou de *Vers l'action.* Mais on ne boycotte pas; c'est réservé, cela, aux industriels qui mettent le socialisme en bouteille... ou en pantalons. Seulement, donne-nous quelque chose qui en vaille la peine, entre deux listes de suspects.

AU « MOUVEMENT SOCIALISTE »

Nous lisons dans *le Mouvement Socialiste*, sous la signature *André Morizet :*

Numéro 73, du samedi 4 janvier 1902

page 18 et suivantes

Cette absence de cohésion est propice aux pires influences politiciennes. Un parti sans limites précises ni barrières solides, ne peut qu'être envahi par des éléments confus, et corrompu dans toutes ses tendances. Nous n'en voulons pour preuve que l'attitude de certains députés socialistes à la Chambre.

Nous nous trouvons, au Parlement, en présence de deux groupes : si l'un, le « Groupe socialiste révolutionnaire », maintient intacte son unité et efficace son activité, l'autre, le « Groupe socialiste parlementaire », se divise incessamment contre lui-même et fait trop souvent le jeu du pouvoir. L'action d'une notable partie des membres de ce dernier groupe est manifestement inspirée par le plus détestable esprit de compromissions politiciennes.

Mais ces luttes appartiennent au passé, du moins en ce qui concerne le « groupe socialiste parlementaire ». L'obsession ministérialiste a paralysé ses moindres gestes. Nous devons reconnaître la constante énergie du « groupe socialiste révolutionnaire » de la Chambre, formant toujours le même bloc compact, pendant que les autres se dispersaient en actions contraires et affirmant toujours, par ses votes, la nécessité de maintenir intact notre idéal. Nous avons applaudi récemment la ténacité avec laquelle Sembat a lutté contre l'emprunt de Chine, flétri les assas-

sinats des expéditions coloniales et dénoncé l'ignominie de la « campagne » de Turquie.

Ceux-là, du moins, ont sauvé l'honneur. Quelques-uns des autres se sont joints à eux avec plus ou moins de fidélité. Le reste a paisiblement évolué sous la poussée ministérialiste. Il a franchi le fossé qui, jusque-là, le séparait du reste de la Chambre et, campés parmi les diverses bandes démocratiques, de nombreux députés du groupe parlementaire socialiste ne tendent plus guère à constituer maintenant que « la fraction la plus avancée » du « grand parti républicain ».

Numéro 75, du samedi 18 janvier 1902

page 110 et suivantes

Au Comité Général. — Il est certain que le manque de tenue d'un certain nombre d'élus socialistes est dû en notable partie au défaut d'organisation des militants; et il est incontestable aussi que dans un parti solidement constitué de tels écarts de conduite ne seraient pas possibles : il y aurait un contrôle permanent qui ne pourrait être qu'efficace.

Mais, ce contrôle — pour les députés du « groupe socialiste parlementaire » dont nous avons signalé l'attitude — n'existe-t-il pas, par l'institution même du Comité Général, dont ils relèvent théoriquement ? Loin de nous de contester que le Comité Général ne contrôle ni ne blâme ! Mais ce contrôle et ce blâme n'ont jamais fait peur à personne en général, et aux députés du « groupe socialiste parlementaire » en particulier.

Et c'est cette tactique qui est coupable, cette indifférence qui est insensée. Que les fédérations dont nous parlons aient jugé sévèrement Millerand et ses amis, soit. Cela prouve leur clairvoyance. Mais qu'elles se prononcent clairement, lorsqu'elles ont à parler, et qu'elles nous délivrent de l'abominable cauchemar qui pèse depuis deux ans sur notre parti.

En dédaignant de dire leur mot net, elles font le jeu de ceux dont elles réprouvent l'action néfaste; elles encoura-

gent les manœuvres qui se trament à l'abri des motions d'ajournement. Qu'elles se reprennent à l'avenir. Qu'elles fassent tomber l'équivoque dont elles ont tant à souffrir, et elles permettront alors de se rendre bien compte que ceux qui, de bonne foi, prêchent la tactique ministérialiste, peuvent bien avoir une personnalité incontestable, mais qu'ils ne représentent qu'une infime minorité. Ceux-là peuvent, d'un cœur léger, mener leur parti au dispersement anarchique, provoquer des scissions nouvelles, dont ils seront seuls responsables, comme ils le sont, pour une grosse part, des divisions passées! Jouer à l' « ennemi du peuple » est un jeu dont le « peuple » se lasse. Il n'est ni affections anciennes, ni admirations, ni souvenirs qui puissent prévaloir contre cette part intangible de principes qui constituent la base de notre action.

Si étrange que puisse paraître notre confiance, il devient, à notre sens, de plus en plus évident, à mesure que les situations se précisent, que l'union socialiste, *entre tous les socialistes fidèles au socialisme*, et entre ceux-là seulement sera possible, dans un délai qui pourrait ne pas être très long.

Numéro 78, du samedi 8 février 1902

page 259 et suivantes

Le citoyen Rouanet a rappelé les hécatombes ininterrompues dont l'Arménie est le théâtre sanglant. M. Delcassé y a compati comme il convenait, — naturellement. Mais il a objecté qu'on ne pouvait agir que par voie d'entente internationale et que le gouvernement était décidé à ne pas s'attirer d'affaire. Lorando et Tubini méritaient, sans nul doute, un plus puissant intérêt! La Chambre l'a très bien compris et a fait son sort à l'interpellation Rouanet.

Il est vrai de dire que par un malencontreux hasard, l'avant-veille, le même citoyen Rouanet avait, dans sa propre circonscription, conférencié, sous la haute présidence de M. Waldeck-Rousseau, assisté du préfet de la Seine, de la municipalité de Montmartre et des représentants des divers ministères. Merveilleux exemple de ce que

peut le « socialisme de gouvernement » ! A la vérité, le gouvernement, deux jours après, ne pouvait s'alarmer beaucoup d'interpellations et questions à lui faites par un « ami » si cher !

De l'interpellation de M. Georges Berry sur le conflit anglo-transvaalien, nous ne dirions rien — le nationalisme anglophobe n'ayant rien de commun avec la solidarité internationale des socialistes pour tous les opprimés — si précisément un député du « groupe parlementaire socialiste », le citoyen Clovis Hugues, n'était venu à la tribune apporter les sentiments de ses collègues socialistes. Singulière intervention ! Ne plus pouvoir embrasser ses enfants sans penser aux petits Boers orphelins, est évidemment d'un cœur bien compatissant ! Songer au lait falsifié qu'on leur donne est d'un Parisien au courant de l'actualité ! Mais le « poète » Rostand, déjà, en d'inoubliables vers, s'était demandé « si la rougeole était anglaise cette année ». Est-ce pour de telles fadaises que le Bureau Socialiste International a invité tous les groupes parlementaires socialistes à interpeller leurs gouvernements respectifs ?

Le ministère de « défense républicaine » — si intraitable pour les socialistes — n'a vraiment trouvé contre lui que les paroles enflammées de Zévaès, qui, répondant aux basses injures arrachées à tous les professionnels du patriotisme par la lecture des beaux articles d'Hervé, a rappelé à un silence plus modeste les tenanciers de l'internationalisme capitaliste. Peut-être eût-il mieux valu qu'il s'abstînt d'appels à la reprise des grosses fortunes qui relèvent plus de l'antisémitisme démagogique que du socialisme révolutionnaire. Mais il n'en a pas moins affirmé avec éclat nos principes internationalistes, en face du nationalisme ministériel. Et de tels actes de courage, la prudence de beaucoup d'élus se réclamant du socialisme nous avait, depuis longtemps, déshabitués !

Contre ces affirmations, aussi vaines que retentissantes, se dresse, chaque jour davantage, la conscience de classe du prolétariat organisé, d'accord avec le socialisme national et international.

Numéro 80, du samedi 22 février 1902

page 356

Le 6 février, au cours de la discussion du budget du Commerce, la Chambre a rétabli l'Office National de Placement en le dotant de la même subvention de 10.000 francs qui lui avait été retirée. Elle l'a fait sur la demande de M. Mesureur, président de la Commission du budget; et c'est M. Léon Bourgeois qui avait obtenu de la Commission cette décision, à l'égard d'un « service qui, à certains moments, admirablement fait, a été une aide considérable donnée à la classe ouvrière ».

Il est assez piquant de voir, par cet exemple, combien certains députés radicaux, qui ne se piquent pas de socialisme, ont une compréhension plus nette et un sens plus exact que le « ministre socialiste », du but que poursuit la classe ouvrière en s'organisant sur son terrain propre.

Numéro 81, du samedi premier mars 1902

page 394 et suivante

La scission de Roubaix. — *Le Réveil du Nord* du 10 février a publié un manifeste « Aux Travailleurs de Roubaix », portant au bas l'adresse du citoyen Carrette, et invitant le prolétariat roubaisien à quitter le *Parti ouvrier français* pour constituer une organisation locale indépendante, le *Parti ouvrier socialiste roubaisien.*

Il ne nous appartient pas de nous immiscer dans des querelles locales; à plus forte raison, quand nous en ignorons les détails, et que nous manquent les plus simples éléments d'appréciation. Il nous est simplement possible d'indiquer l'impression qu'ont dû ressentir avec nous, à l'annonce de la scission de Roubaix, de nombreux camarades.

Cette impression a été pénible. Au lendemain d'une défaite, à la veille d'une bataille, c'est avec tristesse que nous voyons s'accomplir une œuvre mauvaise de désorganisation.

Peut-être Carrette avait-il des motifs graves, qu'il n'a

d'ailleurs pas exposés. Il n'importe. Après l'insuccès, c'est un mauvais exemple, c'est un acte qui semble immoral, que d'abandonner aussitôt des camarades de lutte ! Avant le combat, c'est une attitude démoralisante (au moment même surtout où les socialistes de Roubaix venaient de choisir Guesde pour lutter à nouveau contre le grand patron Motte) que de laisser éclater un désaccord, qui aurait pu attendre avant de s'affirmer, qui aurait pu surtout se produire à des heures moins dangereuses pour le socialisme et moins propices aux ennemis de classe du prolétariat.

Deux faits aggravent encore la scission de Roubaix. Ce sont d'abord les termes mêmes du manifeste qui attaquent violemment les camarades d'hier de Carrette. C'est ensuite l'article triomphal que Jaurès, qui jusqu'ici laissait ces besognes à d'autres, a consacré à cet événement, douloureux pourtant pour le socialisme. Longtemps encore sans doute nous verrons s'affirmer cette haine implacable contre des socialistes. Mais du moins le prolétariat conscient apprendra tous les jours à quoi s'en tenir, et, si l'on continue, il finira bien par s'apercevoir que le sectarisme est ailleurs que là où l'on nous avait dit.

Numéro 85, du samedi 29 mars 1902

page 590 et suivantes

Nous aurons une nouvelle représentation de la comédie franco-russe. M. Loubet, comme jadis M. Faure, ira voir « notre grand ami ». On ignore si le « Parti socialiste français » lui adjoindra son délégué. « Oh ! oh ! diraient les tapis de Peterhof, oh, oh ! c'est un révolutionnaire ! » Mais ne profanons pas la muse de Rostand, notre grand poète lauréat.

Elle s'en est abstenue, comme le « Parti Socialiste français » s'est abstenu de célébrer cette année l'anniversaire de la Commune. Une autre besogne l'occupe : les élections approchent, il faut « sauver la République »; l'annonce des candidats d' « union républicaine » emplit les colonnes des journaux qui se recommandent de lui !

Numéro 87, du samedi 12 avril 1902

page 698 et suivantes

En cette orgie de déclarations multicolores, il appartenait aux candidats socialistes d'opposer aux formules redondantes et creuses, derrière lesquelles se cachent les intérêts capitalistes, l'analyse précise des antagonismes économiques, et d'apporter au milieu des rivalités personnelles, de la concurrence des coteries désireuses du pouvoir, l'affirmation catégorique de nos revendications.

Les caisses socialistes sont, en général, peu garnies, et les comités n'ont pas encore fait grands frais, au moins à Paris. Il est donc assez difficile de se rendre compte, d'une façon générale, des positions prises. Il semble pourtant certain, dès maintenant, qu'au moins en ce qui concerne le Parti Socialiste de France, un effort sérieux a été fait. Une affiche-type, imposée à tous les candidats qu'il présente, résume ainsi les principes du Parti :

PARTI SOCIALISTE DE FRANCE

Unité Socialiste Révolutionnaire

ÉLECTIONS LÉGISLATIVES DU...

Citoyens,

Le Parti Socialiste de France déclare qu'obligation est faite à tous les candidats présentés au nom de l'Unité socialiste révolutionnaire par les organisations et groupes qui la composent de souscrire à la formule ci-dessous :

Le Parti Socialiste de France (Unité socialiste révolutionnaire), fraction du prolétariat international organisé, poursuit l'émancipation du travail et de la société sur les bases suivantes :

Entente et action internationales des travailleurs ; organisation politique et économique du prolétariat en parti de classe pour la conquête du pouvoir et la socialisation des moyens de production et d'échange, c'est-à-dire la transformation de la société capitaliste en une société collectiviste ou communiste.

A l'encontre de ceux qui reculent indéfiniment l'avènement de cette société nouvelle, il affirme que les éléments matériels ou économiques en existent dès à présent et qu'il ne manque à leur mise en train que les éléments humains, c'est-à-dire l'action d'un prolétariat conscient et organisé, possible également dès aujourd'hui.

Parti de révolution, et par conséquent d'opposition à l'État bour-

geois, s'il est de son devoir d'arracher toutes les réformes susceptibles d'améliorer les conditions de lutte de la classe ouvrière, il ne saurait, en aucune circonstance, par la participation au pouvoir central, par le vote du budget, par des alliances avec des partis bourgeois, fournir aucun des moyens pouvant prolonger la domination de la classe ennemie.

Pour les organisations représentées au Conseil central :

(Suivent les signatures des délégués mandatés à cet effet).

Le candidat des groupes adhérents au Parti socialiste de France dans la circonscription de . . . . . et qui a souscrit à la formule ci-dessus énoncée est le citoyen. . . . . .

(Ici le nom du candidat)

Vu le candidat.

On peut, sur cette déclaration, avoir des réserves à faire; ne pas croire, par exemple, que le refus systématique du budget doive être élevé à la hauteur d'un principe; penser que les alliances avec les partis bourgeois sont parfois nécessaires, au moins au second tour de scrutin. Il n'en est pas moins vrai que l'obligation faite aux candidats du P. S. de F. d'afficher cette déclaration est une garantie qui fermera la porte aux défaillances individuelles, et fera d'eux ce qu'ils doivent être, de véritables candidats de classe.

Il n'en sera pas de même des candidats de ce qu'on nomme encore le « Parti socialiste » ; cela est du moins certain pour tous ceux qui ont commencé leur campagne. Il est bien vrai que l'article 15 des résolutions du Congrès de Tours décide que ceux-là seuls seront « considérés comme socialistes qui auront, sous le contrôle de la Fédération qui les présente, signé et *affiché* la déclaration de principes et le programme du parti ». Il est bien vrai que des avis réitérés invitent « de la façon la plus pressante » les secrétaires des fédérations à se munir des affiches que le Comité interfédéral a fait imprimer. Mais, cette déclaration et ce programme mêmes, que Lagardelle apprécie d'autre part, n'ont que de très lointains rapports avec ceux qu'on nous a donnés jusqu'ici; et si vraiment, comme le porte l'article 30 des résolutions de Tours, le « groupe parlementaire du Parti socialiste français (Unité fédérative), est formé des députés qui ont été élus dans les conditions déterminées

par l'article 15 », il y a tout lieu de craindre que, malgré les nombreux succès que ne manquera pas de remporter ce parti, son groupe parlementaire voie difficilement le jour.

Encore, s'il ne s'agissait que des candidats étrangers qu'on a vus surgir, par exemple, des antichambres ministérielles, il n'y aurait pas lieu de s'en étonner. Tandis que le propre secrétaire du ministre du commerce, M. Violette, renonce avec une franchise qui l'honore et dont on ne saurait trop lui savoir gré, à l'étiquette socialiste qu'il arborait il y a quatre ans, pour prendre celle de « républicain démocrate », tandis qu'il répudie nettement l'apparence même d'une solidarité quelconque avec les groupes socialistes de Dreux, on voit, en effet, des comités qui s'intitulent socialistes, aller chercher pour le représenter à Draguignan, contre un socialiste sortant dont la conduite à la Chambre a été irréprochable, comme Allard, le secrétaire particulier du ministre des Affaires Étrangères, M. Netton. S'il leur convient de donner l'exemple d'une aussi scandaleuse inconscience, c'est affaire à eux ! J'ignore quel est le programme de M. Netton. Peu importe, et ce n'est pas de lui qu'il s'agit, mais des leaders mêmes du « Parti socialiste ».

Quelque pénible qu'il soit de s'en prendre à des personnalités, il faut bien citer des exemples. Voici un arrondissement de Paris, le cinquième, dont les deux députés sortants sont « socialistes » ; l'un, M. Gras, intitule sa *première* affiche : Concentration Républicaine ; l'autre, Viviani, placé entre un nationaliste et un radical, oubliant qu'il n'avait pas, il y a quatre ans, assez d'anathèmes pour ce dernier, le « salue, non comme un concurrent, mais *comme un camarade de lutte* ». Ce n'est même pas du programme de Tours qu'ils s'occupent ; c'est des « intérêts si légitimes du petit commerce » ; c'est du triomphe « des droits de la Raison ». Sur leurs professions de foi, comme le disait dernièrement Parvus, la Déclaration des Droits de l'Homme a remplacé le Manifeste Communiste,

Et il ne s'agit pas d'un cas isolé. Lisez les comptes rendus de réunions, les communiqués de *la Petite République :* la Défense Républicaine y fleurit, la démocratie y coule à pleins bords ; de socialisme, il n'est pas question.

J'ai dit ici comment M. Rouanet, à Montmartre, conférenciait sous la présidence de M. Waldeck-Rousseau. Dans la circonscription voisine, M. Heppenheimer parle à la fin d'un banquet, sous le patronage de M. Mascuraud, président du Comité républicain du commerce et de l'industrie (comité radical), qui appuie sa candidature en conviant « tout le commerce républicain de la Chapelle à se rallier à la Défense Républicaine ». (1)

L'exemple vient de haut ; c'est dans la deuxième circonscription d'Albi, à Carmaux, que le théoricien du « Parti socialiste », M. Jaurès, s'est chargé de le donner.

Quelques jours après l'élection de Bouveri à Chalon-sur-Saône, on pouvait lire dans *la Dépêche de Toulouse* (2) un article dans lequel, examinant les conditions de la lutte que venaient de soutenir nos camarades de Saône-et-Loire, il posait d'une façon très nette les règles qui devaient guider les socialistes aux élections de 1902. « Les élections prochaines et la prochaine Chambre, écrivait-il, dépendent, cela est certain, des rapports qui s'établiront entre socialistes et radicaux. Si les deux partis, *tout en affirmant chacun sa doctrine propre et son programme, partout où ils le jugent utile*, savent éviter les polémiques irréparables et s'entendre *au second tour de scrutin*, la démocratie républicaine et populaire remportera certainement une belle victoire contre toutes les réactions coalisées. Au contraire, s'ils se font une guerre implacable et se traitent *jusqu'au bout* en ennemis, la réaction passera entre les forces divisées de la démocratie. » Et, opposant à la tactique d'union au deuxième tour de scrutin qui fit jadis triompher dans le Nord le Parti Ouvrier Français, la tactique intransigeante qui venait précisément de le faire battre aux Élections du Conseil Général, il montrait que Bouveri et ses amis avaient très justement adopté la première. « *Ainsi, concluait-il, a été gagnée la bataille. Ainsi triomphera aux élections prochaines*, sous des formes diverses, mais d'un même élan, toute la démocratie. L'élection socialiste et républicaine de

(1) *La Petite République* du 25 mars.
(2) *La Dépêche de Toulouse* du 23 août 1901.

Chalon, est un grand signal d'action, d'union et de victoire. »

Cette belle leçon de méthode socialiste s'est malheureusement perdue.

Tout dernièrement, *la Dépêche de Toulouse* voulait bien nous l'apprendre.

L'éditorial signé Pierre et Paul (1) annonçait :

« Le comité radical de Carmaux vient de donner un bel exemple de discipline et d'abnégation républicaines. Il a décidé de soutenir exclusivement la candidature de notre éminent ami Jaurès et même de combattre toute candidature républicaine, fût-elle radicale, qui pourrait mettre en suspens l'élection du leader socialiste... On se souvient, ajoutait non sans ironie l'auteur, que le Parti Socialiste, par l'organe de M. Jaurès, nous notifia ici même son intention de susciter ici et là des candidatures socialistes, même et surtout dans les circonscriptions à tendances radicales... Il n'y avait rien à redire... nous ne pûmes que souscrire à cette décision... Mais l'exemple de Carmaux vient à son heure. *Les radicaux ont commencé. Aux socialistes de suivre.* »

Les socialistes ont suivi ; pas de radicaux contre les socialistes, pas de socialistes contre les radicaux. (2) « Cette union de tous les républicains s'est faite étroite et loyale, et depuis trois années, le gouvernement, composé de citoyens pris dans toutes les fractions du parti républicain, peut travailler au rétablissement de la paix dans le pays, et étudier les améliorations qu'il convient d'apporter au sort de ceux qui produisent. » (3)

Action commune, programme commun : « Je demanderai pour vous, si je suis élu, dit Jaurès, la réforme dans un sens plus équitable et plus démocratique du système actuel d'impôts, l'établissement de l'impôt général et progressif

---

(1) Pseudonyme de M. Huc, directeur de *la Dépêche*, numéro du 12 mars 1902.

(2) Sauf dans une circonscription où cela ne peut avoir grande importance.

(3) Discours prononcé à Monestiès (Tarn), par M. Jaurès. *La Dépêche de Toulouse* du 23 mars 1902.

sur le revenu, la réduction progressive du service militaire en attendant que les armées permanentes puissent être remplacées, etc., etc., je m'associerai à toutes les réformes démocratiques et je défendrai la République et le travail. « *Je fais appel à tous les républicains* pour assurer le triomphe de la République et de la liberté. Nous pouvons différer sur quelques points pour la résolution des grands problèmes sociaux, mais nous sommes tous d'accord pour dire que la solution de ces problèmes, seule, la République peut la donner. *Défendons donc ensemble la République; que chacun fasse son devoir de républicain.* » (1)

Certes, nous ne faisons pas à M. Jaurès l'injure de croire que de basses préoccupations électorales ont pu le guider dans cette évolution ; mais nous avons droit d'y voir une marche progressive et ininterrompue vers un but et par des sentiers qui sont peut-être ceux des républicains bourgeois, mais qui ne sont pas ceux des socialistes. Et quand il « rentre le soir un peu fatigué, mais heureux d'une saine et loyale propagande », comme il nous le disait il y a quelques jours, nous avons le droit de dire qu'il a fait d'excellente besogne républicaine, au même titre que les radicaux ses voisins, mais que sa pensée éloquente est une soie changeante, et que le soleil de la démocratie réformiste et petite bourgeoise en tire seul aujourd'hui de chatoyants reflets.

Fraternellement unis dans la lutte, les candidats du « Parti Socialiste » et radicaux seront sans doute à la Chambre fraternellement unis.

Seront-ils nombreux au Parlement ? Faut-il croire à une énorme majorité réformatrice, comme on le dit dans les milieux ministériels, ou à un triomphe du nationalisme, comme l'annoncent avec assurance tous les journaux du nouveau « syndicat des mécontents » ? La vérité, sans doute, est entre les extrêmes. Mais s'il nous est permis d'exprimer un vœu, nous souhaitons que les candidats républicains-socialistes obtiennent de très grands succès.

Il y a tout intérêt pour tous à ce que l'équivoque se dissipe, et cela ne peut se faire que par la constitution

(1) Même discours.

définitive du parti de démocratie réformiste en formation. Le socialisme aura à traverser des jours difficiles. Ce qu'il doit malgré tout souhaiter le plus ardemment, c'est que la différenciation se fasse très nette de part et d'autre, pour qu'il maintienne son idéal intact, et pour qu'à la Chambre prochaine, chacun fasse en toute bonne foi la tâche qu'il se sera imposée.

Quant au résultat immédiat, actuel, le nombre des élus vraiment socialistes ne marquera peut-être pas un très grand progrès; il n'y aura sans doute pas non plus d'éclatante défaite. En tous cas, les candidats du Parti Socialiste de France et de quelques fédérations sauveront l'honneur.

Ensuite, toute obscurité dissipée, on pourra recoudre et fondre les morceaux du socialisme en une véritable unité. (1)

Numéro 90, du samedi 3 mai 1902

page 843 et suivantes

Nous y gagnerons, espérons-le, d'être enfin débarrassés du spectre nationaliste, qui fut si souvent agité, et de cette rage de défense républicaine à laquelle nos camarades se laissaient si souvent entraîner. Enfin la République est hors de danger, si tant est qu'elle en eût couru. « Nous nous en réjouissons franchement, car il y a là tout profit pour

---

(1) Si désireux que je sois de n'engager pas un grand débat sur une incidence, et de ne pas mêler le commentaire au texte, on m'accordera la joie de relire cette phrase :

Ensuite,
toute obscurité dissipée,
on pourra recoudre
et fondre
les morceaux
du socialisme
en une véritable
unité.

Il y avait à Orléans un poète lauréat à qui nous devons ces vers :

Je voudrais forger des idées
Dans le fer, le marbre ou l'airain.

Comme on voit tout de suite que ce sacré Morizet est un ouvrier manuel, familier avec les métaphores venues des arts et métiers. Comme il a raison de mépriser Landry et Salomé.

notre cause. D'abord parce que l'affermissement du régime républicain est nécessaire en ce pays à toute marche accélérée dans la voie des réformes démocratiques et sociales. Ensuite parce que la situation respective des partis ne peut que gagner en clarté à l'évanouissement dûment constaté et enregistré du péril nationaliste. En ce qui nous concerne particulièrement, rien ne nous est plus nuisible que ces périodes de confusion et de trouble où le prolétariat se trouve obligé de courir au plus pressé et n'est que trop exposé à prendre la proie pour l'ombre. »

C'est en ces termes que le citoyen Dubreuilh, dans *le Petit Sou* du 30 avril, donne très justement la conclusion des élections du 27 et résume leur portée au point de vue républicain.

Les socialistes rentreront à la Chambre sans que leur nombre se soit très fortement accru. Mais le nombre de voix qu'auront groupé leurs candidats marquera sans doute, lorsqu'on en aura fait le recensement exact, une assez forte augmentation.

Il faut regretter les échecs survenus. Mais surtout il est pénible que Guesde n'ait pu remporter, dans le Nord, une victoire, d'ailleurs inespérée ; mais deux de ses meilleurs lieutenants, les citoyens Delory et Ghesquière, augmenteront sans doute le nombre des élus révolutionnaires, si la discipline des républicains est autre chose qu'un mot. A Paris, le triomphe de Vaillant, de Dejeante, de Coutant, de Sembat, a montré qu'il n'est pas la meilleure façon d'abattre la démagogie nationaliste que de lui opposer l'idéal socialiste dans toute son intégrité. Le succès éclatant — qui sera définitif au second tour — que notre ami et collaborateur de Pressensé a remporté à Lyon, après une campagne admirable de netteté et d'énergie, en est encore une éloquente preuve.

Quant aux socialistes ministérialistes, j'exprimais dernièrement ici (1) le vœu qu'ils obtinssent des sièges nombreux. Eux non plus n'auront pas diminué le nombre de leurs élus. Mais comme par un arrêt de justice immanente,

(1) *Le Mouvement Socialiste*, 12 avril 1902.

disparaissent ou vont disparaître quelques-uns de ceux qui, dans les Congrès, n'ont échappé que par hasard à l'exécution que méritaient leurs exploits. Jaurès et Briand sont élus. Dans plusieurs circonscriptions de Paris et de la banlieue, d'autres candidats sont près de battre des nationalistes, qui semblaient indéracinables, par le jeu naturel de causes économiques dont nous analyserons après les résultats définitifs, l'instructive évolution. Pourtant, dans une autre circonscription parisienne, le citoyen-ministre est en fort mauvaise posture. Peut-être se relèvera-t-il; nous le souhaitons très sincèrement. Le seul moyen de sortir de l'équivoque où se traîne aujourd'hui le socialisme est de voir à l'œuvre, avec le maximum d'utilité possible, ceux qui préconisent une « méthode nouvelle ». Il faut que l'expérience se poursuive jusqu'au bout, si l'on veut qu'elle soit profitable, et que le prolétariat soit complètement éclairé. Voilà pourquoi nous souhaitons que M. Millerand rentre à la Chambre, et qu'il y rentre avec un grand nombre des siens.

Pour les socialistes, cette législature sera d'une importance capitale. Plus clairement que jusqu'ici même, elle oppose les deux tactiques : l'organisation ouvrière sur le terrain de classe et le démocratisme réformateur, le socialisme révolutionnaire et le socialisme d'État.

Nous ne citerons pas plus aujourd'hui ; ma critique ne portait pas seulement sur les articles de Morizet, mais sur la conduite politique de tout le Mouvement; *si un autre signataire nous écrit, nous reproduirons les fragments intéressants des articles publiés sous sa signature.*

Si Lagardelle intervient au débat, je répondrai sur le fond.

Pour que nos abonnés s'y reconnaissent, on me permettra de rappeler en bref quelle est ma thèse :

Les politiciens qui sont, tout à fait nombreux, dans l'*Unité Socialiste Révolutionnaire* ne valent pas mieux

que les politiciens qui sont, très nombreux, dans l'*Unité fédérative ;* les honnêtes gens qui sont dans l'*Unité fédérative* — il y en a plusieurs dans l'État-Major et beaucoup parmi les troupes — valent les honnêtes gens qui sont dans l'*Unité Socialiste Révolutionnaire* — il y en a quelques-uns parmi les chefs et beaucoup parmi les troupes.

Je crois en particulier que pour les élections les candidats de l'*Unité Socialiste Révolutionnaire* font de la cuisine autant que les candidats de l'*Unité fédérative ;* les anciens indépendants font des alliances, et le disent; les guesdo-blanquistes font des alliances, et ne l'avouent pas souvent.

J'ai reçu le 31 mai la lettre suivante, même en-tête que la première :

FICHE RECTIFICATIVE
à joindre au dossier du *Mouvement socialiste*
(Lettre de l'inculpé Morizet)

Ledit inculpé prie l'Incorruptible de joindre cette rectification à sa précédente lettre lorsqu'il dressera son acte d'accusation. Il le prie en même temps de croire que, le jour où partira la charrette, le seul souci qu'il emportera, récidiviste impénitent, en y montant avec ses camarades, sera d'avoir obscurci un instant l'inaltérable pureté d'une belle âme...

...ème chef d'accusation :

« Nous y avons lu tous les huit jours avec stupeur que M. Zévaès tous les jours sauvait l'honneur du socialisme français. »

Le nom du citoyen Zévaès est encore une fois mentionné dans le numéro du 17 mai. *C'est la seconde !!*

L'auteur d'une chronique sur les élections a cru devoir signaler la défaite de ce citoyen.

Nos jeunes camarades s'essaient aux plaisanteries de Téry ; mais Téry a plus de son talent qu'eux.

Je ne veux pas continuer avec *le Mouvement Socialiste* une polémique ingrate ; au moment où le détachement était devenu nécessaire, je dus opérer le détachement ; désormais *le Mouvement* continuera sa carrière politique ; nous le traiterons exactement comme les autres organes politiques des partis socialistes, ni mieux ni plus mal, comme *la Revue Socialiste*, comme *la Petite République, l'Aurore, le Socialiste.* Au lieu d'une amitié, qui fut sincère, nous aurons, hélas, et encore faut-il qu'ils veuillent, des relations de bonne confraternité. Pas plus tard que la semaine dernière, nous avons encore acheté les trois premières années du *Mouvement* pour un de nos abonnés.

L'avenir nous départagera. Je n'ai pas de raisons pour taire ce que j'ai toujours dit à Lagardelle, quand je le voyais. Je crois qu'il n'était pas fait pour la politique, ni même pour l'action, mais pour l'étude, pour un certain travail intellectuel ; j'attendais de lui des livres, des *in octavo*, des traités, des manuels ; de bons *in octavo* ne sont pas négligeables ; je crois qu'il aurait travaillé utilement l'histoire économique et sociale, juridique, politique ; sa thèse devait l'encourager dans cette voie ; — ou puisqu'il tenait à continuer *le Mouvement* il devait l'épaissir, au lieu de le rapetisser, le faire mensuel, et non pas hebdomadaire ; le garder de toute politique ; nous y donner tout bêtement une image fidèle, une exacte narration du mouvement socialiste international ; sur tout il devait s'y mettre tout entier, comme je me suis mis tout entier aux cahiers. Il ne faut qu'un métier par homme.

Courrier de Belgique

Avertissement. — *Pour avoir une vue d'ensemble des mouvements populaires et de la grève dite générale qui troublèrent le pays belge en avril dernier, lire dans* le Mouvement Socialiste *l'article de M. Émile Vandervelde (numéro du 3 mai). C'est nécessairement une version officielle des événements, — la version officielle du* Parti ouvrier belge. *Mais c'est un travail complet et bien composé, qu'il faut connaître pour mettre en place les quelques documents et quelques témoignages qui viennent ci-après, ainsi que tous les documents et tous les témoignages qui pourront être produits ultérieurement dans les* Cahiers *ou ailleurs.*

CHOSES VUES. — DOCUMENTS

Jeudi 10 avril. — J'entends à la Monnaie le *Crépuscule des Dieux*. Après le premier acte, souper aux Mille Colonnes. Puis je rentre dans le théâtre et m'arrête à causer devant le contrôle avec un wagnérien. Au moment où nous allons monter, des cris éclatent sur la place. Le wagnérien regagne son perchoir et je me risque dehors.

Une soixantaine de manifestants sont groupés devant la Grande Poste, sifflant et braillant. Je distingue dans le nombre beaucoup de gamins. Cinq ou six agents, les cochers des vigilantes (1) qui stationnent devant le théâtre, un petit nombre de curieux massés devant les tavernes, regardent les manifestants.

Les braillards s'engagent dans la rue des Fripiers. J'entends tirer des coups de feu; j'en compte neuf. Puis les cris s'éloignent. M'étant approché de la Grande Poste, j'aperçois un rassemblement de curieux devant la vitrine du magasin de cigares dont l'éclairage flamboie tout à côté des Mille Colonnes. Un passant me dit :

— Ils ont démoli la vitrine à coups de revolver pour forcer le patron à fermer boutique.

---

(1) Fiacres bruxellois.

Je vais constater les dégâts : la vitrine est trouée de cinq trous; les glaces des Mille Colonnes ont également reçu deux balles.

L'affolement règne parmi les badauds, et les esprits battent la campagne.

— Les balles sifflaient dans toutes les directions, dit un vieux monsieur; on a tiré au moins vingt coups de feu.

— Beaucoup plus, corrigent d'autres badauds.

Dans la même soirée du 10 avril, le fait suivant se produisit aux galeries Saint-Hubert.

Ce n'est pas moi qui parle, c'est un honorable israélite, voyageur de commerce.

— Je passais aux Galeries, vers dix heures du soir, allant de la rue d'Aremberg à la rue de la Madeleine quand je vis s'approcher un petit groupe d'individus débraillés, jeunes pour la plupart, qui chantaient tour à tour des bribes de *la Carmagnole* et des refrains obscènes et qui criaient : « Vive le S. U. ! — A bas le Roi de Carton ! — etc... », en gesticulant d'une manière assez ignoble. Tout dans leur conduite semblait calculé pour écœurer les passants et les boutiquiers. Une trentaine de gamins suivaient ces hommes louches, réglant leur attitude et leurs cris sur les leurs.

Telles furent les paroles de l'honorable israélite, voyageur de commerce.

Ce même jeudi 10 avril, entre 9 et 11 heures du soir, d'autres vitrines furent brisées, l'Institut Saint Louis (collège des Jésuites) fut lapidé, des refrains obscènes et des cris ignobles furent jetés au vent, deux agents

roués de coups, les députés catholiques Woeste et Hoyois menacés dans leurs demeures, par ces mêmes groupes ou par d'autres semblablement composés, cependant que des manifestants pacifiques se promenaient le long des boulevards.

Il résulta de ces faits la confusion la plus fâcheuse; le bruit courut le lendemain que les manifestants avaient tout saccagé sur leur passage : les petits bourgeois et les boutiquiers, favorables auparavant à la cause du S. U., se mirent à trembler; et je sais des gardes civiques qui se sentirent gouvernementaux.

Vendredi 11 avril. — Un professeur de gymnastique, ancien soldat, me parle des gendarmes que le ministère a fait venir des Flandres.

— Le ministère catholique a mis des gens à lui dans toutes les administrations, dans tous les services publics, dans la police, bien entendu, mais surtout dans la gendarmerie. Pour devenir gendarme ici, il faut obtenir du curé de son village un certificat de bonne vie et mœurs. Les curés délivrent ces certificats à des brutes illettrées qui seront toujours à la dévotion du prêtre. Ces gendarmes vont venir ici comme à une sorte de Croisade.

Il se peut qu'il y ait là quelque exagération. Mais j'ai dû constater le lendemain que les gendarmes flamands étaient d'épouvantables brutes.

Le soir, je ne sortis pas, loin de me douter qu'il y aurait des bagarres aux environs de la Maison du Peuple. Le lendemain, un père me dit :

— Mon fils était de garde, hier soir; il a couché en

joue les gens entassés dans la Maison du Peuple. Il aurait tiré si l'on avait commandé le feu.

Le père et le fils en question sont catholiques. J'ai rencontré d'autre part des gardes civiques bien résolus à ne pas tirer ou à tirer en l'air.

Samedi 12. — Je cause avec un professeur d'histoire, ennemi féroce du gouvernement catholique. Il a été de service hier dans la garde civique, mais loin des bagarres. Sa compagnie a dû rester une partie de la nuit à Ixelles, rue du Champ de Mars, dans la remise d'un loueur de voitures, pour se porter au besoin rue de Naples où habite M. Woeste, avocat, ancien ministre, l'inflexible et tout-puissant leader du parti catholique. — A la Chambre des représentants, quand M. de Smet de Naeyer, chef du cabinet, est sur le point de faire une sottise (c'est un nerveux), M. Woeste quitte son siège, s'approche du banc des ministres, inspire froidement M. de Smet de Naeyer, puis retourne à sa place. — Mon ami le professeur n'eut pas l'occasion de secourir son ennemi M. Woeste. Il dut se résigner à jouer au whist et à pousser des cris d'animaux.

Le soir à 8 heures, je me rends à la Maison du Peuple pour assister au meeting. J'arrive trop tard : au bas de la place du Grand Sablon, un cordon de gardes civiques et d'agents barre l'entrée de la rue Alfred Stevens. Par dessus leurs têtes, sur la gauche, je vois l'immense bâtisse de briques et de fer, aux larges ondulations latérales : des feux électriques rayonnent par les grandes baies du hall et tout en haut par la cage vitrée de la Salle des fêtes.

Alors, j'enfile une petite rue parallèle à la rue Alfred

Stevens et je débouche place de la Chapelle au-dessous de la Maison du Peuple. Même déception qu'en haut : ici également la rue Alfred Stevens est barrée. Dans l'espace inaccessible à la foule, des officiers de police, des gendarmes, quelques ouvriers sortis de la Maison du Peuple et qu'on oblige soit à y rentrer, soit à franchir, pour s'en aller, l'un des deux cordons.

La foule est dense sur la place de la Chapelle et dans les rues étroites qui y débouchent : peu de femmes, beaucoup de jeunes ouvriers en veston et en melon, rien que des gens du quartier parlant cet affreux flamand du centre de Bruxelles, qui foisonne de mots wallons, français et espagnols à préfixes et suffixes germaniques.

(Les ouvriers des faubourgs restent dans les faubourgs. Ici chaque faubourg est une commune indépendante. Quelques faubourgs pauvres ont une Maison du Peuple. Les habitués de la grande Maison du Peuple de Bruxelles sont en majorité des Bruxellois du centre, des gens de Saint-Gilles et des Ixellois.)

On a renforcé les cordons et la police refoule les gens en haut sur la place du Sablon, en bas sur la place de la Chapelle. D'où quelques cris, injures et brutalités. Mais ce n'est rien encore.

Je descends en ville. Beaucoup de monde sur le boulevard Anspach, mais rien que des bourgeois qui commentent avec placidité les faits de la veille. La Bourse est pleine de gardes civiques qui fument leurs pipes, jouent aux cartes ou mangent des pistolets (1) au jambon.

---

(1) Petits pains bruxellois.

Je remonte vers la Maison du Peuple. Maintenant la physionomie du quartier est tout autre. Comme j'arrive place de l'Empereur, une horde fuyante de gamins débouche par la rue d'Or, et derrière eux ce sont des gendarmes flamands, êtres monstrueux, surmontés de bonnets à poil, qui chargent à la baïonnette. — Les gamins s'enfuient en sifflant vers la Montagne de la Cour, les gendarmes retournent vers la Maison du Peuple. Un ouvrier me dit qu'il y a des blessés là-haut. Tranquille, il m'explique qu'au lieu de refouler la foule petit à petit, comme on avait commencé à le faire, on a lâché sur elle des gendarmes à pied et à cheval qui piquent dans le tas. Et il ajoute :

— Va pas là-haut, monsieur ; mauvais pour toi, sais-tu ?

Malgré ce sage conseil, je grimpe la rue d'Or, je tourne à gauche dans la rue Haute pour retourner sur la place de la Chapelle. La foule s'est reformée après la charge de tout à l'heure, les gens étant sortis de leurs refuges, les estaminets et distilleries borgnes qui sévissent au rez-de-chaussée de tous ces logis minables. Vers la place, au bout de la rue, une foule épaisse. Un quasi silence ; les hommes ragent et vont les dents serrées. Des gamins sifflent furieusement. Tout à coup des cris de terreur, une ruée aveugle : les gendarmes chargent de nouveau. Je me colle contre un mur pour laisser passer le torrent. Voici les terribles bonnets à poil. Deux jeunes ouvriers me poussent dans un estaminet. L'orage s'éloigne.

Redescendant en ville, je croise les gendarmes, géants massifs, qui s'en reviennent vers la Maison du Peuple. Aucune lueur d'intelligence sur ces machines à cogner.

Un bon bourgeois m'a dit le lendemain :

— Hier soir, j'étais de garde près de la Maison du Peuple. On nous a mis dans une petite école. Là on amenait les blessés. J'ai vu deux hommes qui avaient reçu des balles dans le dos, un vieillard à demi tué d'un coup de sabre sur la tête. Nous sommes restés là toute la nuit.

Il semble donc que M. De Mot, bourgmestre de Bruxelles, chef de la police urbaine, (1) sénateur libéral, ayant à sa disposition une milice citoyenne, composée d'êtres généralement sensés et calmes (ne pas confondre Bruxelles avec Louvain) ait préféré, le vendredi 11, le samedi 12 (et aussi le dimanche 13) opposer aux manifestants et aux curieux ces animaux féroces qui (j'en ai pu juger *de visu)*, avaient à peine l'apparence d'êtres humains.

Dimanche 13. — Mon ami le professeur d'histoire me donne une brochure intitulée *Constitution revisée de la Belgique,* publiée à Bruxelles par la *Société belge de Librairie,* 16, rue du Treurenberg, 1893. J'y lis le fameux article 47 et je le transcris ci-dessous :

Article 47. (2) — Les députés à la Chambre des représentants sont élus directement dans les conditions ci-après :

Un vote est attribué aux citoyens âgés de vingt-cinq ans

---

(1) L'état de siège n'ayant pas été déclaré, M. De Mot est seul resté chargé d'organiser les services d'ordre pendant toute la durée des troubles.

(2) L'article 47 ancien était conçu en ces termes :

« Article 47. — La Chambre des représentants se compose de députés élus directement par les citoyens payant le cens déterminé par la loi électorale, lequel ne peut excéder 100 florins d'impôts directs, ni être au-dessous de 20 florins. »

accomplis, domiciliés depuis un an au moins dans la même commune et qui ne se trouvent pas dans l'un des cas d'exclusion prévus par la loi.

Un vote supplémentaire est attribué à raison de chacune des conditions suivantes :

1° Être âgé de trente-cinq ans accomplis, être marié, ou veuf ayant descendance légitime, et payer à l'État au moins 5 francs d'impôt du chef de la contribution personnelle sur les habitations ou bâtiments occupés, à moins qu'on en soit exempté à raison de sa profession.

2° Être âgé de vingt-cinq ans accomplis et être propriétaire :

Soit d'immeubles d'une valeur d'au moins 2.000 francs, à établir sur la base du revenu cadastral ou d'un revenu cadastral en rapport avec cette valeur;

Soit d'une inscription au grand-livre de la dette publique ou d'un carnet de rente belge à la caisse d'épargne, d'au moins 100 francs de rente.

Les inscriptions et carnets doivent appartenir au titulaire depuis deux ans au moins.

La propriété de la femme est comptée au mari ; celle des enfants mineurs, au père.

Deux votes supplémentaires sont attribués aux citoyens âgés de vingt-cinq ans accomplis et se trouvant dans l'un des cas suivants :

A. — Être porteur d'un diplôme d'enseignement supérieur ou d'un certificat homologué de fréquentation d'un cours complet d'enseignement moyen (1) du degré supérieur, *sans distinction entre les établissements publics ou privés.*

---

(1) On nomme ici enseignement moyen ce que nous nommons en France enseignement secondaire. On distingue l'enseignement moyen du degré supérieur (enseignement de nos Lycées et Collèges) et l'enseignement moyen du degré inférieur (enseignement commercial, agricole, industriel, etc...)

B. — Remplir ou avoir rempli une fonction publique, occuper ou avoir occupé une position, exercer ou avoir exercé une profession privée qui impliquent la présomption que le titulaire possède au moins les connaissances de l'enseignement moyen du degré supérieur. La loi détermine ces fonctions, positions et professions, ainsi que, le cas échéant, le temps pendant lequel elles auront dû être occupées ou exercées.

Nul ne peut cumuler plus de trois votes.

On a parlé d'agents provocateurs. Il est manifeste que la police n'a point paru soucieuse d'arrêter ceux qui, le 10 avril, cassaient les vitrines à coups de revolver. D'autre part, le dimanche 13, vers 11 heures du soir, comme je passais place Saint-Jean, je vis soudain s'élancer l'un contre l'autre en braillant et se colleter avec une mollesse prudente, deux hommes dont l'un tenait pour le S. U., à la grande fureur de l'autre. La foule s'émut, s'ébroua ; un agent tira son sabre. Un officier de gardes civiques rétablit l'ordre en faisant empoigner les deux hommes. Mais ce fut un empoignement plein de civilité. Un seul agent suffit à cette tâche : il emmena par une rue obscure les deux champions qui continuaient à se disputer péniblement comme deux acteurs qui improvisent tant bien que mal parce qu'on a négligé de baisser le rideau en temps voulu.

Lundi 14. — Le soir, pour la dernière fois, on garde les alentours de la Maison du Peuple. Rien que des gardes civiques. Hier soir, me dit-on, ils ont protesté vivement contre la brutalité des gendarmes. Tout va mieux depuis qu'on les emploie seuls. Ils forment çà et là des cordons pour barrer les rues. On s'approche

d'eux pour leur parler. Des dames de tout âge et de toute mine, qui demeurent dans la zone gardée, franchissent le cordon après des pourparlers pleins de complications : un garde, plus ou moins empressé selon l'âge et la mine, reconduit chaque dame à son domicile. Aucun empressement pour reconduire les représentants de l'autre sexe.

Un professeur de langues germaniques m'a dit ce jour-là :

— Ce qui irrite beaucoup de gens dans le vote plural, c'est qu'il facilite la fraude. Il est long et ardu de vérifier si quelqu'un paye cinq francs de contributions ou quatre francs quatre-vingt-quinze. Dévoués au gouvernement catholique, les fonctionnaires chargés de dresser les listes électorales en profitent pour classer parmi les pluraux des électeurs qui payent moins de cinq francs, mais qui sont bons catholiques. Sans ces fraudes électorales, M. Béthune (1) ne serait pas député d'Alost.

Mardi 15. — Je retrouve dans mes notes certains chiffres que M. Vandervelde cite parfois dans les meetings. Les voici :

Il y aurait en Belgique 930.000 électeurs simples et 473.487 électeurs pluraux disposant de 1.300.000 suffrages.

Aux Marolles (faubourg de Bruxelles) 100 ouvriers auraient 107 votes législatifs ; 100 non ouvriers en auraient 167.

---

(1) Il fut prouvé aux avant-dernières élections, en 1900, que M. le baron Béthune, échevin d'Alost, avait falsifié les listes électorales. Aucune loi belge n'atteint ce délit.

A la Hulpe (Brabant) et à Haut-Fay, 100 ouvriers auraient 113 voix, 100 non ouvriers en auraient 265.

Du mercredi 16 au vendredi 18. — Avant-hier, hier et aujourd'hui, on a gardé autour des Chambres, durant les séances, une longue et large zone dite *zone neutre* (une invention de M. De Mot), au grand dam des négociants et boutiquiers qui trafiquent dans ce désert. La frontière idéale de la zone neutre coupe la rue de Namur un peu au-dessus de la maison où je loge, au numéro 19. Vers 4 heures, du balcon de ma chambre, j'ai pu contempler chaque jour les gardes civiques adossés aux maisons ou bien assis sur le bord des trottoirs. Ces défenseurs de l'ordre catholique achètent aux petits porteurs l'édition spéciale du *Petit Bleu,* feuille ultra-libérale, et, placides, en attendant leur tour de garde, ils fortifient leur esprit d'opposition.

M. Max Hallet, avocat, conseiller communal, homme riche par son mariage, est l'un des trois gardes civiques qui ont refusé de marcher. (1) Refus épistolaire, littéraire, retentissant. M. Max Hallet, bel homme et de bonne mine, porte un beau frac dans les réunions mondaines, un veston chiffonné à la Maison du Peuple. D'aucuns lui reprochent ces changements d'uniforme.

— Mais puisqu'il aime à changer de vêtements, me disait une dame, pourquoi refuser de s'habiller en garde civique? Ça ne lui aurait pas coûté beaucoup, puisqu'il a l'habitude, et ça aurait augmenté le nombre des bons gardes civiques. Il n'y a jamais trop de bons

(1) Les deux autres furent M. Deswarte, avocat, et M. Spaak, avocat.

gardes civiques pour assagir les mauvais gardes civiques et surtout ceux qui ne sont ni bons ni mauvais.

Finie, la séance du 18, si fiévreusement attendue, malgré la certitude où l'on était du résultat. Le bloc catholique repousse la revision. Avant le vote, trois représentants, tous trois socialistes, ont parlé pour le S. U. et pour la revision. Ce sont MM. Smeets et Demblon, députés de Liège, et M. Anseele, député de Gand.

René Salomé

Nous reproduirons *in extenso* le discours de M. Anseele.

Salomé m'écrivait le 3 juin de Bruxelles :

Les événements d'avril dernier se sont terminés si brusquement et la vie a d'une façon si soudaine repris son cours de routine et de banalité que l'impression de ces jours étranges ne leur a pas longtemps survécu.

Plus j'interroge, regarde, lis et réfléchis, plus je me persuade que l'œuvre du gouvernement catholique est néfaste, et que, somme toute, le *Parti Ouvrier belge*, qu'il ait agi bêtement et lourdement, ou qu'il ait laissé agir bêtement ou lourdement des avant-gardes brouillonnes, n'a pas manqué en toute cette affaire d'intentions bonnes et généreuses. — Et pour donner aux lecteurs des Cahiers un aperçu de ce qu'a fait, fait et peut faire le gouvernement catholique, je te communiquerai, quand je serai de retour en France, fin juillet, un certain nombre de faits et de documents sur *l'état de l'enseignement primaire en Belgique*.

René Salomé

De même que Jean Deck, nous ayant envoyé un premier *courrier de Finlande*, nous prépare tout un cahier de la Finlande, un cahier d'ensemble, de même je prie instamment Salomé de nous préparer non pas seulement une seconde contribution, de *l'état de l'enseignement primaire en Belgique*, mais une étude plus vaste, un cahier d'ensemble de la Belgique. Le discours *in extenso* d'Anseele et les documents et renseignements que nous avons déjà de la récente grève générale et de nouveaux documents et renseignements que nous aurions des récentes élections entreraient dans ce cahier. J'avoue que le courrier parfaitement sobre que l'on a lu plus haut ne me satisfait pas ; il me donne envie d'en savoir beaucoup plus. Salomé oublie un peu que nous sommes ignorants ; il ne faut jamais nous parler par allusions, mais toujours comme à des gens qui ne savent rien. Il faut commencer ainsi : *En Belgique il y a un roi; une chambre des représentants qui se compose de représentants; une armée qui se compose de soldats*; et ainsi de suite.

Nous avons donné le bon à tirer après corrections pour trois mille exemplaires de ce dix-huitième cahier le mardi 10 juin 1902.

Le Gérant : Charles Péguy

Ce cahier a été composé et tiré au tarif des ouvriers syndiqués

Imprimerie de Suresnes (E. Payen, administrateur), 9, rue du Pont. — 6066

ÉDITIONS D'ART

Nous avons annoncé dans le quinzième cahier de la troisième série, cahier d'Anatole France, quatrième page de la couverture, que

Nous publierons du même auteur, aussitôt que nous le pourrons,

L'AFFAIRE
CRAINQUEBILLE

en un cahier.

On entend cette annonce en ce sens que l'*affaire Crainquebille*, publiée dans *le Figaro* comme la plupart de ce que nous avons reproduit, appartient aujourd'hui, pour son édition originale en volume, à M. Édouard Pelletan, éditions d'art, 125, boulevard Saint-Germain, Paris.

M. Pelletan a donné de l'*affaire Crainquebille* cette édition originale, avec 55 compositions de Steinlen, in quarto et in octavo jésus, tirage en rouge et noir sur les presses à bras de Lahure, limité à 400 exemplaires numérotés.

Nous sommes heureux de rappeler à ceux de nos abonnés qui sont bibliophiles que les *éditions d'art*, Édouard Pelletan, depuis 1896 ont publié entre autres :

Alfred de Musset. — *Les Nuits*, et *Souvenir*.

Hégésippe Moreau. — *Petits Contes à ma sœur*.

FRANÇOIS VILLON. — *Les Ballades.*

THÉOCRITE. — *L'Oaristys*, texte grec, et traduction nouvelle de M. A. Bellessort, précédée d'une *lettre de Sicile*, de M. Anatole France.

THÉOCRITE. — *Les Syracusaines*, texte grec, et traduction nouvelle de M. A. Bellessort.

CHATEAUBRIAND. — *Les Aventures du dernier Abencérage.*

ALFRED DE VIGNY. — *Servitude et grandeur militaires.*

I. — Souvenirs de servitude militaire.
II. — Souvenirs de grandeur militaire.

SULLY PRUDHOMME. — *A Alfred de Vigny*, sonnet.

ALFRED DE VIGNY. — *Les Destinées*, précédées de *Moïse.*

ERNEST RENAN. — *Prière sur l'Acropole.*

CHARLES NODIER. — *Histoire du chien de Brisquet*, précédée d'une *lettre à Jeanne*, par M. Anatole France.

ANATOLE FRANCE. — *Jean Gutenberg*, suivi du *Traitté des Phantosmes*, de Nicole Langelier.

Almanach du Bibliophile. — Première année 1898.
Deuxième année 1899.
Troisième année 1900.

PIERRE LAFFITTE. — Le *Faust* de Goethe.

GABRIEL SÉAILLES. — *Eugène Carrière*, l'homme et l'artiste.

MAURICE DE GUÉRIN. — *Poèmes en prose.* — Le Centaure. — La Bacchante.

dix-huitième cahier *de la troisième série*

TOLA DORIAN. — *L'invincible race*, nouvelle.

ANATOLE FRANCE. — *L'affaire Crainquebille*, édition originale.

VICTOR HUGO. — *Cinq poèmes :* Booz endormi ; Bivar ; ô soldats de l'an deux ! Après la bataille ; les Pauvres Gens.

Les *éditions d'art* ont en préparation :

ANATOLE FRANCE. — *Pompéi*, édition originale.

BEAUMARCHAIS. — *Le Barbier de Séville.*

ANATOLE FRANCE. — *La Rôtisserie de la reine Pédauque.*

HENRI HEINE. — *L'Intermezzo.*

ANATOLE FRANCE. — *Les Noces Corinthiennes.*

GOETHE. — *Faust*, traduction nouvelle.

Ces éditions d'art sont d'un précieux enseignement pour tous ceux qui veulent, comme nous le voulons, établir de belles typographies.

Nous avons fait faire du quinzième cahier de la troisième série, cahier d'Anatole France, un second tirage à deux mille. Nous sommes en pourparlers avec une section de la Ligue des Droits de l'Homme, à Paris, qui nous en a demandé deux cent cinquante exemplaires pour ses deux cent cinquante membres. Il va de soi que nous serions heureux que cet exemple fût suivi. Nous faisons aux sections de la Ligue, pour de telles quantités, des conditions tout à fait particulières.

Nous prions tous nos abonnés de vouloir bien acheter tous leurs livres à la

Librairie des Cahiers

Nous faisons dans nos bureaux les plus fortes réductions usuelles, c'est-à-dire que nous y vendons les livres aux prix de l'Odéon.

Nous envoyons franco à domicile à Paris aux mêmes conditions.

Nous envoyons franco à domicile en province aux prix marqués pour toute commande inférieure à onze francs.

Nous envoyons franco à domicile en province avec les plus fortes réductions usuelles, c'est-à-dire aux prix de l'Odéon, pour toute commande égale ou supérieure à onze francs.

Nous envoyons à l'étranger aux plus bas prix du commerce.

Notre service de librairie est réservé à nos abonnés et aux abonnés de *Jean-Pierre*.

Nous avons à disposition dans nos bureaux les livres que nous annonçons à mesure que nous les annonçons.

Nous recevons sans frais les abonnements à toutes les revues.

Nous avons organisé pour les livres que nous vendons en librairie et pour ceux que nos abonnés posséderaient déjà un service nouveau : les

Reliures des Cahiers

Il y a deux classes de reliures :

les *reliures d'éditeurs;* un certain nombre de volumes sont mis en vente par les éditeurs cartonnés ou reliés; ainsi un très grand nombre de livres scolaires ne sont pas même vendus brochés; ainsi les *auteurs contemporains* de chez Lemerre sont vendus à volonté brochés ou reliés ; nous avons bien entendu vendu dès le principe les livres neufs reliés d'éditeurs au même titre que les livres brochés ;

les *reliures* d'usage, pour ainsi dire ; ce sont celles que tout le monde fait faire pour des livres achetés brochés, et dont nous venons d'organiser un service pour compléter notre service de librairie ; nous nous chargeons désormais de relier, aux prix les plus bas du commerce, tous livres que nos abonnés nous apporteraient ou nous enverraient à cette fin, sur leurs indications.

Nous pouvons fournir à nos abonnés tous livres qu'ils nous commanderaient pour distributions de prix, pourvu que la commande n'exige pas une avance de fonds de plus de cinq cents francs; jusqu'à ce que l'*emprunt des cahiers* soit couvert, nous devons nous interdire toute opération supérieure à cinq cents francs; la distribution des prix est une assez mauvaise institution; mieux vaut tout de même y distribuer de bons livres que de mauvais; nous travaillerons, s'il y a lieu, à établir des listes pour des situations et des crédits déterminés.

AP
20
C15
sér.3
no 12-18

Cahiers de la quinzaine

CIRCULATE AS MONOGRAPH

PLEASE DO NOT REMOVE
CARDS OR SLIPS FROM THIS POCKET

UNIVERSITY OF TORONTO LIBRARY